

HAUTE ECOLE GALILEE
INSTITUT DES HAUTES ETUDES DES
COMMUNICATIONS SOCIALES DE BRUXELLES



**La problématique des Kurdes
de Turquie et du PKK, le Parti des
travailleurs du Kurdistan**

Mémoire présenté pour l'obtention du titre de Licencié en Communication
appliquée, section Presse et Information
par

Stéphanie JACQUET

sous la direction de Mr Paul DELMOTTE

Septembre 1997

Liv. Fre.
n4437

Institut Kurde de Paris



HAUTE ECOLE GALILEE
INSTITUT DES HAUTES ETUDES DES
COMMUNICATIONS SOCIALES DE BRUXELLES

**La problématique des Kurdes
de Turquie et du PKK, le Parti des
travailleurs du Kurdistan**

Mémoire présenté pour l'obtention du titre de Licencié en Communication
appliquée, section Presse et Information
par

Stéphanie JACQUET

sous la direction de Mr Paul DELMOTTE

Septembre 1997

Je tiens à assurer de ma profonde gratitude toutes les personnes qui ont contribué et collaboré à l'élaboration de mon mémoire.

Qu'elles soient toutes remerciées pour leur bienveillance et leurs encouragements.

J'adresse des remerciements particuliers à

Messieurs Paul DELMOTTE, promoteur

Pierre VANRIE, co-promoteur

Kendal NEZAN, intellectuel kurde

Yachar KAYA, Président du Parlement kurde en exil

Derwich FERHO, Président de l'Institut kurde de Bruxelles

Bahar, Ibrahim et « l'Anonyme »

pour leur aide précieuse et leurs conseils judicieux.

*« L'une des catastrophes les plus terribles
pour un peuple, pour un pays, c'est la
division et le partage.*

*Par ce processus, c'est la colonne
vertébrale du pays et de la communauté
qui se brise, son cerveau qui éclate.*

C'est ce qui est arrivé aux Kurdes ».

Ismail BESIKCI

ERRATA

Omission de revues diverses, d'hebdomadaires et de quotidiens :

- Hamit BOZARSLAN, in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 709, 20/08/1993
- A. GOKALP, « Mariage alla turca », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 34, juillet-septembre 1986, p. 55
- Christiane MORE, in *Hommes et migrations*, n° 1172-1173 / janvier-février 1994

- *Agence France Presse*, juin 1996 - juillet 1996
- *Dem News Bulletin*, n° 5, 1/31 August
- *La gauche révolutionnaire - Devrimci Sol*, juin 1990
- *Devrimci Sol (Revolutionary left)*, September 1996
- *The program of the DHKP Revolutionary People's Liberation Party*, March 1995
- *Droits de l'Homme sans frontières - Journal européen des Droits de l'Homme*, « La Turquie face à ses minorités », n° 1-2, 1995
- « Nouvelles du Kurdistan », *Bulletin d'information édité par le Centre d'Information du Kurdistan*, n° 4 à 22
- *Rapport des Comités du Kurdistan en Europe*, août 1989

- *De Morgen*
- *De Standaard*
- *De Volkskrant*
- *Focus*, n° 31, 1997
- *Knack* 30/11/1988
- *Milliyet*, 26/03/1992
- *Turkish Daily News*

Fautes d'orthographe et fautes de frappe :

- pages 1 - 28 ... le Parti des travailleurs du Kurdistan...
- page 1 ... au prix de milliers de vies...
- page 10 ... à l'époque correspondant à notre Moyen-Age...
- page 13 ... Empire ottoman...
- page 19 ... T. Özal, président de la République turque...
- page 24 ... plusieurs centaines de Kurdes irakiens...
- page 43 ... en marge du droit à l'autodétermination...
- page 44 ... les classes dominantes turques...
- page 52 ... la politique d'Ankara à l'égard des Kurdes...
... les hommes politiques turcs sont généralement manipulés...
- page 71 Il laisse tomber ses études et est arrêté pour avoir distribué des prospectus...
- page 74 ... vols à main armée...
- page 75 Ce coup d'Etat était probablement prévu par Abdullah Öcalan.

Institut kurde de Paris

INTRODUCTION

Ce mémoire « La problématique des Kurdes de Turquie et du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan » aborde un domaine très complexe et délicat : celui d'une minorité ethnique, d'un peuple revendiquant avant toute chose la reconnaissance de son existence et de son identité même. Un peuple « spécifique », vivant sur un territoire bien déterminé, avec sa langue, sa culture, sa religion, ses traditions. Les Kurdes sont actuellement estimés à plus de 25 millions répartis entre cinq pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie et des républiques de l'ex-URSS), mais ils demeurent pourtant un peuple sans patrie, une nation sans Etat.

Un peuple longtemps ignoré, longtemps tenu à l'écart de la scène internationale. Il a fallu que surviennent des événements tragiques, tels le massacre d'Halabja en 1988 et l'exode massif des Kurdes irakiens, suite à la guerre du Golfe en 1991, la guérilla en Turquie et les scènes d'affrontements kurdo-turcs en Europe pour que le problème kurde surgisse au premier plan de l'actualité, et occupe enfin une place.

Relativement médiatisé, il n'en demeure pas moins compliqué et parfois même énigmatique.

La Turquie, ce pays au seuil de l'Occident, est constamment confrontée à la réalité kurde par la flagrante présence d'un PKK qui, depuis quelques treize années, apparaît aujourd'hui comme l'un des principaux obstacles à la réalisation d'une démocratie au pays d'Atatürk. Le PKK est couramment perçu comme un parti « terroriste » et son idéologie officielle, épinglée par les médias, est « marxiste-léniniste à visée séparatiste ». Cependant, depuis sa genèse dans les années septante et le début de la lutte armée contre l'Etat turc le 15 août 1984, le PKK se reconnaît davantage en tant que mouvement de « libération nationale ». Il va de soi qu'en pratiquement vingt-cinq ans, suite à l'expérience des erreurs et des coups durs, le parti a quelque peu modifié son idéologie de base, ses revendications, ses tactiques de guerre, ses relations extérieures, tant avec les autorités des pays limitrophes qu'avec les autres partis turcs ou kurdes, qui comptent sur la scène régionale. Il reste que l'expansion du PKK est relativement impressionnante dans la mesure où, de quelques membres fondateurs, le PKK compte actuellement quelques dizaines de milliers de combattants et de sympathisants, rassemblés au sein d'une armée (ARGK) et un front (ERNK).

Les diverses activités du PKK ont forcé les Turcs et le gouvernement à « accepter » l'existence du peuple kurde au prix de milliers de vie. Mais, faut-il « accepter » ou « faire avec »... ?

Qui sont les Kurdes et le Parti des Travailleurs du Kurdistan ? Que revendiquent-ils exactement ? Le PKK est-il, pour paraphraser Ronald Reagan, un parti « terroriste » ou un combattant de la liberté ? Pour quelles raisons la Turquie, ce pays qui se prétend démocratique, se borne-t-elle à nier l'existence du peuple kurde ? Quelles sont les attitudes des différents gouvernements turcs vis-à-vis de la question kurde et du PKK ? Ces questions posées tenteront de reproduire le plus clairement possible, malgré la complexité de la matière, la situation telle qu'elle est vécue par des millions de personnes.

L'objet de cette étude de cas est d'essayer de mettre en évidence les raisons pour lesquelles une minorité - en l'occurrence un peuple dans son entièreté - se voit dénier les droits les plus fondamentaux. Mais l'intention est aussi - surtout - de faire découvrir un parti méconnu, le PKK. Un PKK dont on peut se demander s'il n'est pas souvent « diabolisé », affublé - et victime - de stéréotypes qui ont pour effet - pour objectif ? - d'occulter la légitimité des droits qu'il revendique. Après tout, l'histoire régionale, celle du Proche-Orient, ne nous a-t-elle pas enseigné que les « terroristes » d'hier sont les hommes politiques de demain ?

Ce mémoire se limitera, comme son titre l'indique, à l'étude du PKK et à celle des Kurdes de Turquie, afin de réduire au minimum ce sujet déjà vaste en soi. Nous donnerons toutefois, en début de mémoire, une présentation générale du problème kurde afin d'avoir un aperçu des racines historiques de la question kurde et du conflit actuel.

Les autres aspects et les autres scènes du combat des Kurdes - Irak, Iran, Syrie - ne seront donc qu'abordés accessoirement dans ce mémoire et lorsqu'il sera indispensable de les évoquer pour la compréhension de notre sujet.

Une première partie consacrée à « la minorité des Kurdes de Turquie », sera divisée en quatre chapitres.

- Le premier chapitre présentera le problème kurde dans sa généralité. J'essayerai d'y définir l'identité kurde et de retracer un bref historique de ses origines et de son affirmation progressive - et surtout contemporaine - au cours des siècles. Nous terminerons ce chapitre par un aperçu de la question kurde dans les différents Etats, à savoir la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, ceci afin de montrer les différences et les spécificités de ce peuple écartelé.

- Au deuxième chapitre, la problématique des Kurdes de Turquie sera abordée en commençant tout d'abord par un aperçu général du Kurdistan de Turquie et de l'état social des régions kurdes. Les révoltes kurdes du XXème siècle et la question nationale seront abordées ensuite, de même que la gestion du problème kurde par l'Etat turc, par l'intermédiaire de dispositions légales et d'autres moins légales. Finalement, j'évoquerai une partie plus « technique » concernant l'explication de ce qu'est une minorité à travers ses droits et sa protection en droit international.

- Le troisième chapitre traitera principalement de la vie politique en Turquie, avec une description des principaux partis turcs et gouvernements successifs et de leur attitude par rapport à la question kurde. Nous y étudierons également la scène politique plus proprement kurde, des années cinquante à aujourd'hui.

- Le quatrième et dernier chapitre concerne tout particulièrement les violations des droits de l'homme perpétrées en Turquie sur les civils, intellectuels et hommes politiques, remettant en cause la démocratisation de la République.

Si, pour notre première partie, les ouvrages de référence se sont avérés relativement nombreux, la seconde partie de notre travail nous a confronté à un réel problème de sources. Effet de la « délicatesse » du sujet ? Les ouvrages consacrés au PKK proprement dit apparaissent en effet comme rarissimes, du moins ceux écrits dans une langue qui m'est accessible. La seule « véritable » source est le livre de Ismet G. IMSET, « A report on separatist violence in Turkey (1973-1992) ». Ce qui explique le nombre de références tirées de cet ouvrage.

Pour pallier à ce manque d'informations, j'ai donc eu recours à diverses brochures des *Comités du Kurdistan* de Bruxelles et de Paris, à des articles de la presse quotidienne et hebdomadaire belge, française, anglaise et allemande, à des bulletins d'information des *Instituts kurdes* de Bruxelles et de Paris, aux mensuels d' *Info-Türk*, de même qu'à des émissions télévisées et à des cassettes vidéo.

La matière de cette deuxième partie (de même qu'une partie de la première) est toutefois également le produit d'une série d'entretiens que diverses personnalités, concernées directement ou indirectement par le sujet, ont bien voulu m'accorder.

Parmi celles-ci, Mr Pierre Vanrie, collaborateur à la revue « Espace-Orient », m'a été, grâce à sa connaissance du turc et du kurde, d'une aide précieuse.

A ce propos, il est important de préciser que certaines de ces sources, pourtant très « autorisées », ont préféré garder l'anonymat ou recourir au pseudonyme pour le simple fait que les noms seraient mentionnés. Preuve que le sujet est quelque peu « brûlant », voire même évité par certains qui ont préféré la discussion « réservée » à l'interview. D'autres ont refusé catégoriquement prétextant diverses excuses. J'ai remarqué aussi que certaines réponses étaient quelque peu détournées, voire incomplètes. Toutes ces précautions et ces silences illustrent une fois de plus les côtés « ultra-sensibles » de la question kurde et particulièrement le PKK.

- Le premier chapitre de cette seconde partie traitera de l'historique et des origines du PKK, depuis les germes de la révolte des années septante jusqu'à l' « ère » du Président Demirel, en passant par les débuts de la « sale » guerre.

- Dans le deuxième, je m'efforcerai d'expliquer et de décrire les structures relativement complexes et peu connues du PKK.

- Le troisième chapitre traitera de la question - cette fois plus que « délicate » - du financement et des liens avec la drogue, sur lesquels les soupçons sont nombreux.

- Le chapitre suivant donnera un éventail des relations internes et externes du PKK : avec les Etats limitrophes (Irak, Iran Syrie), l'Europe; avec les formations de la gauche turque, dont le PKK est en partie issu, et les autres partis kurdes de Turquie.

- Le cinquième parlera de l'attitude de la Turquie face au parti « terroriste », aux méthodes de « dissuasion » employées par l'intermédiaire de l'armée, de la contre-guérilla, des protecteurs de villages, etc.

- Enfin, le sixième chapitre posera la question de l'évolution, idéologique et autres, du PKK, au cours des dernières années et, plus particulièrement, depuis la « Chute du Mur ».

PARTIE 1 LA MINORITE KURDE DE TURQUIE

CHAPITRE 1 Présentation générale du problème kurde

I. QUI SONT LES KURDES ?

1. Un peuple divisé

Les Kurdes, descendants de peuplades de langue indo-européenne, forment un peuple réparti principalement entre quatre Etats, à savoir : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, auxquels s'ajoutent quelques minorités dans le sud-ouest de l'ex-URSS (dans les républiques du Caucase¹ et de l'Asie centrale).

Ils sont vingt à vingt-cinq millions (estimés à 12 millions en Turquie, 6 millions en Iran, 4 millions en Irak, 800.000 en Syrie et 300.000 environ dans l'ex-URSS soit plus ou moins 24 % de la population totale en Turquie, 16 % en Iran, 27 % en Irak et 8 % en Syrie) et occupent une région qui leur est propre : le Kurdistan, région montagneuse de quelques 530.000 km²². C'est un peuple de paysans, accessoirement de commerçants, de religion musulmane, essentiellement sunnites.

Les Kurdes n'ont pas d'Etat propre. Ils sont considérés comme une minorité nationale, c'est-à-dire qu'ils se voient dénier le droit à l'identité et à la pratique de leur langue. A l'exception toutefois de l'Irak. En effet, seuls parmi tous les Kurdes répartis dans le Moyen-Orient, les Kurdes d'Irak ont, sur le plan culturel, certains « privilèges » : le kurde devient à la fois langue officielle dans la région, mais aussi langue d'enseignement à tous les niveaux. La liberté d'expression en kurde permet la floraison de dizaines de périodiques et de journaux diffusés dans tout l'Irak, la création d'une station radio (1975) et l'émission de programmes télévisés en kurde (1979).

Par le fait qu'ils sont considérés comme une minorité nationale sans droits, les Kurdes ont organisé la résistance dans chacun des quatre pays que couvre le « Kurdistan », dénomination générique indiquant l'ensemble des régions de peuplement kurde. Mais des discordes importantes séparent leurs différentes organisations, soucieuses chacune de leur côté, d'obtenir reconnaissance et responsabilités dans leurs pays respectifs. Les Kurdes apparaissent divisés entre eux, même si beaucoup espèrent à plus ou moins long terme, mais dans des modalités différentes, la création d'un Etat kurde indépendant.

¹ A savoir : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

² Christiane MORE, « Les Kurdes à l'époque contemporaine », in *Hommes et migrations*, n°1172-1173 / janvier-février 1994.

Dans les quatre principaux Etats à population kurde, existent néanmoins des organisations politiques kurdes structurées et à l'audience incontestable.

En Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jelial Talabani réclament une autonomie dans le cadre d'un Irak fédéral.

En Turquie, le PKK, d'inspiration marxiste-léniniste à revendications nationalistes, a lancé en 1984 une guérilla sanglante à visée séparatiste contre l'Etat turc. Mais ce mouvement - qualifié par le gouvernement d'Ankara de « terroriste » - qui s'en prend aussi bien aux représentants du pouvoir turc qu'à certains secteurs civils kurdes, semble de moins en moins insister sur la dimension « séparatiste », de même que sur l'idéologie de base marxiste-léniniste. Le PKK a d'ailleurs proclamé un cessez-le-feu unilatéral en 1993 (un autre en décembre 1995) et proposé des négociations à Ankara qui a refusé. Les autorités continuent en même temps à empêcher le développement durable de mouvements politiques kurdes modérés. En guise d'exemple, le HEP (Parti du travail du peuple) et le DEP (Parti de la démocratie), tous deux partis « pro-kurdes » et soupçonnés « d'entretenir des liens avec le PKK », ont été successivement interdits en 1993 et 1994. Le HADEP (Parti de la démocratie du peuple) est actuellement confronté à une situation des plus critiques.

En Iran, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK-I), héritier de la République de Mahabad et longtemps dirigé par Abdul Rahman Ghassemlou qui a été assassiné à Berlin en 1989, est actuellement mené par Abdullah Hassan Zade. Ce parti revendique également l'autonomie pour le Kurdistan iranien dans le cadre de l'Etat iranien.

En Syrie, sur le plan politique, le Parti démocratique est fondé dès 1959, à l'instar du PDK irakien. La situation des Kurdes de Syrie donne l'impression d'être moins « dramatique » que celle de ses voisins par le simple fait d'être moins présente sur la scène médiatique et internationale. Mais c'est principalement dû à leur nombre moins élevé et à une répression plus insidieuse. Ils n'ont jamais mené de lutte armée en tant que telle. Toutefois, de nombreuses bases et camps du PKK sont établis sur le territoire syrien. De plus, un certain nombre de Kurdes militent au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et prennent part également aux revendications.

Turquie, Irak, Iran, Syrie. Les Kurdes se battent pour la même cause : la reconnaissance en tant que minorité ethnique, en tant qu'être et peuple à part entière...

2. L'identité

A. La langue

Les Kurdes descendent de populations pastorales établies depuis plusieurs millénaires dans la région. Se composant de plusieurs dialectes³, la langue kurde présente malgré tout une grande unité, et appartient au groupe Nord-Ouest des langues iraniennes qui s'écrivent en caractères arabes en Irak, en Iran et en Syrie, en caractères latins en Turquie, en caractères cyrilliques en ex-URSS.

La langue kurde, avec l'ensemble de ses dialectes, est ainsi classée parmi les langues indo-européennes de la branche aryenne, soit indo-iranienne, et dans le groupe nord-ouest de cette famille qui regroupe plusieurs langues modernes : ossète, persan, baloutche, pachtou, kurde, etc., présentant entre elles de nombreuses affinités mais autant de différences qu'il en existe

³ Tels le sorani et le kurmanji qui sont deux dialectes kurdes.

entre les langues des familles slave, germanique ou latine. Toutefois, cette langue indo-européenne a gardé son unité spécifique malgré l'existence d'éléments hétérogènes dans les dialectes modernes.

J. de Morgan précise que cette langue n'est pas un dialecte persan, mais bien : « *une langue spéciale, soeur du persan, et peut-être plus ancienne que lui* »⁴.

Les Kurdes parlent leur langue depuis des siècles, mais l'écrivent peu. Le premier travail des intellectuels kurdes a été de la codifier. Il existe une importante littérature d'origine kurde et c'est à partir du XIX^{ème} siècle que les Occidentaux ont entrepris de traduire et de diffuser les textes kurdes. Aujourd'hui, des intellectuels kurdes ont pris la relève.

B. Le facteur religieux

« La résistance des Kurdes à l'influence étrangère s'est manifestée, comme c'est souvent le cas, par la pratique de formes religieuses particulières. (...) Les Kurdes ont d'abord opposé une résistance à l'invasion musulmane, mais ils adoptèrent l'Islam assez rapidement ». (BLAU, 1963, 11-12)

Dans leur quasi-totalité, les Kurdes sont musulmans (entre 95 % et 99 %) ⁵. La grande majorité d'entre eux est musulmane sunnite et de rite chaféite, mais dans le Kurdistan du Sud et Sud-Est (tant en Irak qu'en Iran), nombreux sont les musulmans qui professent le chi'isme duodécimain comme la majorité de la population de l'Iran et du Sud de l'Irak.

Il existe également une minorité alévite ⁶, de même que des chi'ites estimés à plusieurs centaines de milliers. Nombre de villages du Kurdistan possèdent des écoles coraniques où les enfants apprennent, en arabe, les rudiments de la religion. De plus, il y a environ 50.000 yézidis ⁷, des alévis, des juifs et des assyro-chaldéens ⁸. Les confréries religieuses ⁹ sont encore présentes dans la totalité du Kurdistan.

⁴ Joyce BLAU, « Le problème kurde. Essai sociologique et historique », Le Monde Musulman Contemporain, Bruxelles, 1963, p. 14

⁵ Gérard CHALIAND (dir.), « Les Kurdes et le Kurdistan », Petite Collection Maspéro, Paris, 1978, p. 75.

⁶ Les « Alevis » - prononciation turque du mot arabe « alawi » - sont les membres de la minorité confessionnelle alaouite (issue du chiisme ismaélien et présente en Syrie et au Liban), résidant en Turquie. Leurs principales concentrations sont les grandes villes, comme Istanbul et la province du Hatay (quelques 100.000 personnes, 12 % de la population de la province). Le fait que les Turcs appliquent le terme « alevi » également à la minorité Kizilbas d'Anatolie de l'Est, chiite duodécimain (20 % de la population turque), est source de confusion. Source : Laurent et Annie CHABRY, « Politique et minorités au Proche-Orient », Maisonneuve et Larose, 1984, pp. 153-154

⁷ Les « Yezidis » sont une communauté aux origines encore mystérieuses. « A la limite de la marginalité islamique » et très mal perçus, ces « adorateurs du diable » sont principalement concentrés en Irak (région de Mossoul) mais se retrouvent aussi en Turquie (aux environs de Diyarbakir, Siirt, Van, ...) et en Iran dans la région de Tabiz. Le total de leurs adeptes ne dépasserait guère les 70.000 personnes dont quelques 52.000 en Irak. Source : CHABRY, op.cit.

⁸ Communauté confessionnelle chrétienne, de rite chaldéen (langue liturgique : araméen) à laquelle certains attribuent également une origine ethnique et même linguistique : les « Assyriens » seraient des descendants des Assyriens de l'Antiquité. La majeure partie des Assyro-Chaldéens (quelques 500.000 personnes en Irak) est rattachée à Rome depuis le XVI^{ème} siècle. Une minorité (environ 50.000 en Irak) est restée fidèle au rite nestorien. Les Assyriens conservent également un dialecte propre. Majoritairement situés en Irak, quelques dizaines de milliers en Syrie, Iran, Liban. De nombreux Assyriens ont été enrôlés dans les troupes indigènes qui ont mené la répression de l'insurrection irakienne par les Britanniques en 1920. La communauté l'a payé par des massacres (1933). Source : Ibid.

⁹ Telles la dynastie des Nakshibendi, et celle des Nourdjou.

C. La tribu

La segmentation tribale domine toute la société kurde. La tribu représente une unité économique et sociale territorialement fixée et fondée sur des liens de parenté, imaginaires ou réels, qui structurent le groupe. Elle se subdivise en sous-ensembles jusqu'au niveau du clan, qui reste la base fondamentale de l'organisation sociale. Le clan est la famille élargie, qui se reconnaît un ancêtre commun ¹⁰.

D'un point de vue économique, l'unité de base est la famille, généralement « nucléaire », c'est-à-dire les parents et les enfants non mariés.

A l'origine, une tribu était normalement en possession d'un territoire auquel elle a souvent donné son nom. Les droits de pâturages appartiennent collectivement à la tribu et des territoires sont attribués à chaque clan.

Les limites de la tribu ne sont pas clairement définies chez les Kurdes. Autour d'un noyau de familles s'agrègent des individus ou des groupes susceptibles de repartir rapidement : les tribus disparaissent et se créent relativement vite ¹¹.

La *vendetta* s'exerce entre groupes et elle peut même durer des décennies. Il y a une volonté de châtier non le coupable, mais le groupe auquel il appartient. En cas de meurtre, une somme peut être versée au père de la victime. L'amende est payée par l'ensemble du clan, même à titre symbolique, ce qui marque l'aspect collectif de la responsabilité.

A l'intérieur d'une tribu et même en cas de conflit avec une autre tribu, l'unité ne se réalise pas nécessairement. Des alliés extérieurs sont constamment appelés par les chefs kurdes à la recherche d'un avantage décisif.

Le mariage renforce la segmentation tribale et accroît les risques de conflits entre groupes. Le mariage théoriquement préféré est celui qui unit un jeune homme à la fille de l'oncle paternel de celui-ci. En dehors de ces mariages, le choix d'un membre de la famille proche est privilégié, ce qui a pour effet de renforcer la cohésion du clan.

La tribu constitue en fait le groupement le plus large dans le cadre de la société kurde traditionnelle. Il n'a jamais existé, du moins jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, de véritable sentiment national capable de transcender les oppositions tribales. Même au XX^{ème} siècle, les mouvements nationalistes kurdes ont été systématiquement combattus, non seulement par les gouvernements, mais aussi par des milices kurdes alliées à ceux-ci qui voulaient ainsi affaiblir un concurrent.

II. BREF HISTORIQUE

1. Les origines

L'origine du peuple kurde fait, aujourd'hui encore, l'objet d'une polémique entre les historiens, les archéologues et les linguistes. Xénophon (430-354 av. J. C.), dans son livre *L'Anabase*, parle des *Karduchoi* ¹² en tant qu'ancêtres des Kurdes.

¹⁰ Gérard CHALIAND, « Le malheur kurde », Ed. Seuil, Paris, 1992, pp. 45-52.

¹¹ CHALIAND, op. cit., pp. 45-52.

¹² Les Cardouques, en français. Source : *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles et de Solidarité Socialiste-Fonds de Coopération au Développement avec le soutien de la Commission des Communautés Européennes, 1994, p.1.

Selon Kendal NEZAN, intellectuel kurde, Président de l'Institut kurde de Paris :

*« Pour une population aussi importante, habitant un territoire qui a été un carrefour, une voie de passage entre les divers conquérants et les invasions venant d'Asie centrale, les conquérants venant de l'Ouest allant vers l'Est comme Alexandre le Grand, ou allant du Nord vers le Sud, il y a eu évidemment toute une série de mélanges, comme c'est le cas de tous les peuples. Dans le cas des Kurdes, étant donné l'histoire, une partie des Kurdes doit descendre très probablement des Mèdes de l'Antiquité, mais il y a eu d'autres éléments, tels que les Scythes¹³, les Mitanniens¹⁴, etc. (...) Historiquement, (...) les Mèdes sont l'un des rameaux descendants, ils se trouvent dans les régions kurdes. Cela constitue l'un des rameaux fondamentaux parmi les fondateurs du peuple kurde, mais il y en a très probablement d'autres ».*¹⁵

Au début de l'histoire des civilisations, des peuples se déplacèrent vers l'Europe centrale, la Péninsule indienne, l'Anatolie et les plateaux d'Iran.

Selon le professeur V. Minorsky : *« Il est très probable que la nation kurde trouve son origine dans deux tribus consanguines, les Cirtes et les Mardes, qui se déplaçaient ensemble et qui vinrent se superposer - après la chute de Ninive en 612 av. J.C. - à des peuplades indo-européennes venant de la Russie méridionale, immigrées à la fin du IIème millénaire av. J. C., et qui parlaient des dialectes médiques¹⁶ ».*

D'après des recherches plus récentes, il semblerait que les Kurdes se soient formés par des contacts entre deux peuples, les Mèdes et les Scythes, qui parlaient des dialectes très proches. Les ancêtres des Kurdes seraient donc les Mèdes, qui s'établirent vers l'an 1000 av. J.C. entre les lacs d'Urmiya et de Van. Ils constituèrent un empire très puissant et florissant qui dura du VIIème à la moitié du VIème siècle av. J.C. Ils durent se battre contre les Perses et les Assyriens, dont l'empire moyen-oriental s'écroula définitivement en 614 (chute d'Assour) - 612 av. J.C. (chute de Ninive) sous les coups des forces coalisées des Mèdes et des Babyloniens.

En 550 av. J.C., les Perses sous la conduite de Cyrus II Le Grand détruisirent l'Empire des Mèdes. Durant près de deux siècles, les tribus et les clans « kurdes » vécurent sous l'autorité des Perses. Ils ne purent plus s'unir pour exercer, comme durant la période médique, un rôle politique de premier plan. Se rebellant régulièrement, ils se réfugièrent dans les montagnes et offrirent aux puissances du moment leurs services comme guerriers mercenaires. Ils passèrent sous la domination successive des Séleucides, des Parthes, des Sassanides, des Arméniens, des Romains, des Byzantins, des Arabes, des Mongols, et enfin des Turcs ottomans.

¹³ Peuple nomade installé au Nord de la Mer Noire du 7ème siècle av. J. C. au 3ème siècle av. J. C.

¹⁴ Le Mitanni est un Etat hourrite* établi au Nord de la Mésopotamie. Son expansion maximale (XVème siècle av. J. C.) s'étendait du Nord de la Syrie au Sud-Est de la Turquie actuelle. Allusions dans des textes datant du 2d millénaire av. J. C. Langue indo-européenne.

* Hourrites : peuple probablement originaire d'Arménie contrôlant la majeure partie de la Syrie du Nord et de l'Irak du Nord au XVème siècle av. J. C.

¹⁵ Interview en annexe

¹⁶ Joyce BLAU, op. cit., p. 25.

2. L'islam et ses empires

A l'époque correspondant à notre Moyen Age, un grand nombre de tribus se sédentarisèrent. A cette époque, le Kurdistan est morcelé et composé de nombreuses principautés indépendantes, en rivalité permanente : « Comme tous les peuples montagnards, ils (les Kurdes) ont toujours résisté aux tentatives de conquête, ne se soumettant jamais définitivement mais ne s'unissant pas non plus entre eux, jouant le plus souvent d'un pouvoir contre l'autre¹⁷. »

Même si la conquête arabo-musulmane des régions kurdes remonte au VIIème siècle, les petits Etats « féodaux » kurdes se verront islamisés totalement à partir du IXème siècle¹⁸. Il faut savoir que l'Islam fut pour les Kurdes une grande force civilisatrice qui a déterminé pendant longtemps leur évolution sociale et politique. Au XIIème siècle, ce fut un prince kurde (Salah-ed-Din, notre « Saladin ») qui réalisa l'unité du monde islamique proche-oriental face aux Croisés, fondant la dynastie des Ayyoubides (1193-1250).

Parmi les dynasties kurdes qui ont connu une certaine pérennité, mentionnons celle des Chaddadites, fondée en 951 par Mohamed Chaddad Ben Kartou, chef de la branche des Rawandi de la tribu de Hadabani (la tribu du célèbre Salah-ed-Din). Une autre dynastie kurde, celle des Hosnewaihides, fut fondée en 959 par Hassanwaih ben Hassan, chef du clan des Barzikan. La troisième est la dynastie des Merwanides, fondée par Abou Ali ben Marwan ben Distak, qui dura de 990 à 1096.

La nature combattive des sociétés kurdes et les avantages naturels, du point de vue militaire, de leur région - les montagnes du Proche-Orient sont les « châteaux-forts » de la dissidence ethnique et/ou religieuse - permirent aux Kurdes de conserver une autonomie face aux puissances régionales et de tirer parti des conflits opposant celles-ci. L'autonomie et l'influence régionale des Kurdes sont liées à leur rôle de « peuple-tampon » dominant une région qui constitua souvent un carrefour stratégique.

Avec l'apparition des Mongols, au XIIIème siècle, le rôle des Kurdes devint plus effacé. Ils se retirèrent dans leurs montagnes, et les provinces habitées par les Kurdes tombèrent peu à peu sous l'autorité des émirs mongols.

Après les Mongols, les dynasties rivales turcomanes dominèrent le Kurdistan et entraînent les Kurdes dans des luttes politiques et religieuses. Les Turcomans adoptèrent à l'égard de la population des attitudes contradictoires, oscillant entre la tolérance et les massacres sanglants. Au XVème siècle, les Turcs ottomans entreprirent la conquête de l'Arménie et du Kurdistan, mais, jusqu'au XVIème siècle, les Ottomans ne parvinrent pas à lui imposer une autorité centrale.

Le reflux kurde se produisit au XVIIème siècle avec le partage en deux du Kurdistan et avec les visées expansionnistes des pouvoirs centraux turc et persan. Durant plus de cent ans, Turcs et Perses s'affrontèrent, faisant du Kurdistan le champ clos de leurs conflits, la frontière entre les deux Etats se déplaçant au gré des batailles et des traités. Le traité de paix perso-ottoman consacra en 1639 le partage du Kurdistan en deux grandes zones d'influence.

L'Empire ottoman exerça sa domination sur le Kurdistan en créant des régions subdivisées en districts et eux-mêmes en communes. Des princes ottomans furent mis à leur tête et

¹⁷ Christiane MORE in *Hommes et Migrations*, op. cit.

¹⁸ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit., p. 1.

représentèrent l'autorité centrale. La plupart des principautés kurdes devinrent des protectorats, c'est-à-dire qu'elles étaient placées sous l'autorité de l'Empire ottoman, notamment pour tout ce qui concernait les relations extérieures et la sécurité.

Les Kurdes passèrent donc, dans leur immense majorité, sous contrôle ottoman. L'affaiblissement progressif des sultans au cours des XVIIIème et XIXème siècles alla de pair avec un durcissement de leur emprise sur le Kurdistan. Cette attitude s'explique par la crainte de Constantinople de voir les Kurdes profiter de la décadence du pouvoir central pour créer un Etat indépendant et rival¹⁹.

Il y eut de nombreux soulèvements des principautés kurdes afin de recouvrer leur autonomie interne. En effet, elles n'étaient à l'époque pas animées par des revendications nationales mais visaient à maintenir les privilèges locaux contre le pouvoir central. Une cinquantaine de soulèvements kurdes éclatèrent entre 1804 et 1878, face aux nombreux abus dont les Kurdes étaient victimes²⁰.

Nous constaterons que du XVIème au XIXème siècle, tandis que les empires turcs et persans se consolidaient, le cloisonnement des massifs montagneux et les rivalités entre seigneurs féodaux formaient des obstacles dont les princes kurdes ne purent triompher.

3. Des révoltes « principautaires » au nationalisme moderne

A. Les révoltes

La politique de centralisation entreprise par la Sublime Porte provoqua, au cours de la première moitié du XIXème siècle, une série de mouvements de révolte des émirats kurdes. L'ère des révoltes s'ouvrit en 1804, lorsque les Russes encouragèrent les Kurdes à se dresser contre la Porte.

a. 1806

La première insurrection importante éclata dans la principauté de Baban. Ibrahim Pacha, chef de la tribu et fondateur de Soulaïmanyé²¹ étant mort, le pouvoir ottoman décida de briser la puissance des Baban. La Sublime Porte tenta alors d'imposer un successeur choisi en dehors de la tribu. Son neveu, Abdourahman Pacha, forma alors une guérilla contre les forces ottomanes et certaines tribus kurdes ralliées à celles-ci. Cela dura trois ans et finalement, Abdourahman Pacha, battu, se réfugia en Iran à la fin de 1808²².

b. Les années 1830

En 1826, le gouverneur de Sivas, Rachid Mohammed Pacha reçut la mission de « pacifier » les Kurdes et d'installer des gouverneurs turcs au Kurdistan. Vers 1830, un vaste mouvement kurde se manifesta en plusieurs endroits. Ses dirigeants furent Bédir Khan, Saïd Beg, Ismaïl Beg, ainsi que Mohammed Pacha de Rawndouz.

A la tête d'une armée importante²³, Mir Mohammad, souverain kurde de la principauté de Soran, assura en 1833 son autorité sur tout le Kurdistan méridional, mais ne put obtenir

¹⁹ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit. p. 1.

²⁰ *Dossier Kurdistan*, Institut kurde de Bruxelles, 1989, p. 25.

²¹ Soulaïmanyé (Irak) est la capitale du Kurdistan.

²² Gérard CHALIAND, « Le malheur kurde », op.cit., p.34.

²³ Il était à la tête d'une armée forte de 10.000 cavaliers et de 20.000 fantassins. CHALIAND, op. cit., p. 33.

l'alliance de l'émir de Botan. Le sultan, craignant une trop forte progression de Mir Mohammad, dépêcha des troupes de Sivas, Mossoul et Bagdad. Mais face aux violents combats de l'été 1834, les troupes ottomanes se replièrent. Mir Mohammad profita de ce répit pour conquérir le Kurdistan iranien. Malgré ses tentatives pour se concilier le gouvernement iranien, en reconnaissant la souveraineté de la Perse, Mir Mohammad se trouva face à une nouvelle offensive ottomane qui fut repoussée durant l'été 1836. Le commandant des troupes du sultan de Botan fit alors appel aux sentiments religieux de la population et un mollah kurde interdit la lutte contre le calife. Cela influença la résistance kurde et Mir Mohammad dut se rendre.

c. La révolte de Bedir Khan Bey

La révolte de cet émir de Botan, Bedir Khan Bey ²⁴, commença en 1840. Possédant une armée régulière bien disciplinée, il s'empara d'une importante partie des régions kurdes de l'Empire ottoman. Cependant, l'affrontement avec l'armée ottomane eut raison de lui. Il fut capturé et mourut en exil à Damas en 1868.

d. La guerre russo-ottomane des années 1850

Profitant des difficultés rencontrées par la Sublime Porte en guerre contre la Russie (la guerre de Crimée), Yezdan Sher déclencha une révolte de 1853 à 1855, ce qui lui permit de réaliser son projet d'un Kurdistan indépendant dont il serait roi ²⁵. Le soulèvement commença avec la prise de Bitlis suivie de celle de Mossoul et de Siirt. Toutefois, l'hiver 1855 et le repli des forces russes laissèrent la Sublime Porte libre de mater une révolte kurde au demeurant déjà affaiblie par la dislocation des troupes de Sher, ce qui entraîna l'insuccès et la perte de ce dernier.

e. La révolte de Cheikh Obeïdollah

Cette révolte souleva à la fois les Kurdes ottomans et ceux d'Iran. Ce chef religieux se heurta au gouvernement iranien en 1872. Las des famines causées par les combats et la corruption de l'administration persane, il se décida à entrer en dissidence ²⁶. Après des contacts avec le chérif de La Mecque pour obtenir un appui, Cheikh Obeïdollah se tourna sans grand succès vers la Russie, puis vers la Grande-Bretagne. Celle-ci se décida finalement à fournir armes et munitions aux insurgés, et le gouvernement ottoman, espérant une action d'Obeïdollah contre l'Iran, laissera faire. L'été 1880 marqua le début de l'offensive contre l'Iran. Incapable de maîtriser ses troupes se livrant au pillage, le cheikh ne put résister à la pression simultanée des troupes iraniennes et turques. Suite à cela, il s'exila à La Mecque.

La guerre russo-turque de 1877-1878 fut suivie par une révolte des Kurdes de Hakkiari, de Bahdinan et de Botan, dirigée par le fils de Bédir Khan et ensuite par le mouvement du Cheikh Obeïdallah de Nehri. Ils avaient pour but la création d'un Kurdistan autonome sous la suzeraineté ottomane. La révolte ne put être réprimée que par l'action conjuguée de la Turquie et de la Perse.

²⁴ La dynastie de Bedir Khan Bey est relativement notoire pour la création du journal *Kurdistan*, l'adaptation de l'alphabet latin en langue kurde. L'un de ses descendants est professeur de langue kurde à l'Institut des langues orientales de Paris.

²⁵ CHALIAND, op. cit., p. 56.

²⁶ Le cheikh s'adressa à la Porte et lui demanda d'intervenir auprès de l'Iran. Source : Gérard CHALIAND, « Les Kurdes et le Kurdistan », op. cit., p. 50.

Le mouvement de libération nationale kurde s'inscrit dans le cadre général des mouvements de libération qui se développaient au sein des empires multinationaux.

Mais alors que dans les grands empires européens centraux, de petits peuples européens réclamaient leur indépendance totale, le problème s'est posé de façon très différente au sein de l'Empire Ottoman. Les pays musulmans non turcs ne demandaient pas à quitter l'Empire. Leurs revendications se bornaient à l'obtention de leurs droits nationaux au sein même de l'empire²⁷.

B. La naissance du nationalisme kurde

C'est principalement au début du XXème siècle que le sentiment national kurde se concrétise. Jusque-là, le seul modèle d'unification des Kurdes restait l'adhésion à un mouvement suscité par un personnage charismatique et s'effondrant avec la disparition de celui-ci.

Les tentations de constituer, au XIXème siècle, des principautés indépendantes du pouvoir central (ottoman ou perse) préfigurent l'émergence d'un sentiment « pré-national » kurde.

La disparition des émirats indépendants pendant la première moitié du XIXème siècle laisse la place à de nouveaux dirigeants politiques, les cheikhs, qui seront dès lors à la tête de toutes les révoltes importantes au nom du patriotisme et du messianisme.

Toutes ces insurrections concourent à former un sentiment de l'identité kurde, prélude au développement du nationalisme moderne au XXème siècle, qui restera marqué par la présence à sa tête de grands dirigeants des grandes familles de cheikhs (comme les Barzani).

Le plus souvent, le mouvement national kurde ne dépassera pas la segmentation de la société, ce qui affaiblira considérablement des partis nationalistes travaillés par les divisions.

L'idée même d'une nation kurde est relativement récente. « Le nationalisme, idée européenne née à la fin du XVIIIème siècle avec la Révolution française, fait son apparition dans les milieux éduqués de la société ottomane au cours des années 1880-1890 »²⁸.

C'est autour du premier journal kurde, le *Kurdistan* (publication bilingue turco-kurde) fondée par Bedir Khan Bey en 1898, que s'instaure le contact entre les pionniers du mouvement national kurde et que se cristallisent les aspirations à l'émancipation. Ce journal paraîtra en fonction des circonstances politiques en Europe et ensuite au Caire pendant la Première Guerre mondiale.

Une association « Relèvement et progrès du Kurdistan » voit le jour en 1908, animée entre autre par le fils de Cheikh Obeïdollah et Chérif Pacha. Au même moment, les débuts prometteurs d'un « Comité kurde pour la diffusion de l'instruction » sont compromis par les rivalités entre ses dirigeants.

La révolution « jeune-turque » (1908), qui se veut libérale et fondée sur un ottomanisme ouvert aux diverses communautés de l'Empire, verse bientôt dans l'ultra-nationalisme pan-turc²⁹. Au Kurdistan même, des clubs kurdes rassemblent la jeunesse nationaliste. Mais la répression menée par les Jeunes-Turcs à partir de 1909 va interrompre l'essor du mouvement

²⁷ CHALIAND, « Les Kurdes et le Kurdistan », op. cit., p. 23.

²⁸ CHALIAND, « Le malheur kurde », op. cit., p. 59.

²⁹ Ibid., p. 64.

kurde, ses principaux dirigeants étant emprisonnés ou exécutés. Les diverses associations kurdes sont rapidement supprimées. Cette période est fertile en soulèvements kurdes mais aussi arméniens ou arabes.

En 1912, un retournement de la politique des Jeunes-Turcs permet la légalisation d'une société kurde jusque-là secrète: *Hiviya Kurd* (L'Espoir Kurde), créée par un groupe d'étudiants et de juristes kurdes, qui publie une revue mensuelle, *Roja Kurd* (Le Jour Kurde).

C. Le mouvement kurde durant la Première Guerre mondiale

Une alliance défensive germano-turque dirigée contre la Russie est signée le 2 août 1914. Les pays de la Triple Entente, l'Angleterre, la France et la Russie, déclarent la guerre au sultan ottoman en novembre de la même année.

La Turquie voulait s'attacher les Kurdes qui représentaient une importante force militaire. Par une propagande adroite, mêlant les sentiments d'allégeance islamique et « ottomaniste », elle a réussi un certain temps à convaincre les Kurdes que leur devoir était de lutter contre les Alliés. Mais au même moment une « politique d'assimilation » et des transferts massifs de populations kurdes étaient effectués vers des régions purement turques, vers l'Anatolie centrale. 700.000 personnes sont ainsi déplacées³⁰. Cette polémique d'assimilation forcée n'a pu que battre en brèche le soutien escompté des Kurdes à la politique du gouvernement turc.

A la même époque, en 1915 et 1916, le gouvernement turc s'est livré au génocide arménien. Un million et demi d'Arméniens sont massacrés et les Kurdes n'y sont pas innocents...

En effet, selon Pierre VANRIE, journaliste spécialisé sur la question kurde :

« (...) La planification du génocide arménien a été faite par les Jeunes Turcs et en l'occurrence le triumvirat Talat Pacha, Enver Pacha et Djemal Pacha. Talat Pacha s'est vraiment montré comme la tête pensante du génocide arménien. C'est apparemment quelque chose qui a été planifié totalement et de manière tout à fait rationnelle. Sur le terrain, il y avait des hommes de main qui agissaient. Et comme les Arméniens dans leur grande majorité habitaient des régions où leurs voisins étaient Kurdes, ce sont les Kurdes qui ont fait le travail, excités sans doute par la propagande, etc. Mais il ne faut quand même pas faire un tableau angélique: les Kurdes méprisaient les Arméniens qui étaient de religion différente. Il n'est pas question de critère national. Le sentiment national kurde arrive assez tard, et ce n'est pas au nom de la « kurdité » que les Kurdes ont massacré les Arméniens. C'est plutôt au nom, non pas d'un islam intolérant, mais plutôt d'une culture paysanne dure qui fait que tout ce qui n'est pas musulman est infidèle »³¹

Suite à la Première Guerre mondiale, les Alliés français et anglais se partagent le Proche-Orient. Les Anglais colonisent l'Irak, la Jordanie et la Palestine. Les Français prennent la Syrie et le Liban, conformément aux accords Sykes-Picot signés secrètement en 1916³².

C'est également à cette époque que plusieurs organisations politiques kurdes sont nées. La plus importante était l' « Organisation pour le Relèvement du Kurdistan », fondée en 1918.

³⁰ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit., p. 2.

³¹ Annexe

³² Elisabeth PICARD (dir.), « La question kurde », Ed. Complexe, Bruxelles, 1991, p. 22.

Son but était l'application des 14 points du principe de Wilson concernant le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »³³.

Le 30 octobre 1918, l'armistice de Moudros confirme l'effondrement de l'Empire ottoman et la victoire des Alliés. La fin de l'Empire ottoman et son démembrement annoncent une époque terrible pour les Kurdes.

La même année, l'armée britannique occupe Kirkouk, la plus grande ville pétrolière du Kurdistan d'Irak, mais s'en retire sous la pression des Turcs.

Les Anglais étaient favorables à l'établissement d'un Kurdistan « indépendant », qui soit sous leur contrôle, à cause de sa richesse pétrolière. De plus, les conseillers arabes et turcs étaient remplacés par des Kurdes, eux-mêmes assistés par des « conseillers » britanniques. Après la Première Guerre mondiale, les Anglais décident de garder une partie du Kurdistan sous leur contrôle direct, et très vite les Kurdes manifestent leur mécontentement.

Le mouvement ne cessait de s'amplifier. Les Kurdes, qui avaient signé à Paris, en décembre 1919, un accord réglant toutes les questions litigieuses avec les Arméniens, font plaider leur cause à la Conférence de la Paix par leur délégué, le général Chérif Pacha. C'est d'ailleurs lors de cette conférence présidée par Lloyd George que le Kurdistan fait son entrée dans l'histoire diplomatique : « (...) Lloyd George dit être désolé d'avoir omis un pays de l'Empire qui aurait dû être inclus dans sa liste. Il ne s'était pas rendu compte qu'il s'agissait d'un pays à part : il pensait que la Mésopotamie ou l'Arménie devaient le couvrir, mais on venait de l'informer que ce n'était pas le cas. Il s'agissait du Kurdistan, qui se trouvait entre la Mésopotamie et l'Arménie. Par conséquent, s'il n'y avait pas d'objection, il proposait d'insérer dans la résolution les mots et le Kurdistan »³⁴.

En 1920, la conférence de San Remo confirme le mandat de la Grande-Bretagne sur la Mésopotamie et la Palestine. L'Angleterre conserve Mossoul, mais garantit à la France 25 % des produits pétroliers³⁵.

En fait, il était plus approprié de parler de « question de Mossoul » que de « question kurde » à cette époque-là. Entre 1914 et 1926, ce sont bien plus Mossoul et son pétrole que les Kurdes qui préoccupent les grandes puissances. Le problème principal est : qui contrôlera le pétrole et aura une certaine hégémonie sur le golfe Persique ? Les Kurdes se trouvent simplement là et « il faut faire avec »...

³³ Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était l'un des quatorze points du plan de paix proposé, en janvier 1918, par le Président des Etats-Unis, Thomas Wilson, qui songeait aux minorités de l'empire austro-hongrois et aux Arméniens. Source : Hamit BOZARSLAN, in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 709 - 20 août 1993, p. 11.

³⁴ Elisabeth PICARD, op. cit., p. 25.

Ne trouverait-on pas là une des origines de la question kurde ? Les intérêts financiers et économiques du marché pétrolier, liés à une politique impérialiste ne peuvent excuser l'erreur de Lloyd George. La moindre des choses eut été de connaître, dans un tel contexte de négociations et de répartitions territoriales, l'existence d'un peuple tout entier vivant sur un territoire bien défini. Dans ce cas bien précis d'omission, voire d'ignorance, on pourrait parler d'improvisation ayant entraîné un problème d'envergure internationale non encore résolu de nos jours. Le Kurdistan de l'époque, connu pour ses richesses mais ignoré géographiquement, lutte encore aujourd'hui pour sa reconnaissance.

³⁵ Ibid., p. 28.

4. Les traités de Sèvres et Lausanne

A. Le traité de Sèvres

Bien que le traité de Sèvres soit resté sans suite, il n'en reste pas moins que ce traité a marqué un tournant décisif dans l'évolution du problème kurde. Pour la première fois dans l'histoire, un instrument diplomatique envisageait une autonomie pour les Kurdes.

Le traité de Sèvres a été établi et signé le 10 août 1920 par la Société des Nations. Ce document est capital pour les Kurdes et ils ne cesseront de s'y référer. Conçu à partir des fameux « quatorze points » du Président Wilson et du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », il prévoyait d'accorder, par ses clauses 62 et 64, « l'autonomie pour les régions où domine l'élément kurde »³⁶.

En fait, le traité de Sèvres, qui prévoyait la création d'un Etat kurde au Sud-Est de la Turquie actuelle, fut rendu caduc par l'énergie et la détermination de Mustafa Kemal, surnommé « Atatürk » - le « père de tous les Turcs » - , fondateur de la République. De plus, les nationalistes turcs s'y opposent aussitôt : le mouvement national turc prendra le dessus, contrôlant, dès la fin 1920, non seulement le territoire affecté par le traité³⁷ au futur Etat kurde, mais aussi celui réservé à l'Etat arménien, en dehors de la République arménienne actuelle. Tout ceci a amené les Alliés à revoir leur position.

B. Le traité de Lausanne

La conférence de Lausanne s'est ouverte le 13 novembre 1922 à l'initiative de Lord Curzon³⁸. Les Britanniques et les Turcs n'y poursuivaient pas des objectifs identiques. Si, pour les premiers, l'enjeu majeur était celui du pétrole, les Turcs (qui espéraient malgré tout toucher quelques dividendes) savaient que même s'ils rentraient en possession de leur ancienne province de Mossoul, ils devraient de toute façon concéder certaines ressources aux Occidentaux. En fait, le problème qui se présentait aux Turcs, après un démembrement sans fin de l'Empire, était l'intégrité et l'indivisibilité du sol national. « Ils avaient accepté de participer à cette conférence surtout parce qu'ils étaient épuisés à la suite de guerres prolongées et ininterrompues depuis 1911³⁹ ». Ils espéraient être soutenus principalement par les Etats-Unis.

Lors de cette conférence, la question kurde s'est réduite aux droits nationaux des Kurdes en Turquie et au sort de Mossoul. Selon Ismet İnönü Pacha, représentant turc⁴⁰ : « ... les Kurdes ne diffèrent en rien des Turcs. (...) Tout en parlant des langues différentes, ces deux peuples forment un seul bloc au point de vue de la race, de la foi et des moeurs⁴¹. »

³⁶ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit., p. 2.

³⁷ Ce traité était particulièrement humiliant pour les Turcs dans la mesure où des puissances « étrangères » et externes proposaient une partition de leur empire. « Considérant les mauvais traitements que les Turcs ont fait subir aux populations qu'ils avaient assujetties, considérant les terribles massacres d'Arméniens et d'autres populations, les Puissances alliées et associées sont convenues que l'Arménie, la Syrie, la Mésopotamie, la Palestine et l'Arabie doivent être entièrement disjointes de l'Empire turc... ». Source : PICARD, op. cit., p. 24.

³⁸ Lord Curzon était l'ancien vice-roi des Indes, « hanté par le spectre d'une nouvelle frontière Nord-Ouest ». Ainsi, dès le début de l'année 1919, l'idée de traiter le pays kurde ottoman en deux régions distinctes semblait prendre forme. Source : Ibid. p.50

³⁹ BLAU, op. cit., p. 33.

⁴⁰ Et fidèle compagnon de Mustafa Kemal.

⁴¹ Dossier *Kurdistan* de l'Institut kurde de Bruxelles, 1989, p. 31.

La signature du traité de Lausanne, le 23 juillet 1923, donne pleine souveraineté à Mustafa Kemal et c'est ainsi qu'il se lance dans une politique nationaliste et moderne (suppression du califat, adoption d'un code civil, latinisation de l'alphabet, etc.).

Ce traité contraint également les Turcs à garantir aux minorités ethniques (les Grecs, les Arméniens, les Juifs) leurs droits culturels, religieux et linguistiques. Mais les Kurdes ne bénéficient pas de ces garanties et perdent leur identité : « Nul en Turquie ne peut être autre que Turc... », sauf s'il appartient aux minorités énoncées ci-dessus.

En fait, le traité de Lausanne est un camouflet pour les Kurdes qui sont désormais divisés dans quatre entités politiques différentes : Turquie, Iran, Irak, Syrie, sans compter les minorités kurdes établies dans les républiques de la toute jeune URSS.

Une nouvelle période a alors commencé pour les Kurdes. Le problème national s'est posé dans un contexte nouveau : celui de sa répartition dans cinq Etats différents, et donc de la lutte de ce peuple non seulement pour ses droits nationaux, mais aussi pour sa réunification. Cette lutte a, généralement, été menée sans plan d'ensemble. En effet, depuis 1923, les Kurdes ne se sont jamais soulevés d'un bloc, mais toujours localement, à l'échelle d'un seul pays⁴².

III. LA QUESTION KURDE DANS LES DIFFERENTS ETATS

Les Etats concernés par le problème kurde correspondent essentiellement au type « autoritaire », avec cependant une propension à glisser vers un modèle démocratique ou totalitaire. L'existence d'une vie parlementaire, les contraintes et exigences externes, la nature des mécanismes régulateurs, les critères de citoyenneté, la prédominance de l'armée ou d'une police politique (MIT), les luttes dans les secteurs non politiques sont autant d'éléments qui déterminent ces « glissements ».

1. En Turquie

La politique officielle depuis 1924 jusqu'à ces dernières années est celle de la négation de l'existence d'une minorité kurde. Les Kurdes sont pourtant une minorité ethnique disposant d'une langue sans rapport avec le rameau turcophone.

Après le traité de Lausanne, c'est dans la République turque, proclamée le 23 octobre 1923, que la situation des Kurdes est la plus critique. Mustafa Kemal, qui les considère comme le principal obstacle à l'un de ses objectifs, « une nation turque homogène », renverse sa politique de fraternité turco-kurde menée pendant la guerre d'indépendance (1919-1922). L'abolition du califat (le 3 mars 1924), institution à laquelle les Kurdes restaient très attachés⁴³, et toutes les mesures de laïcisation consacrent la rupture et entraînent les futures révoltes kurdes (1925; 1930; 1937-1938), qui sont successivement écrasées.

⁴² *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit. p. 3.

⁴³ Les Kurdes restaient très attachés au califat. Etait-ce un attachement à une autorité politico-religieuse de populations largement rurales et traditionnalistes ? Ou plutôt à une institution islamique « plurinationale » à l'opposé des nationalismes « ethniques » : turc, arabe, ... ?

Suite à cela, l'assimilation des Kurdes est décidée, et la région reste interdite aux étrangers jusqu'en 1965. Cette négation de l'identité de plusieurs millions de personnes, pour la plupart maintenues dans un état de sous-développement économique et culturel, n'empêche pas un réveil du mouvement national et la création de partis kurdes clandestins fondés à cette époque.

Suite au coup d'Etat de 1971 et principalement à celui du 12 septembre 1980, les organisations kurdes sont dissoutes et démantelées par des arrestations massives et l'exil de leurs dirigeants. La Constitution de 1982 et la loi sur les partis de 1983 interdisent l'expression d'idées prônant l'émancipation culturelle des Kurdes⁴⁴. La première émigration importante d'intellectuels et de responsables kurdes de Turquie vers l'Europe date de cette époque-là.

C'est le 15 août 1984 que débutent les premières actions de guérilla kurde, sous la direction du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK (marxiste-léniniste), dirigé par Abdullah Öcalan. A la fin des années 80, quelques signes laissent entrevoir une certaine « décrispation », malgré le maintien des mesures dissuasives sans effets tangibles sur la guérilla. A cette époque, le PKK manifestait une volonté nouvelle de dialogue et ne faisait plus de l'indépendance le but exclusif de la lutte; l'« ethnie » kurde était reconnue officieusement et le problème kurde était abordé dans tous les milieux de la vie publique.

A partir de 1990 cependant, Ankara accentue sa politique de répression discriminatoire : assassinats de journalistes, de militants des droits de l'homme et de politiciens pro-kurdes, perpétrés par les forces para-militaires; destructions de centaines de villages et incitation de leurs habitants à vivre à l'Ouest du pays; arrestations arbitraires, tortures, répression de manifestations pacifiques; loi « anti-terreur » (12 avril 1991) qui dépénalise l'usage oral du kurde mais réintroduit les délits d'opinion (revendication de l'identité kurde) qu'elle était censée supprimer.

L'interdiction de parler le kurde en public est donc levée en 1991, mais aucun autre droit n'est accordé aux Kurdes de Turquie: l'Etat turc s'est efforcé d'appliquer dans la mesure de ses moyens une politique de « turquification »⁴⁵. Cette politique de complète assimilation menée par le gouvernement turc a conduit à interdire la publication de tout livre, journal ou autre support en langue kurde; le kurde ne peut être étudié à l'école. En d'autres termes, la population n'a le droit qu'à la passivité...

Selon Kendal NEZAN, intellectuel kurde, Président de l'Institut kurde de Paris :

*« En Turquie, jusqu'en 1991, l'usage même parlé de la langue kurde était interdit. Depuis l'usage parlé est toléré mais l'usage d'écrits est interdit. On ne peut pas éditer, publier un journal, un livre kurde sans avoir de procès. Les Kurdes le font mais ils ont constamment des problèmes; les gens sont arrêtés, envoyés en prison. Il n'y a aucune radio en langue kurde et l'enseignement même privé de la langue kurde est interdit. De même, on ne peut pas organiser de concerts de musique kurde, c'est considéré comme « constitution de groupes terroristes ». Donc, c'est interdit ».*⁴⁶

Des provinces sont décrétées en état d'urgence, compte tenu des activités de guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : Elazig, Bingöl, Tunceli, Van, Diyarbakir, Mardin, Siirt, Hakkari, Batman, Sirnak.

⁴⁴ Libertés d'expression, de réunion et d'association; de même que l'usage oral de la langue kurde constituaient les principaux domaines d'application des mesures imposées par l'Etat turc.

⁴⁵ Terme employé par Gérard CHALIAND, « Le malheur kurde », op.cit., p. 75.

⁴⁶ Interview en annexe.

La situation présente dans ces régions kurdes, soumises à un état d'urgence aux lois particulièrement répressives, ne paraît pas propice à des réformes de fond. La priorité est donnée à la contre-insurrection menée depuis 1984 contre le PKK, avec des incursions fréquentes de l'armée turque de l'autre côté de la frontière irakienne.

La grande crainte des dirigeants turcs, jusqu'à une date très récente, a été que l'emploi du kurde, par l'usage politique que l'on pourrait en faire, n'aboutisse tôt ou tard à briser la cohésion de l'Etat national jacobin tel qu'il fût défini par Mustafa Kemal.

En Turquie, où depuis quelques années la presse traite des Kurdes, la première initiative positive de Turgut Özal, Président de la République turque à l'époque (de 1990 à avril 1993), a été d'abroger la loi de 1991 interdisant de parler le kurde en public. De surcroît, durant la guerre du Golfe, le Président turc a mentionné l'existence en Turquie de 12 millions de Kurdes. Le 8 décembre 1991, le nouveau Premier ministre turc, M. Demirel (l'actuel président), entérinait l'ouverture amorcée par T. Özal en reconnaissant la « réalité kurde ». Mais il déclare en septembre 1992 qu'il n'y a pas de solution politique à la question kurde.

Aucune autre initiative n'a encore été prise quant à d'éventuels droits culturels.

En Turquie, une réelle chance d'intégration des Kurdes dans le système serait possible, en tenant compte de plusieurs changements nécessaires à ce dessein. La modification de la Constitution, l'abrogation de quelques textes de loi, ainsi que la dissolution des Cours de sûreté de l'Etat permettraient la légalisation de partis kurdes et la création de sections kurdes au sein des partis turcs sans changement radical du système. Cela ne suffirait probablement pas à mettre un terme à une contestation minoritaire, mais les institutions démocratiques seraient renforcées et le pluralisme politique préservé.

Il faudra encore attendre un certain nombre d'années avant qu'un changement quelconque se profile à l'horizon du système politique turc. En effet, Ankara semble être obsédée par la crainte de voir la moindre concession, considérée comme une prime au « séparatisme ».

2. En Irak

Dans les années vingt, les *vilayets* (divisions administratives) de Baghdad et de Bassorah sont détachés de l'Empire ottoman. La Grande-Bretagne, puissance mandataire, y adjoint le vilayet de Mossoul, province pétrolifère qui sera finalement rattachée à l'Irak par la Société des Nations (SDN) en 1925, conformément aux vœux des Britanniques. Une clause spéciale prévoyait la reconnaissance du particularisme des Kurdes de cette province, de leur langue, de leur droit à jouer un rôle déterminant dans la gestion de la région. Seule l'exigence concernant la langue est partiellement respectée⁴⁷, ce qui explique la situation privilégiée dont ont toujours bénéficié les Kurdes d'Irak sur le plan culturel.

La Société des Nations confie donc l'Irak à la Grande-Bretagne pour une durée de 25 ans; cette dernière en fait une monarchie constitutionnelle. Aussi bien avant, qu'après la proclamation de son indépendance nominale, le Royaume d'Irak est régulièrement en proie aux insurrections chroniques⁴⁸ matées jusqu'en 1958 par la Royal Air Force. Finalement, il se dégage de l'influence anglaise avec la Révolution de juillet 1958 suite à laquelle la République est proclamée. L'Irak se définit alors comme un pays constitué de deux peuples, arabe et kurde.

⁴⁷ Loi sur les langues locales de 1926 qui permet l'enseignement du kurde dans les écoles primaires de certaines régions.

⁴⁸ Insurrections en 1922, 1923, 1926, 1927, 1935, 1937. Source : CHABRY, op. cit., pp. 153-154

Face aux promesses non tenues pour une autonomie du Kurdistan irakien, les Kurdes entament en 1961 une guerre de libération, menée par Mustafa Barzani. Pendant sept ans, la lutte armée des Kurdes contribuera fortement à la chute de quatre régimes.

En 1968, le Baas prend le pouvoir, qu'il conserve à l'heure actuelle. Le nouveau régime signe en mars 1970 des accords prévoyant l'autonomie des territoires à majorité kurde, en d'autres termes c'est la naissance d'un statut autonome pour le Kurdistan. Le mouvement kurde soutenu par le Chah d'Iran et clandestinement par Washington ⁴⁹, se voit privé de moyens par les accords d'Alger en mars 1975 entre l'Irak et l'Iran. L'aide américaine au mouvement de résistance kurde avait pour objet d'affaiblir l'Irak - allié depuis 1972 - par un traité d'amitié à l'URSS.

Après les Accords d'Alger (mars 1975), le gouvernement irakien procède à une politique d'arabisation des zones kurdes pétrolifères et frontalières. Les villes et villages sont rebaptisés. « Les autorités de Baghdad procèdent à des déplacements forcés de populations à l'intérieur de la région autonome et vers le reste du pays : en 1975, près de 100.000 Kurdes sont déportés dans les provinces du Chott el-Arab ⁵⁰, « pour des raisons de sécurité »⁵¹.

C'est également à partir de cette année-là, que le mouvement kurde a explosé en deux partis principaux : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud et Idris Barzani (ce dernier est décédé accidentellement en 1987) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Un Front patriotique démocratique appelé « Djoud » regroupe ces deux partis ainsi que les deux partis socialistes et le Parti Communiste.

La décennie 1980 est marquée par les bombardements, la destruction de centaines de villages, les arrestations collectives et les regroupements de dizaines de milliers de Kurdes dans des bidonvilles à la périphérie des grandes villes ou dans les zones désertiques situées à proximité des frontières jordanienne et saoudienne. L'Etat irakien trouve même un allié efficace en l'armée turque qui, sur la base d'un accord négocié par le général Evren (responsable du coup d'Etat militaire en Turquie le 12 septembre 1980) à Baghdad en 1979 et mis en forme à Ankara en 1984, mène à trois reprises - en 1983, 1984 et 1987 - des opérations terrestres et aériennes contre les bases du PDK (le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) et du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie). A partir de 1987, confortée par ses succès dans la guerre contre l'Iran, l'armée irakienne mène elle-même de vastes opérations de ratissage au Nord. Plusieurs villages kurdes de la frontière iranienne, dont Halabja, sont bombardés à l'arme chimique au mois de mars 1988. Dans les mois qui suivent, plus de 200.000 Kurdes passent en Iran et en Turquie, fuyant les troupes de Baghdad.

Le même phénomène, mais décuplé, se reproduira en mars-avril 1991, lorsque, suite à sa défaite au Koweït, Saddam Hussein retourne contre ses populations kurdes insurgées les troupes de la Garde républicaine.

Fin mars 1991, un immense exode révèle aux Occidentaux l'existence d'un peuple et d'une minorité : les Kurdes. Quelque deux millions de Kurdes sont poussés vers l'Iran et aux abords de la frontière turque. Provoqué par la terreur du régime de Saddam Hussein, cet exode mettait un terme à l'insurrection spontanée qui avait donné aux Kurdes un éphémère contrôle du Kurdistan d'Irak.

⁴⁹ Qui alloua au chef charismatique Mustafa Barzani 16 millions de dollars de 1972 à 1975 par l'intermédiaire de la CIA. Source : CHALIAND, op.cit., p.123.

⁵⁰ Au Sud du pays.

⁵¹ PICARD, op. cit., p. 90.

Les villes sont très rapidement investies par les *Djahsh*⁵², ces traîtres kurdes au service de Saddam Hussein qui n'hésitent pas à réprimer la population. L'exode commence alors... La situation des quelques 800.000 personnes se pressant aux abords de la frontière turque est particulièrement dramatique, compte tenu de l'altitude et du froid qui règne dans la région en ces derniers jours hivernaux. Abris de fortune, huttes de branchage, tentes ou ruines sont les seuls « refuges » de ces milliers de Kurdes⁵³.

Les Kurdes vivent les heures les plus tragiques de leur histoire depuis les grandes répressions et déportations des années vingt et trente en Turquie. Mais cette fois, l'implication des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France dans le conflit du Golfe porte enfin les Kurdes au centre de l'actualité internationale. Un sentiment de solidarité considérable s'est manifesté à l'égard du peuple kurde, notamment en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Une opération d'aide humanitaire est alors envoyée aux réfugiés kurdes et une zone de sécurité est constituée par les Alliés. En revanche, aucune réaction n'a été relevée dans les pays arabes pendant toute la durée de la tragédie de l'exode des Kurdes.

Pour la première fois depuis 1920 (traité de Sèvres), la question kurde a été débattue par des instances officielles.

Tout ceci donne lieu à la conclusion d'un accord de principe sur le statut du Kurdistan d'Irak entre les deux représentants les plus importants des mouvements kurdes du Front Uni, à savoir Jalal Talabani pour l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et Massoud Barzani pour le Parti démocratique du Kurdistan-Irak (PDK-Irak). Ce coup de théâtre est le résultat indirect de la présence des troupes alliées au nord de l'Irak dans la zone de sécurité, ainsi qu'à la frontière turque.

Au niveau des droits culturels des kurdes d'Irak, voici les propos tenus par Kendal NEZAN : « En Irak, les 2/3 du territoire kurde sont administrés directement par les Kurdes eux-mêmes. Dans ces territoires-là, il y a des écoles primaires, secondaires; il y a des universités en langue kurde; il y a des TV, des journaux. Depuis 1991, c'est l'auto-administration. Il y a un autre 1/3 du territoire qui est occupé par le gouvernement irakien, en particulier la province pétrolière du Kirkouk. En Irak, il y a une répression ordinaire de l'Etat irakien mais pas au niveau linguistique parce que toute la propagande de Saddam Hussein est traduite en kurde et diffusée à la TV, à la radio, aux émissions en langue kurde. Il salue de temps en temps dans des costumes kurdes ». ⁵⁴

3. En Iran

En 1926, après plusieurs coups d'Etat et la répression du soulèvement kurde d'Ismail Agha Simko, Reza Shah ⁵⁵ fonde la dynastie des Pahlavi.

Reza Shah et Atatürk se rencontrent en 1934 et jettent les bases d'une étroite coopération entre l'Iran et la Turquie. Cela débouchera sur le *pacte de Saadabad*, signé trois ans plus tard. Ce pacte, par lequel les Etats signataires « s'engagent à prévenir la formation ou l'action de bandes armées, d'associations ou organisations pour le renversement des institutions établies, en vue de porter atteinte à l'ordre ou à la sécurité de toute partie, frontalière ou autre, du territoire de l'autre partie ou en vue de porter atteinte au régime de gouvernement de cette

⁵² L'équivalent des « protecteurs de village » en Turquie.

⁵³ Chris KUTSCHERA, « Le défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance », Ed. Bayard, Paris, 1997, p. 115.

⁵⁴ Interview en annexe.

⁵⁵ Il était soutenu par les Britanniques.

autre partie »⁵⁶, rend plus difficile encore la perspective d'un mouvement kurde transfrontalier. Malgré cet accord, la situation conflictuelle entre les Kurdes et le gouvernement iranien dure jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

En 1941, les forces alliées soviétiques (Staline) et britanniques (Churchill) envahissent l'Iran. Entre les deux zones d'occupation - soviétique au Nord, britannique au Sud -, les Kurdes bénéficient d'une certaine liberté de manoeuvres, ce dont profitent les habitants de la petite ville de Mahabad pour fonder une organisation politique appelée « Comité de la Renaissance Kurde » (*Komela Jiyani Kurd*). Il fera tache d'huile dans tout le Kurdistan... C'est donc à Mahabad, en 1942, que le mouvement national kurde débute.

Août 1945 est l'année de la création du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, le PDK-Iran⁵⁷. Ce parti gagne rapidement l'appui de la majorité du peuple kurde et le 22 janvier 1946, la République kurde de Mahabad est proclamée, avec Quazi Muhammed comme Président. Cette république vivra moins d'un an⁵⁸, mais malgré son existence éphémère, la République de Mahabad occupe une place importante dans le mouvement national kurde, en tant que symbole de la réalisation de ses aspirations⁵⁹.

Après une nouvelle réorganisation, le PDK publie en 1956 un programme qui en fait clairement un mouvement nationaliste révolutionnaire. Les auteurs de ce programme (parmi lesquels figure Abdoul Rahman Ghassemlou, qui dirigera le PDKI pendant la période glorieuse suivant la chute du chah) propose une « lutte commune » contre le gouvernement « monarchico-fasciste » du chah pour établir une république démocratique dans le cadre de laquelle le gouvernement irakien aurait son gouvernement national avec un parlement national. Il plaide également pour un Etat laïc dans lequel l'armée et la police seraient abolies, pour être remplacées par une milice populaire et une armée nationale⁶⁰.

Durant près de quinze ans, le PDK-Iran a tenté de se constituer en tant que parti, mais n'y est pas réellement arrivé, ceci à cause d'une politique confuse et cyclique. La mésentente constante au sein du PDK-I n'a guère favorisé l'expansion.

Lors de la conférence du parti, en juin 1971, la nouvelle direction du parti est élue, avec comme secrétaire général, A. R. Ghassemlou. Ce qui annonce le revirement à gauche du PDKI qui se prononce en faveur de la lutte armée, en coopération avec les autres organisations révolutionnaires iraniennes, contre le régime du Chah, dont les dernières années de règne sont marquées par un durcissement à l'égard des islamistes et des minorités nationales.

En participant à la révolution islamique (janvier 1979), leurs objectifs étaient de renverser le régime corrompu de la monarchie d'Iran et d'obtenir par après l'autonomie nationale, politique, économique, culturelle et administrative à l'intérieur des frontières d'un Iran démocratique.

⁵⁶ PICARD, op. cit., p. 60.

⁵⁷ L'un des principaux fondateurs est Qazi Muhammed, juge, intellectuel et personnalité politique et religieuse respectée. Le programme du Parti démocratique du Kurdistan comportait les revendications suivantes : l'autonomie pour le Kurdistan iranien dans le cadre de l'Etat iranien; l'emploi du kurde comme langue officielle; l'élection d'un conseil provincial; le recrutement de fonctionnaires d'origine locale, etc. Pour plus de renseignements, voir Chris KUTSCHERA, op. cit., pp. 147-148.

⁵⁸ Le 17 décembre 1946, ses dirigeants sont tous traduits devant une cour martiale, condamnés à mort et exécutés.

⁵⁹ La langue kurde est devenue officielle et utilisée dans l'enseignement et l'administration; les hautes fonctions administratives sont occupées par des Kurdes; des livres sont imprimés en langue kurde; une station radiophonique est inaugurée et un chant kurde devient l'hymne national

⁶⁰ Chris KUTSCHERA, op. cit., p. 148.

Mais la position du nouveau « maître » de l'Iran Khomeyni, à l'égard du peuple kurde anéantit tous leurs espoirs. Des opérations contre des villes kurdes sont lancées au printemps 1979.

En août 1979 a lieu ce que l'on peut appeler « l'anathème » de Khomeiny contre les Kurdes. Ce sont les incidents de Pavé, petite ville kurde sunnite, qui provoquent la rupture. Khomeyni accuse le PDKI, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran dont le leader de l'époque est A. R. Ghassemlou, et les Kurdes de tous les maux. Le parti sera d'ailleurs interdit. Il aura vécu plus de cinq mois dans la légalité islamique.

La guerre irano-irakienne, commencée le 22 septembre 1980 et déclenchée par l'Irak, ennemi séculaire de l'Iran, nuit terriblement à l'ensemble des populations des deux pays, ruinés économiquement. La guerre au Kurdistan est alors reléguée au second plan.

Pendant ce temps-là, le mouvement autonomiste kurde se poursuit. Le PDK-Iran ne se borne pas à sa « guerre de libération ». Il met en place une administration dans les zones libérées qu'il contrôle. Les *peshmergas*⁶¹, dont l'organisation est désormais bien structurée, harcèlent sans relâche les troupes iraniennes stationnées au Kurdistan.⁶²

La population civile continue à souffrir de ces combats interminables, contrainte de fuir les villes et villages.

Selon Yann RICHARD : « *On arrive après la guerre Iran-Irak à une situation paradoxale : les problèmes n'ont pas disparu, faute d'un règlement politique des revendications autonomistes; et les années de guerre civile ont prouvé la détermination du nouveau régime à défendre par les armes la souveraineté nationale à l'intérieur des frontières historiques. D'un autre côté, autant pour des raisons économiques que politiques, l'afflux d'immigrés vers la capitale a entraîné la constitution de véritables colonies kurdes* »⁶³.

En novembre 1981, la gauche française décide de « reconnaître » le PDK-Iran.

A. R. Ghassemlou, secrétaire général du parti, devient très vite un interlocuteur privilégié des diplomates du Quai d'Orsay et du Parti socialiste français.

Entretemps, les forces iraniennes ont surmonté les graves problèmes qui les avaient affaiblies en 1981-1982 et ont retrouvé leur combativité. Par contre, la résistance kurde a perdu ses zones libérées en quelques mois et s'affaiblit considérablement.

Au printemps 1984, l'état-major iranien lance, contre les dernières positions kurdes, une nouvelle offensive. Le bilan est lourd, et c'est clairement la fin d'une époque : la guérilla continue, mais à une échelle bien réduite...

Les responsables du PDK-Iran ont espéré un adoucissement de la politique menée par Hashemi Rafsandjani, en apparence plus « progressiste » que son prédécesseur, l'ayatollah Khomeyni. C'est ainsi qu'ils acceptent de parlementer avec les représentants du nouveau gouvernement iranien en Autriche. Mais, le 13 juillet 1989, lors de ces pourparlers, trois personnalités kurdes, dont le Secrétaire Général du PDK-Iran, A. R. Ghassemlou, sont assassinés à Vienne par des agents des services spéciaux iraniens.

Terriblement affaibli par la mort de son secrétaire général, le PDK-Iran met en place, en novembre 1989, une nouvelle direction : Said Charafkandi, qui met l'accent sur l'organisation du parti et sur la poursuite de la lutte armée à partir de nouvelles bases. Mais celui-ci, s'étant

⁶¹ Le terme *peshmergas* signifie « celui qui va au devant de la mort ». Ce sont les guérilleros kurdes irakiens.

⁶² D'autant plus que l'armée de Khomeyni s'affaiblit elle-même en choisissant la tactique de la dispersion.

⁶³ PICARD, op. cit., p. 76.

rendu à Berlin pour assister au congrès de l'Internationale socialiste en 1992, y est assassiné à son tour.

Moustafa Hajri devient automatiquement le nouveau secrétaire général du PDK-Iran, et réalise ce qu'aucun autre n'avait fait : un voyage aux Etats-Unis et en Angleterre. Mais il ne reste pas longtemps à la tête du parti : le dixième congrès du parti (12-19 avril 1995) élit Moustafa Abdoulla Hassan Zadé comme secrétaire général.

Fin juillet 1996, le PDK-Iran doit affronter une opération coup de poing des Iraniens : des « gardiens de la révolution » (*pasderans*) franchissent la frontière irakienne et s'installent à Suleymania à la faveur d'une action de soutien aux peshmergas de l'UPK menacés par une offensive du PDK-irakien. Les peshmergas du PDKI ont eu le temps de se mettre à l'abri, mais les maisons des civils et l'hôpital sont détruits... L'artillerie iranienne pilonne également un camp de réfugiés où vivent plusieurs centaines de kurdes iraniens, à proximité d'Erbil.

« Comment Jelial Talabani et l'UPK ont-ils pu se faire les complices de cette incursion iranienne de plus de deux cent cinquante kilomètres à l'intérieur du territoire du Kurdistan irakien, incursion dont le seul objectif était de capturer ou d'anéantir la direction du PDKI ? »

Selon Shaho HOSSEINI, représentant du PDK-Iran à Paris : « *Malheureusement, pour faire échec à l'autre, Jelial Talabani et Massoud Barzani sont prêts à vendre tout le reste du Kurdistan !* »⁶⁴.

Qu'en est-il des droits culturels en Iran ?

Selon Kendal NEZAN : « *Actuellement, en Iran, il n'y a aucun droit culturel reconnu. Il y a des publications en kurde, mais sur le thème religieux, on parle plutôt de « propagande » religieuse ou gouvernementale diffusée également en kurde. Il n'y a pas d'écoles, pas de journaux, pas de radios, pas de manifestations culturelles kurdes autorisées. (...) Donc, il n'y a pas de droit et la tolérance est provisoire.* »⁶⁵.

4. En Syrie

L'accord franco-turc de 1921 place trois régions kurdes en territoire syrien. Après de nombreux soulèvements, la France évacue ce pays en 1946.

Sur le plan politique, le PDK est fondé en 1957, à l'instar du PDK-Irak. Son programme se base sur la reconnaissance des Kurdes de Syrie comme groupe ethnique ayant droit à une culture propre, et lutte pour la formation d'un gouvernement démocratique à Damas⁶⁶.

Deux ans plus tard, en 1959, plusieurs responsables du PDK sont arrêtés par le colonel Serraj, lors de la création de l'éphémère République Arabe Unie, issue de la fusion entre l'Egypte et la Syrie. La répression et les tortures commencent alors. Toute activité kurde, qu'elle soit culturelle ou politique, est paralysée.

Depuis 1963, le parti Baath gouverne la Syrie avec une orientation nationaliste et socialisante. C'est l'époque d'une arabisation forcée pour la communauté kurde.

Le gouvernement inaugure le plan de la « ceinture arabe » qui prévoit l'évacuation de toute la population kurde établie le long de la frontière turque, et son remplacement par des familles

⁶⁴ KUTSCHERA, op. cit., p. 220.

⁶⁵ Interview en annexe.

⁶⁶ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit., p. 7

arabes. C'est la volonté syrienne de gérer les retombées du conflit permanent entre la Turquie et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), notamment en l'« activant » ou en le « désactivant » (en s'en prenant à ses bases et à ses camps d'entraînement en Syrie) selon l'état des relations régnant entre Damas et Ankara.

L'arrivée au pouvoir du président Hafez El-Assad est « synonyme » de « liberté surveillée » et la Constitution ne les reconnaît toujours pas en tant que groupe national ayant droit à sa propre langue et au respect de ses droits politiques et culturels au sein de la Syrie.

Selon Kendal NEZAN : « (...) En Syrie, la répression est moins forte que dans les autres Etats, et c'est parce que les Kurdes sont beaucoup moins nombreux. Il n'y a jamais eu de mouvement armé en Syrie. Il y a une répression plus sournoise, dans la mesure où dans les années soixante environ, 150.000 Kurdes ont été déchus de la nationalité syrienne. Ce sont des gens sans papiers, ils vivent dans leur propre pays comme des étrangers, ils n'ont même pas de carte de séjour. Ils y sont « tolérés ». Ils ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'université, ils ne peuvent pas devenir fonctionnaires. On les mobilise quand même pour le service militaire pour les envoyer sur le front du Golan. Ils paient des impôts. Donc, ce sont des gens en marge de la société. (...) Mais la Syrie n'a pas engagé de campagne de destruction contre les villages kurdes comme c'est le cas en Turquie ou comme ça a été le cas en Irak ».

Conclusion

Les diverses transformations sociopolitiques ont donc joué sur l'évolution du problème kurde à l'intérieur des frontières d'un Etat. En effet, la crise de légitimité de l'Etat sur l'ensemble du pays et sa contestation dans les régions kurdes sont intimement liées. Il est évident qu'un régime affaibli dans ses fondements mêmes sera infiniment moins capable de gérer le pays qu'un régime basé sur des assises solides.

D'autre part, un changement affectant la situation des Kurdes dans un pays se fait rapidement sentir dans les autres Etats sans pour autant que l'on puisse parler d'un véritable effet de domino.

Cela a été le cas à partir des années soixante. Des situations ambiguës se sont créées lorsqu'un Etat soutenait un mouvement kurde chez son voisin et rival, et en réprimait un autre chez lui. Cela a, par exemple, provoqué l'éclatement de conflits entre les organisations politiques kurdes d'Irak et d'Iran.

Durant la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), chacun des deux Etats a militairement soutenu le mouvement kurde opposé aux autorités ennemies. Les Kurdes d'Iran étaient aidés par l'Irak; ceux d'Irak par l'Iran (et parfois par la Syrie, rivale baasiste de l'Irak).

Dominés par les Turcs, les Persans et les Arabes, les Kurdes se trouvent confrontés à des politiques différentes d'un Etat à l'autre.

L'assimilation culturelle est menée par la Turquie de façon systématique. L'Iran pratique à cet égard une politique plus ouverte, puisque, si le kurde n'est pas enseigné, l'Etat diffuse au moins des programmes en langue kurde. L'Irak, en revanche, admet le kurde comme seconde langue officielle et reconnaît le principe de l'autonomie, à condition que celle-ci soit entièrement aux ordres du Parti Baath.

Parmi les minorités opprimées, la kurde possède la double caractéristique d'avoir été depuis quelques soixante-cinq ans l'une des plus durement réprimées et l'une des plus nombreuses, avec quelques 20 à 25 millions d'individus inégalement répartis entre cinq Etats du Moyen-Orient.

CHAPITRE 2 La problématique des Kurdes de Turquie

I. LE KURDISTAN DE TURQUIE : APERCU GENERAL

1. Géographie

Le Kurdistan, « pays des Kurdes », occupe au coeur de l'Asie mineure une vaste région montagneuse dont la superficie atteint 530.000 km² ⁶⁷. Il s'étend en forme de croissant depuis le Golfe d'Alexandrette jusqu'au Golfe Persique entre la chaîne Pontique et les plaines caucasiennes au Nord, le plateau iranien, Tabriz et Hamadan, à l'Est, et la Mésopotamie au Sud et à l'Ouest. Ce pays de très hautes montagnes (le Mont Ararat atteint près de 5.000 mètres) est traversé par les vallées du Tigre, de l'Euphrate et de leurs affluents, qui arrosent des villages fertiles où travaille une véritable paysannerie fixée sur ces terres. Les plaines se trouvent surtout au Sud de l'Euphrate, plaine d'Ourfa ou du Tigre, région de Diyarbakir, et dans les vallées des deux Zab, aux abords d'Arbil et de Kirkouk. Cette région est caractérisée par une remarquable homogénéité des systèmes hydrographique et orographique qui joue un rôle important dans la sédentarisation et la distribution des populations ⁶⁸.

2. Climat

Selon Joyce BLAU : « *Le climat du haut plateau arménien et du plateau de Van, par suite de l'altitude, est de type continental. Les écarts de température sont très accentués. Ceux qui viennent du Nord sont très impressionnés par la vaste plaine à pente légère qui, desséchée en été par un soleil ardent, n'est plus qu'une morne étendue jaune et grisâtre. Les hivers sont très rudes et la neige subsiste jusqu'en mai-juin. Le climat des piémonts est surtout subtropical, de type aride, avec des étés très chauds et très secs. Pour trouver des précipitations égales ou supérieures à un mètre, des pâturages, des pentes boisées de noyers et de bouleaux, il faut gravir les flancs des montagnes du Kurdistan* » (BLAU, 1963, 5).

3. Ressources naturelles

La richesse du sol et du sous-sol est une des raisons pour laquelle le peuple kurde a vu son territoire convoité et annexé tout au long de l'histoire : le Kurdistan recèle un sous-sol riche en charbon, en minerais de cuivre, de fer, de plomb argentifère, de zinc, en gisements de houille, de chrome, de magnésium, etc. Les terres sont couvertes d'immenses forêts et de grands pâturages, et l'agriculture est relativement prospère. Enfin, le Tigre et l'Euphrate, bases de la civilisation mésopotamienne depuis la plus haute Antiquité, prennent leur source au Kurdistan.

Malgré cette abondance, le niveau économique de la population est extrêmement bas : les gouvernements centraux n'y développent aucune industrie, mais utilisent plutôt le Kurdistan

⁶⁷ Lucien RAMBOUT, « Les Kurdes et le droit », Ed. Le Cerf, Paris, 1947.

⁶⁸ Joyce BLAU, « Le problème kurde », 1963, p. 5.

comme une « colonie » qui doit leur fournir les matières premières nécessaires à leur développement propre.

Il faut toutefois souligner qu'à part l'industrie pétrolière ⁶⁹, il n'existe aucune industrie importante au Kurdistan.

La survivance de certaines structures féodales, malgré l'évolution des paysans pauvres et un relatif affaiblissement des grands propriétaires terriens « aghas », contribuent à maintenir l'agriculture kurde dans un état peu propice à l'élévation de la productivité, de même qu'elles freinent le progrès social ⁷⁰.

II. ETAT SOCIAL DES REGIONS KURDES TURQUES

1. Démographie

Il n'est pas des plus évident d'évaluer le nombre exact des Kurdes peuplant la Turquie, pour un certain nombre de raisons. L'une d'elles relève de la politique du gouvernement : poursuivant l'intégration nationale, il ne dénombre habituellement pas séparément les groupes linguistiques et religieux qui se situent dans ses frontières, et lorsque le gouvernement le fait, il n'aime pas en publier les résultats. Une autre raison est qu'une même personne peut s'identifier comme kurde ou pas selon le contexte politique et social.

Les chiffres des recensements lors d'élections sous-estiment le nombre de Kurdes.

En fait, certains d'entre eux qui habitent des villes turques craignent tout simplement d'affirmer leur identité.

Selon Gérard CHALIAND : « *Les estimations les plus basses, par exemple celles de la CIA pour 1979, donnent le chiffre de 4 à 6 millions de Kurdes. La presse turque indique une population supérieure à 8 millions en 1989, alors que Kendal Nezan (intellectuel kurde) avance de son côté le chiffre de 12 millions de Kurdes pour 1987, soit 24 % environ de la population totale (52 millions d'habitants). (...) M. Özal, chef de l'Etat turc, a cité le chiffre de 12 millions au début de 1991* » ⁷¹.

Selon les estimations récentes d'un intellectuel turc « modéré », parues dans le quotidien turc *Milliyet* : « *Le nombre de Kurdes en Turquie serait de 8,5 millions. L'on peut dès lors constater qu'il n'existe pas d'unanimité concernant la « question du nombre ».*

L'exode rural s'effectue en partie vers les capitales régionales, Diyarbakir, Van, Siirt, qui connaissent un développement important. « La proportion d'habitants en milieu rural, jadis fortement majoritaire, a été évaluée à 55 % en 1987 » ⁷². Pourtant, les faibles capacités industrielles de ces villes condamnent la plupart des Kurdes à une migration économique vers les grandes agglomérations de la Turquie occidentale. Ainsi, Istanbul est devenue la première ville kurde, avec une population immigrée estimée à 800.000 personnes environ. Un tiers des Kurdes nés au Kurdistan réside aujourd'hui dans une région strictement turcophone de la Turquie.

⁶⁹ Le pétrole est le plus abondant dans le Kurdistan d'Irak.

⁷⁰ Anne VEGA, in *Peuples Méditerranéens*, n°68-69, juillet-décembre 1994, p. 109.

⁷¹ Gérard CHALIAND, « Le malheur kurde », op. cit., p. 82-83.

⁷² VEGA, op. cit., p. 109.

Les Kurdes de Turquie sont présents dans 18 provinces : Adiyaman, Agri, Bingöl, Bitlis, Diyarbakir, Elazig, Erzincan, Mus, Erzeroum, Gazi, Hakkâri, Kars, Malatya, Mardin, Siirt, Tunceli, Urfa, Van. De plus, des districts kurdes sont rattachés à des provinces kurdes.

La destruction des villages, les déportations et l'exode rural ont déstructuré le paysage démographique depuis ces deux dernières décennies. En Turquie, 70 % de la population kurde était rurale en 1970; elle est de 58 % en 1989, et moins de 50 % actuellement. Alors qu'au début des années 80', le taux d'urbanisation était de 3 % en Turquie, de 4 % à Istanbul, il atteignait 14 % dans la ville de Sirnak ⁷³.

Cependant, l'urbanisation n'est pas accompagnée de nouvelles activités économiques. Le Sud-Est est malgré tout considéré comme une région « sous-développée ».

Le nombre d'habitants de la province kurde de Siirt est passé de 524.000 en 1985 à 243.000 en 1990. Par contraste, les villes du Sud-Est se sont agrandies, offrant sécurité et soutien au conflit du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan - séparatiste. La capitale du Kurdistan, elle, est passée de 381.000 en 1990 à un million d'habitants en 1995. Par contre, on observe le plus dramatique déclin dans les communes rurales dans lesquelles des centaines de milliers de Kurdes tentent d'échapper à la « sale » guerre opposant le PKK et l'Etat turc depuis le 15 août 1984. Le taux de naissance élevé dans les deux principales villes de Turquie, Istanbul et Ankara, signifie que le nombre des Kurdes en Turquie continuera d'augmenter dramatiquement...

En effet, selon le rapport du Conseil de sécurité national turc de décembre 1996, « *le taux de natalité et la croissance démographique sont, dans cette région (kurde), élevés par rapport aux autres régions. En raison de cette croissance et de la vitalité du nationalisme kurde à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le changement des équilibres démographiques pourrait constituer à long terme une menace. Des travaux de recherche indiquent qu'en 2010 la population kurde constituera 40 % de la population totale du pays et qu'elle tend à dépasser le seuil critique des 50 % en 2025. Avec un tel taux, le nationalisme kurde surgira au premier plan (...). Il est nécessaire de mener dans la région une campagne de planification démographique (...)* » ⁷⁴.

De plus, la diaspora kurde en Occident est bien présente.

Selon Anne VEGA : « *La diaspora kurde est estimée à un demi million en RFA, et à près de 35.000 en France. L'Institut kurde de Paris propose des chiffres un peu différents : 60.000 Kurdes en France, majoritairement originaires de Turquie, dont au moins 40 % en Ile-de-France; de 400.000 à 600.000 Kurdes en Occident (Europe, Etats-Unis, Canada)* » ⁷⁵

2. Economie

Jusqu'aux années soixante, l'économie des régions kurdes est largement autarcique, fondée sur l'élevage et sur l'agriculture. Les circuits économiques sont traditionnellement tournés vers la Syrie ou l'Irak.

La politique de l'Etat turc, en dehors des investissements militaires, n'intervient pas, alors que partout ailleurs l'Etat prend des initiatives et se montre dirigiste.

Il y a quatre fois moins de médecins en zone kurde que dans les autres régions turques qui sont plus infrastructurées.

⁷³ Hamit BOZARSLAN, « La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient », Paris, 1997, p. 39.

⁷⁴ Source : Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris, n° 141, décembre 1996.

⁷⁵ VEGA, op. cit., p. 109.

Du fait de l'insécurité et de la subsistance de la « sale » guerre depuis plus d'une dizaine d'années, les industriels turcs n'investissent pas à l'Est; ils préfèrent investir dans l'Ouest où les possibilités de placement sont les plus importantes. Actuellement, moins de 10 % de la population de l'Est travaille dans l'industrie et les 18 provinces à majorité kurde contribuent pour 3 % de la production industrielle du pays⁷⁶.

L'industrialisation repose principalement sur les industries extractives : phosphate, chrome, fer et pétrole, toutes contrôlées par l'Etat.

La conséquence, outre l'exode rural, est que la population kurde s'urbanise mais ne s'industrialise pas. « *Le PNB par habitant qui était de 2032 dollars dans les années 90' pour l'ensemble du pays, descend à 300 dollars dans l'Est, chiffre équivalent à celui de la Somalie* ». (Milliyet, 05/09/1992)

Alors que, selon Gérard CHALIAND : « *La population de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est représente 11 % de la Turquie, la région ne reçoit que 4 % des investissements. En revanche, 70 % de son épargne affluent vers l'Ouest du pays* ». (CHALIAND, 1992, 162)

Seul le projet de développement économique du Sud-Est (GAP) par la construction du barrage de l'Euphrate amènera à terme un début d'industrialisation et un changement dans les modes de vie de la population paysanne locale. Le GAP concerne 21 barrages et 17 stations hydroélectriques sur l'Euphrate et le Tigre, et devrait apporter 90.000 emplois au secteur public, mais il est encore loin d'être achevé et sera probablement insuffisant pour remédier à cette situation⁷⁷.

En ce qui concerne l'agriculture, les années 50 marquent le début de l'intégration économique des régions kurdes. L'agriculture se mécanise, avec l'introduction de machines agricoles en nombre encore inférieur à la moyenne nationale. La répartition des terres est extrêmement inégale : un sixième des propriétaires a les trois quarts de la terre cultivable, ce qui favorise la modernisation des propriétés assez vastes mais pousse à l'exode des petits propriétaires incapables de s'adapter.

Ces dernières années, la situation en termes d'investissement s'est dégradée pour deux raisons principales. D'abord, à partir de 1987, un désengagement de l'Etat, soucieux de rompre une politique économique traditionnellement interventionniste depuis Kemal Atatürk, est apparu. Ensuite, les activités « terroristes » du PKK ne sont pas localisées et font peser un risque supplémentaire sur les investissements privés, qui ont connu un recul certain.

3. Education et culture

« *Le système scolaire de base est extrêmement pauvre en moyens matériels et humains. En 1980, seulement 33 % de la population âgée de plus de six ans avaient été scolarisés, ce pourcentage atteignant 19 % pour les femmes. Le retard est conséquent par rapport à la Turquie où près de 60 % de la population ont fréquenté l'école. On compte une dizaine d'établissements d'enseignement supérieur à l'heure actuelle* ». (CHALIAND, 1992, 87)

En d'autres termes, la tradition orale est très vivante au Kurdistan, et cela s'explique, en partie, par l'interdiction qui est faite aux Kurdes d'accéder à l'écrit : environ 70 % des Kurdes de Turquie sont analphabètes, contre 40 % des Turcs.

⁷⁶ CHALIAND, « Le malheur kurde », op. cit., p. 85

⁷⁷ Ibid., p. 85.

En tant que représentants d'un peuple dont le droit à l'existence est nié, les Kurdes s'accrochent farouchement à leur identité culturelle. Ils ressentent le besoin de garder leurs traditions, leur folklore riche, composé de danses, chants, récits, proverbes ayant pour thèmes les combats, la chasse, l'amour, la mort, etc.

Le kurde a été interdit peu après la proclamation de la République turque le 29 octobre 1923. Dès lors, on estime que près des deux tiers des Kurdes des provinces de l'Est parlent mal le turc.

A partir des années cinquante, la langue parlée est tolérée mais les publications demeurent interdites, ainsi que l'importation d'ouvrages en kurde.

La pratique a évolué ces dernières années vers une tolérance, jamais officialisée, de rares publications en kurde. Il faut toutefois souligner que ces journaux kurdes ou pro-kurdes (tels *Özgür Ülke* rebaptisé *Özgür Politika*⁷⁸) font régulièrement l'objet de saisies, de censures, de perquisitions. Des journalistes sont régulièrement arrêtés, emprisonnés, voire assassinés.

La politique du gouvernement a visé à « turquifier » les noms de villes et de villages kurdes. De même que pour le terme géographique « Kurdistan » on utilise « Anatolie orientale ».

Les moyens d'expression de la musique ont été restreints durant ces dernières décennies du fait de l'interdiction des écoles musicales traditionnelles⁷⁹, et la destruction des monuments kurdes a été systématiquement effectuée.

Cependant, le gouvernement turc de M. Özal (ancien Président de la république turque) a fait un pas vers la reconnaissance de la culture kurde en proposant, le 27 janvier 1991, l'abrogation de la loi de 1983 qui interdisait l'usage du kurde en public. Cette évolution du pouvoir avait été préparée par celle des partis politiques, comme le SHP (Parti populiste social-démocrate), qui, dès le 9 mai 1990, par la voix de son leader Inönü, demandait la création d'un institut kurde au sein des universités turques.

La scolarisation en turc, le milieu turcophone et l'appauvrissement de la langue kurde coupée de la tradition orale des aînés contribuent à une acculturation rapide. Assez vite, la culture kurde est devenue « résiduelle ».

4. La femme kurde

La société kurde accorde une place certaine à la femme. En effet, il demeure que « la principale mission de la femme kurde est d'assurer à son mari et surtout à sa belle famille une descendance masculine »⁸⁰.

Dans les zones « assimilées »⁸¹ comme Maras, Kars, Antep, Dersim, Elazig, Erzincan, les tenues vestimentaires sont proches de celles que l'on rencontre en Occident. De plus, dans certaines régions et principalement dans les grandes métropoles turques comme Istanbul, des traditions ont tendance à disparaître.

Cependant, les femmes kurdes vivent, comme beaucoup de femmes, une situation de discrimination, mais certainement moins marquée que la plupart des femmes de confession musulmane.

⁷⁸ *Özgür Politika* est un journal turc pro-kurde, qui ne paraît actuellement plus en Turquie, mais connaît un grand nombre de lecteurs en Europe. *Demokrasi* est un autre journal dans la même affiliation qu'*Özgür Politika*.

⁷⁹ Ce qui n'empêche pas la vente de cassettes kurdes et la multiplication de chanteurs interdits en Turquie.

⁸⁰ VEGA, in *Peuples Méditerranéens*, op. cit., p. 126

⁸¹ Zones dans lesquelles la langue kurde est parlée malgré tout.

Toutefois, selon les femmes kurdes rencontrées à Paris, par exemple, « la femme a un peu plus de liberté » en diaspora, notamment vis-à-vis de sa belle-mère absente « Tu n'as plus ta belle-mère et la famille, les voisins qui te surveillent. Tu fais ce que tu veux chez toi »⁸².

Selon A. GOKALP : « La majorité des femmes est analphabète et ne parle que le kurde; en 1977, le taux d'alphabétisés dans les trois régions kurdes de Turquie était de 55,8 % pour les hommes contre 24,2 % pour les femmes, soit 29,2 % pour l'ensemble des Kurdes, contre 61,6 % pour l'ensemble de la Turquie »⁸³.

Le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, encourage une certaine émancipation de la femme en lui offrant la possibilité de participer à la lutte de libération. Il reste cependant des réticences, certains hommes protestent sur le fait qu'il y ait des femmes combattantes.

III. LES KURDES DE TURQUIE

1. Les Kurdes de la République turque

A. Qui sont-ils ?

La Turquie est le pays où vit la plus forte communauté kurde: dix à quinze millions, soit la moitié de la population kurde totale. Elle habite les provinces de l'Est, du Sud-Est, mais aussi, et c'est un phénomène récent, les grandes villes comme Istanbul et Ankara. La traditionnelle « patrie » kurde située dans le Sud-Est de la Turquie n'est pas exclusivement habitée par des Kurdes; communautés turques, arabes et chrétiennes vivent côte à côte.

Selon Martin van BRUINESSEN : « On trouve parmi les Kurdes un noyau dont l'identité est sans ambiguïté kurde, et, tout autour, une masse fluide de degrés divers de kurdicité, des individus qui sont quelque chose d'autre en même temps que kurdes, et qui, selon les circonstances, peuvent accentuer ou minimiser leur identité kurde »⁸⁴.

La plupart des Kurdes, qui ont émigré vers l'Ouest, ont oublié leur langue et leurs coutumes, assimilés complètement par la société turque. Un Turc aura tendance à identifier un Kurde par son accent guttural, sa peau sombre, sa moustache et ses sourcils noirs épais; mais un Turc peut prendre facilement un de ses semblables provenant des provinces de l'Est pour un Kurde, tandis que pour un étranger, il est très souvent difficile de discerner les deux⁸⁵. En plus de ces ethnies, on peut estimer à 200.000 le nombre de soldats et de policiers turcs⁸⁶.

⁸² « Dans les tribus et villages, la jeune mariée se soumet à l'autorité de sa belle-mère et devient la principale travailleuse de cette dernière ». Source : Anne VEGA, Ibid., p. 125-126.

⁸³ A. GOKALP, « Mariage alla turca », Archives de sciences sociales des religions, n° 34, juillet-septembre 1986, p. 55.

⁸⁴ Martin van BRUINESSEN, in *Peuples Méditerranéens*, op.cit., p.13-14

⁸⁵ Au cours de ce siècle, un grand nombre de Kurdes, soumis à des pressions politiques ou économiques, se sont assimilés au groupe ethnique dominant, mais même ce processus s'est montré réversible. Beaucoup de leurs enfants ou petits enfants ont « redécouvert » leurs origines kurdes.

⁸⁶ Jonathan RUGMAN et Roger HUTCHINGS, « Ataturk's children. Turkey and the Kurds . », 1996, p. 22.

Bien qu'Istanbul soit à 1.400 km du Kurdistan, un million de Kurdes y habitent, en faisant d'elle l'une des plus grandes villes kurdes du monde. Le déplacement des populations kurdes du Sud-Est vers les autres provinces et les grandes villes est principalement causé par des années de répression et d'abus des droits humains perpétrés par l'Etat turc. Les Kurdes ont également quitté l'inaccessible Sud-Est pour des raisons économiques. La plupart d'entre eux sont nés dans des familles de petits propriétaires ou de paysans sans terres travaillant pour de riches propriétaires.

B. L'idéologie officielle turque

L'arrivée au pouvoir des Jeunes-Turcs en 1908, malgré leur collaboration avec les minorités et notamment les Arméniens, marque le début de la domination de l'idéologie nationaliste en Turquie.

Durant l'après-guerre, les kémalistes vont être les héritiers de la politique anti-arménienne des Jeunes-Turcs et leur attitude face aux Kurdes sera d'abord assez ambiguë. Après l'expulsion des Grecs et la liquidation en masse des Arméniens, les Kurdes restent le seul élément non turc d'importance dans l'Etat. La politique traditionnelle de l'Etat ottoman était de renforcer sa domination administrative sur les territoires kurdes, mais n'avait pas pour objectif de « turquifier » les populations kurdes.

Les Kurdes participent massivement à la guerre contre la Grèce, qui a envahi l'Anatolie.

Le 1er novembre 1922, une fois sa victoire militaire assurée, Mustafa Kemal déclare au Parlement : « L'Etat est un Etat turc ». La répression commence bientôt contre la seule communauté qui menace l'existence de la Turquie comme Etat-nation : les Kurdes.

La suppression du califat en 1924, les attaques contre l'islam détruisent le lien qui attachait les Kurdes à l'Etat central. Cela annonce le retour du nationalisme kurde. Les mouvements kurdes seront soutenus par le clergé par opposition au kémalisme laïc.

Le projet de Kemal avait donc une vision hyper-nationaliste de la Turquie, dans laquelle les Kurdes sont tout simplement inexistantes. Les militaires, gardiens de la flamme sacrée du kémalisme, se montreront toujours particulièrement fermés à la reconnaissance du fait kurde.

La Turquie a été le premier Etat issu de la Première Guerre mondiale à asseoir sa légitimité sur une idéologie exclusivement nationaliste et à mettre en pratique la politique de « minorisation » des Kurdes. Ce nationalisme a donc été très radical dans les années trente, avec un discours vantant la supériorité des Turcs. L'appartenance à l'histoire, à la civilisation et à la citoyenneté passait par l'adhésion individuelle à la « turcité ».

2. Les révoltes kurdes du XXème siècle

Le Traité de Lausanne de juillet 1923 était un traité de victoire pour les Turcs, et pour Mustafa Kemal en particulier. A cette époque, l'état de tension entre les Kurdes et le pouvoir central est à son comble.

En Turquie, dès la proclamation de la République (29 octobre 1923), c'est l'annihilation des Kurdes en tant que peuple qui est le but des dirigeants.

Laïcisme, étatisme économique, populisme, républicanisme, révolutionnarisme et nationalisme sont les principes sur lesquels repose le kémalisme⁸⁷. Il séduit les Occidentaux par son laïcisme

⁸⁷ KUTSCHERA, op. cit., p. 227.

et son modernisme : l'islam n'est plus religion d'Etat, la charia est remplacée par un code occidental, la polygamie est abolie, le fez remplacé par le chapeau ou la casquette. Mais derrière ceci se profile un nationalisme turc agressif et exacerbé, avec une glorification de la nation turque. Elle va commencer à affirmer que les Turcs forment le seul peuple en Turquie et à nier l'existence des autres. L'emploi du mot « kurde » est proscrit et il faut employer l'expression convenue de « Turcs montagnards ».

La période kémaliste (1923-1938) correspond donc à la période la plus noire de l'histoire des Kurdes de Turquie, à une période de répression. Les slogans à la gloire de la République turque se font omniprésents, que ce soit dans les journaux ou dans les manuels scolaires. L'interdiction des écoles, associations et publications kurdes, est décrétée.

Dès février 1925, les soulèvements kurdes commencent. La répression est très féroce. Une longue oppression s'ensuit : déportation massive de la population, élimination progressive des chefs politiques, religieux, de l'intelligentsia kurde, tortures...

Cette époque est marquée par les révoltes kurdes.

En réaction à la politique kémaliste - les engagements pris par les Turcs concernant les Kurdes n'étaient pas respectés - , des révoltes éclatent entre 1925 et 1938 : celles de Cheik Saïd (1925), de l'Ararat (1930) et du Dersim (1937); elles seront toutes réprimées avec une sauvagerie indescriptible. Ankara a même dû faire appel aux Etats voisins pour mater deux d'entre elles.

Trois grandes révoltes secouent l'Est anatolien.

A. La révolte de Cheikh Saïd (février-mai 1925)

Le personnage-clé de ce mouvement est un religieux. Son influence spirituelle laisse planer une ambiguïté sur le sens de cette insurrection, qui paraît être à la fois religieuse et nationaliste. Son statut religieux lui permet de rallier les principales tribus kurdes. La stratégie adoptée vise à installer un embryon administratif, un Etat de fait, pour obtenir une reconnaissance internationale. L'ampleur de la révolte surprend le pouvoir kémaliste qui renforce ses troupes et devient maître de la situation. Certains Kurdes seront exécutés, d'autres seront accusés de collusion avec les séparatistes, mais l'écrasement du mouvement ne sera pas complet... Des chefs de bandes armées parviennent à faire front aux troupes turques. Cette guérilla entraîne en représailles des déportations conduisant à la mort des dizaines de milliers de personnes⁸⁸.

B. La révolte du Mont Ararat (1930)

Dès 1929, le général I. N. Pacha, chef des forces kurdes prend le contrôle de la zone s'étendant du mont Ararat au Nord de Van et de Bitlis. Des négociations ont lieu avec le gouvernement turc qui se rend compte que les nationalistes kurdes se renforcent. En conséquence, Ankara fait procéder à des concentrations de troupes en mai 1930. La résistance du peuple kurde pousse le gouvernement turc à s'entendre avec l'Iran. Le Shah interrompt alors son aide aux Kurdes et permet le passage sur son territoire des forces turques qui prennent les Kurdes à revers. L'effondrement militaire kurde est inévitable. La répression qui suit est des plus sauvages. Elle ne frappera pas uniquement les régions révoltées mais l'ensemble des régions kurdes. La déportation d'un nombre très important de Kurdes en

⁸⁸ CHALIAND, « Le malheur kurde », op. cit., p. 77-78.

direction de l'Anatolie, de même qu'une division des territoires du Kurdistan en quatre zones sont les conséquences d'une loi promulguée par le gouvernement turc en mai 1932 . C'est à partir de ce moment-là que l'on appela officiellement les Kurdes de Turquie « les Turcs montagnards »⁸⁹.

C. La révolte de Dersim (1936-1938)

Cette région était restée en dehors de toute révolte, avait toujours conservé son autonomie; elle était également opposée au pouvoir central. La politique kémaliste est particulièrement ambiguë à l'égard de Dersim. Les menaces d'opérations militaires alternent avec les négociations conduites par les chefs de Dersim à Ankara. En 1936, un projet de transfert de la population provoque un refus catégorique. Malgré le nombre important de soldats, la résistance sera longue et acharnée.

La pacification ne sera pas achevée avant octobre 1938. C'est à partir de ce moment que le gouvernement turc comprend qu'il sera incapable de venir à bout tout seul de cette population « turbulente », et le gouvernement d'Ankara décidera d'amener l'Iran et l'Irak à adopter une action commune. C'est ainsi qu'un « pacte de bon voisinage », le pacte de Saadabad, est publié en juillet 1937. La Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan s'engageaient à se garantir réciproquement leurs frontières communes.

A la mort d'Ataturk (1938), son Premier ministre Ismet İnönü lui succède. Après 1945, le gouvernement d'Ankara réduit quelque peu son emprise sur les « Anatoliens de l'Est ».

Les élections législatives de 1950, qui se déroulent au suffrage universel, plébiscitent le parti démocratique. Après trente ans d'un parti unique, la Turquie découvre le multipartisme et l'exercice d'une démocratie... La répression cesse (les Kurdes sont des « électeurs » qu'il faut ménager), des ministres kurdes sont désignés, et un programme de construction d'écoles, de routes et d'hôpitaux est mené dans tout le Kurdistan. Au niveau culturel, cependant, le nouveau pouvoir se borne à autoriser tacitement l'emploi oral de la langue kurde dans les conversations privées⁹⁰.

Les années cinquante sont donc synonymes pour les Kurdes d'une alternance de souplesse et de fermeté au gré des circonstances politiques.

3. Le nationalisme kurde

Le nationalisme kurde représente un type nouveau de nationalisme, revendiquant le droit à l'indépendance, non pas contre un empire ou une puissance coloniale, mais contre des Etats eux-mêmes issus de la décolonisation ou d'une guerre d'indépendance.

Son objectif ultime est de changer le statut du groupe, de passer du statut de minorité, au sens juridique et politique du terme, à celui de majorité, autrement dit de fonder un Etat (une sorte d'Etat-nation) réunissant les régions kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie. Ce nationalisme conçoit, dans son programme maximaliste, un projet politique total : « un Grand Kurdistan, doté d'une langue, d'un parti, d'un chef »⁹¹.

En fait, « le nationalisme kurde est la doctrine de construction de la kurdicité et constate que cette doctrine est insuffisante pour contester le pouvoir. Le mouvement kurde est obligé, d'une

⁸⁹ KUTSCHERA, op. cit., p. 227.

⁹⁰ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit., p. 3.

⁹¹ Hamit BOZARSLAN, « La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient. », Mayenne, 1997, p.19.

part, de convaincre les Kurdes que le nationalisme est porteur d'un meilleur avenir social et politique, d'autre part, de se justifier auprès des populations non kurdes.

Pour ces raisons, il doit se légitimer par des théories plus universelles et donc avoir recours à une panoplie de doctrines d'emprunt évoluant dans la durée (occidentalisme, marxisme, islam politique, etc.) »⁹².

Durant la plus grande partie de ce siècle, le nationalisme kurde a principalement été la préoccupation d'une élite lettrée peu nombreuse⁹³ qui, de temps à autre, s'alliait éphémèrement à des chefs locaux ou des leaders religieux. Tandis qu'actuellement, le nationalisme kurde est devenu un mouvement de masse de toutes les parties du Kurdistan.

Alors que d'un côté il se renforçait et éveillait une conscience généralisée de l'identité commune, de l'autre et en même temps, les différences à l'intérieur de la société kurde tendaient plus que jamais à le diviser. En effet, en Turquie, une partie des populations de langue zaza, qui avaient toujours été considérées et se considéraient elles-mêmes comme Kurdes, ont commencé à parler d'elles comme peuple séparé dont l'identité spécifique avait été niée non seulement par l'Etat turc, mais aussi par le mouvement kurde.

Les nationalistes kurdes ont toujours redouté les divisions culturelles - cependant inévitables -. Leur but était l'autodétermination et elle requérait l'unité.

Selon Martin van Bruinessen : « *Les nationalistes kurdes ont toujours, et non sans raison, suspecté les gouvernements turcs, irakiens et iraniens d'aiguiser délibérément les différences existant entre Kurdes* »⁹⁴.

La plupart des partis de gauche refusaient aux Kurdes le statut de nation et leur recommandaient de se contenter du statut de minorité nationale, qui, dans la théorie stalinienne, ne peut prétendre à l'autodétermination. Staline définissait la nation par cinq caractéristiques : une histoire, une langue, un territoire, une vie économique communs et une culture exprimant un « caractère national » commun. Les nationalistes kurdes pouvaient de façon convaincante se réclamer d'une histoire commune et d'un territoire important associé à leur peuple, mais leurs opposants niaient l'existence d'une vie économique commune.

Le mouvement kurde a subi, dans son discours et dans sa formation, l'influence de l'occidentalisation, du « marxisme » et, dans certains cas, de l'islamisme. Il y a toutefois une prédominance des doctrines développementalistes, du « marxisme-léninisme » des années soixante et septante (rôle indéniable des mouvements de gauche, des étudiants), et de l'islam politique des années quatre-vingts. Mais l'islam politique ne pourrait pas devenir la « doctrine de tous les Kurdes » : il ne peut pas tous les « englober », mais devrait en « sacrifier » une partie⁹⁵.

4. Les dimensions de la question nationale kurde

Comme toute question nationale, la question kurde comporte plusieurs dimensions, telles l'historique, la sociale, la religieuse, l'économique et la régionale. Ce sont elles qui expliquent les multiples dynamiques de ce problème.

⁹² BOZARSLAN, op. cit., p. 19

⁹³ L'intelligentsia kurde a permis l'éveil du nationalisme kurde via la création de partis politiques, d'associations diverses. Dans le cas bien précis du PDKT, le Parti démocratique du Kurdistan de Turquie, fondé dans les années soixante.

⁹⁴ van BRUINESSEN, in *Peuples Méditerranéens*, op.cit., p. 18.

⁹⁵ C'est le cas des Alevis en Turquie, par exemple. Source : BOZARSLAN, op. cit., p. 132.

Selon Hamit BOZARSLAN, la dimension historique « se lit dans la transformation des rapports entre l'Etat et la société kurde. Ceux-ci changent profondément au cours du processus qui voit le passage de l'Empire à des Etats-nations, passage qui implique pour les Kurdes une dégradation de leur statut »⁹⁶.

En effet, peuple dominant dans l'Empire par rapport à l'Arménien qui lui était soumis en tant que non musulman, le Kurde est à son tour « déconsidéré » par le Turc ou l'Arabe par le fait d'être privé du droit de constituer un Etat.

« Plutôt en bons termes avec le pouvoir aussi longtemps que son statut juridique lui garantit une supériorité, il passe à l'opposition dès lors qu'il se trouve confronté au danger d'une déstructuration de sa société et placé dans une situation d'exclusion »⁹⁷.

La dimension sociale est particulièrement marquée par la prépondérance d'une structure basée sur l'organisation tribale qui, à chaque phase déterminante du mouvement kurde, a joué un rôle primordial. Actuellement touchée par le phénomène d'urbanisation en Turquie, la tribu n'en constitue pas moins un élément clé de la vie politique kurde, « mais elle se voit de plus en plus cantonnée dans un rôle subordonné par rapport à la mobilisation d'un type nouveau qui se manifeste dans les villes »⁹⁸.

L'islam kurde sunnite est avant tout confrérique et minoritaire par son rite chaféite face à l'islam chi'ite (Iran) ou hanéfite (Turquie). La rigidité des Etats a poussé plus d'une fois à l'opposition, voire à des révoltes extrêmement sanglantes durant le XXème siècle.

Aujourd'hui, les confréries semblent, plus que les tribus, capables de s'adapter au phénomène d'urbanisation, et occupent une place politique très importante⁹⁹. Ceci constitue la dimension religieuse.

Quant à l'économique : les régions kurdes ont souvent tenu lieu de colonies internes et ont fourni des ressources essentielles comme le pétrole, l'eau, les produits agricoles... Conséquences de la guerre ou de la répression, de la crise économique et de l'instabilité politique, l'exode rural et la déstructuration des campagnes ont contribué à transformer des villes kurdes comme Diyarbakir, Sanandja ou Erbil en vastes agglomérations non industrialisées, où le malaise économique et social nourrit la contestation¹⁰⁰.

Au niveau régional, la dispersion des Kurdes entre plusieurs Etats complique la question kurde. Au-delà de la question problématique du droit à l'Etat, donc à la délimitation et à l'homogénéisation du territoire et à la transformation d'une minorité en « majorité », le cas kurde confirme et infirme à la fois le « modèle de la mosaïque » d'analyse des appartenances.

En effet, selon Hamit BOZARSLAN : « Il le confirme, car le terme kurde recouvre des réalités difficilement compatibles avec la construction d'une nation, telles que les tribus et les confréries; et de multiples sous-populations confessionnelles, linguistiques ou territoriales susceptibles elles-mêmes d'être définies comme des ethnies, voire de formuler des revendications ethniques. L'appartenance religieuse semble, dans certains cas, être source d'exclusion et de rejet, tandis que dans d'autres, elle est un facteur-lien. De même une communauté de langue, lorsqu'elle coïncide avec un territoire ayant, dans le passé, joué un rôle important dans la contestation kurde, peut donner naissance à une revendication ethnique, voire nationale.

⁹⁶ Elisabeth PICARD (dir.), « La question kurde », op. cit., p. 97-98.

⁹⁷ PICARD, Ibid., p. 98.

⁹⁸ Ibid., p. 98.

⁹⁹ Ibid., p. 99.

¹⁰⁰ Ibid., p. 99.

Il l'infirmé dans la mesure où le nationalisme kurde, qui se fixait comme objectif ultime la création d'un Etat kurde indépendant, a été repris par de nombreux partis et a trouvé un large écho aussi bien parmi les divers groupes religieux que linguistiques. La répartition entre plusieurs Etats qui pratiquent à leur égard des politiques différentes a fait éclater ce projet nationaliste en mouvements locaux dont les intérêts sont parfois entrés en conflit. Mais ce projet demeure assis, dans chacune des sous-populations, sur un fond de références ressenties comme communes : révoltes du XIXème siècle, traité de Sèvres, héros kurdes des dernières décennies. En dépit des guerres fratricides, il existe un espace commun où circulent non seulement des idées et des hommes, mais aussi des forces militaires : la révolte d'Ararat en Turquie dans les années 1930 a mobilisé des Kurdes d'Irak, d'Irak et de Syrie »¹⁰¹.

Composée d'une multitude de tribus, de confréries, de communautés confessionnelles, linguistiques ou territoriales, la question nationale en est d'autant plus complexe dans la mesure où les revendications des uns et des autres ne sont pas forcément les mêmes et aboutit parfois à de vives tensions entraînant des alliances ou des guerres fratricides. C'est régulièrement le cas entre le PDK (Parti démocratique du Kurdistan - Irak), l'UPK (Union patriotique du Kurdistan - Irak) et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui sont pourtant tous trois kurdes¹⁰².

5. Force et faiblesse de l'Etat turc dans sa gestion de la question kurde

Le premier facteur à prendre en considération est l'importance des réseaux communautaires dans les structures du pouvoir. La Turquie a, de ce point de vue, un champ de manoeuvre incontestablement étendu, qui assure l'adhésion de la population majoritaire à leur politique kurde lors d'une crise aiguë. Il existe également des forces oppositionnelles telles que les formations sociales démocrates, conservatrices et islamistes intégrées dans le système et susceptibles de faire front autour de la politique kurde de l'Etat¹⁰³.

Les moyens dont dispose l'Etat sont le deuxième critère sur lequel il convient d'insister. Le pouvoir en Turquie est plus nettement soumis à la sanction électorale qui lui interdit de transférer des fonds trop importants de l'économie civile à la guerre. Aucun gouvernement ne peut augmenter les impôts inconsidérément pour faire face au coût financier de la guerre contre la guérilla kurde et à la crise économique¹⁰⁴.

La Turquie paraît la plus sensible aux contraintes externes. Membre d'instances européennes et occidentales, elle est tenue d'honorer ses engagements et de respecter les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Son image est donc des plus déterminante. De plus, la présence de plus de deux millions de ses ressortissants en Europe y a transporté le problème kurde. Ceci a pour risque d'accroître la pression européenne à son égard pour qu'elle trouve une solution politique au conflit.

¹⁰¹ Ibid., p. 99-101.

¹⁰² Pour plus d'informations concernant les relations entre le PKK et les autres partis kurdes : voir la deuxième partie concernant le PKK, Chapitre 4 - Relations internes et externes du PKK.

¹⁰³ BOZARSLAN, op. cit., p. 54.

¹⁰⁴ Ibid.

6. Modes de gestion du problème kurde

Au cours des vingt dernières années, l'Etat turc a pu se doter d'une puissance militaire et de moyens de répression internes importants : rente pétrolière ou rente sécuritaire ont contribué à leur surarmement. La Turquie est également parvenue, non sans difficultés et au prix d'une répression souvent massive, à intégrer les « régions » kurdes à leurs espaces économiques et politiques. Tel est le cas de l'exode rural et des émigrations politiques qui ont abouti à l'implantation d'une partie importante de la population kurde dans les régions non kurdes de Turquie.

A. La redistribution

Selon Hamit BOZARSLAN : « *L'Etat turc exerce une violence essentiellement « illégitime », autrement dit « illégale » dans le sens où elle n'est pas prévue par des textes juridiques, et où elle est exercée clandestinement par cet Etat qui en dément l'existence* »¹⁰⁵.

Il tente d'obtenir au minimum une « obéissance passive » de sa population kurde et, faute de pouvoir supprimer ce problème, de le gérer. L'Etat turc ne se contente pas uniquement d'utiliser la coercition, mais également de faire participer certaines catégories de la société kurde aux dividendes du pouvoir ou aux richesses. Ainsi, les fonctionnaires subalternes au Kurdistan de Turquie, qui sont en partie kurdes et acceptent ou sont obligés de travailler dans la région, touchent des primes doublant leur salaire. Cette prime est également accordée aux ouvriers des entreprises publiques. De même, « *le blanchiment de l'argent du trafic de stupéfiants et de la contrebande est aussi un mode d'intégration. (...) En ce qui concerne les Kurdes, (...) ceci (cette participation) permet à certains chefs du « milieu » de se mettre en bons termes aussi bien avec le mouvement kurde qu'avec l'Etat, en se présentant à la fois comme « nationalistes » (kurdes) et « patriotes » (turcs), en neutralisant ainsi les coups de foudre de l'un et de l'autre* » (BOZARSLAN, 1997, 152).

La redistribution des ressources de l'Etat turc ne lui permet pas de s'assurer une légitimité, ou du moins d'avoir totalement confiance dans l' « obéissance passive » de ses citoyens kurdes. Cela renforce sa position dans les territoires kurdes et lui procure des « clients » qui, en contrepartie, font preuve de « neutralité » ou combattent l'option nationaliste.

B. La coercition

Par l'usage de la coercition, l'Etat parvient à faire admettre son existence territoriale et centralisée et à éloigner le « danger » kurde, notamment lors des conflits régionaux.

Par coercition, il convient d'entendre à la fois « la répression militaire, et l'ensemble des pratiques juridiques, extrajudiciaires, policières et militaires que le centre met en place pour éliminer la contestation kurde »¹⁰⁶. Elle peut donc s'exercer par l'intervention des militaires dans le domaine politique qui limitent le champ d'action des civils ou par l'encadrement étatique de la société pour neutraliser toute réaction « défavorable » ou pour influencer l'opinion publique.

¹⁰⁵ BOZARSLAN, op. cit., p. 148.

¹⁰⁶ Ibid., p. 161.

La coercition simple s'impose d'abord à un niveau légal sans nécessairement recourir à la violence massive : - la loi n° 6/7635 du 25 janvier 1967, interdit la diffusion de documents publiés en kurde
- la loi n° 2392 stipule : « Il est interdit de diffuser et de publier des opinions dans toute langue autre que les premières langues officielles des Etats reconnus par l'Etat turc »¹⁰⁷.

D'autres mesures impliquent une violence massive : la politique de dépeuplement, non pas par l'émigration économique ou par des mesures d'encouragement aux départs, mais par la déportation.

7. Les dispositions légales utilisées contre les Kurdes

Le traité de Lausanne du 24 juillet 1924 est l'acte de naissance de la Turquie moderne. Les parties signataires, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, la Serbie et la Turquie, définissent alors un cadre juridique pour ce pays, dont les dispositions sont encore valables aujourd'hui.

En particulier la *section III* traite de la « *protection des minorités* » (art. 37-44).

- *Article 39* « Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant turc d'une langue quelconque, en matière de religion, de presse ou de publications, ou dans les réunions publiques. Nonobstant l'existence de la langue officielle, les facultés appropriées seront données aux ressortissants turcs de langue autre que le turc pour l'usage oral de leur langue devant les tribunaux ».

Mais ces articles ne concernent que les minorités religieuses, chrétiennes ou juives...

Voici quelques exemples d'articles¹⁰⁸ concernant les Kurdes (liste exhaustive) :

- Les *Articles 26 et 28* interdisent, sans la nommer, la langue kurde et sa diffusion écrite.

Article 26 : « Chacun est libre d'exprimer et de diffuser individuellement ou collectivement ses opinions et convictions, oralement, par écrit, dessin ou tout autre moyen (...). Aucune langue interdite par la loi ne peut être utilisée dans l'expression et la diffusion des opinions. Les écrits, les imprimés, disques, enregistrements sonores, films et tout autre moyen et support contrevenant à cette loi doivent être saisis par décision du juge, suivant les règles de la procédure, ou dans les cas où un retard serait préjudiciable sur ordre de l'autorité habitée par la loi ».

Article 28 : « La presse est libre, elle ne saurait être censurée. La création d'une société d'édition ne nécessite ni autorisation ni dépôt de garantie financière. Nul ne peut publier dans une langue interdite par la loi. L'Etat garantit la liberté de presse et d'information. La liberté de presse est limitée par les dispositions des articles 26 et 27 de la Constitution (...) ».

- Les Kurdes n'ont pratiquement pas le droit de s'associer : *loi n° 765*, publiée au Journal officiel de la République turque le 3 mars 1926. Les *Articles 141 et 142* concernent des dispositions clés.

Article 141-4 : « Ceux qui, par des considérations de race, visent à supprimer partiellement ou totalement les droits publics reconnus par la Constitution ou tentent de créer

¹⁰⁷ Cette loi et quelques autres ont été abrogées en 1991. Source : BOZARSLAN, op. cit., p. 163.

¹⁰⁸ Source des articles : Gérard CHALIAND, « Le malheur kurde », op. cit., p. 66-69.

ou créent ou organisent ou orientent et dirigent des organisations visant à anéantir ou à affaiblir les sentiments nationaux ou bien ceux qui les guident dans cette voie sont passibles de huit à quinze ans de réclusion criminelle ».

Article 142-3 : « Toute personne qui, par des considérations de race, vise à supprimer partiellement ou totalement les droits publics reconnus par la Constitution ou se livre par quelque moyen que ce soit à la propagande en vue d'anéantir ou d'affaiblir les sentiments nationaux est passible de cinq à dix ans de réclusion criminelle ».

- La loi n° 2820 publiée le 24 avril 1983, interdit la formation de partis politiques kurdes.

Article 81 b) : « Les partis politiques ne peuvent avoir pour objectif et mener des activités visant à saper l'unité nationale en créant des minorités sur le territoire de la République de Turquie par la protection, le développement et la diffusion d'une langue et d'une culture autres que la langue et la culture turques ».

- Cette disposition est renforcée par une autre loi, la loi n° 2392, relative aux publications en d'autres langues que le turc, publiée le 22 octobre 1983 au Journal officiel de la République turque.

Article 3 a) : « La langue maternelle des citoyens turcs est le turc. Il est interdit d'utiliser comme langue maternelle d'autres langues que le turc et de se livrer à toute activité visant à la diffusion de ces langues ».

Exemples d'application de cette législation :

- le sociologue turc Ismail Besikci a déjà passé plus de dix ans en prison pour ses écrits sur les Kurdes.

- l'ancien député indépendant de la province kurde de Mardin et ex-ministre des Travaux publics du cabinet Ecevit, Serafetin Elci, a été condamné à une peine de prison (de 1981 à 1984) pour avoir déclaré, au cours d'une réunion privée, qu'il était kurde.

- l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, a été emprisonné pendant une quinzaine d'années pour avoir utilisé le kurde dans l'exercice de ses fonctions.

8. L'administration dans les provinces de l'Est ou les méthodes de la « guerre spéciale » par la République turque au Kurdistan

Dès le début de l'époque kémaliste, des mesures d'exception sont imposées très tôt dans le Sud-Est.

Actuellement, le conflit armé est mené sous la direction du Département des Affaires spéciales de guerre, admis officiellement en 1987.

En voici quelques exemples ¹⁰⁹:

- le tribunal de l'indépendance des vilayets de l'Est : ce tribunal ambulante avait le droit de faire exécuter les peines capitales sans ratification du Parlement d'Ankara. Son rôle était de briser toute velléité d'opposition au programme de modernisation du pouvoir. Il a fait l'objet de nombreuses critiques, en particulier pour sa corruption.

- la militarisation dans les provinces de l'Est : dans les années vingt, c'est la création d'un inspectorat général (deux autres verront le jour quelques années plus tard), le plus

¹⁰⁹ Source des exemples : CHALIAND, « Le malheur kurde », op. cit., p. 72-76.

souvent militaire, qui a la main haute sur l'administration civile. Mais également celle de vilayets à des fins militaires et dirigés par des officiers. Il faut préciser que l'inspecteur général est nommé par le pouvoir suprême et qu'il n'est pas responsable de ses actes devant la Grande Assemblée nationale.

Selon un rapport des Comités du Kurdistan en Europe : « *Les deux tiers des effectifs militaires de l'Etat turc, c'est-à-dire 450.000 de ses 700.000 hommes, sont stationnés au Kurdistan* »

¹¹⁰

- la déportation et la « turquification » : ces deux politiques ont été suivies au Kurdistan depuis les années vingt, et principalement la deuxième.

1. La déportation et la création de régions militaires interdites

Elle a commencé dès 1927 et a affecté un nombre considérable de Kurdes, transférés vers l'Ouest de la Turquie.

En 1934, les déportations sont officialisées par une loi qui régit l'implantation de la culture turque et la déportation des populations kurdes.

Les déportations auront des objectifs beaucoup plus limités à partir des années quarante et cinquante. Dans les années 80, une loi autorise la déportation des membres de la famille d'un prisonnier politique jusqu'au quatrième degré.

Le gouvernement tente de vider des régions accusées d'avoir aidé le PKK.

« *La population de 509 villages dans la région de Dersim (Tunceli), de Kars, de Siirt, de Mardin et de la région de Botan ont été déportés par la force. (...) Plus de 400 familles ont été obligées de quitter leur village dans la province de Cizre* » ¹¹¹.

Le préfet a d'ailleurs le droit de donner des incitations financières pour dépeupler certaines zones.

En outre, la République turque déclare « zones militaires interdites », certaines régions nommées régions stratégiques et dans lesquelles se développe la lutte de libération. Des camps appelés « villages stratégiques » sont également créés dans ces mêmes régions. Ces villages, sous contrôle absolu des forces armées, ont pour but d'empêcher l'appui du peuple kurde et sa participation à la guérilla.

2. La « turquification »

Elle est menée de façon systématique. Le changement des noms des villes et des villages a été souvent décrété par l'administration d'Ankara depuis l'avant-guerre.

« *Le ministre de l'intérieur a modifié les noms de 12861 des 34957 agglomérations de Turquie. 80,5 % de ces innovations sont intervenues dans l'Anatolie du Sud-Est* » ¹¹².

La Constitution de l'Etat turc interdit au peuple kurde de parler sa propre langue. Chacun est ainsi forcé d'apprendre le turc.

Au niveau de l'enseignement, la politique de « turquification » est des plus importantes, surtout dans les villes ¹¹³.

¹¹⁰ Rapport des Comités du Kurdistan en Europe, août 1989.

¹¹¹ Rapport des Comités du Kurdistan en Europe, août 1989.

¹¹² CHALIAND, op. cit. p. 76.

¹¹³ Il est difficile de mesurer le degré d'assimilation des Kurdes et l'ampleur de la « turquification ». Indéniablement, l'urbanisation doit y contribuer.

D'autres méthodes de « guerre spéciale » existent également, mais elles touchent davantage le PKK, par l'intermédiaire des civils. C'est la raison pour laquelle elles sont mentionnées dans la deuxième partie de ce mémoire. Pour de plus amples informations, voir le chapitre 5 : réactions de la Turquie face au PKK.

IV. LE PROBLEME KURDE EN TURQUIE

1. Introduction : le peuple kurde, une minorité nationale

En principe, les peuples ont droit à une existence autonome, à une autonomie de décision garantie par des institutions politiques propres.

Les Kurdes, considérés comme une minorité nationale par l'opinion publique, se voient dénier le droit à l'identité et à la pratique de leur langue. Pourtant estimés à 12 millions sur le territoire turc (soit un cinquième de la population), beaucoup de Kurdes voudraient régir leur « région » et espèrent à plus ou moins long terme la reconnaissance de leur Etat propre.

A l'époque ottomane, la notion de minorité impliquait dans la tradition islamique de l'Etat la soumission des communautés non musulmanes à un ordre islamique. Les minorités religieuses se voyaient ainsi exclues de la sphère du pouvoir, mais cette soumission leur laissait en contrepartie la possibilité de se constituer en entités autonomes, appelées *millet*. Quant aux Musulmans, quelle que fût leur origine (arabe, albanaise, kurde, etc.), ils faisaient partie de la communauté des croyants, l'*umma*.

En Turquie, suite à la Première Guerre mondiale, est apparu un nouveau type de minorités. Des groupes, de même religion que les populations majoritaires, mais distincts par la langue, la culture et la mémoire collective, devenaient des « minorités » du fait de leur différence avec les groupes dominants et de leur hostilité à l'homogénéisation ethnique prévue par les pouvoirs centraux. La revendication de « rester eux-mêmes » étant devenue illégale, ces groupes (dont font partie les Kurdes) étaient alors invités à « s'assimiler »¹¹⁴.

Dans le traité de Lausanne (1923), les articles concernant les droits des minorités n'évoquent que les minorités religieuses non musulmanes : Arméniens, Grecs et Juifs ont des droits garantis. Mais ni les Kurdes, comme minorité ethnique et linguistique, ni les minorités religieuses non sunnites - comme par exemple les Alévis - n'ont de droits.

De plus, ces minorités étaient privées du droit de construire leur Etat. Leur champ d'action était réduit dans la mesure où l'Etat national accaparait la souveraineté dans tous les domaines, et particulièrement aux niveaux politique, culturel, social, éducationnel.

L'appartenance ou la loyauté à une entité ethnique, sociale ou nationale autre que l'Etat, était alors considérée comme un acte d'auto-exclusion. La seule chose que l'on demandait aux Kurdes (et aux autres minorités ethniques musulmanes) était d'accepter l'assimilation, ou du moins, de ne rien revendiquer en tant que groupe distinct.

La Turquie a été le premier Etat issu de la Première Guerre mondiale à asseoir sa légitimité sur une idéologie exclusivement nationaliste et à mettre en pratique la politique de « minorisation »

¹¹⁴ BOZARSLAN, op. cit., p. 77.

des Kurdes. Ce nationalisme a été très radical dans les années trente, avec un discours vantant la supériorité raciale des Turcs, « fondateurs de toutes les civilisations et de toutes les langues du monde »¹¹⁵.

En fait, selon Akil MARCEAU : « au début du XX^{ème} siècle et durant la période de l'entre-deux-guerres, il est question du droit du peuple kurde à l'autodétermination, de son droit à disposer de lui-même. Durant la période postérieure à la Deuxième Guerre mondiale, les aspirations des Kurdes et leurs droits sont réduits à des droits de l'homme et à des droits de minorités, c'est-à-dire à des droits catégoriels, comme les droits de l'enfant, de la femme, des handicapés. Il s'agit désormais des droits des minorisés »¹¹⁶.

Une minorité (les Kurdes) est une minorité parce qu'elle est perçue comme telle par la majorité (les Turcs). Pour résoudre le problème de la minorité, il faut avant tout réconcilier l'Etat et sa minorité. L'un des obstacles à cela est la faiblesse des structures politiques et la vulnérabilité de l'économie. L'Etat est incapable d'assimiler sa minorité, et gère la crise minoritaire.

En outre, le problème kurde évolue dans un champ social déterminé par le cadre étatique, renvoyant à un espace délimité par un centre autoritaire.

2. Les minorités sans droit

Depuis le règlement quasi global de la question coloniale, un problème a pris beaucoup d'importance : celui des minorités opprimées. Les minorités ethniques, linguistiques ou ethnico-religieuses revendiquent le droit d'être elles-mêmes, de disposer de leur destin; elles rappellent qu'elles sont majoritaires sur leur territoire et, quelquefois, quand elles sont dispersées, demandent au moins à conserver leur identité.

De part le monde, l'oppression des minorités se manifeste à des degrés et sous des formes très divers, tels que la discrimination, les oppressions culturelle, économique et physique, le génocide. La diversité des cas implique des solutions variées : indépendance, autonomie, fédération ou tout simplement préservation de l'identité. A cet égard, les droits culturels qui devraient constituer un minimum imprescriptible sont déniés aux minorités dans un nombre considérable d'Etats. Devant les revendications très diverses des minorités, la réaction des Etats est presque toujours négative.

Selon Gérard CHALIAND : « Des dizaines de millions d'hommes dans le monde se voient dénier le droit à l'identité et l'usage de leur langue. Il paraît indispensable, en marge du droit à l'autodétermination que la juridiction contemporaine et les lois internationales tiennent compte de la non-discrimination, qui est le droit à l'égalité et aussi le droit à l'assimilation; des droits culturels inaliénables, c'est-à-dire le pouvoir d'étudier dans sa propre langue à l'école, pouvoir en faire l'usage par l'écrit et l'audiovisuel, la possibilité de l'utiliser dans les rapports avec l'administration; du droit à une part équitable du bien-être économique du pays; du droit pour les minorités extra-territoriales de demeurer elles-mêmes à l'intérieur d'Etats souverains ».¹¹⁷

¹¹⁵ La doctrine n'admettait nul autre groupe que les Turcs en Turquie. Les mots « Kurde » et « Kurdistan » ont été interdits; la langue et la culture kurdes mises à l'index dès 1924.

En proie à la répression, les Kurdes ont donc été parmi les premières victimes de ce nationalisme turc agressif et débridé. Les régions kurdes resteront même fermées aux étrangers jusqu'en 1965.

¹¹⁶ Akil MARCEAU in *Peuples Méditerranéens*, op. cit. p. 279.

¹¹⁷ Source : Gérard CHALIAND (dir.), « Les Kurdes et le Kurdistan », Paris, 1978, p. 18-19.

Cependant, les institutions internationales restent à la fois incomplètes et inefficaces à l'égard de tout ce qui touche aux « affaires intérieures » des Etats.

Un renforcement d'une législation internationale stipulant les droits des peuples ou groupes minoritaires, notamment en matière de droits culturels, s'avèrerait donc nécessaire pour permettre aux mouvements qui les représentent de se faire entendre dans les diverses instances internationales. C'est loin d'être la tendance actuelle; au contraire, les droits humanitaires les plus élémentaires sont désormais déniés aux combattants de conflits armés internes.

3. Les droits des Kurdes de Turquie

Le peuple kurde est un peuple bien spécifique, parlant une langue bien définie, vivant sur un territoire cohérent, doté d'une culture particulière et refusant dans sa masse l'assimilation culturelle à laquelle on veut le contraindre.

La Turquie nie les droits du peuple kurde et ne désire pas accorder l'indépendance, voire l'autonomie.

Selon Kendal NEZAN : *« C'est une question de mentalité. La Turquie est gouvernée par une idéologie officielle inscrite dans sa Constitution qui veut qu'il y ait un Etat avec une seule langue, une seule culture, que la Turquie soit la patrie des seuls Turcs, que les autres n'aient aucun droit. Donc, s'ils remettent cette idéologie fondatrice en cause, les Turcs ont peur d'avoir des revendications kurdes toujours croissantes, allant jusqu'à la demande d'indépendance. »*

En résumé, c'est cette crainte de l'indépendance que les Turcs évoquent principalement pour dénier aux Kurdes les droits les plus élémentaires comme les droits linguistiques, par exemple »¹¹⁸.

4. L'oppression nationale et ses formes

Toute entité nationale qui se trouve sous l'autorité d'une autre nation est victime de l'oppression nationale.

« L'oppression nationale est la somme des discriminations politiques, économiques et culturelles que subit la nation dominée par rapport à la nation dominante. Sa fonction essentielle est le maintien et la perpétuation de la domination de la nation oppresseur sur le peuple spolié, domination motivée par des intérêts économiques, politiques ou idéologiques des oppresseurs. Elle s'exerce par la destruction de l'identité nationale de l'opprimé et par la répression qui doit mettre au pas les fauteurs de troubles ». (CHALIAND, 1978, 122)

Pour Gérard CHALIAND, outre les considérations politiques du départ qui conduisirent les classes dominantes turques à tout mettre en oeuvre pour ne pas « perdre » le Kurdistan, *« aujourd'hui c'est parce que ce dernier est une colonie où celles-ci trouvent en abondance, et à bas prix, matières premières (...), main-d'oeuvre, et qui constitue une « chasse gardée » pour les produits manufacturés turcs, que le gouvernement d'Ankara tient à le conserver coûte que coûte »¹¹⁹.*

C'est dans les toutes premières années de sa fondation que la République turque a mis en place l'appareil de l'oppression du peuple kurde. Après la négation pure et simple de ce dernier dès

¹¹⁸ Voir interview en annexe.

¹¹⁹ CHALIAND, op. cit., p. 122.

le lendemain de la guerre d'indépendance, durant laquelle il avait pourtant été qualifié de « nation-soeur », le pouvoir central s'est employé à détruire systématiquement tout ce qui pouvait dénoter la spécificité kurde.

Durant un demi-siècle de « mise en quarantaine » du peuple kurde, les gouvernements d'Ankara ont appliqué une politique de terreur et de mise en condition idéologique telle que celui qui dit : « Je suis kurde » commet un crime méritant la peine capitale.

L'oppression qui résulte de cette politique de terreur et dont fait l'objet le peuple kurde dans son ensemble se manifeste principalement dans les domaines politiques et culturels.

A. Oppression culturelle

a. La langue

Au Kurdistan de Turquie, l'oppression culturelle prend un relief particulièrement brutal dans le domaine de la langue. Le Kurde est un émigré dans son propre pays. En fait, la langue a une fonction d'unification, d'instrument de communication sociale et de « ciment » d'une communauté nationale. C'est la raison pour laquelle elle constitue la cible favorite pour ceux qui entreprennent de détruire une communauté ¹²⁰.

b. L'article 8 de la loi antiterroriste et la liberté de la presse

En octobre 1995 (moment d'intense débat sur l'Union douanière, conclue entre l'Union européenne et la Turquie), Tansu Ciller - Premier ministre à l'époque - était à l'origine d'une révision de la loi antiterroriste (loi n° 3713) du 12 avril 1991 dans ses dispositions réprimant les délits de presse. L'article 8, qui punit la propagande contre l'unité indivisible de l'Etat, avait été modifié et les peines de prison et d'amendes qu'il prévoyait diminuées.

Or, le bilan de l'année 1996, et celui des quatre premiers mois de 1997, en matière de liberté de la presse en Turquie a été tout aussi désastreux que celui des années précédentes. A l'exception de la réforme d'octobre 1995, l'arsenal législatif portant atteinte à la liberté de la presse n'a pas encore été allégé.

La Turquie bat en effet de tristes records en matière de journalistes emprisonnés, de procès ouverts contre des professionnels pour délit de presse, de médias fermés, suspendus, saisis ou censurés.

Selon une publication de *Reporters sans frontières* : « Au 31 mai 1997, au moins 43 procès ont été ouverts contre des journalistes ou des organes de presse. Pour l'année 1996, au moins 53 procès ont été intentés pour les mêmes motifs. (...) Au 31 mai 1997, au moins 53 médias ont été suspendus pour des périodes variables, fermés ou encore suspendus pour une période indéfinie. Au moins 42 quotidiens ou périodiques ont été saisis. Pour l'ensemble de l'année 1996, au moins 39 médias ont été suspendus pour des périodes variables, fermés ou encore suspendus pour une période indéfinie. Au moins 53 quotidiens ou périodiques ont été saisis » ¹²¹.

¹²⁰ Des procédés directs (interdiction de l'usage écrit ou parlé, obstacles divers pour entraver son développement) et indirects (ne rendre l'enseignement, l'information, l'ascension sociale, etc., possibles que dans la seule langue dominante) sont mis en oeuvre pour étouffer progressivement la langue du peuple dominé. Emigré dans son pays, le Kurde tend à devenir étranger à son pays, ou, plus précisément, les Turcs s'emploient à lui rendre son pays étranger. Les villes et les villages kurdes ont été « rebaptisés » par des appellations turques.

¹²¹ Source : *Reporters sans frontières*, juin 1997.

La presse pro-kurde ou d'extrême-gauche, et ses collaborateurs, constituent les cibles principales de ces attaques. Mais celles-ci n'épargnent pas non plus les médias grand public, et notamment ceux qui appartiennent aux deux groupes principaux, le premier contrôlant notamment le quotidien *Sabah* et la chaîne de télévision privée *ATV*, le deuxième englobant les quotidiens *Hürriyet* et *Milliyet* ainsi que les chaînes de télévision privées *Show TV* et *Kanal D*.

La guerre que se livrent dans le Sud-Est du pays l'armée turque et les militants du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) constitue un sujet tabou. Un blocus de l'information règne toujours dans cette région où tant l'armée que le PKK empêchent les journalistes de faire leur travail dans de bonnes conditions.

Les communiqués officiels des autorités multiplient les communiqués de victoire. Quant aux informations émanant de milieux proches du PKK, elles exaltent la lutte des « combattants de la liberté ».

Selon le quotidien *Özgür Politika*, proche du PKK, « Ciller a choisi de révéler le montant des « subventions » qu'elle a octroyées à la presse turque. Selon elle, une somme de 1214 billions de livres turques avait été versée aux seuls groupes *Sabah* et *Dogan*. (...) On mesure mieux le rôle que joue la presse turque dans la sale guerre qui fait rage actuellement au Kurdistan. D'ailleurs, lorsque Ciller fait son décompte « à partir de 1983 », elle reconnaît implicitement qu'au moment où la lutte de libération nationale commence à prendre de l'ampleur au Kurdistan, la presse et tous les médias ont été mobilisés dans la guerre psychologique, mais qu'ils ont aussi été approvisionnés financièrement. La presse a été achetée »¹²².

Les forces de l'ordre en poste dans le Sud-Est témoignent souvent de la plus grande méfiance, pour ne pas parler d'une franche hostilité, à l'égard des journalistes étrangers qui souhaitent effectuer des reportages dans la région. Une bonne partie de la zone est d'ailleurs déclarée interdite, du fait des affrontements opposant l'armée au PKK.

Bien que l'usage privé de la langue kurde soit autorisé depuis 1991, les émissions radio ou télédiffusées sont toujours interdites dans cette langue.

Tout contrevenant est immédiatement poursuivi et condamné par les tribunaux. La chaîne de télévision privée de Diyarbakir, *Can TV*, a ainsi connu des difficultés après avoir diffusé des chansons en langue kurde.

Parmi les publications kurdes, on peut notamment citer : *Özgür Politika*¹²³ (le nouveau nom d'*Özgür Ülke* qui a lui-même succédé à *Özgür Gündem*), *Azadi*, *Yeni Yulke*, etc.

Özgür Gündem, créé le 31 mai 1992, a cessé de paraître le 14 avril 1994, à la suite des pressions et des attaques dont il a fait l'objet.

Deux semaines plus tard, le journal *Özgür Ülke* a pris le relais. Considéré comme le porte-parole du PKK pour publier régulièrement des interviews d'Abdullah Öcalan, il est régulièrement menacé. Faisant d'ailleurs l'objet de saisies, de censures et d'interdictions, il renaît toujours de ses cendres, sous d'autres noms.

Malgré la répression et les difficultés rencontrées, la presse kurde est extrêmement variée et il faut lui ajouter une télévision par satellite émettant, depuis mai 1995, en turc et en kurde depuis Londres (ses studios étant installés à Denderleeuw) : *MED TV*. Mais cette chaîne relève de la même logique. Les autorités turques dénoncent dans *MED TV* la voix du PKK et

¹²² Espace Orient, n° 24, juin 1997.

¹²³ Journal turc pro-kurde non publié en Turquie, mais bien en Europe.

font tout pour obtenir sa fermeture ¹²⁴. S'il n'a pas été formellement démontré qu'il existe des liens directs entre cette télévision et le PKK, il paraît évident que MED TV soutient les partisans de « la lutte de libération du Kurdistan » et qu'elle est proche de ce parti dont le leader, Abdullah Öcalan, intervient régulièrement sur les ondes. En revanche, il est également évident que ces diffusions donnent à la population du Sud-Est la possibilité de regarder des émissions télévisées en langue kurde et d'être en contact avec sa culture, notamment dans les zones les plus coupées du reste du pays.

Dans sa lutte contre MED TV, le gouvernement turc a multiplié les pressions et menaces contre les pays abritant ses installations ou mettant à sa disposition des canaux satellites.

En Belgique notamment, une perquisition a été effectuée par les forces de l'ordre belges dans les locaux de la chaîne, le 18 septembre 1996, dans le cadre d'une opération surnommée « Spoutnik ». *« A l'époque a couru la rumeur d'un accord intervenu entre les autorités turques et belges avant l'intervention de la gendarmerie royale »* ¹²⁵.

c. Les intellectuels

Une autre réalité de la Turquie : assassinats, disparitions, emprisonnements, tortures de journalistes, d'intellectuels et d'écrivains sont monnaie courante. Quant aux intellectuels kurdes, on leur demande tout simplement d'être « turquisés », de rejeter leur propre culture et leur langue. C'est la raison pour laquelle des écrivains et des journalistes poursuivent leurs activités kurdes de publication en exil, en Europe, surtout en Suède.

La « modernité » républicaine est cependant paradoxale : elle ne fait pas de discrimination de principe pour les Kurdes, qui peuvent accéder aux postes les plus élevés de l'Etat, (toutefois, le pouvoir évite, dans la mesure du possible, de nommer un Kurde dans les provinces kurdes et cherche à l'éloigner du Kurdistan) contrairement aux non-musulmans. Mais en même temps, elle reconnaît aux non-musulmans des droits culturels et éducatifs qu'elle ne reconnaît pas aux Kurdes.

¹²⁴ En mars dernier, la RTBF a consacré un numéro de *L'Hebdo* aux Kurdes.

Interview de Zana SERIN, présentateur de MED TV : *« (...) Je crois que beaucoup de téléspectateurs aimeraient que nous nous rendions sur place avec nos caméras pour filmer, mais c'est impossible parce que nous sommes hors-la-loi en Turquie et dans beaucoup d'autres pays de la région. On nous interdit d'aller sur place pour chercher des informations. On utilise d'autres moyens : nous avons des journalistes infiltrés qui nous font parvenir des informations depuis différentes villes et villages du Kurdistan. Des téléspectateurs aussi nous téléphonent, puis il y a des journalistes, la presse locale qui nous alertent ».*

- Vous êtes un sympathisant du PKK ?

« Non mais le PKK, c'est notre réalité quotidienne et peut-être même notre seule source d'informations ».

- Vous relayez des informations venant du PKK ?

« Oui bien sûr. Le PKK est une des associations kurdes ayant le plus d'activités dans tous les domaines au Kurdistan. C'est la guerre là-bas et donc il est important d'obtenir des informations sur ce qu'ils font ».

La montée en puissance du PKK et de son leader Abdullah Öcalan est due largement au rôle joué par cette télévision que la Turquie n'arrive pas à contrôler.

Dans certaines régions reculées de Turquie, on sort les paraboles clandestinement pour capter les programmes. Et certains n'hésitent pas à comparer les programmes de MED TV à ceux de la BBC durant la Deuxième Guerre mondiale.

Mais la télé, cela coûte cher et des soupçons se portent sur les sources de son financement : trafic de drogues, blanchiment d'argent, extorsion de fonds, trafic d'armes et même détournements de mineurs *. (RTBF-*L'Hebdo*, « Tête de Kurde », mars 1997.

* Pour plus d'informations à ce propos-là, voir la deuxième partie de ce mémoire, Chapitre 3 : le financement du PKK et les liens avec la drogue.

¹²⁵ *Reporters sans frontières*, juin 1997.

Malgré les tentatives de l'Etat pour intégrer et anéantir la culture kurde, cette dernière subsiste et connaît depuis peu un réveil, notamment parmi les populations immigrées.

C'est en partie hors du Kurdistan, parmi les Kurdes immigrés en Europe, qu'une « ethnicité » continue à s'élaborer. Peut-être existe-t-il ainsi une « kurdicité » spécifique aux Kurdes européens.

B. Oppression politique

En Turquie, la bourgeoisie s'est dotée d'un arsenal juridique ne laissant au peuple kurde aucune possibilité légale de création d'associations, de syndicats ou de partis politiques kurdes. Bon nombre de dispositions juridiques sont prises à l'égard du peuple kurde : l'article 57 de la Constitution turque, l'article 89 de la Loi turque, les articles 141 et 142 du Code pénal turc...

Le HEP (le Parti du travail du peuple) et le DEP (le Parti de la démocratie) - tous deux pro-kurdes - en sont la preuve la plus formelle, puisqu'ils ont été successivement interdit pour visée « séparatiste » et pour entretenir des liens avec le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan)

¹²⁶

C. Répression physique

Jusqu'au début des années cinquante, le Kurdistan était tenu par la terreur. Depuis, elle accuse une certaine régression. Le pouvoir mise davantage sur l'intéressement et la corruption des chefs traditionnels et notables kurdes, plus connus sous l'appellation de « protecteurs de village ». Mais on peut remarquer que l'autorité de ces derniers a tendance à s'effriter, c'est pourquoi Ankara est à nouveau amenée à faire usage de certaines formes de terreur et d'intimidation.

Des commandos sévissent presque continuellement au Kurdistan et passent au peigne fin des provinces susceptibles d'aider de quelque manière que ce soit les militants du PKK. Ces unités antiguérilla ne sont qu'une arme nouvelle que l'Etat ajoute à son arsenal de répression contre le peuple kurde.

L'occupation militaire du territoire est d'une certaine ampleur : des casernes, des garnisons, des aéroports militaires, des divisions de blindés stationnent à l'entrée et à la sortie des principales villes kurdes. Les parades militaires régulières rappellent la présence et la puissance de l'armée aux habitants kurdes.

5. La protection des minorités en droit international

Même si le concept de minorité n'a pas encore jusqu'ici fait l'objet d'une définition universellement acceptée en droit international, l'existence factuelle de « minorités » dans des Etats indépendants n'est mise en cause par personne.

Le système établi sous l'égide de la Société des Nations (SDN) peut être considéré comme le premier vrai système international de protection des minorités. Suite aux remaniements territoriaux fixés dans le Traité de Versailles de 1920 ainsi que dans les traités de paix conclus par la suite, le problème des minorités se posait dans neuf Etats. Les traités de paix conclus entre les puissances alliées et ces Etats comportaient une série de dispositions spéciales pour la protection des minorités qui y vivaient.

¹²⁶ Pour plus d'information sur ces deux partis politiques kurdes, voir le Chapitre 3 - La vie politique en Turquie.

L'objectif principal de ces dispositions était de garantir l'égalité entre les personnes appartenant aux minorités et les autres citoyens, et de permettre aux minorités de préserver leur identité et leurs caractéristiques propres. Ces traités stipulaient également que tout membre de la SDN pouvait signaler des infractions aux droits protégés au Conseil de la SDN, qui pouvait dès lors décider des mesures à prendre.

Alors que la protection prévue dans le cadre de la SDN peut être considérée comme un concept essentiellement politique, visant à maintenir la stabilité des frontières issues des traités de paix, la protection des minorités sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (1945) est un concept humanitaire, universel, qui trouve son fondement dans un des objectifs fondamentaux de l'Organisation, la protection des droits de l'homme, et dans le principe d'égalité et de non-discrimination inscrit dans sa Charte.

A. La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)

Les droits de l'homme, c'est-à-dire ceux de l'individu, sont considérés comme la protection universelle. Implicitement, si les droits de l'homme sont respectés, les droits des individus appartenant à une minorité doivent par conséquent l'être.

Cette déclaration lutte donc contre les mesures discriminatoires et soutient la protection des minorités¹²⁷.

B. L'article 27 du Pacte international

Entré en vigueur en 1976, il constitue la seule disposition de droit international relative aux minorités à caractère général et obligatoire. Son champ d'application est relativement étendu et touche particulièrement les droits civils et politiques. Les dispositions de l'article 27 sont tenues pour l'expression minimale du droit des minorités¹²⁸.

C. Autres instruments à portée plus limitée

a. La Convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, contient en son article 14 une garantie contre la discrimination¹²⁹.

b. La Convention contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement du 14 décembre 1960, élaborée par l'UNESCO, reconnaît le droit des membres des minorités nationales d'exercer des activités éducatives¹³⁰.

c. La Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965¹³¹.

d. L'Acte final d'Helsinki de 1975 soulevait divers points se rapportant aux problèmes des minorités et de leur protection¹³².

e. En juin 1989, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) publiait une charte des droits des minorités ethniques. Cette charte est une avancée considérable du droit international¹³³.

¹²⁷ PICARD, op. cit., p. 119.

¹²⁸ Source : CHALIAND, « Le malheur kurde », op. cit., p. 180.

¹²⁹ PICARD, op. cit., p. 122.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Ibid., p. 123.

¹³² CHALIAND, op. cit., p. 180.

¹³³ CHALIAND, Ibid.

D. Les mécanismes de contrôle

En vertu de l'article 28 du Pacte, un Comité des droits de l'homme composé de 18 experts indépendants a été établi comme organe de contrôle. Ses fonctions sont d'examiner les rapports périodiques sur la mise en oeuvre des dispositions du Pacte, que les Etats membres doivent lui remettre et d'examiner les requêtes (invoquant une violation des droits) soumises par des particuliers¹³⁴.

Institut kurde de Paris

¹³⁴ PICARD, op. cit., p. 124-125.

CHAPITRE 3 La vie politique en Turquie

La Turquie est le seul pays de la région proche-orientale où les apparences formelles de la démocratie sont respectées. Avec le rétablissement du système parlementaire en 1983, les élections législatives se sont succédées, favorisant le développement au Kurdistan d'un espace démocratique dans lequel des hommes politiques kurdes ont pu évoluer en liberté surveillée. Dans ce chapitre, une brève présentation des partis politiques turcs et kurdes permettra d'avoir un aperçu de la situation politique du pays, et de leurs positions respectives face à la question kurde.

I. LES PARTIS POLITIQUES TURCS FACE A LA QUESTION KURDE

Représentés au Parlement

1. Parti de la Prospérité - RP (Refah Partisi)

Parti islamiste dirigé par *Necmettin Erbakan*. Cette formation a enregistré une rapide progression de ses voix : aux élections locales de 1994, elle obtenait seule 17,3 % des suffrages, contre 16,9 % en 1991, en alliance avec le Parti nationaliste¹³⁵. Il a battu tous ses records aux élections municipales de juin 96 en remportant 34 % des suffrages. Ce parti a formé, de juin 1996 à juin 1997, le gouvernement turc, en coalition avec le Parti de la Juste Voie.

2. Le Parti de la Juste Voie - DYP (Dogru Yol Partisi)

Héritier direct du Parti de la justice de Süleyman Demirel, aujourd'hui président de la République, ce parti conservateur est dirigé de nos jours par *Tansu Ciller*. Il réclame la filiation exclusive avec le Parti démocrate. Aux élections législatives de 1991, il a obtenu 27,2 % des voix¹³⁶. Aux élections municipales de juin 1996, ce parti de droite a obtenu 12 %. Il est actuellement en perte de vitesse, suite à l'érosion du nombre des militants due aux révélations récentes de liens existant entre des membres de ce parti et la mafia.

3. Le Parti de la Mère Patrie - ANAP (Anavatan Partisi)

Constitué après l'intervention militaire de 1980 par Turgut Özal, un ancien collaborateur de S. Demirel, ce parti libéral-conservateur réclame, comme son principal rival le DYP, l'héritage du Parti démocrate. Dirigé par *Mesut Yilmaz*, proche des milieux d'affaires, il a obtenu 24,1 % des suffrages de 1991¹³⁷. En décembre 1995 : 21 %.

¹³⁵ Semih VANER, Deniz AKAGUL et Bahadır KALEAGASI, « La Turquie en mouvement », Ed. Complexe, Bruxelles, 1995, p. 141.

¹³⁶ Ibid., p. 142.

¹³⁷ Ibid., p. 141.

L'ANAP est actuellement au pouvoir, suite à la démission de Necmettin Erbakan (Refah) et à la demande du Président Demirel qui a choisi le nouveau formateur en la personne de Mesut Yilmaz.

4. Le Parti Républicain du Peuple - CHP (Cumhuriyet Halk Partisi)

Créé par Mustafa Kemal dans les années vingt, il représente les idées kémalistes mises à mal mais se veut aussi social-démocrate. Interdit comme les autres partis politiques après le coup d'Etat de 1980, il a porté quelques années le nom de Parti social-démocrate populaire (SHP), dirigé au début par Erdal İnönü¹³⁸. Conquis par *Deniz Baykal*, ce parti a obtenu en 1991, 20,7 % des voix.

5. Parti de la Gauche Démocratique - DSP (Demokratik Sol Partisi)

Autre parti social-démocrate, il s'appuie surtout sur le charisme de *Bülent Ecevit*, ancien leader du Parti Républicain du Peuple. A obtenu 13,6 % aux élections municipales de 1994.

6. Parti du Mouvement Nationaliste - MHP (Milliyetçi Harekât Partisi)

Parti ultra-nationaliste plus connu sous le nom des « Loups Gris », dirigé par *Alparslan Türkeş*, décédé récemment¹³⁹. Il est régulièrement représenté au Parlement et s'allie souvent aux autres forces de droite. Ayant une politique anti-kurde, le MHP est relativement proche de la politique d'Ankara à l'égard des kurdes dans le sens où il est régulièrement à son service.

Conclusion

Tous ces partis ne soutiennent pour ainsi dire pas la cause kurde. A chaque élection, les candidats se servent de la question kurde comme « instrument de propagande » afin de récolter un maximum de voix principalement auprès de la population kurde. Chacun se dit prêt à se distinguer de ses prédécesseurs et à apporter une solution. Mais la plupart du temps, ce ne sont que de vagues promesses se transformant inévitablement en « paroles en l'air ». D'autant plus que les hommes politiques turcs sont généralement manipulés habilement par le seul organe décisionnel de la République : le Conseil national de sécurité (MGK), chapeauté par l'armée.

Selon Remzi Kartal, membre du Parlement kurde en exil et ancien député du DEP (Parti de la démocratie) : « *En Turquie, les partis qui se trouvent au Parlement, s'ils connaissent quelques memes divergences, font cependant preuve d'une réelle unanimité sur la question kurde. Ce sont des partis qui défendent un régime chauviniste et nationaliste niant l'identité et l'existence du peuple kurde. Dans la mesure où ces partis ne remettent pas en cause la*

¹³⁸ Le fils d'İsmet İnönü, le Premier ministre de Mustafa Kemal.

¹³⁹ A. Türkeş est décédé en avril 1997. Tugrul Türkeş, le fils d'A. Türkeş, est un des candidats potentiels à la succession de son père à la tête du parti.

*politique kurde du régime, il n'est pas pensable qu'ils changent quoi que ce soit à la situation de guerre qui prévaut actuellement au Kurdistan »*¹⁴⁰.

Extra-parlementaires

1. La formation du HEP, du DEP et du HADEP

Lors des élections législatives anticipées d'octobre 1991, 22 parlementaires kurdes ont pu entrer au Parlement turc, et être élus en s'inscrivant sur la liste du parti social-démocrate turc d'Inönü¹⁴¹. Ils y étaient acceptés semi-officiellement en tant que Kurdes. Les membres du HEP (Parti du travail du peuple) sont assez proches du PKK et prétendent combattre pour l'égalité entre les peuples kurde et turc. C'est la raison pour laquelle ce parti ne sera pas longtemps toléré par les autorités turques, qui ne tardent pas à l'interdire en 1993.

Fondé en mai 1993, le DEP (Parti de la démocratie) bénéficie de l'adhésion de députés du HEP. C'est un parti radical proche du PKK, et c'est certainement pour cela que l'Assemblée nationale turque vote en mars 1994 la levée de l'immunité parlementaire de sept députés du DEP accusés « d'activités à visée séparatiste et de trahison envers la patrie ». Certains d'entre eux sont encore aujourd'hui retenus dans des prisons turques. Le DEP est définitivement interdit en juin 1994 par la Cour constitutionnelle turque.

S'inscrivant dans la continuité du HEP (Parti du Travail du Peuple) et du DEP (Parti de la Démocratie), tous les deux interdits pour « séparatisme », le HADEP prend la défense des droits de la population kurde. Il est donc « le » seul parti pro-kurde.

Fondé en mai 1994 (quelques semaines avant l'interdiction du DEP), le HADEP (Parti de la démocratie du peuple) prend la relève. Aux élections du 24 décembre 1995, le parti kurde obtient 4,17 % des voix à l'échelle nationale. Comme ce parti n'a pas atteint le seuil des 10 % fixé par la loi électorale à l'échelle nationale pour être représenté au Parlement, il n'a aucun député malgré des scores très honorables dans les régions kurdes¹⁴².

Les candidats et les électeurs du HADEP partagent une expérience commune : rares sont les familles qui n'ont pas été affectées par le conflit qui oppose, depuis 1984, les forces gouvernementales et les combattants kurdes du PKK.

Le HADEP obtient donc un important soutien dans le Sud-Est anatolien et dans les banlieues où sont regroupés les réfugiés kurdes.

Actuellement, le HADEP semble aussi menacé que ses prédécesseurs. En effet, 47 de ses dirigeants ont été arrêtés. L'un d'entre eux est accusé d'avoir décroché le drapeau turc se trouvant au mur de la salle du congrès et accroché à sa place un drapeau du PKK, ainsi qu'un portrait d'Abdullah Öcalan (leader du Parti des travailleurs du Kurdistan), le 23 juin 1996, lors du deuxième congrès du HADEP. Par ailleurs, le procureur demande la condamnation à 22,6 ans de prison de 23 dirigeants, dont son président Murat Bozlak, pour « constitution illégale », et la condamnation à 15 ans de prison de 19 autres responsables du HADEP pour « appartenance à une organisation illégale »¹⁴³.

Pour le procureur, « le HADEP est la branche politique du PKK » (...). Et d'ajouter : « En demandant l'arrêt de l'effusion de sang, de mettre un terme à la sale guerre qui absorbe une

¹⁴⁰ *Espace Orient*, n° 14, juin 1996.

¹⁴¹ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit., p. 4

¹⁴² *Nouvelles du Kurdistan*, Bulletin d'information édité par le Centre d'Information du Kurdistan, n° 12.

¹⁴³ Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris, n° 142-143, janvier-février 1997.

grande partie du budget, les dirigeants du HADEP cherchent en fait à légitimer le PKK et à le présenter comme un interlocuteur. (...) »¹⁴⁴.

2. Le Parti démocratique des masses (DKP)

Ce nouveau parti pro-kurde a été créé assez récemment (début 1997). Il préconise une « solution politique à la question kurde, tout en respectant les frontières actuelles de la Turquie ». Le DKP se situe au centre et est libéral, politiquement et économiquement, selon son président Serafettin Elci, ancien parlementaire d'origine kurde et ministre des Travaux publics dans les années 70. M. Elci a déclaré que son parti était « contre la violence et attaché aux méthodes pacifistes et démocratiques ». Il revendique « la reconnaissance de l'identité kurde au niveau constitutionnel et l'attribution aux Kurdes des droits culturels, notamment celui de l'enseignement dans leur langue maternelle »¹⁴⁵.

II. DES HOMMES POLITIQUES FACE A LA QUESTION KURDE

La question kurde est un élément incontournable de la vie politique en Turquie. Chaque nouveau Président et Premier ministre y est automatiquement confronté. Tansu Ciller avait évoqué le modèle basque bien vite rangé au placard. L'ancien Premier ministre de tendance islamiste, Necmettin Erbakan, voyait dans les Kurdes des frères de religion. Ce qui annonçait un probable changement de style par rapport à ses prédécesseurs. Mais rien n'a changé, car en fait, c'est l'armée qui s'est accaparée le problème kurde depuis bon nombre d'années.

Selon Kendal NEZAN : *« Il y a une évolution en dents de scie de l'attitude des différents gouvernements turcs. Jusqu'à 1990-1991, tous les gouvernements turcs successifs avaient la même politique de négation totale de l'existence des Kurdes. Et puis, en 1991, pour toute une série de raisons, en particulier à cause de l'internationalisation de la question kurde lors de l'exode des Kurdes irakiens lors de la guerre du Golfe, le Président turc de l'époque Özal a tenté une ouverture et la recherche d'une solution par le dialogue. Mais l'aile radicale, l'aile dure de l'armée et des services de renseignements ont finalement stoppé nette cette tentative et ont repris les choses en main. On avait fait un pas en avant avec Özal; tandis qu'actuellement, avec Demirel, on fait trois pas en arrière. On retombe dans une espèce de « glaciation » idéologique au moins au niveau des dirigeants, ce qui n'est pas le cas au niveau des intellectuels et de la population. Mais au niveau des dirigeants, on en est revenu au discours de négation de l'existence d'un problème kurde »¹⁴⁶.*

1. Le point de vue Turgut Özal, président de la République de 1990 à avril 1993

Ce Président turc est d'origine kurde (sa grand-mère vient de Malatya). Dans ses campagnes électorales, il a utilisé son origine pour convaincre les Kurdes qu'il allait trouver une solution possible. Mais cette origine a davantage servi de « propagande » électorale.

¹⁴⁴ Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris, n° 142-143, janvier-février 1997.

¹⁴⁵ Revue de presse de l'Institut kurde de Paris, février 1997.

¹⁴⁶ Voir interview en annexe.

Dans un premier temps, Özal a programmé des déplacements de population kurde, des évacuations progressives de villages et hameaux. Il a encouragé la propagation d'éléments de désinformation, des fuites concernant les déclarations à la presse. En même temps, il a considéré comme « terroriste » le mouvement de la guérilla.

Par la suite, sa politique s'est « assouplie », ¹⁴⁷ : ses projets soulignaient la nécessité de mesures autres que militaires, visaient à décréter une amnistie et à intégrer le radicalisme kurde dans la vie politique.

Il a permis l'usage public du kurde en 1991 (en levant l'interdiction de 1984) et paraissait relativement bien disposé à trouver une solution politique au problème kurde.

« Il était partisan d'une solution démocratique, dans le cadre d'un Etat fédéral, ce qui, disait-il, « prendra du temps (...) mais je convaincrai les militaires ». ¹⁴⁸ Tout ceci n'a fait qu'aboutir à la marginalisation du président au cours des derniers mois de sa vie. C'est d'ailleurs peu après qu'Özal est décédé, le 17 avril 1993 ¹⁴⁹.

2. Le point de vue de Suleyman Demirel, Premier ministre de T. Özal, actuel Président (depuis le 13 juin 1993)

Suleyman Demirel est relativement connu pour sa dureté et son intransigeance vis-à-vis du problème kurde : « *Je ne nie pas qu'il y ait des Kurdes en Turquie. Mais je dis que cela ne doit pas être susceptible de diviser le pays. (...) Je ne ferai rien qui puisse nuire à l'Etat unitaire* » ¹⁵⁰.

Son accession à la présidence, suivie de la nomination de Tansu Ciller au poste de Premier ministre, n'ont fait qu'accroître la répression au Kurdistan de Turquie. « Le 19 octobre 1993, le Président déclarait au quotidien *Hürriyet* : « *Au Sud-Est, il y a une révolte générale. Chercher une solution au problème, en dehors de la solution militaire, c'est le compliquer davantage et, par conséquent, le laisser sans solution* » ¹⁵¹.

En fait, c'est le commandement de l'armée qui a la main haute, et particulièrement son chef d'état-major Dogan Güres, qui pousse par tous les moyens à la solution militaire. La spirale de la violence tourne toujours plus vite. La preuve en est : la situation actuelle au Kurdistan est bien loin de s'améliorer.

3. Le point de vue de Tansu Ciller, Premier ministre de juin 1993 à septembre 1995, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de juin 1996 à juin 1997

Quand Ciller est arrivée au pouvoir, elle a parlé au Parlement des droits culturels des Kurdes. Les réactions ont été tellement violentes de la part des députés et des généraux, qu'elle s'est empressée de changer de politique. La lutte armée du PKK contre l'Etat turc s'est presque immédiatement intensifiée à l'arrivée au poste de Premier ministre de Tansu Ciller en

¹⁴⁷ Elle s'est assouplie non pas par pur humanisme, mais parce que 1991 correspond à la guerre du Golfe et à l'« éclatement » interne de l'Irak. Le Nord de l'Irak est également peuplé de Kurdes, et est sous la férule du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). En allégeant sa politique à l'égard de ses propres Kurdes, la Turquie espérait ainsi séduire ceux d'Irak, et les annexer, à long terme, dans sa lutte contre le PKK.

¹⁴⁸ KUTSCHERA, op. cit., p. 273.

¹⁴⁹ Ibid., p. 370.

¹⁵⁰ *Problèmes politiques et sociaux*, n° 709, 20 août 1993.

¹⁵¹ Gaby FRIEZ, Anne-Lise HILTY, Marion MORDEY, « Turquie de rêve... Turquie d'exil », L'Harmattan, Paris, 1995, p. 145.

1993. Appuyée par l'armée, elle a juré d'en finir une fois pour toutes avec le terrorisme. Son parti, le Parti de la Juste Voie (DYP), a notamment inclut des personnes « anti-Kurdes » en la personne de Ünal Erkan (super-préfet), Dogan Güres (ancien chef d'état-major) et Necdet Menzin (ancien chef de la police turque).

4. Le point de vue de Necmettin Erbakan, Premier ministre de juin 1996 à juin 1997

Le successeur (leader du Refah, Parti islamiste) de T. Ciller depuis le 28 juin 1996 (en coalition avec le DYP, Parti de la Juste Voie de Mme Ciller) a mis sur pied le premier gouvernement de coalition islamiste-laïque de Turquie. Gouvernement éphémère dans la mesure où il n'a duré qu'une année.

Au départ, Erbakan avait l'intention de se distinguer de ses prédécesseurs en essayant d'apporter une solution au problème kurde¹⁵².

En effet, en juin 1996, N. Erbakan s'est engagé « à lever progressivement l'état d'urgence en vigueur dans le Sud-Est de la Turquie »¹⁵³.

Il faut savoir que cet état d'urgence donne des pouvoirs très étendus aux autorités et aux forces de sécurité, ce qui a donné lieu à de nombreuses accusations de violations des droits de l'homme.

De même, en juillet 1996, « le Premier ministre islamiste turc, N. Erbakan a promis de faire restaurer dans le Sud-Est de la Turquie tous les villages évacués de force lors de la lutte contre la rébellion kurde »¹⁵⁴.

Ces belles paroles ne se sont pas concrétisées, car en fait, « les clauses du protocole d'accord de la nouvelle coalition consacrées au Sud-Est ne diffèrent pas énormément de celles affichées par les gouvernements précédents. (...) Sur la question de l'Est, (...), le Refah utilise les mêmes arguments: « Nous sommes dans le gouvernement mais nous ne sommes pas au pouvoir ».

5. Le point de vue de l'actuel Premier ministre, Mesut Yilmaz

En fait, que cela soit Mesut Yilmaz, Necmettin Erbakan, ou encore Tansu Ciller, la situation en Turquie à propos de la question kurde n'évoluera pas. Le véritable problème de la Turquie est la référence républicaine laïque kémaliste, l'héritage d'Atatürk. Pour le gouvernement, faire un pas sur la question kurde, c'est un peu faire vaciller cette idéologie officielle, chose qui est fortement redoutée. D'autre part, l'armée s'est accaparée le problème kurde, et se porte garante du kémalisme, ce qui bloque toute solution au problème kurde.

Selon Remzi KARTAL, membre du Parlement kurde en exil, ancien membre du DEP :
« (...) il ne faut pas se faire trop d'illusions. Au Parlement turc, quand on a déchu les gens du DEP de leurs droits, Yilmaz était le premier à siffler et à demander qu'on supprime aux gens du DEP leur immunité parlementaire »¹⁵⁵.

¹⁵² Notons toutefois qu'Erbakan avait prononcé pour la première fois le mot « kurde » lors d'une émission sur la chaîne publique turque TRT. De même, lors d'un débat télévisé où étaient conviés les chefs de partis, il avait parlé d'événements tragiques dans la région de Diyarbakir.

¹⁵³ Agence France Presse, juin 1996.

¹⁵⁴ AFP, juillet 1996.

¹⁵⁵ *Espace Orient*, n° 15, septembre 1996.

Conclusion

La position des différents gouvernements et gouvernants turcs vis-à-vis de la question kurde est donc relativement similaire. Aucune solution ni proposition concrète n'est offerte, que ce soit par l'intermédiaire de Demirel, Ciller, Erbakan ou Yilmaz.

Les hommes politiques turcs ne sont en fait que des « marionnettes ». En effet, on ne peut pas attendre beaucoup du gouvernement turc puisque les véritables décisions sont prises par le Conseil national de sécurité (MGK). Il est composé du Président de la République, du Premier ministre, du chef d'état-major, des ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, des commandants des armées de l'air, de terre et de la mer et du commandant de la gendarmerie.

De plus, l'armée s'est accaparée la gestion du problème kurde. Elle a d'ailleurs des allures de police « répressive ».

III. LA VIE POLITIQUE KURDE

1. L'intégration des Kurdes dans le jeu politique

A. Les démocratiques années cinquante

A la mort d'Ataturk (1938), son Premier ministre Ismet İnönü lui succède. L'après-guerre marque le début de la libéralisation du régime politique turc. Les difficultés économiques, les famines des années 1940-1945 ont entraîné un mouvement général de mécontentement qui conduit à une libéralisation du régime. Le gouvernement d'Ankara réduit quelque peu son emprise sur les « Anatoliens de l'Est ».

En 1946, plusieurs partis sont créés, dont le Parti démocrate de Menderès. Les élections de 1950, qui se déroulent au suffrage universel, le plébiscitent. Après trente ans de parti unique, la Turquie découvre le multipartisme et l'exercice d'une démocratie, profitant particulièrement aux Kurdes qui ont voté en masse pour ce parti.

La répression cesse - les Kurdes sont des « électeurs » qu'il faut ménager -, des ministres kurdes sont désignés, et un programme de construction d'écoles, de routes et hôpitaux est mené dans tout le Kurdistan. Au niveau culturel, cependant, le nouveau pouvoir se borne à autoriser tacitement l'emploi oral de la langue kurde dans les conversations privées¹⁵⁶.

Les années cinquante sont donc synonymes pour les Kurdes d'une alternance de souplesse et de fermeté au gré des circonstances politiques. Le passage au pluralisme politique ne s'est pas traduit, officiellement du moins, par un changement radical du statut des Kurdes ou du Kurdistan, puisque les interdictions frappant la langue ont subsisté.

B. La réaction kémaliste

La démocratie turque n'est en fait qu'une démocratie encadrée par l'armée, qui intervient à trois reprises pour modifier les règles du jeu. Les coups d'Etat du 27 mai 1960, du 12 mars 1971 et du 12 septembre 1980 sont marqués par une période de répression, suivie

¹⁵⁶ *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles, op. cit., p. 3.

d'une amnistie après laquelle les partis politiques peuvent reprendre leurs activités dans un nouveau cadre défini par l'armée.

C'est donc le cas en 1960 : la réaction kémaliste vient de l'armée, qui s'est investie en tant que « gardienne » de la République fondée par Atatürk et de ses principes¹⁵⁷. Dès que les Kurdes commencent à espérer un tant soit peu de meilleures conditions d'existence, l'armée intervient en brisant leurs espoirs car elle craint, d'une certaine façon, la conjoncture du moment.

A la suite du coup d'Etat militaire de 1960, les Kurdes sont accusés d'avoir utilisé leurs positions au sein du parti et bon nombre d'entre eux sont arrêtés.

La nouvelle Constitution de 1961 ne lève pas l'interdiction de partis régionalistes, mais l'ouverture du jeu politique va donner aux Kurdes des moyens indirects d'expression.

2. La montée des partis nationalistes kurdes

A. Le réveil : l'après 1960

Il faut pratiquement attendre le milieu des années soixante pour assister aux premières tentatives de regroupement des Kurdes de Turquie. A cette époque, une tendance progressiste s'affirme dans ce pays. Des partis se créent peu après : le Parti de la justice, le Parti de la nouvelle Turquie. Un Kurde du Parti de la nouvelle Turquie deviendra d'ailleurs ministre de la santé en 1962 (sous la présidence de I. Inönü), mais sa politique entraînera sa démission.

Le Parti ouvrier turc - le POT - est formé, et les nationalistes kurdes peuvent s'exprimer au sein du Parti démocratique du Kurdistan de Turquie, le PDKT.

En 1969, des organisations de jeunesse kurde, les « Foyers culturels révolutionnaires », se créent partout.

Au même moment, le VIème Congrès du POT adopte une résolution qui reconnaît que « le peuple kurde existe » : il sera interdit peu après, et la répression s'abat à nouveau sur les territoires orientaux.

L'interdiction pour les Kurdes de former un parti sur des bases régionalistes et leur opposition naturelle à l'idéologie kémaliste expliquent que les organisations de gauche accueillent un nombre important de Kurdes. C'est notamment le cas du Parti Ouvrier de Turquie, le POT, qui sera accusé d'activités séparatistes pro-kurdes au début des années septante.

C'est donc vers la fin des années 60 et du début des années 70 que naissent les mouvements de masse nationalistes kurdes. Ils ont été engendrés par le double processus d'urbanisation et d'enseignement universel. Ils sont nés dans les grandes villes où les étudiants kurdes et les intellectuels, et plus tard les travailleurs émigrés, sont devenus plus conscients de leur différence avec l'ethnie dominante et d'une certaine discrimination dont ils étaient l'objet.

a. Le Parti ouvrier de Turquie (POT)

C'est au sein du POT que militent les éléments les plus progressistes de la population kurde. C'est le cas en particulier des intellectuels qui s'y inscrivent en grand nombre à partir de 1963. Au début, le POT a pourtant une position très négative sur la question kurde : il l'ignore officiellement. Sous la pression des événements et de la politique d'assimilation, le Parti ouvrier de Turquie doit réviser ses positions sur la question kurde.

¹⁵⁷ KUTSCHERA, op. cit., p. 228.

Fin 1969, un Kurde devient président du parti. Un pas important est alors franchi dans la voie de la reconnaissance du mouvement national kurde. Mais il ne va pas jusqu'à reconnaître le droit à l'autonomie.

b. Le Parti démocratique du Kurdistan de Turquie (PDKT)

Le PDKT est créé par cinq jeunes nationalistes kurdes, le 11 juillet 1965 à l'image du PDK irakien. C'est en 1969 que s'opère la première scission du parti, suite à laquelle apparaît le Parti des travailleurs du Kurdistan (1977).

Son programme est clairement l'indépendance du Kurdistan et non l'autonomie. De plus, il désire attirer toutes les couches de la population kurde et espère résoudre la question kurde par des voies démocratiques et pacifiques : délimitation des frontières du Kurdistan à l'intérieur desquelles le kurde est la langue officielle, représentation au Parlement, etc.¹⁵⁸

c. Les Foyers culturels révolutionnaires de l'Est (DDKO)

Fin 1968-1969, de nombreux étudiants et universitaires, militants du POT, prennent leurs distances vis-à-vis du Parti ouvrier de Turquie et se regroupent au sein d'une fédération des étudiants kurdes, appelée « Foyers culturels révolutionnaires de l'Est »¹⁵⁹. Le DDKO est la première organisation kurde légale créée en Turquie depuis la proclamation de la République. Son objectif est de rassembler les jeunes Kurdes, de leur faire prendre conscience de leur identité et de mettre un terme à la campagne d'assimilation du régime. Les relations entre les membres du DDKO et le Parti communiste turc sont ambivalentes.

B. Après la répression, la naissance des partis

Après le coup d'Etat de l'armée turque du 12 mars 1971, toutes les organisations de gauche sont dissoutes. Parmi elles : le POT et le DDKO.

Etant accusés de vouloir « diviser le territoire national », de grands procès sont alors entamés contre les militants et dirigeants kurdes, membres du POT, du DDKO ou du PDKT, voire également contre des intellectuels turcs. C'est en prison qu'ils élaborent les programmes des partis fondés dans les années septante.

a. Le Parti socialiste du Kurdistan de Turquie (PSKT)

Après le coup d'Etat de 1971, certains militants du POT fondent un groupe politique clandestin, sous le nom de Parti socialiste du Kurdistan de Turquie (PSKT). Son programme est marxiste, pro-soviétique et anti-chinois. Il est en quelque sorte le Parti communiste kurde et entretient d'ailleurs les meilleures relations avec la gauche-turque, en particulier avec le TKP (Parti communiste de Turquie), aussi prosoviétique que lui.

« Nous les fondateurs, nous étions marxistes, nous croyions à cette idéologie (...) et ceux qui sont restés dans le parti y croient toujours », dit, vingt ans plus tard, Ziya ACAR¹⁶⁰.

¹⁵⁸ Pour plus d'informations : KUTSCHERA, op. cit., p. 231-232.

¹⁵⁹ *Devrinci Dogu Kultur Ocaklari* en langue kurde.

¹⁶⁰ KUTSCHERA, op. cit., p. 244.

Le PSKT veut mettre un terme aux pouvoirs des grands chefs féodaux et religieux, réaliser une réforme agraire, nationaliser les grands moyens de production et développer une culture « nationale »¹⁶¹.

Sa stratégie est de regrouper les forces anti-impérialistes au sein d'un front pour l'ensemble de la Turquie. C'est un mouvement plus marxiste que nationaliste. Il prône la fédération de deux Etats socialistes (turc et kurde) en Turquie. La lutte armée n'est pas à l'ordre du jour et son action est essentiellement idéologique.

Le mode d'action du PSKT est donc pacifique. Il est très populaire parmi les intellectuels et possède des réseaux de journaux. Ses rapports sont relativement bons avec les autres organisations kurdes. Il entretient des relations étroites avec les Kurdes irakiens¹⁶².

d. L'Association démocratique et révolutionnaire du Kurdistan

(DDKD)

Fondée en 1974, cette association rassemble à l'origine trois organisations autonomes à Istanbul, Ankara et Izmir. Par la suite, son activité s'étend au Kurdistan proprement dit.

Le DDKD se définit comme un mouvement national démocrate fondé sur l'idéologie marxiste, pro-soviétique et anti-chinoise. Il préconise la création d'une organisation centrale pour les quatre régions du Kurdistan et le recours à la lutte armée¹⁶³.

e. Le courant maoïste : Kawa

Ce parti est fondé en 1976 par un groupe de militants maoïstes, des militants de l'extrême-gauche turque. Ses membres se recrutent surtout parmi la jeune intelligentsia kurde, les étudiants, les enseignants.

Son programme n'est pas fixe, déchiré entre les tiers-mondistes qui donnent la priorité à la lutte contre l'URSS et les pro-albanais pour qui le problème essentiel est la libération du Kurdistan. En 1978, le mouvement éclatera en ces deux partis¹⁶⁴.

f. Le Parti islamiste du Kurdistan (PIK)

Apparu en 1988, partisan d'un Etat kurde unifié et islamique, le PKI recrute parmi les intellectuels et les anciens adhérents des partis religieux autorisés. L'irruption d'un parti se réclamant de l'islam est une nouveauté au Kurdistan, qui était le terrain quasi exclusif des partis marxisants.

L'émergence de nouveaux courants islamiques kurdes, dont fait partie le PIK, « constitue une rupture avec la logique confrérique, bien qu'ils continuent d'accueillir des transfuges des confréries, et que certains courants soient même dirigés par des cheikhs confrériques. (...) La nouveauté réside dans le fait qu'ils recrutent surtout des jeunes, notamment urbains (...) »¹⁶⁵.

¹⁶¹ Ibid.

¹⁶² BOZARSLAN, op. cit., p. 358.

¹⁶³ KUTSCHERA, op. cit., p. 247.

¹⁶⁴ Ibid., p. 247-248-249.

¹⁶⁵ BOZARSLAN, op. cit., p. 137

g. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

Le PKK est actuellement le parti kurde le mieux implanté dans le Kurdistan. Fondé par Abdullah Öcalan en 1974, à Ankara, il commence la lutte armée contre l'Etat turc le 15 août 1984.

Je n'en dirai pas plus... Constituant la seconde partie de ce mémoire, le PKK y fait l'objet d'une analyse plus approfondie. Pour de plus amples informations, veuillez donc vous référer à la Partie 2 - Le Parti des travailleurs du Kurdistan.

3. Le problème de la représentation politique

La question essentielle de la représentation politique de la communauté kurde n'est toujours pas résolue.

L'existence légale d'un parti comme le DEP (Parti de la démocratie)¹⁶⁶ ou le HADEP (Parti de la démocratie du peuple) est vitale pour le bon fonctionnement du système politique. Mais tout aussi vitale est la nécessité pour un tel parti de ne pas apparaître comme un « parti ethnique » ni comme une formation manipulée et intimidée par le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Or, de nombreux intellectuels et hommes politiques kurdes évitent de prendre position pour une solution démocratique de peur de subir les représailles de ce dernier.

Ce qui importe aussi, c'est d'empêcher la disparition de la « classe politique kurde » et d'encourager la pluralité, farouchement combattue par le PKK, désireux d'occuper tout l'espace.

¹⁶⁶ Rappel : le Parti du travail du peuple (HEP), créé en 1991, est interdit par la Cour constitutionnelle le 15 juillet 1993. Le Parti de la démocratie (DEP) prend alors la relève, mais ses membres sont soupçonnés d'entretenir des rapports avec le PKK : d'où la levée de l'immunité parlementaire et l'emprisonnement de certains d'entre eux, l'exil de quelques autres, l'interdiction du parti par la Cour constitutionnelle. Le HADEP (Parti de la démocratie du peuple) lui succède. On peut dès lors s'inquiéter sur son sort futur...

CONCLUSION

Le durcissement des autorités turques au fil des années, depuis la mort de Turgut Ozal, l'arrivée au pouvoir du tandem Demirel-Ciller, puis du trio Erbakan-Ciller-Demirel en 1996, conduit beaucoup d'observateurs à se demander si la voie parlementaire n'est pas une impasse, et si la société civile kurde qui s'est constituée peu à peu ne va pas disparaître dans un conflit armé promis à toutes les dérives...

Une réalité bien présente et tout aussi pesante : ce n'est pas le gouvernement civil d'Ankara qui est l'acteur déterminant de la vie politique turque. L'avenir de la Turquie se décide au sein du Conseil de Sécurité nationale (MGK) dont la presse turque n'a même pas le droit de relater les réunions.

En novembre 1996, l'accident de Susurluk a créé pas mal de remous. Dans la voiture se trouvaient trois personnages importants : le plus grand chef de la police - M. Agar, ministre de l'Intérieur, le plus grand chef de la mafia - Catli - et un Kurde « protecteur de villages » - S. Bucak - du Parti de la Juste Voie de Tansu Ciller. La découverte de leurs corps, d'armes et de matériels d'écoute, laissent supposer une collaboration entre ces personnes. Suite à cela, le Ministre de l'Intérieur a démissionné.

Tansu Ciller, vice-Premier ministre (à l'époque) a été accusée par un tribunal allemand d'avoir délivré de faux passeports à des gens de la mafia et une Commission relatée quotidiennement par la presse a été mise sur pied.

La Turquie subit une pression occidentale et internationale énorme (de plus en plus de personnes défendent la cause kurde : intellectuels, journalistes, figures politiques, étudiants, ...) d'autant plus qu'elle est désireuse de faire partie de l'Union européenne. La seule issue qui sauverait ces millions de Kurdes serait une démocratisation de la Turquie et une démilitarisation du système. Tant que cela dure comme cela, ce pays à cheval sur l'Orient et l'Occident ne saurait évoluer...

CHAPITRE 4 Démocratisation et droits de l'homme en Turquie

INTRODUCTION

La Turquie est volontiers et automatiquement classée dans la catégorie des pays perpétuellement entre deux dictatures militaires, avec de graves manques dans le domaine des droits de l'homme.

Pourtant, à la fin de la décennie 1960, la Turquie était le seul pays dans les régions des Balkans, du Moyen-Orient, de la mer Noire et de la Transcaucasie à vouloir faire vivre une démocratie parlementaire, aussi imparfaite soit-elle.

Il est vrai que le parcours de cette démocratie est fort sinueux. Mais elle a aussi indéniablement posé des acquis irréversibles. Pour ne prendre qu'un exemple, les femmes y votent depuis 1934, bien avant les Belges et les Françaises.

Aujourd'hui, elle a devant elle deux défis de taille : l'islamisme et surtout la question kurde.

L'islam a connu une nouvelle vigueur et a trouvé une expression politique avec le parti Refah. C'est en mars 1994 que ce parti politique d'inspiration islamique a remporté les municipalités d'Istanbul et d'Ankara, qui n'est autre que la capitale de la Turquie républicaine et moderne de Kemal. Les pronostics étaient alors confirmés, les inquiétudes accrues. N'était-ce pas le signe de l'inéluctable basculement du régime dans l'islamisme et la mort du kéralisme ?

Il ne se passe pratiquement pas un jour sans qu'apparaissent des entrefilets dans la presse occidentale et des photographies insoutenables dans celle de la Turquie, relatant ou exposant les accrochages sanglants entre les maquisards kurdes et les forces de l'ordre, les combattants tués au nom de la sécurité et de l'intégrité territoriales, les femmes et les enfants assassinés au nom de la révolution et du progrès.

Le malaise turc, dramatiquement révélé par la persistance des violences dans les provinces orientales est lui-même lié aux problèmes d'adaptation de deux modèles d'inspiration occidentale : l'Etat-nation et la démocratie.

I. DEMOCRATISATION

1. Bref historique de la démocratie

Dès les années vingt, le kéralisme, se référant à l'Occident et aux Lumières, a pris des mesures spectaculaires telles que : la proclamation de la République (les femmes obtiennent le droit de vote dès 1934), l'abolition du sultanat (pouvoir temporel) et du califat (pouvoir spirituel), l'adoption du calendrier grégorien, l'abandon des caractères arabes dans l'écriture, la dissolution du ministère des affaires religieuses et de toutes les confréries, la suppression de l'enseignement de la religion dans les écoles, etc.

A côté de ces réformes symboliques mais ayant une grande portée dans une société musulmane, une série de législations d'inspiration européenne étaient adoptées, comme les codes (commercial français, pénal italien, civil suisse).

Mustafa Kemal « Ataturk » accorde à la femme sa place dans la société en abolissant la polygamie et la répudiation.

La légitimation de son idéologie et de son action nécessite qu'il aille plus loin, qu'il renonce au régime du parti unique, distinct certes des dictatures européennes de l'époque dans sa philosophie et ses fondements mais parfois proche dans sa forme. C'est en 1946 que le multipartisme sera adopté, favorisé par le climat libéral d'après-guerre.

La trajectoire démocratique est, depuis 1865, souvent entrecoupée de périodes de dictature ou de régime autoritaire. Même après le multipartisme en 1946, les interruptions sont fréquentes : les coups d'Etat de 1960, 1971 et 1980 sont commandités par l'armée qui intervient et redéfinit un nouveau cadre pour les partis politiques. Par ailleurs, force est d'observer la faible implantation des idées démocratiques.

Aujourd'hui encore, la Turquie ne présente que les apparences formelles de la démocratie : le véritable pouvoir n'est pas exercé par l'Assemblée nationale et ses députés, ni par le gouvernement, ni par le président, mais par le Conseil national de sécurité. Le CNS (ou MGK) est un organe consultatif mais dont les « recommandations » sont généralement suivies. Il est dominé de fait par les militaires et comprend également les dirigeants du pays, dont font partie aux côtés du président de la République, le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de la Défense, les commandants en chef des armées (armée de terre, aviation, marine, gendarmerie).

L'Armée constitue donc le véritable pouvoir et se pose en gardienne du kémalisme, oubliant que cette doctrine s'est progressivement vidée de tout contenu. Il ne reste plus du kémalisme qu'un nationalisme outrancier qui bloque toute solution du problème kurde.

2. La poussée islamiste

C'est en mars 1994 que les élections municipales en un tour ont vu la victoire d'un parti islamiste, le Refah - le Parti de la prospérité - dirigé par Necmettin Erbakan.¹⁶⁷ Le Refah a doublé ses résultats, l'emportant dans les deux plus grandes villes, Istanbul et Ankara.

Succédant au Parti de la Juste Voie de Tansu Ciller, cette percée islamiste, réaction à la dégradation économique et sociale du pays, a aussi bénéficié de l'interdiction faite aux candidats du DEP (le Parti de la démocratie) de se présenter dans les régions kurdes de Turquie¹⁶⁸. Les islamistes sont donc les premiers bénéficiaires sur le terrain politique.

¹⁶⁷ Le Refah a été influencé, à partir de la fin des années septante, par l'émergence de l'islamisme radical, du nationalisme kurde et du nationalisme turc. A la fin des années 80, on distingue au sein du Refah, quatre courants principaux, adoptant une attitude différente vis-à-vis de la question kurde.

Le premier, placé directement sous influence du nationalisme kurde, est représenté par des personnalités proches du Parti démocrate du Kurdistan d'Irak. Une « synthèse kurdo-islamique » a été élaborée. Ceux qui ont suivi cette voie ont eu des rapports divers avec le Refah. Certains se sont même rapprochés du PKK, d'autres ont quitté le parti.

Un autre courant proche de l'islamisme radical est ensuite apparu. Il a pris ses distances avec le nationalisme kurde et le PKK. Les défenseurs de cette ligne ont assez rapidement grimpé dans la hiérarchie du Refah.

Dans le troisième courant se trouvent les membres du Refah qui ne sont pas d'origine kurde. Ils veulent avant tout apparaître comme des musulmans et n'en sont pas moins des nationalistes turcs.

Enfin, des cadres supérieurs du parti tentent de trouver un équilibre entre ces différents points de vue. Cette tendance s'appuie davantage sur la « fraternité entre musulmans » dans le cadre d'une politique officielle dans le Sud-Est. Une tentative d'élargir la base du parti aux citoyens d'origine kurde.

Source : *Espace Orient*, n°15, septembre 1996.

¹⁶⁸ Le DEP s'était retiré volontairement du scrutin après l'assassinat de plusieurs de ses dirigeants et la répression qui s'est abattue contre la plupart de ses représentants.

Les élections de décembre 1995 voient la victoire des islamistes du Parti de la prospérité (RP) de Necmettin Erbakan. En effet, le Refah a remporté les élections législatives du 24 décembre avec 21,32 % ¹⁶⁹. Suite à cela, le premier ministre Tansu Ciller, a présenté sa démission au président Suleyman Demirel. Mais en fait, le Refah est loin de la majorité absolue à l'Assemblée (276 sièges sur 550). C'est la raison pour laquelle le parti islamiste est à la recherche d'un partenaire de coalition, ce qui ne se fait pas sans difficultés car aucun parti ne désire « s'unir » au Refah.

C'est le 28 juin 1996, que le président Suleyman Demirel a chargé M. Erbakan, 69 ans, de former le gouvernement, en tant que chef du premier parti au Parlement. Les islamistes sont arrivés au pouvoir parce que le Parti de la Juste Voie (DYP) de Tansu Ciller et le Parti de la Mère Patrie (ANAP) de Mezut Yilmaz, ennemis jurés, ne sont pas parvenus à former une coalition. La nouvelle coalition gouvernementale est donc formée par le Refah et le Parti de la Juste Voie (DYP, droite) de Tansu Ciller ¹⁷⁰ qui permet à Erbakan d'accéder à sa fonction. Elle devient vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Le Refah, quant à lui, s'occupera de la justice et des finances.

Suite à un changement des attitudes et des objectifs du Refah, le Premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, a cédé aux généraux qui lui enjoignaient de refréner l'islamisation du pays. Le Conseil national de Sécurité (MGK) a été clair et éloquent. Il a adressé une sévère mise en garde au Gouvernement et l'a prévenu qu'en cas de non-application de ses propositions des mesures coercitives pourraient être envisagées. Il l'a accusé de s'écarter des réformes et des principes d'Atatürk, ainsi que des objectifs de la République laïque et démocratique lui reprochant d'exploiter la religion à des fins politiques, de permettre aux courants religieux extrémistes de constituer une menace pour l'Etat et la démocratie, et enfin d'affaiblir l'Etat en favorisant la division du pays entre laïcs et anti-laïcs ¹⁷¹.

Pendant que les spéculations sur l'imminence d'un coup d'Etat allaient bon train, le président Demirel a déployé d'énormes efforts pour faire chuter la tension politique et sauvegarder le régime démocratique. Il a adressé à Erbakan les avertissements nécessaires et lui a expliqué les dangers de la voie dans laquelle il s'était engagé.

Accusé de dérive fondamentaliste - alors que la République se veut laïque et démocratique - et de « mener la Turquie vers la guerre civile » ¹⁷², Necmettin Erbakan s'est vu destitué de ses fonctions et a annoncé sa démission le 18 juin 1997. Le Refah ne fait donc plus partie du gouvernement de coalition qu'il formait avec le parti de la Juste Voie de Tansu Ciller.

Le président de la République turque, M. Demirel a choisi son nouveau formateur en la personne de Mesut Yilmaz, leader du Parti de la Mère Patrie (ANAP - droite conservatrice -). Mezut Yilmaz a d'abord proposé une coalition à Tansu Ciller (DYP, Parti de la Juste Voie - droite traditionnelle) et s'est heurté à une fin de non-recevoir de la part de la « dame de fer ».

Finalement, le nouveau gouvernement de coalition droite-gauche laïc est formé par Mesut Yilmaz, le nouveau Premier ministre, Bulent Ecevit du Parti de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationale), le nouveau vice-Premier ministre, et Husamettin Cindoruk du Parti pour une Turquie démocrate (DTP, droite).

¹⁶⁹ *Courrier International*, du 28/12/1995 au 03/01/1996.

¹⁷⁰ T. Ciller espère ainsi échapper à des enquêtes parlementaires lancées pour corruption.

¹⁷¹ *La Libre Belgique*, « Bruit de bottes à Ankara où les islamistes inquiètent », 28/02/1997.

La Libre Belgique, « Erbakan refuse de se laisser faire », 04/03/1997.

¹⁷² *La Libre Belgique*, « Le parti islamiste devient la cible de la justice », 22/05/1997.

3. La question kurde : tombeau de la démocratie ?

La question kurde est à la fois test et miroir de la démocratie en Turquie. On sait la tournure particulièrement sanglante qu'elle a prise depuis 1984, c'est-à-dire depuis le passage à la lutte armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La place disproportionnée que ce mouvement aux méthodes parfois « archaïsantes » occupe dans l'espace kurde reflète l'immaturation politique et les faiblesses de ce dernier.

Elle révèle aussi les limites de la démocratie turque et les graves négligences des élites républicaines, dépourvues de projet social et culturel pour l'Est et incapables de concevoir une nouvelle forme de citoyenneté dans ce creuset humain et culturel qu'est l'Anatolie et que Kemal a voulu réduire à la seule turcité.

Mais le fait que c'est en Turquie, pays relativement démocratique, surtout par comparaison avec les autres pays où vivent les Kurdes, que ce conflit ethnique a pris récemment les dimensions les plus sanglantes, révèle aussi la vulnérabilité de tout système démocratique à ce type de problème.

II. LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme en 1996, le Département d'Etat américain a réalisé un bilan exhaustif des violations des droits de l'homme en Turquie. Le gouvernement turc, qui avait procédé à un « toilettage » juridique de quelques lois répressives en 1995, s'est montré incapable de faire de même en 1996 et « *dans certains cas, la situation s'est détériorée* » affirme le rapport. « (...) *Dans sa lutte contre le PKK, le gouvernement a déplacé de force un grand nombre de non-combattants, torturé des civils et restreint la liberté d'expression. De son côté, le PKK a commis des violations à une grande échelle et usé du terrorisme d'une façon régulière contre les autorités et les civils, qui sont Kurdes pour la plupart. Le nombre des déplacés kurdes se situerait autour de 3 millions de personnes et quant aux villages évacués par l'armée, le rapport cite les sources du ministère des Affaires étrangères qui les évalue à 2600 villages et les organisations des droits de l'homme qui les évaluent à plus de 3000. (...) Les assassinats extra-judiciaires, y compris en détention, dus à l'usage excessif de la torture, ont continué à un rythme inquiétant. L'absence ou la rareté de poursuites judiciaires à l'encontre des gardiens de prison ou des policiers et la mise au secret des détenus pendant la garde-à-vue de 15 à 30 jours, sans aucun contact avec un avocat, sont un facteur majeur dans l'usage de la torture par la police et les forces de sécurité* »¹⁷³.

De plus, selon l'Association des Droits de l'Homme : « *78 personnes ont été assassinées dans des circonstances suspectes et non expliquées et 46 autres ont été blessées lors d'attaques; 190 personnes sont mortes lors d'exécutions sans procès ni jugement, après avoir subi des tortures ou pendant leur détention; (...) 20.434 personnes ont été emprisonnées dont 421 journalistes; 2.071 personnes ont été arrêtées; 68 villages et hameaux ont été évacués; 132 associations, syndicats et agences de presse ont été fermées; 195 publications ont été confisquées; (...)* »¹⁷⁴.

¹⁷³ Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris, n° 142-143, janvier-février 1997.

¹⁷⁴ *Turkish Daily News*, January 1997.

Par contre, le 11 mars 1997, Tansu Ciller, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, déclarait dans une conférence de presse que « *la torture n'est pas une politique d'Etat, et les cas de personnes blessées à la suite de tortures sont en diminution* ».

Et d'ajouter : « *Il est pitoyable, honteux et inacceptable de lier la Turquie avec la pratique de la torture (...). Il paraît clair que les pratiques de tortures doivent être bannies de tous les districts de la Turquie* »¹⁷⁵.

Or, comme on l'a vu plus haut, l'Organisation internationale des droits de l'homme - Amnesty International - dénonce régulièrement l'usage systématique de la torture par les forces de sécurité turques.

1. Les civils kurdes

Toutes les sources concordent : depuis Amnesty International jusqu'au Comité des Nations contre la torture, pour constater que, sous le couvert de contrer le PKK et les attentats sanglants que perpète ce mouvement séparatiste d'inspiration marxiste-léniniste, les forces de sécurité turques pratiquent une répression féroce, mais qui n'atteint pas spécialement le PKK. Ce sont en effet aux civils kurdes (considérés comme des bases arrières de la guérilla) que s'en prend, sur le terrain, l'armée turque, détruisant des villages, attaquant des villes à l'arme lourde, appliquant tortures et violences en tous genres; une politique de la terre brûlée destinée à isoler le PKK dans les montagnes. Sans parler des arrestations arbitraires, des exécutions extra-judiciaires.

2. Les intellectuels

De toutes les parties du Kurdistan, c'est sans aucun doute au Kurdistan de Turquie que la répression culturelle est la plus féroce. Les perquisitions sont fréquentes, les interrogatoires interminables.

Cette répression frappe en outre de plus en plus d'intellectuels : des assassinats de journalistes et de politiciens kurdes, des parlementaires et des avocats kurdes emprisonnés sur l'accusation de « complicité » avec les « terroristes », séquestrés, sans contacts avec l'extérieur et sans le moindre respect des droits de la défense.

Les quotidiens kurdes¹⁷⁶ est régulièrement saisi ou frappé d'interdiction pour propagande séparatiste.

A. L'écrivain Yachar Kemal

Yachar Kemal, l'écrivain turc d'origine kurde, l'a échappé belle en 1995. Accusé de « propagande séparatiste », il a finalement été acquitté par la Cour de sûreté de l'Etat turc. Il avait simplement dénoncé dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* les trop nombreuses années de répression et d'oppression gouvernementale contre le peuple turc et le peuple kurde. Et plus particulièrement la violente répression que subissait la minorité kurde en Turquie. C'est le quatrième procès que Kemal affronte pour ses écrits et ses engagements politiques à gauche lui ont valu depuis sa jeunesse, condamnations, prison et torture.

¹⁷⁵ *Reporters sans frontières*, juin 1997.

¹⁷⁶ Exemple : *Özgur Politika* - nouveau titre de *Özgur Gundem* - (journal pro-kurde, qui n'est pas diffusé en Turquie).

Ce « prophète épique » soutient activement toutes les actions entreprises dans son pays pour défendre la liberté d'expression et ceux de ses concitoyens poursuivis ou emprisonnés pour délit d'opinion. Il y a actuellement en Turquie 180 prisonniers d'opinion et plus de 5.000 personnes traduites en justice au nom de la loi antiterroriste.

B. Musa Anter, poète kurde

Il a été assassiné à l'âge de 74 ans le 20 septembre 1992, lors du festival culturel de Diyarbakir. Poète, dramaturge et écrivain kurde, fondateur de l'Institut kurde d'Istanbul, rédacteur d'un dictionnaire kurdo-turc, cet intellectuel était également l'un des fondateurs du Parti du Travail du Peuple (HEP). Il écrivait également pour les journaux turcs et kurdes *Yeni Ülke*, *Welat* et *Özgür Gündem*¹⁷⁷.

C. Ismail Besikci, sociologue turc

Parmi les intellectuels emprisonnés en Turquie, il est depuis plus de vingt ans la cible numéro un du terrorisme d'Etat. Il est accusé de faire de la propagande séparatiste dans plus de trente livres et divers articles. En outre, « *Besikci est encore impliqué dans 59 autres procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat, et risque 118 ans de prison et une amende de 14 milliards 750 millions de livres turques, soit 12 millions de FB. Etant donné qu'il n'a pas les moyens de payer ces amendes, en vertu de la loi anti-terreur, celles-ci seront commuées en peine de prison. Besikci sera donc condamné à une peine de réclusion de 405 ans, ce qui constitue un record mondial de condamnation* »¹⁷⁸.
Ismail Besikci est actuellement incarcéré à Bursa.

3. Les hommes politiques kurdes

A. Les députés du DEP (le Parti de la démocratie)

C'est en mars 1994 que les autorités turques décident de lever l'immunité parlementaire de six députés kurdes et de les incarcérer. Le 16 juin, le DEP est interdit par la Cour constitutionnelle en raison de « propos séparatistes de son président » pour « séparatisme ». Les députés sont alors déchus de leur mandat parlementaire, et sont tous poursuivis pour activités séparatistes sont condamnés à des peines sévères par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Le motif de leur condamnation : « appartenance » ou « aide » à une « bande armée », autrement dit le PKK en lutte contre l'Etat turc dans les régions à majorité kurde du pays. Ces députés sont condamnés essentiellement non pour des actes mais pour des déclarations ou des écrits au nom de la liberté d'expression et de la démocratie¹⁷⁹.

B. Les cas de Leyla et Mehdi Zana

- Membre du HEP (le Parti du peuple), Leyla Zana a été élue député de Diyarbakir lors des élections législatives d'octobre 1991. Le HEP a réussi, dans le cadre d'une alliance avec le SHP, à faire entrer vingt-quatre députés kurdes au Parlement.

¹⁷⁷ Journaux qui ont plusieurs fois changé de nom suite à des interdictions de diffusion et de parution.

¹⁷⁸ *Info-Türk*, n° 213-214, juillet-août 1994.

¹⁷⁹ Medhi ZANA, « La prison n° 5. Onze ans dans les geôles turques », Arléa, février 1995, p. 110.

Leyla Zana a été emprisonnée et condamnée à quinze ans de prison pour avoir osé prononcer lors du serment d'investiture obligatoire, en plein Parlement turc, une phrase en kurde sur la fraternité des peuples turc et kurde : « *Vive le lien entre le peuple turc et le peuple kurde* ». Sacrée « Passionaria des Kurdes », elle est devenue la cible privilégiée des médias et des mouvements nationalistes turcs ¹⁸⁰.

Leyla Zana a reçu le prix Sakharov pour la liberté d'expression.

- Ancien dirigeant du parti ouvrier de Turquie, élu maire de Diyarbakir en 1977 jusqu'au coup d'Etat de 1980, Medhi Zana a subi les pires tortures pour avoir affirmé son identité et son droit à s'exprimer dans sa langue. Il est accusé de « séparatisme » et d'« atteinte aux sentiments nationaux » ¹⁸¹. Comme tous les prisonniers kurdes condamnés pour « séparatisme », il reste privé de ses droits politiques, conformément à la volonté turque de décapitation systématique des élites politiques kurdes. Il est d'abord resté onze ans derrière les barreaux, jusqu'en mai 1991. Trois ans plus tard, il est de nouveau emprisonné pour avoir osé témoigner devant le Parlement européen.

« Je m'appelle Medhi Zana. J'ai cinquante-deux ans. Je lutte, depuis trente ans, pour la reconnaissance des droits de l'homme des Kurdes en Turquie. Alors que je n'ai jamais eu recours à une action violente, j'ai passé quinze années de ma vie dans les prisons turques pour m'être battu pacifiquement pour mes opinions et mon peuple. Je fais partie de ceux qui ont pu, miraculeusement, survivre à la terrible prison de Diyarbakir où nombre de mes amis ont été tués sous la torture (...) ». (ZANA, 1995, 116)

Actuellement en Europe, Medhi Zana poursuit sa lutte : *« Je continue à sacrifier ma vie pour les Kurdes. (...) Sous peu, je rentre en Turquie et je serai arrêté immédiatement. Ils ont encore prononcé trois condamnations contre moi à cause de la publication de trois livres. (...) Je risque entre un an et demi et trois ans de prison par livre édité »* ¹⁸².

¹⁸⁰ ZANA, op. cit., p. 106.

¹⁸¹ Il était condamné à cette époque à trente-six ans de prison.

¹⁸² Bulletin mensuel de l'Institut kurde de Bruxelles, février 1997.

CONCLUSION

La perpétuation du conflit ethnique, qui pèse lourd dans la perception de la Turquie à l'étranger, est de loin le problème le plus redoutable qu'affronte ce pays. Pour l'avenir, deux scénarios sont possibles : le premier est une nette radicalisation de l'Etat turc et des mouvements de guérilla autonomistes soutenus par certains pays de la région, la spirale de la violence, l'extension, à terme, dans les grandes villes, des actions terroristes kurdes, dans un contexte de polarisation ethnique. Mais l'autre scénario n'est pas excessivement optimiste : la démocratisation plus poussée de la société turque et kurde, la reconnaissance durable et institutionnalisée des droits culturels de celle-ci, sa participation directe à la vie politique, la définition d'une nouvelle forme de citoyenneté conforme aux normes modernes, scénario qui ne ferait pas totalement disparaître le terrorisme mais qui pourrait le marginaliser.

Malgré les difficultés qu'elle rencontre et les interruptions qu'elle subit, la démocratie turque a un certain ancrage dans la société. Elle a derrière elle tout un passé...

Institut kurde de Paris

PARTIE 2 LE PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN, LE PKK (Partiya Karkeren Kurdistan)

CHAPITRE 1 Historique du PKK

I. LA GENESE

L'histoire du PKK remonte au début des années septante. Il n'a pas émergé, comme on pourrait le croire dans les régions kurdes du Sud-Est de la Turquie, mais dans la capitale de la Turquie moderne, Ankara, en 1974.

Abdullah Öcalan, un jeune Kurde participant à des mouvements de jeunesse de gauche¹⁸³ (l'Association démocratique et patriotique d'Ankara pour l'enseignement supérieur et la Jeunesse révolutionnaire), prépare des rencontres où il développe ses premières idées de fondation d'un groupe défendant la cause kurde.

1. L' « oncle vengeur »

« Öcalan » signifie « vengeur » en turc. Il est né dans une province du Sud, Urfa, en 1949. Ses six frères et soeurs et lui-même ont grandi dans le village kurde d'Omerli, peuplé à la fois de Kurdes et de Turcs, le long de l'Euphrate. Durant son plus jeune âge, il apprend le kurde, mais une fois adolescent, perd pas mal de sa langue maternelle. Enfant, il s'intéresse à la religion et mémorise des versets du Coran par coeur. Bien qu'Öcalan semble avoir propagé cette histoire pour persuader les Kurdes pro-islamiques de rejoindre son mouvement, il semble que le jeune Öcalan adoptait et abandonnait des idéologies variées en route pour établir son propre credo politique. L'une de ses inspirations était Mustafa Kemal Atatürk.

Öcalan prétend qu'il était désespéré de rejoindre l'armée turque, la traditionnelle garde laïque d'Atatürk. Refusé par l'académie militaire d'Ankara, il a entamé à la place sa scolarité dans une école supérieure de la capitale turque. Son premier travail était dans un bureau de l'état civil du Sud-Est de la capitale kurde, Diyarbakir. Il était en contacts réguliers avec les villageois kurdes qui se plaignaient d'une mauvaise et injuste répartition de propriété appartenant à de riches propriétaires. Ce problème de la propriété des terres est devenu un élément important dans la philosophie révolutionnaire du PKK.

En 1971, Öcalan entre à la prestigieuse Faculté des Sciences Politiques à l'Université d'Ankara. C'est là qu'il rencontre d'autre jeunes, des Kurdes déracinés espérant faire leur chemin dans une société turque hostile. Le marxisme est la référence dominante des étudiants de la génération d'Öcalan, à la fois Turcs et Kurdes. Öcalan est, à ce moment-là, pris dans le socialisme révolutionnaire. Il laisse tomber ses études et est pour avoir distribué des prospectus à tendances « gauchistes ». Öcalan passe alors sept mois dans une prison turque. Il se décrivait

¹⁸³ « La « question kurde », à cette époque, était prise en charge par des mouvements de gauche, non pas comme sujet indépendant, mais plutôt comme une des solutions révolutionnaires existant à l'époque en Turquie ». Source ; Ismet G. IMSET, « The PKK, a report on separatist violence in Turkey (1973-1992), Turkish Daily News, Ankara, October 1992, p. 9.

lui-même comme un révolutionnaire professionnel, avec ce qu'il appelait une « nouvelle idée radicale » - un Etat kurde indépendant ¹⁸⁴.

C'est donc en 1974, dans une petite maison du district de Tuzlucayir à Ankara, qu'il évoque son désir de créer un « mouvement national kurde de libération » ¹⁸⁵. En effet, Öcalan estimait que les Kurdes avaient le droit d'établir leur propre mouvement d'indépendance, en réaction à ce qu'il décrivait comme le « comportement discriminatoire des gauchistes turcs vis-à-vis des Kurdes » ¹⁸⁶.

Dès lors, Abdullah Öcalan, étudiant à la faculté des sciences politiques, s'impose comme le dirigeant du mouvement, connu à l'époque sous le nom d'Apocus, c'est-à-dire les fidèles d' « Apo » (oncle), son surnom.

Selon les propres mots d'Öcalan, « *le PKK, à ses débuts, était une organisation d'amateurs. (...) Ses efforts étaient davantage concentrés sur le fait d'attirer un support public et de créer des structures qui pourraient devenir un mouvement de guérilla rurale* » ¹⁸⁷.

En 1975, les activités organisées par Apo et ses « disciples » se déplacent petit à petit vers le Kurdistan et donc, vers les zones rurales du pays. Des rencontres clandestines s'organisent avec des étudiants ¹⁸⁸ universitaires, des ouvriers, des paysans et la jeunesse locale.

Durant ces réunions (tenues principalement dans les provinces de Gaziantep, Elazig, Tunceli, Kahramanmaras, Santicufa et Diyarbakir - la capitale du Kurdistan -), les « Apocus » abordent un thème idéologique cher au parti. En effet, il est question d'une version kurde du marxisme. La « question nationale marxiste-léniniste » est abordée.

L'année suivante, Öcalan et ses « camarades » reviennent une nouvelle fois à Ankara, dans le district de Dikmen, pour formuler la structure finale du mouvement et le convertir en une organisation sérieuse ayant une stratégie concrète. Ils traitent également les organisations de gauche en Turquie de « social-chauvinistes », les accusant de ne pas accorder d'attention à la question kurde, et d'agir ainsi de la même façon que les « Turcs chauvins ». ¹⁸⁹

¹⁸⁴ Jonathan RUGMAN & Roger HUTCHINGS, « Atatürk's children. Turkey and the Kurds », 1996, p. 27.

¹⁸⁵ Onze personnes étaient présentes lors de cette réunion : Cemil Bayik, Kesire Yildirim, Ali Ozer, Musa Erdogan, Ismet Kilic, Hasan Gurgoze, Kemal Pir, Kamer Ozkan, Haki Karaer et Haydar Kaytan. Tous les participants se sont eux-mêmes identifiés comme « gauchistes », mais ne faisaient pas complètement partie d'organisations actives armées en Turquie. « Tous étaient conscients des intentions d'Öcalan de créer une nouvelle organisation kurde de gauche ». Source : IMSET, op. cit., p. 11.

¹⁸⁶ IMSET, op. cit. p. 12.

¹⁸⁷ Ibid., p. 12.

¹⁸⁸ Dans le milieu des années 70, les étudiants étaient des nouvelles recrues possibles pour les organisations basées dans les villes. D'ailleurs, en l'espace de quelques années, les étudiants deviendront un foyer d'agitation qui pèsera lourdement dans la décision d'intervention de l'armée turque.

¹⁸⁹ Voir IMSET, op. cit., p. 14

2. Les « sentiers de la révolution »

C'est en 1977 qu'Öcalan et ses partisans définissent leur premier programme sous le nom des « sentiers de la révolution kurde ».¹⁹⁰

Leur programme¹⁹¹ se définit comme suit :

- le Kurdistan a été divisé en quatre régions par les quatre pays « exploitants », à savoir la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie
- la plus large partie de ce territoire est le Kurdistan de Turquie
- dans la révolution, le Kurdistan turc prendra le contrôle
- l'objectif minimal consiste en l'établissement d'un Kurdistan indépendant
- l'objectif maximal est d'établir un Etat basé sur les principes marxistes-léninistes
- le prolétariat sera la force pionnière de la révolution
- les paysans, la force majeure de la révolution
- l'alliance principale sera celle entre ouvriers, paysans et jeunes intellectuels
- les forces alliées seront le cercle patriotique, le mouvement révolutionnaire kurde, les autres mouvements patriotiques au Kurdistan, les pays socialistes, les mouvements ouvriers des pays capitalistes et les mouvements internationaux de libération.

Une fois ces exigences théoriques mises au point, des activités de propagande¹⁹² et des débats sont alors développés pour attirer des supports et un soutien armé.

En fait, selon Ismet G. Imset, les différents obstacles existant face à la révolution sont : « les fascistes, c'est-à-dire les partis d'action nationaliste; les chauvinistes, c'est-à-dire ceux qui pensent que la liberté des Kurdes dépend de la révolution en Turquie; le réseau d'agents et partisans d'Etat (dans le territoire kurde financé par la Turquie); les propriétaires fonciers et collaborateurs « naturels »¹⁹³.

C'est la raison pour laquelle les collaborateurs de l'Etat, ou les membres de tribus connus pour être en bons termes avec le gouvernement d'Ankara, de même que les gauchistes dissidents et opposés à la politique d'Abdullah Öcalan, sont rapidement devenus les cibles du mouvement.

II. LA CREATION DU PKK

Le PKK a été fondé dans des circonstances où le terrorisme urbain battait son plein. Le gouvernement était beaucoup plus préoccupé par les mouvements révolutionnaires urbains que par l'émergence d'un parti défendant la cause kurde, considéré à cette époque-là par Ankara comme un simple « groupe de bandits » installé dans les montagnes.¹⁹⁴

Le 27 novembre 1978, Abdullah Öcalan et d'autres personnalités se réunissent dans le village de Fis près de Diyarbakir, afin d'établir le PKK comme parti politique illégal avec le projet de créer une armée secrète, des forces de guérilla et un magazine, le *Serxwebun* (Indépendance), en tant que « voix du parti ».

¹⁹⁰ Kurdistan Devriminin Yolu, en langue kurde.

¹⁹¹ Pour plus d'information, se référer au livre d'Ismet G. IMSET, op. cit., pp. 15-16.

¹⁹² D'ailleurs, selon un ancien militant, « la principale politique des « Apocus » était basée sur des activités de propagande armée. En effet, la meilleure méthode pour étendre l'idéologie marxiste-léniniste était la propagande armée ». Source : ISMET, op. cit., p. 16.

¹⁹³ IMSET, Ibid., p. 16.

¹⁹⁴ La gauche turque, quant à elle, paraissait s'enliser dans ses propres divergences internes.

Sont ainsi désignés comme membres du premier Comité Central ¹⁹⁵ du PKK : A. Öcalan, K. Yilidirim, S. Donmez, C. Bayik, M. Karasungur, M. Dogan et M. H. Durmus. Le parti croyait que son programme ne pourrait se réaliser pleinement que grâce aux principes marxistes-léninistes et aux « pouvoirs socialistes du monde ». ¹⁹⁶

Après la fondation du parti, suite aux besoins d'armement et de ressources financières, des activités semi-légalement s'organisent dans certaines régions : des organisations d'étudiants et de travailleurs collectent l'argent et essaient de recruter un maximum d'adhérents à la cause du PKK.

Outre les subsides de sympathisants, le PKK avait besoin d'une autre source de revenus pour financer ses activités. Déjà à cette époque, il était soupçonné de tremper dans le trafic international de drogue, couvrant tout le territoire turc. ¹⁹⁷

Qui aurait pu croire, à la fin des années septante, que ce petit « groupe de bandits », deviendrait en à peine dix ans l'organisation de guérilla la plus étendue et la plus dangereuse de tout le Moyen-Orient ?

III. LE PKK, DE 1979 A 1987

1. Le contexte général du coup d'Etat du 12 septembre 1980

Les conditions à travers la Turquie et particulièrement dans les régions du Sud-Est n'étaient pas particulièrement brillantes durant la fin des années 70. Au nombre de plus en plus élevé d'activités organisées par les mouvements terroristes urbains, il fallait en effet ajouter les conflits réguliers entre ces organisations, les groupes de l'aile d'extrême droite et la gauche illégale.

Les autorités turques se sentaient néanmoins bien plus concernées par l'extrême gauche armée turque, qui, à leurs yeux, menaçait dangereusement l'intégrité et la souveraineté de la Turquie. Les districts des grandes villes dans tout le pays étaient divisés entre les groupes d'extrême gauche et de droite. Lors de leurs moindres déplacements, les civils étaient systématiquement contrôlés par ces deux groupes d'extrémistes. La situation à Istanbul était pratiquement similaire, à la seule différence que la structure urbaine offrait un avantage pour les groupes armés de gauche. De plus, il y avait également un nombre de plus en plus élevé de « districts libérés » contrôlés, non pas par les forces de police de l'Etat, mais par les militants gauchistes armés ¹⁹⁸.

Meurtres, attaques contre les étrangers (spécialement les Américains) et les figures politiques, vols à main armée augmentaient de jour en jour.

Dans ces circonstances, des généraux estimèrent que la seule façon de prévenir un chaos politique, social et économique était que les généraux prennent le pouvoir. Le coup d'Etat était proche... La décision a été prise par le général Kenan Evren, le 12 septembre 1980, sous prétexte de restaurer l'ordre et la loi.

¹⁹⁵ Les membres du Comité Central deviennent également secrétaires des comités régionaux. C'est le Comité Central qui contrôle toutes les activités armées. Pour plus d'informations : CHAP. 2 La structure du PKK.

¹⁹⁶ PKK Kurulus Bildirisi, *Wesanen Serxwebun*, Köln, 1984, p. 60.

Les « pouvoirs socialistes du monde » signifient : « Tous les communistes connus en tant que défenseurs de l'internationalisme du prolétariat et du patriotisme ». Ibid., p. 61.

¹⁹⁷ Pour plus d'informations : CHAP. 4 Les financements du PKK et le lien avec la drogue

¹⁹⁸ IMSET, op. cit., p. 28.

Le Parlement est dissous. L'état de siège est instauré à Diyarbakir, la capitale du Kurdistan. Selon un plan établi de longue date, l'armée et la police commencent à arrêter ministres, députés, chefs de partis et de syndicats, maires, universitaires, militants d'organisations légales ou illégales, journalistes, bref, tous les éléments leur paraissant indésirables et nuisibles dans leur république kémaliste idéale.

De nombreux mouvements révolutionnaires sont donc réprimés : « (...) entre le 12 septembre 1980 et fin mars 1980, un total de 19.978 suspects sont arrêtés et traduits en justice, (...) seulement 916 d'entre eux provenaient d'organisations de droite ou d'extrême droite. Tandis que 15.500 suspects sont accusés d'avoir des activités dans des organisations de gauche comme le TKP (Parti communiste turc), le THKP/C (Front-Parti révolutionnaire de la libération de la Turquie), seulement 3.177 suspects sont accusés de « séparatisme » (ISMET, 1992, 29)

Le PKK a subi lui aussi les conséquences de ce changement de régime.¹⁹⁹

Ce coup d'Etat était probablement prévu par Abdullah Öcalan, qui s'enfuit en Syrie où il se trouve encore aujourd'hui. La plupart des dirigeants du PKK le rejoignent peu après.

C'est alors que le PKK va commencer à étendre ses relations vis-à-vis de l'extérieur (avec la Syrie, l'Iran, l'Irak, le Liban et l'Europe), ce qui a permis à Abdullah Öcalan de recréer les conditions nécessaires pour la survie du PKK et de ses militants.²⁰⁰

2. La période des premiers congrès (1981-1984)

C'est en juillet 1981 qu'a lieu le premier congrès organisé par le PKK, à la frontière entre le Liban et la Syrie.

Le congrès « inaugure » les relations du PKK avec la Syrie : le parti recevra l'appui de Damas mais se verra aussi intégré dans les stratégies syriennes à l'égard de la Turquie.

Pour la première fois, le PKK s'intéresse à d'autres organisations kurdes. De nouvelles stratégies sont établies dans le but d'établir de futurs contacts avec les mouvements kurdes irakiens et de développer les activités d'entraînement en Syrie.

1981 est également une année de réorganisation du parti, de politique extensive, ainsi que d'entraînements militaires et d'une préparation en exil afin de mener au mieux la guerre dans le « Kurdistan turc », ou dans la vision du PKK, « le Kurdistan du Nord ».

Le deuxième congrès du PKK se déroule l'année suivante (1982) et toujours en Syrie. Lors de ce dernier, le parti affirme que « *la lutte armée du Kurdistan dépend de la lutte politique; la révolution au Kurdistan sera une guerre nationale de libération qui débutera contre un ennemi fort dans une « colonie » semi-féodale avec des forces faibles; c'est ce que l'on peut appeler « une guerre populaire à long terme »* »²⁰¹.

A la suite de ce congrès, le PKK envoie ses premières troupes de reconnaissance en Turquie, dans les régions proches de la frontière. Cette période de préparation avait pour but de repérer des endroits propices au campement et à la cachette des militants dans les montagnes, de situer des dépôts dans lesquels la nourriture et les vêtements pourraient être stockés, et d'établir des contacts avec les villageois.

¹⁹⁹ Le PKK a subi un fameux coup : des sympathisants et certains membres du Comité Central ont été arrêtés. Certains sont même décédés en prison.

²⁰⁰ Pour plus d'informations : CHAP. 3 Les relations externes et internes du PKK.

²⁰¹ IMSET, op. cit., p. 33.

Cette période du printemps 1982 à 1983 a donc permis au PKK de préparer les conditions d'un support logistique afin de débiter la guerre dans des conditions optimales.

A la fin 1983, tout était prêt, que ce soit en Turquie ou dans les régions frontalières. Le PKK a d'ailleurs lancé quelques attaques isolées en bombardant un pipe-line de pétrole et en tuant des soldats turcs dans des zones proches de la frontière.

C'est donc principalement dans un souci de bonne organisation, où rien ne serait laissé au hasard que le PKK a préféré attendre le moment opportun pour entamer sa lutte de libération.

Mais selon Kendal NEZAN, intellectuel kurde, Président de l'Institut kurde de Paris :

« (...) *Au-delà de la décision prise par les chefs du PKK, si ce mouvement n'a pu - jusque là - trouver une certaine résonance, c'est parce que la répression avait été extrêmement brutale, sauvage, sanglante durant les quatre années consécutives au coup d'Etat* ». ²⁰²

3. Les débuts de la « sale » guerre

C'est précisément le 15 août 1984 que le Parti des travailleurs du Kurdistan entame la lutte armée contre l'Etat turc.

Le PKK va alors mener un combat sans relâche.

De plus en plus de camps d'entraînement sont installés un peu partout. Le PKK décide de lancer principalement sa guérilla contre les personnalités locales qui collaboreraient avec les troupes gouvernementales, et d'appauvrir les forces de sécurité de l'Etat, par la même occasion. De nombreuses femmes et enfants vont aussi être tués pour la simple raison d'appartenir à une famille de « collaborateurs », de « traîtres ». Les gardiens de villages deviennent donc les cibles préférées du PKK. ²⁰³

A. La création de l'HRK

Le plus important développement pour le PKK en 1984 est, indubitablement, l'établissement de l'Unité de libération du Kurdistan, le HRK ²⁰⁴, en d'autres termes, la première armée organisée.

Celle-ci est apparue peu après le 15 août. Elle aurait reçu l'appui de « camarades » d'autres organisations kurdes de la région. Selon le *Serxwebun* ²⁰⁵, les premières activités du PKK se seraient principalement concentrées dans les provinces turques d'Hakkari, Van et Siirt. Elles consistaient essentiellement en une série de foyers de guérilla quelque peu hétéroclites.

Lors de son troisième congrès, en 1986, Le PKK va réaliser qu'une lutte militaire isolée et dispersée. C'est la raison pour laquelle il va décider de remplacer le HRK par une structure militaire comprenant de nouvelles divisions qui pourraient, d'un côté continuer la lutte de guérilla, d'un autre attirer l'appui populaire. ²⁰⁶

²⁰² Voir interview en annexe.

²⁰³ Les gardiens de villages, également connus sous le nom de « protecteurs de villages » sont des milices civiles kurdes au service de l'Etat turc. Ils reçoivent en échange de leur coopération, de généreux salaires et autres avantages.

²⁰⁴ HRK signifie « Hazen Rizgariya Kurdistan ».

²⁰⁵ Serxwebun est le journal politique illégal du PKK publié en Europe.

²⁰⁶ IMSET, op. cit. pp.129-130-142.

B. La création de l'ERNK

« *En connexion avec la lutte armée dans le Kurdistan central, une propagande armée, qui deviendra une guérilla, commencera dans le Nord et l'Ouest de la région* ». (IMSET, 1992, 41)

L'ERNK, le Front de libération nationale du Kurdistan, est mis en place en 1985 et est commandé par Mahzum Korkmaz.²⁰⁷

A cette période-là, le support populaire n'était pas très important. Ceux qui supportaient l'organisation étaient immédiatement identifiés par les forces de sécurité et arrêtés. Les chemins, utilisés par les militants du PKK, de même que les caches dans les montagnes, étaient placés sous contrôle. Il s'agira donc pour le PKK de s'assurer un appui bien plus marqué dans la population locale et de convaincre celle-ci - au besoin par la terreur - de soutenir la guérilla.

C. La création de l'ARGK

1985-1986 est l'année du troisième congrès organisé par le PKK. C'est une période d'expansion pour le parti mais aussi une période où les vagues d'assauts terroristes se font sentir de plus en plus et coûtent la vie à une centaine de personnes.²⁰⁸

Le PKK est présent dans toute la région du Sud-Est, et la plupart de ses attaques ont pour cible les militaires turcs, les civils, et même les femmes et les enfants, ce qui s'ajoute à la vague de terreur déjà présente dans la région. Recruter de force de jeunes garçons et filles, forcer les villageois à collaborer avec les forces du PKK est devenu un des aspects quotidiens de la vie locale.²⁰⁹

Bien que 1986 ait été, pour le Parti des travailleurs du Kurdistan, une année plus « fructueuse » que les précédentes au niveau de la réussite des actions menées contre l'Etat turc, les appuis locaux restaient insuffisants. Avec ses infrastructures de l'autre côté de la frontière, le parti avait des difficultés à développer des contacts directs avec la population. Le PKK opte alors pour une organisation plus puissante « à l'intérieur ».

C'est dans ces circonstances que l'ARGK - l'Armée populaire de libération du Kurdistan - est créée.

Cette année-là, Öcalan déclare : « *Nous pensons que nous avons réalisé notre retour final vers notre pays. Nos montagnes et nos populations sont disponibles. Jamais plus, ils ne se sentiront forcés et sont prêts à répandre nos lois* ». ²¹⁰

Peu à peu, les activités menées par le PKK dans le Sud-Est de la Turquie vont commencer à attirer l'attention des instances internationales. Le parti commence à avoir une certaine notoriété, s'étendant au-delà des frontières de la Turquie.

En 1987, l'état d'urgence dans les régions du Sud-Est est déclaré : le Gouvernement d'Ankara est alors forcé de reconnaître que le petit « groupe de bandits » a pris de plus en plus d'ampleur.

Les cibles de la « campagne armée » du PKK deviennent, à cette époque, les personnalités politiques, les docteurs en droit, les enseignants, les établissements économiques et les voies de communication.

Pour Abdullah Öcalan, « le sabotage est la meilleure méthode pour les militants ». ²¹¹

²⁰⁷ Pour plus d'informations : Chapitre 2 - La structure du PKK

²⁰⁸ IMSET, op. cit., p. 44.

²⁰⁹ Ibid., p. 47.

²¹⁰ Ibid., p. 48.

La terreur reste l'une des méthodes pratiquée sur la population locale et les villages représentent les cibles-clés.

Pourtant, la position du PKK s'affirme. En effet, grâce à des campagnes de propagande, il va recruter de plus en plus d'adhérents. Ces campagnes²¹² sont caractérisées par :

- des « visites d'encouragement » durant lesquelles les membres du parti visitent les villages et rencontrent les populations locales afin de leur faire partager les idées du parti et surtout de leur expliquer la situation et les raisons qui poussent le PKK à agir de la sorte

- des « visites d'avertissement », durant lesquelles le PKK « prévient » les gardiens de villages, telles : « la situation pourrait s'aggraver si les gardiens de villages ne remettent pas leurs armes

- le recours aux *imams*, religieux islamiques, se fait de plus en plus fréquemment par le PKK afin d'attirer un maximum d'adhérents. Adhérents qui, justement, ne se sentent pas particulièrement intéressés par les principes marxistes-léninistes et qui vont pouvoir se sentir plus liés au parti si les principes religieux entrent en jeu

- enfin, la méthode de propagande la plus efficace est basée sur les jeunes entre sept et seize ans. Ce sont donc principalement les écoles et les lycées qui sont visés, Öcalan les caractérisant « d'outils de l'assimilation colonialiste ». Les militants doivent essayer de gagner la sympathie des enfants de n'importe quelle manière. Des groupes d'hommes armés perpétraient des rafles dans les écoles et kidnappaient des personnes pré-sélectionnées. Parmi elles, des enseignants et des élèves brillants.²¹³

Les intentions d'Öcalan sont de les garder plusieurs jours dans des camps dans la montagne afin de les « endoctriner » pour qu'ils puissent à leur tour, influencer et convaincre les villes et les villages.

Selon Oçalan, le PKK a la responsabilité d'agir au nom du peuple kurde et de trouver les méthodes et les voies pour lui apprendre l' « auto-défense ».

4. Le PKK de 1988 à 1989

En 1988, le PKK organise sa première conférence au cours de laquelle il va développer ses idées et buts à poursuivre pour les années suivantes.

Une mobilisation commencera par la création d'une unité populaire dans laquelle paysans, jeunes, ouvriers et commerçants seront ralliés au Comité central et régional de libération afin de mettre en place une structure unifiée. Avec le développement toujours plus intense de la guérilla, le combat se transformera en une armée populaire régulière. Le but est de « mettre fin à l'exploitation turque » et à « l'impérialisme » qui la soutient, à l'occupation armée « fasciste » turque, à l'Otan et aux bases américaines, à l'exploitation économique et au monopole étatique. Les biens des « semi-féodaux » seront confisqués afin d'être redistribués. Une nationalisation des terres sera organisée. Des institutions seront créées pour la promotion de la langue et de la culture kurde. Il est important qu'une assemblée nationale soit mise en place et un « gouvernement populaire » organisé pour la création d'une « administration populaire démocratique ». Un système judiciaire défendant les intérêts des Kurdes est nécessaire. Le respect des principes d'indépendance, de liberté et d'égalité des forces populaires révolutionnaires du Kurdistan représente un des points importants cité lors de la

²¹¹ Ibid., p. 53.

²¹² Ibid., p. 69.

²¹³ « Les raids du PKK ont entraîné la fermeture de plus de 1000 écoles de la région ». (IMSET, 1992, 72)

conférence. « La révolution de libération nationale du Kurdistan représente une part des révolutions socialistes et nationales et est basée sur l'alliance de confiance mutuelle et de paix entre pays socialistes, la classe ouvrière et les forces démocratiques s'accompagnaient des principes d'indépendance, de démocratie et de socialisme ». ²¹⁴

Durant cette même année toutefois, en plus de deux lourdes attaques lancées sur le PKK, un autre coup dur a frappé l'organisation : une querelle interne a éclaté au sein même du parti. Le style « dictatorial » d'Öcalan et sa « tyrannie » à l'égard de certains camarades ont entraîné le départ de groupes de militants placés à la tête du parti. ²¹⁵

Face à la recrudescence d'attaques organisées par le PKK ²¹⁶ et voyant ce parti rallier de plus en plus de gens, le gouvernement d'Ankara s'est finalement rendu compte qu'il ne s'agissait plus d'un problème régional mais bien plus d'un problème national. Il ne considère plus le PKK comme un « groupe de bandits », mais comme des ennemis. Les forces armées turques réalisent également que la lutte dans le Sud-Est est essentiellement basée sur des méthodes de propagande armée et des techniques psychologiques de guérilla.

Le Gouvernement turc va donc agir de telle sorte que de plus en plus de militaires soient entraînés pour aller combattre dans le Sud-Est du pays. « Nous combattons contre les armes avec les armes, nous y sommes forcés ». ²¹⁷ A cette époque, on estime que 98 % des forces de sécurité agissant dans la région du Sud-Est étaient représentés par les militaires et seulement 2 % par la police ²¹⁸, le but étant d'éliminer tous les représentants des forces séparatistes et leurs collaborateurs. Ce sont les populations locales qui paieront le plus lourd tribut.

5. Le PKK dans les années 90

A. Situation générale du début des années 90

Au début des années 1990, les activités du PKK dans le Sud-Est de la Turquie ont entraîné une concentration de troupes turques dans le Sud-Est, une recrudescence de la violation des droits de l'homme, un débat ouvert sur une « solution kurde » (qui jusque-là était considérée comme un sujet tabou) et un changement dans le soutien populaire.

Türgüt Özal, président de la République turque à partir de 1989, se rend bien compte que le problème est devenu un problème majeur en Turquie, d'ampleur nationale. Il convoque de nombreux leaders des partis d'opposition afin de trouver un consensus qui pourrait peut-être mener à une solution pour le Sud-Est de la Turquie.

C'est en mars 1990 que des équipes spéciales de contre-guérilla sont envoyées dans la région pour affaiblir les forces du PKK. Mais celles-ci terrorisent davantage la population locale, qu'elles considèrent comme les bases arrières du mouvement « révolutionnaire ». Les idées de « solution » de T. Özal s'effacent rapidement derrière cette réalité.

En réaction aux mesures militaires prises par Ankara, le PKK répond par une énorme campagne de propagande dans le Sud-Est de la Turquie et en Europe, afin de révéler les violations perpétrées sur les civils et la population kurde.

²¹⁴ Pour plus d'informations, voir IMSET, op. cit., pp. 75-77.

²¹⁵ Ibid., p. 77.

²¹⁶ 1989 est synonyme d'offensives diverses à l'égard de militaires, mais également d'écoles. Sans oublier les kidnappings. « Les Kurdes qui vivaient dans la région et approchaient l'âge de 18 ans, ou étaient célibataires, voire jeunes mariés n'étaient pas recrutés par l'armée turque, mais étaient obligés de se joindre à l'ARGK ». (IMSET, 1992, 85)

²¹⁷ Ibid., p. 87.

²¹⁸ Ibid., p. 87.

En mai 1990, le PKK tient sa deuxième conférence nationale ²¹⁹, durant laquelle il décide de contrôler les conflits existant au niveau des masses; d'organiser des unions, légales et illégales, de travailleurs et d'étudiants; de créer des foyers révolutionnaires urbains; d'attaquer les institutions militaires et économiques ennemies; d'établir des relations avec des mouvements écologistes et féministes, et d' « anéantir » les partis « bourgeois ».

Quelques mois plus tard, en décembre 1990, le PKK organise son quatrième congrès ²²⁰, y déclarant qu'il mettra un terme à la politique de terreur au niveau de la population locale ²²¹ et que les responsables de la mort de civils seront punis. Les « gardiens de village » et les troupes militaires deviendront les cibles prioritaires. D'autre part, les activités de l'ERNK se multiplieront sur le territoire turc et en Europe.

Mais le point le plus important cité dans ce congrès consiste dans la proposition d'une solution fédérative et non plus indépendantiste. ²²²

Fin 1991, Öcalan a fait d'ailleurs parvenir un message à Ankara, lui proposant la négociation d'un cessez-le-feu. En contre partie, il demande la libération des prisonniers du PKK, l'arrêt de la « guerre secrète » menée par la Turquie dans le Kurdistan, l'annonce d'un cessez-le-feu et la libéralisation de toutes sortes d'activités politiques.

Une offre restée sans réponse...

B. L' « ère » Suleyman Demirel - D'octobre 1991 à aujourd'hui...

La question kurde est devenue un problème qui ne peut plus être considéré comme secondaire. Il entraîne d'ailleurs, au sein du Gouvernement turc, une crise politique.

En effet, fin 1991, l'ANAP (Parti de la Mère Patrie et parti de la présidence) est accusé d'avoir engendré un Etat où la corruption règne plus que jamais et où le chômage ne fait qu'augmenter. Des élections se préparent et le 20 octobre 1991, Suleyman Demirel est élu Premier ministre de la République turque. ²²³

Aucun des partis politiques n'étant assez fort pour assurer seul la législature, une coalition est instaurée entre le DYP (Parti de la Juste Voie) et le SHP (Parti populiste social-démocrate). ²²⁴

C'est également à ce moment-là que le président de la République, Turgut Özal, a commencé à parler d'une possible solution fédérale à la question kurde. Il a très rapidement été confronté au mécontentement d'autres hommes politiques et, principalement, des généraux.

²¹⁹ Du 3 au 13 mai dans la vallée de la Bekaa, au Liban.

Pour plus d'informations, IMSET, op. cit., pp. 228-229.

²²⁰ Du 26 au 31 décembre en Syrie.

Pour plus d'informations, voir IMSET, Ibid., pp. 230-232.

²²¹ Il est évident qu'en ayant perpétré toutes sortes de massacres et de campagnes contre les civils, le PKK est considéré par la population kurde comme une organisation brutale.

²²² La première indication que le PKK abandonnerait sa ligne traditionnelle est apparue à la Conférence de Stockholm durant laquelle un représentant de l'ERNK avait dit qu'il n'était pas nécessaire de changer le plan de la région.

²²³ « Il est important de souligner qu'au tout début du nouveau gouvernement, un certain nombre de messages circulait entre le Premier ministre turc et le leader du PKK ». (IMSET, 1992, 244)

Suleyman Demirel était le Premier ministre de Turgut Özal, jusqu'à la mort de ce dernier en avril 1993. Il lui a ensuite succédé en tant que Président de la République turque.

²²⁴ Il n'y a pas eu de victoire écrasante aux élections générales anticipées, mais cela a quand-même suffi à écarter l'ANAP du pouvoir.

La même année, le PKK a mis sur pied un « gouvernement temporaire de guerre ». Öcalan a annoncé que « *le gouvernement sera établi au Kurdistan, (mais) nous aurons nos propres ministres aussi bien que notre propre assemblée composée des représentations des régions* »²²⁵.

De plus, le PKK va davantage concentrer ses frappes à l'intérieur de la Turquie et surtout dans le triangle Diyarbakir - Van - Kars.

Selon les chiffres cités dans *Le Monde*²²⁶, en février 1994, la guerre aurait fait plus de 13.000 morts en dix ans. Depuis 1987, plus de 1400 villages et hameaux auraient été évacués totalement ou partiellement et dans certains cas brûlés.

En décembre 1991, le PKK a proposé une amnistie générale aux « protecteurs de villages ». Öcalan a déclaré « *que tous les protecteurs, quoi qu'ils aient pu faire dans le passé, seront pardonnés s'ils déposent les armes et se repentissent avant la fin du mois de décembre* »²²⁷.

Mais cela n'a rien changé à la situation : les gardiens resteront les cibles privilégiées du PKK. De plus, les attaques du PKK se sont multipliées à ce moment-là, ce qui a entraîné une réaction des forces militaires turques pour palier à cette résurgence. Elles ont pratiqué une répression féroce atteignant généralement davantage les civils kurdes que le PKK. Les forces militaires ont également détruit des villages entiers, pratiquant la politique de la terre brûlée afin d'isoler le PKK dans les montagnes, procédant à des arrestations arbitraires et des exécutions sommaires.

Le résultat d'une politique aussi drastique, c'est que la population s'est de plus en plus tournée vers le PKK.

Durant 1992, le PKK commence à mener de grandes actions à une échelle beaucoup plus vaste. L'ARGK se trouve face à une armée de quelques 300.000 hommes, de 30.000 gardes villageois ainsi que d'unités spéciales, d'unités de contre-guérilla et de troupes de police.²²⁸

Les démonstrations de masse se succèdent, partout dans le monde.²²⁹ Chaque massacre perpétré par l'armée turque est directement suivi de vagues de protestations kurdes. La pression internationale s'intensifie également.

Ankara s'est obstinée, et ce depuis longtemps, à étouffer toute velléité identitaire et ce au nom de la « turquitude » héritée de Mustafa Kemal. De plus, elle ne favorise pas un investissement financier qui permettrait peut-être de sortir le Sud-Est anatolien du sous-développement.

Ce qu'Ankara tente de faire, c'est de terroriser le peuple par la violence, de neutraliser les organes populaires et ses représentants afin de ne plus laisser au PKK que ses seules forces militaires. En d'autres termes, le gouvernement turc désire isoler le PKK du peuple. Régulièrement, des intellectuels disparaissent, sont emprisonnés ou même tués.

Le 17 mars 1993, Abdullah Öcalan propose un cessez-le-feu, unilatéral cette fois, de 83 jours. Mais l'armée turque profitera de cette trêve pour redoubler de violence : 112 combattants de la guérilla et 32 civils sont assassinés par l'armée; 32 villages sont dépeuplés.²³⁰

²²⁵ IMSET, op. cit., p. 245.

²²⁶ Le Monde, « L'armée gardienne du kémalisme », le 05/02/1994.

²²⁷ IMSET, op. cit., p. 246.

²²⁸ *Dossier Solidarité Internationale*, « Turquie-Kurdistan - La guerre populaire cachée contre l'Etat fasciste turc », n° 135, mai 1997, p. 39.

²²⁹ En Allemagne, par exemple, plus de 100.000 Kurdes assistent au Festival du Kurdistan

²³⁰ *Dossier Solidarité Internationale*, op. cit., p. 40

a. Tansu Ciller, Premier ministre

Tansu Ciller, Premier ministre (DYP) de juin 1993 à septembre 1995, affirmait qu' « il n'y a pas de question kurde mais seulement un problème de sous-développement du Sud-Est ». ²³¹

Lors d'une rencontre avec des chefs d'Etat étrangers, le Premier ministre a demandé à ses plus grands alliés, les Etats-Unis et l'Allemagne, une année supplémentaire de soutien afin de régler le problème kurde à sa manière. Le gouvernement turc en profite alors pour accroître la répression; le HEP (le Parti du peuple - « pro-kurde ») est interdit.

En novembre, les gouvernements français et allemands interdisent les activités du PKK et de toute une série d'associations kurdes sur leur territoire..

En 1994, la politique de destruction des villages et villes kurdes se poursuit; la terreur reste plus que jamais à l'ordre du jour; le DEP (le Parti de la démocratie - « pro-kurde ») est accusé à son tour de « séparatisme » et interdit.

Les autorités d'Ankara affirmaient encore en 1994 qu' « il n'y a pas de problème kurde en Turquie. Il n'y a qu'un problème, celui du PKK organisé et soutenu par des puissances étrangères rivales. Le gouvernement turc ne ferait donc que défendre son intégrité territoriale, dans le respect de la démocratie et de l'Etat de droit ». ²³²

Tansu Ciller ajoute à cela : « Le PKK est un groupe séparatiste qui doit être distingué de la population kurde. Celle-ci vit dans l'ensemble de la Turquie et pas seulement dans le Sud-Est anatolien (...) . Les séparatistes du PKK, eux, tuent les Kurdes eux-mêmes. C'est pourquoi cette population en a peur et les soutient. Les Kurdes et les Turcs cohabitent dans l'armée, au Parlement, ils font les lois ensemble et les appliquent ensemble contre ce groupe séparatiste » ²³³

La guerre au Kurdistan a miné l'économie d'un pays qui avait une inflation estimée à plus de 100 %, en 1994. ²³⁴

b. La montée de l'islamisme et de l'extrême-droite

Un autre phénomène va également influencer la politique du PKK : la montée de l'islamisme en Turquie ²³⁵.

Pour faciliter quelque peu la compréhension du lecteur, voici un organigramme succinct des principaux partis politiques en Turquie :

- => la droite
 - DYP (Parti de la juste voie), de Tansu Ciller
 - ANAP (Parti de la mère patrie), de Mesut Yilmaz

- => l'extrême-droite
 - MHP (Parti d'action nationaliste à tendance néo-fasciste)

- => l'islamisme
 - RP ou Refah (Parti de la prospérité) de Necmettin Erbakan

²³¹ Libération, 26/11/1993

²³² Libération, « Guerre totale et désinformation au Kurdistan turc », février 1994.

²³³ Le Soir, 12/01/1994.

²³⁴ Pour plus d'informations quant à l'évolution de l'inflation en Turquie, voir : S. VANER, D. AKAGÜL et B. KALEGASI, « La Turquie en mouvement », op. cit. pp. 100-101

²³⁵ Les relations entre le PKK, l'islam politique et le Refah seront traitées plus précisément dans le dernier chapitre : L'évolution du PKK.

=> la gauche

- SHP (Parti populiste social-démocrate)
- DSP (Parti de la gauche démocratique)
- CHP (Parti républicain du peuple)
- DEP (Parti de la démocratie - interdit depuis juin 1994 car accusé d'avoir des liens étroits avec le PKK), remplacé par le HADEP (Parti du peuple), soupçonné également d'entretenir d'étroits rapports avec le PKK.²³⁶

L'extrême-droite s'était déjà développée avant le coup d'Etat de 1980 : le panturquisme des « Loups Gris », doctrine dominante du MHP, prône l'union de toutes les personnes d'origine turque et s'oppose évidemment aux mouvements séparatistes des Kurdes.

L'« intégrisme » islamique connaît, en Turquie comme dans d'autres pays du monde islamique, une recrudescence spectaculaire. C'est notamment le cas du Refah, le Parti de la prospérité de Necmettin Erbakan, qui a remporté les élections de décembre 1995²³⁷.

Lors des élections du 27 mars 1994, une forte percée de l'extrême-droite et de l'islamisme a été signalée. L'extrême-droite en Turquie passe de 13,90 % en 1989 à 43,42 % en 1994. Le Refah (parti islamiste de Necmettin Erbakan), quant à lui, remportait en 1989, 9,9 % des voix, tandis qu'en 1994, il atteignait 19,01 %. Celui-ci a attiré la confiance des populations kurdes des provinces orientales et de celles émigrées dans les grandes villes.²³⁸

Quant aux relations que le PKK entretient avec la religion islamique, l'ERNK concentre depuis 1990 sa campagne sur la religion en vue d'attirer dans son camp une population religieuse et non-marxiste. Même si le PKK est d'origine marxiste, cela ne signifie pas que tous ses membres doivent absolument être marxistes. Comme la majorité de la population kurde est musulmane, il est donc aussi important pour le PKK d'axer sa campagne sur la religion afin d'avoir à ses côtés de plus en plus d'adhérents.

Le kémalisme, qui reste la doctrine première de l'Etat, a toujours prôné la laïcité de l'Etat. Par tactique - peut-être aussi en réaction ? - le PKK se montrera plus « ouvert » face au fondamentalisme. En effet, la religion musulmane a un lien « intégrateur », fédérateur, dans lequel un Kurde peut se reconnaître (à l'inverse de la citoyenneté turque qui nie l'existence même du peuple kurde). C'est la raison pour laquelle, en l'absence de candidats présentés par le mouvement kurde, la population kurde préférera en général voter pour un parti islamiste et par conséquent, contre Ankara.

Fin 1994, Öcalan lance à nouveau un appel au gouvernement turc pour un cessez-le-feu et des négociations. Appel qui, une nouvelle fois, reste sans suite, le gouvernement ne voulant pas discuter avec des « terroristes ». Et bien que les Etats occidentaux dénoncent les méthodes utilisées par le PKK, les revendications culturelles de la minorité kurde de Turquie figurent à l'agenda européen, qu'Ankara le veuille ou non.

²³⁶ Le DEP a été dissous pour délit d'opinion pour la simple affirmation d'une identité autre que turque (six députés appartenant au DEP sont encore actuellement emprisonnés).

²³⁷ Pour plus d'informations, voir la première partie, le chapitre 4.

²³⁸ Cette percée islamiste, en réaction à la dégradation économique et sociale du pays, a également bénéficié de l'interdiction faite aux candidats du DEP de se présenter dans les régions kurdes de Turquie.

Evidemment, la brusque montée de l'islamisme en Turquie ne va pas aider sa demande d'entrée dans l'Union européenne.

c. Les événements de 1995

C'est en janvier 1995 que le PKK s'est engagé à mener la guerre conformément à la Convention de Genève de 1949 et à son premier protocole additionnel de 1977. Dans ce sens, la décision de se conformer à la Convention a été déposée officiellement au nom du Secrétaire général du PKK, Abdullah Öcalan, le 23 janvier auprès du siège de la Croix-Rouge Internationale à Genève. « *Le PKK accepte les quatre traités et le premier protocole qui normalisent les conditions de guerre, protègent les prisonniers de guerre et affirme qu'il respectera ces règles contre la force adverse qu'il combat. Il fera respecter ces règles par ses forces et les régions qui sont sous son influence. Pour ne pas laisser de place au doute, le PKK a choisi d'énumérer les forces de la République turque comme cibles militaires, à savoir : les éléments de l'armée turque, les éléments de la contre-guérilla turque, les éléments des services secrets turcs, les policiers turcs, les protecteurs de villages. Le PKK appliquera aux soldats turcs qu'il aura fait prisonniers le traitement de prisonniers de guerre.* (...) ». ²³⁹

En février 1995, le PKK a tenu son cinquième congrès, en territoire kurde libéré. 231 délégués et 86 observateurs y participent; 63 femmes sont présentes. ²⁴⁰ Le principal sujet de discussion était la construction du « pouvoir populaire ». Le congrès a également chargé le Secrétaire Général, Abdullah Öcalan et le Comité Central de trouver des possibilités de solutions politiques. « Il est en outre décidé que le Parti et l'armée doivent procéder à une centralisation. Là où c'est possible, des organes du pouvoir populaire doivent être constitués. Les parlements populaires doivent être instaurés sur un plan régional et municipal et plus tard, ils devront évoluer de manière à former le Congrès national du Kurdistan ». ²⁴¹

Le 12 avril 1995, les Kurdes ont créé un Parlement en exil à La Haye. « Notre peuple demande le droit de s'exprimer sur son destin à travers un Parlement. Ce Parlement sera l'organe de décision concernant la résolution de la question du Kurdistan, le développement de l'ordre national, l'application des lois nationales et le représentant de la volonté du Kurdistan, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger ». ²⁴² Les projets de ce Parlement en exil sont, entre autres, de se charger des activités politico-sociales et économiques des Kurdes vivant à l'étranger; de développer la citoyenneté du Kurdistan; de sensibiliser l'opinion publique mondiale à la lutte de libération nationale du Kurdistan; etc. « Représenter dans un cadre légitime et juridique les peuples du Kurdistan et la lutte de liberté est l'une des plus hautes raisons d'existence du parlement en exil ». ²⁴³

d. 1996, l'année du sixième congrès du PKK et l'arrivée au pouvoir du Refah

Lors de son sixième congrès, en mai 1996, le PKK a pris certaines décisions concernant les tâches actuelles de la révolution : « (...) la concrétisation du pouvoir de la démocratie populaire, c'est-à-dire en priorité absolue d'établir un Pouvoir Rouge dans la région de Botan-Bedhinan; transfert des activités en faveur de la fondation d'un congrès

²³⁹ *Kurdistan Rapport*, n° 15, février-mars 1995, p. 9-10.

²⁴⁰ *Dossier Solidarité Internationale*, op. cit., p. 41.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 42.

²⁴² *Kurdistan Rapport*, op. cit., p. 7. Ce Parlement compterait 65 membres kurdes dont douze seraient membres de l'aile politique du PKK.

²⁴³ Pour plus d'informations : *Kurdistan Rapport*, *Ibid.* p. 7.

*national et des activités du Parlement vers le Sud-Kurdistan*²⁴⁴; *le développement d'organes de gouvernement et de modèles pour les territoires libérés; la réalisation de tout ceci grâce à des plans et à des projets concrets* ».²⁴⁵

C'est en juin 1996 que le premier gouvernement de coalition islamique-laïque est mis sur pied. L'arrivée d'un islamiste au poste de Premier ministre, en la personne de Necmettin Erbakan, le leader du Refah (le Parti de la prospérité), a redonné l'espoir aux Kurdes qui avaient massivement voté pour lui. En effet, il a plaidé pour une vaste alliance musulmane en Iran, au Pakistan, en Malaisie, en Indonésie et même à Bagdad. Il livre ainsi à son électorat un gage de solidarité musulmane.²⁴⁶

Au départ, Erbakan avait l'intention de se distinguer de ses prédécesseurs en essayant d'apporter une solution au problème kurde, mais les promesses électorales se sont rapidement transformées en chimère. Accusé de dérive fondamentaliste par l'armée garante du kémalisme qui est, finalement, le véritable pouvoir en Turquie, Necmettin Erbakan a démissionné en juin 1997.²⁴⁷

La terreur règne toujours sur le Kurdistan, mais le PKK compte plus d'adhérents, de soutiens à la fois kurdes et étrangers...

C. Bilan de la « sale » guerre

Il n'est pas facile d'estimer le nombre des pertes de la population civile, victime à la fois de la lutte armée du PKK et des contre-attaques gouvernementales. Les civils sont souvent un enjeu entre les deux belligérants. De plus, les gouvernements tentent toujours de minimiser le nombre des victimes civiles et leurs propres pertes pour alourdir celles des mouvements kurdes, lesquels ont également intérêt à sous-estimer leurs pertes et à augmenter celles de l'armée. Il n'est donc pas toujours évident de savoir quelles estimations sont les plus proches de la vérité.

Nous disposons de chiffres approximatifs et incertains, selon que les renseignements proviennent de sources gouvernementales ou kurdes. Et en général, ces chiffres donnent plutôt une idée du bilan des guerres que du nombre de victimes sur le terrain. « *En Turquie, en douze ans, la guerre aurait coûté la vie à plus de 20.000 personnes. C'est le conflit le plus sanglant du pays depuis la fin de la Première Guerre mondiale* »²⁴⁸. (BOZARSLAN, 1997, 202)

²⁴⁴ Le Kurdistan du Sud correspond au Nord de l'Irak

²⁴⁵ Kurdistan Rundbrief, n° 14, 1996, p. 5

²⁴⁶ Rappel : les Kurdes sont, pour la plupart, des musulmans sunnites.

²⁴⁷ Pour la situation actuelle du PKK, voir le dernier chapitre concernant : L'évolution et la situation actuelle du PKK.

²⁴⁸ Hamit BOZARSLAN, «La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient », Presses de Sciences Po., Paris, 1997, p.202.

CHAPITRE 2 La structure du PKK

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, c'est une sorte d'analyse structurelle du PKK qui sera présentée. Elle tentera de répondre à des questions telles que : quelle est la composition du Parti des travailleurs du Kurdistan ? Abdullah Öcalan, figure emblématique et leader du mouvement, est-il la seule personne à prendre des décisions ? S'en remet-il à des comités quelconques ?

Les sources dans ce domaine relativement « protégé » et « secret » sont minimales. Pour la majorité des personnes interviewées, les connaissances de la structure du PKK sont relativement réduites, voire inexistantes.²⁶⁴

Les renseignements que j'ai pu obtenir concernant la structure interne du parti, proviennent principalement d'une brochure intitulée : « PKK, mouvement terroriste ou combattant de la liberté ? », de Ismet G. IMSET, publiée par le journal anglais *The Economist* du 8 au 14 juin 1996. Et également du livre de Ismet G. IMSET, « The PKK, a report on separatist violence in Turkey (1973-1992) », Turkish Daily News, Ankara, 1992, p. 128 à 154.

C'est la raison pour laquelle les structures seront reproduites dans leur quasi intégralité.

Vers la fin des années 80, le PKK s'est établi incontestablement dans le Sud-Est de la Turquie, et également à l'étranger, en tant qu'entité politique spécifique. Il est d'ailleurs devenu le problème numéro un de la Turquie.²⁶⁵

Le PKK apparaît souvent comme une entité unique, dont l'essentiel de l'activité consiste à pratiquer la « violence séparatiste ». Le PKK ne se réduit pourtant pas à un « groupuscule terroriste » et n'est pas non plus une organisation uniquement militaire. A partir de 1987-1988, le parti va développer des structures de plus en plus complexes, aux tâches nettement délimitées. Bien que le PKK apparaît être une entité unique, et que les actes de « violence séparatiste » lui sont généralement attribués, il s'est formé différents groupes et subdivisions au sein même du parti. Cela s'est principalement produit en 1987-1988.

Actuellement, le PKK comprend un corps politique qui est le Parti lui-même (subdivisé en structures centrale et provinciale), le Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK) et l'Armée nationale de libération du Kurdistan (ARGK). En d'autres termes, le Parti des travailleurs du Kurdistan a pris la forme d'un triangle « parti-front-armée ». Le parti, en tant que tel, est doté du pouvoir législatif tandis que le Front national de libération du Kurdistan (ERNK) et l'Armée nationale de libération du Kurdistan (ARGK) sont les corps exécutifs.

L'appareil d'ensemble, politique, social et militaire ne fonctionne pas comme un petit groupe secret, comme ce serait le cas pour une organisation terroriste, mais comme une machine bien organisée. Chaque fonction ou activité est effectuée par des comités séparés ». ²⁶⁶

²⁶⁴ Voir les interviews en Annexe.

²⁶⁵ Selon les officiels turcs de l'époque.

²⁶⁶ IMSET, op. cit. pp. 30-31

I. LA STRUCTURE CENTRALE

La structure centrale comprend le Président, Abdullah Öcalan, un Conseil de Présidence, un Comité Central et un Conseil Disciplinaire Central. Les élections à la présidence et tous les conseils et comités ont lieu tous les quatre ans avec la participation de plusieurs centaines de délégués. Chaque congrès, conseil et comité est chargé de différentes fonctions.

Le **Congrès du Parti** est l'instance la plus haute à l'intérieur du PKK et c'est le seul corps ouvert à la participation de masse. Il est réuni tous les quatre ans, ou bien lorsque le Président convoque une réunion d'urgence, ou alors quand les deux-tiers du Comité Central votent en faveur d'une réunion de ce type. Des délégués de toutes les organisations du parti participent aux réunions du Congrès. Cependant, le nombre de participants de chaque organisation dépend de la force de ces organisations et du nombre de membres. Ceci est considéré comme un « système représentatif », ce qui signifie qu'un nombre de délégués représente un nombre spécifique de partisans. Le Président, les membres du Comité Central et les membres du Conseil Disciplinaire Central sont naturellement membres du Congrès. Le Congrès du parti a aussi le pouvoir de porter un jugement sur le programme du Parti, de l'amender et de projeter la politique du parti pour les quatre années à venir.²⁶⁷

La **Conférence du Parti** ressemble plus ou moins au Congrès du Parti, mais c'est un comité qui se réunit en cas d'urgence quand on ne peut pas rassembler le Congrès.

Ce type de Conférence peut avoir lieu quand le Président la convoque, et son travail essentiel est d'apprécier la conjoncture politique et de prendre des décisions. Cependant, à la différence du Congrès, elle n'a pas le pouvoir de changer le programme du Parti. Seuls les délégués dans leur ensemble peuvent voter pour ce faire.²⁶⁸

Entre deux congrès ou dans l'intervalle de quatre ans entre les réunions de délégués, la présidence du Parti est chargée de diriger à la fois le parti et les autres organisations alliées. Le Président travaille avec le Conseil de Présidence et ne peut être élu qu'avec une majorité des deux-tiers au Congrès du Parti. Le Président doit aussi soumettre un rapport complet de ses activités devant le Congrès et de ses devoirs comprenant la création de nouveaux domaines d'opérations dans les sciences, les arts et autres secteurs d'intérêt social.

Le **Conseil de la Présidence** est aussi élu par une majorité des deux-tiers du Comité Central²⁶⁹.

Ce groupe aide le Président dans son travail et contrôle toutes les activités idéologiques, politiques, militaires, organisationnelles, et celles du front. Les membres du Conseil, selon les conditions, organisent leurs propres bureaux selon leurs responsabilités, et peuvent être contrôlés à la fois par le Président et le Comité Central.

Pendant les quatre années d'intervalles entre les congrès, les plus hautes autorités à l'intérieur du PKK sont le Président, en la personne d'Abdullah Öcalan, et le Conseil de Présidence. Le Comité élit le Conseil de Présidence parmi ses membres pour une période de quatre ans, et il est essentiellement responsable de l'organisation de l'ensemble des activités. On le considère donc comme « la structure dirigeante au plus haut niveau tactique » à l'intérieur du PKK. Il est

²⁶⁷ Les congrès du PKK sont repris dans le chapitre précédent.

²⁶⁸ Les conférences du PKK sont reprises dans le chapitre précédent.

²⁶⁹ Le Conseil de la Présidence est plus petit que le Comité Central. Les conférences du PKK sont reprises dans le chapitre précédent.

chargé d'organiser et de contrôler toutes les autres organisations et comités du parti. Il se réunit tous les ans, mais des réunions d'urgence peuvent être convoquées par le Président en personne ou par un vote à la majorité des deux-tiers. Le Comité prend des décisions de politique, mais celles-ci doivent s'appuyer sur une majorité absolue, et l'impossibilité d'obtenir une telle majorité peut conduire à des remplacements par des membres suppléants.

Le **Conseil Disciplinaire Central** du PKK (CDP) est chargé d'examiner la discipline au sein du parti et fonctionne pendant la période de quatre ans qui sépare les congrès. Il est relié au Président et a pour fonction d'enquêter sur les abus de discipline et les violations des règlements du parti. Il informe le Comité Central (CC) de ses conclusions. Le CDP n'a pas de pouvoir législatif. Il peut seulement rapporter un cas au Comité qui a alors le pouvoir de recommander des sanctions (comme par exemple la suspension de l'adhésion, l'expulsion définitive ou temporaire) qui ne peuvent être appliquées qu'après une audience et la ratification par le Président en personne ». ²⁷⁰

II. LA STRUCTURE PROVINCIALE

« Toutes les organisations du parti à l'intérieur des zones kurdes, y compris les comités et bureaux représentatifs, forment l'Organisation Provinciale du parti (PYO). Le Congrès Provincial est la plus haute instance chargée de la PYO. Il se réunit tous les deux ans à des dates fixées soit par le Président, soit par le Comité Central. Pendant ces réunions, tous les comités et organisations dans la province en question sont représentés suivant leur force, le nombre des adhérents, leurs activités et leur importance.

Les **Congrès Provinciaux** (PCs) sont chargés d'estimer toutes les activités locales du parti et de fixer les politiques et tactiques locales. Bien qu'ils aient le pouvoir de décider, leurs décisions ne sont valables qu'après accord du Comité Central et du Président. Si les décisions ne sont pas ratifiées, il se peut que de nouveaux membres soient nommés aux PCs dans les six mois. Ils sont aussi chargés de l'élection des comités provinciaux du parti.

Les **Comités Provinciaux du Parti** (PPC) sont les autorités locales les plus hautes pendant les deux ans qui s'écoulent entre les Congrès Provinciaux et les membres sont élus à la réunion du Congrès du Parti. Ces organismes ont la charge d'organiser toutes les activités du parti et de les contrôler dans leur propre région. Les PPCs doivent répartir les responsabilités entre leurs membres selon les domaines d'intérêts (par exemple, le front, l'armée, les activités politiques) et tenir leurs réunions tous les quatre mois.

Les **Conseils Disciplinaires de province** forment le troisième organisme important dans la structure régionale du PKK. Leurs membres sont élus pendant les réunions du Congrès Provincial. Ces conseils travaillent en coopération avec le Conseil Disciplinaire Central et sont placés sous son contrôle.

Au niveau de la province, on retrouve donc des organismes avec des structures similaires pour la région. Elles sont dirigées par les organisations provinciales et comprennent les Congrès régionaux, les Comités de région et les Organisations régionales. Dans le cadre régional, on trouve des Comités locaux qui fonctionnent également dans le cadre réglementaire de

²⁷⁰ IMSET, op. cit., pp. 31-32.

Congrès locaux, Comités locaux et Organisations locales. Cette chaîne conduit finalement au plus petit groupe à l'intérieur du PKK, la « Cellule du Parti ». ²⁷¹

III. LA STRUCTURE POPULAIRE

A côté du Parti en tant que tel, on trouve l'ERNK, le Front de libération nationale du Kurdistan et l'ARGK, l'Armée de libération nationale du Kurdistan, tous deux dirigés par des conseils exécutifs et des comités semblables au PKK.

1. L'ERNK

C'est le 21 mars 1985, que le PKK a créé l'ERNK, le Front de libération nationale du Kurdistan, qui agissait à la fois en tant que « front populaire » pour le mouvement, et comme division de propagande. C'est le bras-droit d'Abdullah Öcalan, Mahsum Korkmaz, qui a pris le commandement des activités armées. ²⁷²

Dans les trois années consécutives à sa création, l'ERNK a principalement concentré ses efforts parmi la population kurde dans le but de trouver de nouvelles recrues et d'en faire des combattants de la guérilla. Durant son premier Congrès en 1989, les buts principaux du Front, outre celui de transférer de nouvelles recrues dans l'Armée de libération nationale (ARGK), étaient de fournir les équipements et les renseignements logistiques nécessaires pour la guerre populaire du Kurdistan, d'organiser des campagnes de propagande à cette fin, de développer des relations avec les autres mouvements d'indépendance du Kurdistan, et d'établir des lois. ²⁷³ En plus de cela, l'ERNK a décidé d'élargir le champ de ses activités en favorisant une propagande au niveau international. C'est la raison pour laquelle des militants ont été envoyés dans des pays européens ²⁷⁴ pour établir des contacts locaux, ce qui entraînerait à long terme, l'établissement d'associations kurdes et l'opportunité de diffuser informations et propagande concernant le PKK et ses actions.

L'ERNK, précédemment impliquée dans des activités hors-la-loi et quelque fois armées, se retrouve aujourd'hui chargé d'une mission diplomatique de temps de paix. Il semble donc s'occuper activement de diplomatie internationale, de rencontres avec des gouvernements et des responsables étrangers, à la recherche d'une solution au conflit en cours grâce au dialogue. Ce Front comprend plusieurs organisations membres, avec des groupes de jeunes, de travailleurs, de femmes, de religieux, de paysans, d'intellectuels et d'étudiants. ²⁷⁵

Ses tâches principales en Europe sont d'établir la liaison avec le commandement du PKK, de collecter l'argent et les informations pour les envoyer au PKK, de « camoufler » les militants de l'ARGK, d'organiser des manifestations en tous genres pour attirer l'attention sur le PKK et la réalité kurde. ²⁷⁶

²⁷¹ Ibid., p. 32-33

²⁷² Bien qu'il était au départ défini en tant que front populaire, l'ERNK a rapidement pris le contrôle de toutes sortes d'activités armées dans la région, et ce, jusqu'à ce que l'ARGK (Armée nationale de libération du Kurdistan) soit créée.

²⁷³ Pour plus d'informations : Ismet G. IMSET, op. cit., p. 131.

²⁷⁴ Tels que la France, l'Italie, l'Angleterre et la Russie

²⁷⁵ IMSET, op. cit., p. 136.

²⁷⁶ Ibid., p. 135.

En Turquie, l'ERNK est principalement chargé de former des recrues « locales »; d'organiser les activités du PKK en zones rurales et urbaines; de collecter informations et argent; d'établir des liaisons avec des groupes locaux; d'organiser des attaques de masse, des rebellions urbaines et des attaques militaires de petite échelle.²⁷⁷

Des membres de l'ERNK ont déjà été accusés de participer à des manifestations violentes et à des affrontements sur le plan local avec des militants d'extrême droite. Récemment, le Comité des Droits de l'Homme d'Helsinki a averti le dirigeant du PKK qu'on soupçonnait l'organisation d'être impliquée dans des incendies criminels de logements turcs en Allemagne²⁷⁸.

2. L'ARGK

La création de l'ARGK²⁷⁹ a été décidée lors du troisième congrès du PKK en 1986. Elle est véritablement devenue effective en 1987.

L'ARGK est le principal corps de guérilla du PKK.²⁸⁰ Les combattants de l'ARGK, dont le nombre est actuellement estimé à quelques 15.000²⁸¹ dans l'ensemble de la région, (y compris l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Iran, l'Irak et la Syrie) sont entraînés dans des camps centraux, constituent des unités allant de la section au régiment et sont bien équipés. Ils sont faciles à identifier car, même s'ils ne portent pas de grade, ils sont tous en uniforme et opèrent avec une stricte discipline militaire. Ils constituent le principal foyer des activités menées par le PKK qui sont exécutées selon l'ordre du Comité Central supervisé par le Conseil Militaire de l'ARGK.

« Les unités de l'ARGK comprennent les unités militaires, les unités locales et les unités de défense de la population. Structurellement, l'ARGK fonctionne sous les ordres du Conseil Militaire Central qui est responsable des régions militaires, des conseils militaires de province, des bureaux de commandement régionaux et des stations locales. Ces forces militaires opèrent à partir de trois sortes de bases : la base de rassemblement et de soutien; la base principale et la base d'opérations. Leurs principales activités comprennent les embuscades, les raids, les sabotages, les « exécutions » et l'usage de mines. Les unités de l'ARGK fonctionnent avec une discipline très stricte réglée par une douzaine de manuels distribués à tous les membres. Elle est aussi régie par un ensemble de lois qui comprend les crimes de premier, second et troisième degrés.

Adhérer à l'ARGK est obligatoire pour tous les Kurdes des deux sexes âgés de dix-huit ans et plus.²⁸²

A partir de 1995, cependant, des rapports ont fait état d'un bataillon d'enfants « volontaires » qui a été établi dans le but d'entraîner des générations de Kurdes plus jeunes en attendant d'être recrutés par l'armée.²⁸³

²⁷⁷ IMSET, op. cit., p. 136.

²⁷⁸ Cela s'est déroulé en avril 1997. Necmettin Erbakan, Premier ministre à l'époque, avait envoyé un message sur les chaînes télévisées demandant de « stopper cette violence entre nous ». CNN, 07/04/1997.

Cette déclaration a toutefois été démentie par le PKK. Malgré cela, certaines indications montrent que des jeunes Kurdes étaient impliqués dans certaines de ces attaques, bien qu'on ne sache pas clairement si ces activités étaient orchestrées ou spontanées.

²⁷⁹ Artes-i Rizgariye Geli Kurdistan en langue kurde.

²⁸⁰ L'ARGK est sous le commandement d'Osman Öcalan, le frère d'Abdullah Öcalan, leader du PKK.

²⁸¹ IMSET, op. cit. p. 143.

²⁸² Il est également dit que des centaines de militants n'ont pas tout à fait 18 ans et sont, dans leur grande majorité, illétrés. Ibid. p. 143.

²⁸³ Ibid., p. 33.

Le recrutement et la formation des milices kurdes

Pour qu'une personne puisse être recrutée dans l'ARGK, elle doit avoir au préalable vécu une expérience de trois ans au sein de l'ERNK.

Avant tout, les futures jeunes recrues doivent passer l'épreuve d'un court entraînement (de un à quatre mois), avant d'être envoyées dans des camps d'entraînement plus intensifs en Iran, en Irak ou en Syrie. Suivent des entraînements réguliers et intensifs.²⁸⁴

Dans une loi publiée par le PKK au printemps 91, les candidats doivent impérativement passer par ces épreuves, poursuivre leurs activités durant un certain temps dans les rangs de l'ERNK, avant de faire partie de l'ARGK à part entière.²⁸⁵

Selon Hamit Bozarslan : « *Si les structures tribales ou confrériques et la marginalisation qui touche les populations urbaines n'expliquent pas directement le passage à la lutte armée, elles permettent cependant de comprendre que le recrutement soit aisé malgré les pertes humaines importantes. En effet, traditionnellement, la mobilisation par la hiérarchie tribale assurait un recrutement massif lors des révoltes. (...) Le métier de combattant permet l'ascension sociale, autrement impossible à réaliser dans le système. De plus, la quête d'autonomie et d'émancipation individuelle de la jeunesse permet de comprendre le nombre important des volontaires, notamment en Turquie. Cependant, le PKK a également recours au service militaire, et cela plus pour imposer son autorité que pour des besoins humains.* » (BOZARSLAN, 1997, 197)

En fait, l'engagement militaire constitue une sorte de « rite de passage » entre l'adolescence et l'âge adulte.

Il est lié à des raisons émotionnelles : les jeunes ne supportent plus de voir leurs parents, leurs familles humiliés par les militaires turcs. Ils se révoltent contre la politique de négation et d'assimilation de l'Etat. Le PKK parvient donc facilement à recruter des combattants, y compris parmi les Kurdes nés en Europe.

Les militants du PKK sont présents dans tous les âges de la société kurde. Mais à ce propos-là, les sources divergent.

Selon Kendal NEZAN : « *Ce sont des jeunes, qui sont le produit d'une société en crise. Ce sont des jeunes au chômage, des jeunes dont les parents ont été soit arrêtés, soit torturés et emprisonnés, soit dont les villages ont été détruits. Leur proche milieu familial a été victime*

²⁸⁴ Dans un article du Soir des 23 et 24 novembre 1996, il est question de la découverte d'un camp d'entraînement du PKK formant de jeunes militants mineurs, et ce, dans la région de Gand. « La communauté kurde, elle, crie au scandale. Il ne s'agirait, selon elle, que d'un simple camp de jeunesse tout à fait officiel et régulier. 55 personnes ont été interpellées à Zutendaal, parmi lesquels 35 mineurs d'âge venus pour la plupart d'Allemagne, mais aussi des Pays-bas et du Danemark. Deux d'entre eux avaient été portés disparus (...) ». (Le Soir, 23/11/1996).

Lors d'une interview, j'ai posé la question à Yasar KAYA, Président du Parlement kurde en exil : « Est-ce vrai qu'il y a des camps militaires du PKK en Belgique, à Gand entre autre ? » « *Je ne sais pas, il faut le demander à la police belge* ». Voir interview en annexe.

Par contre, pour Georges-Henri Beauthier, avocat sans frontières : « *Je n'ai jamais vu ni de camps, ni d'endroits où les Kurdes de Belgique pouvaient s'entraîner à la guerre. Il est clair que quand vous avez 250.000 militaires dans votre région et que vous menez une lutte armée, vous devez vous entraîner quelque part. Je crois que les militants, qu'ils soient du PKK ou qu'ils luttent avec le peuple kurde, ne vont pas venir s'entraîner en Europe, que je sache* ». (RTBF-L'Hebdo, « Tête de Kurde », le 30/03/1997).

²⁸⁵ IMSET, op. cit. p. 44.

d'une répression féroce de la part des autorités. Donc, ils cherchent en quelque sorte à venger leurs proches et à obtenir les droits des Kurdes de cette manière »²⁸⁶.

Pour l'anonyme : *« Ils sont très jeunes, et il y a beaucoup de filles... 13, 14, 15, 16 ans et parmi eux, surtout des Kurdes de Syrie et d'Union Soviétique qui idéalisent une cause de l'extérieur, qui sont « emballés ». Il y en a beaucoup qui se sont repentis. Il y en a qui ont été tués, d'autres qui sont rentrés chez eux. Mais il y en a beaucoup qui n'osent pas partir et qui restent là, de peur de représailles éventuelles. Et surtout parmi la population la plus pauvre, la plus démunie.(...) C'est voulu le fait de les recruter très jeunes. Ils peuvent ainsi mieux les former et les driller à leur manière. Les endoctriner plus facilement, en d'autres termes »²⁸⁷.*

Pour Ibrahim, Kurde de Turquie : *« Il y a des vieux, des vieilles, de tout... des Kurdes, des Turcs, des Arméniens, des Russes.... Il y a même des Belges ! Vous savez, les personnes qui disent ce genre de choses, qui font allusion aux jeunes adolescents peu cultivés se laissant facilement embrigader, ces personnes sont tout simplement anti-PKK et cherchent n'importe quoi à utiliser contre le PKK »²⁸⁸.*

Quant à Yasar Kaya, Président du Parlement kurde en exil de Bruxelles : *« Il y en a de 10 à 60 ans, de tous les âges. (...) Tout le monde participe volontairement à cette lutte et on ne peut rien y faire. Il n'y a pas uniquement des militants du PKK dans les montagnes. Ce sont également des personnes qui ont une vie normale. C'est pour cela que l'on ne peut pas dire que c'est un parti dictatorial, car tous ses militants ont une vie normale et participent à la lutte. Si vraiment ces enfants ou toute autre personne étaient venus de force pour participer à la lutte, on devrait mettre un gardien pour qu'ils ne puissent pas s'enfuir. S'ils n'étaient pas venus volontairement, ils seraient en train de se sauver des montagnes pour se réfugier ailleurs, loin du PKK. Or, c'est loin d'être le cas puisqu'ils sont tous volontaires »²⁸⁹.*

Les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan sont principalement des personnes excédées par les attitudes et les actes particulièrement violents perpétrés par les militaires turcs. Orphelins, adolescents, adultes, femmes volontaires²⁹⁰, vieillards révoltés par le manque de considération, de respect, de justice du gouvernement turc, etc. Beaucoup sont en effet prêts à défendre la cause kurde.

Des quelques dizaines qui ont « timidement » présidé aux débuts du parti, ils sont passés à plusieurs dizaines de milliers. Selon Hamit Bozarslan : *« Le nombre des combattants du PKK, estimé à 1100 (plus 3400 « réservistes ») en 1987, dépasse aujourd'hui les 10.000 selon les chiffres turcs, et l'organisation projette d'en mener 20.000 autres au combat ».* (BOZARSLAN, 1997, 197)

L'univers mental des partisans d'Abdullah Öcalan reste marqué par les idées des années soixante. Romantisme révolutionnaire, marxisme réduit à sa plus simple expression, apologie de la violence « accoucheuse d'une nouvelle société et de l'homme nouveau », conviction que

²⁸⁶ Voir annexe.

²⁸⁷ Voir interview en annexe.

²⁸⁸ Interview en annexe.

²⁸⁹ Interview en annexe.

²⁹⁰ A l'heure actuelle, il y a environ 4000 femmes au sein de la guérilla, forte d'un total estimé à 30.000 membres. Dossier Solidarité Internationale - « Turquie-Kurdistan. La guerre populaire cachée contre l'Etat fasciste turc. », n° 135, mai 1997

la Turquie est le bastion de l'impérialisme, obéissance à un chef incontesté qui aurait des visées non seulement sur le Sud-Est de la Turquie, mais aussi sur l'ensemble du Kurdistan ²⁹¹

Le phénomène de la formation de milices kurdes est étroitement lié au fait communautaire. ²⁹²

La communautarisation est particulièrement visible en Turquie. Elle est principalement survenue suite aux effets de l'exode rural accéléré, à la politisation et à la compétition autour des ressources de plus en plus concentrées dans les centres urbains. Les rebelles montagnards viennent dans leur grande majorité des zones rurales. Avant de s'engager dans le PKK, une bonne part d'entre eux a vécu quelques années dans les villes de l'Ouest et du Sud. Ils y ont effectué toutes sortes de petits boulots : marchands ambulants, portefaix, ouvriers dans le bâtiment, etc. Ils ont cherché du travail mais n'ont pas su s'intégrer. Ils ont perdu confiance et la ville n'est plus porteuse d'espoirs pour eux. Ils ont quitté une région où le fossé entre l'Etat et la population est énorme. Ils considèrent en quelque sorte l'Etat comme le responsable de la situation dans laquelle ils se trouvent, ce qui provoque chez eux d'amers ressentiments... En Turquie, une partie grandissante de la population kurde vit dans l'Ouest du pays, à majorité turque. Ce sont ces Kurdes qui, en partie, font les frais des heurts se déroulant au Kurdistan. Les clivages entre Kurdes et Turcs sont créés par le nombre élevé de soldats turcs tués lors d'affrontements ainsi que par l'exécution d'enseignants, les attaques contre les villages turcs par le PKK, ou les manipulations des politiciens. Cette situation s'envenime avec l'intervention de la droite radicale - les Loups Gris - qui a fourni les premiers éléments des « équipes spéciales » de l'armée, chargées de combattre le PKK. A Izmir et dans les autres grandes villes turques comme Ankara et Istanbul, les Kurdes vivent en communauté, si bien qu'ils peuvent rapidement et immédiatement s'influencer entre eux.

Outre les structures énumérées ci-dessus, le PKK bénéficie également de « milices kurdes ». Alors que la lutte armée se déroule, en principe, dans les campagnes ou dans les montagnes, la milice opère en ville. ²⁹³

Elle est présente sous diverses formes : un service de renseignement et de contre-espionnage, diverses formes de comités de résistance populaire dans les villes et les zones rurales de Turquie, et les « équipes de vengeance métropolitaines » qui ont revendiqué leur responsabilité dans de nombreux actes de violence ²⁹⁴ au cours des deux dernières années ».

²⁹¹ Le Kurdistan est réparti entre quatre Etats, qui sont l'Iran l'Irak, la Syrie, la Turquie et les Républiques de l'ex-URSS

²⁹² BOZARSLAN, op. cit., pp. 224-225.

²⁹³ Cependant, il est utile de savoir que le PKK n'est pas la seule organisation milicienne. De nombreuses autres, généreusement armées par les services secrets, s'activent au Kurdistan de Turquie : les « Comités de défense de la population turque », les « Brigades de la vengeance turque ». Hamit BOZARSLAN, op. cit. p. 224-230

²⁹⁴ Y compris des attaques à la bombe sur des bus, des attaques sur des cibles civiles.

CONCLUSION

Voici comment on pourrait résumer la différence entre le Front (ERNK) et l'Armée (ARGK).²⁹⁵

Seuls les membres de l'ARGK mènent la lutte sur le terrain. Ce sont des combattants professionnels vivant dans les camps frontaliers appelés par les forces de sécurité turques « unités montagneuses du PKK ». ²⁹⁶ Ils sont constamment en uniforme, armés, appelés par les forces de sécurité turques « unités montagneuses du PKK ».

Les membres de l'ERNK combattent également, mais ne portent pas d'uniforme. Ils peuvent tout aussi bien se « camoufler » et être des serveurs, des étudiants, des commerçants, ou des paysans durant la journée, et participer aux attaques nocturnes. Ils ne sont pas seulement des combattants, mais également des activistes et des propagandistes. Ils sont également impliqués dans le recrutement d'autres militants et/ou le transfert de ceux-ci dans l'ARGK. En d'autres termes, ils sont « la milice urbaine » du PKK. ²⁹⁷

Institut kurde de Paris

²⁹⁵ IMSET, op. cit. pp. 133-137.

²⁹⁶ En Allemagne et en Grande-Bretagne, la plupart des personnes opérant dans les Comités du Kurdistan ou les Associations des travailleurs kurdes sont des personnes de l'ARGK. Elles opèrent sous le contrôle de l'ERNK.

²⁹⁷ L'aspect le plus dangereux de l'ERNK est le fait qu'ils servent de couverture aux militants de l'ARGK, plus spécifiquement en Allemagne. C'est extrêmement difficile de distinguer de l'extérieur qui, dans l'organisation, est un membre réel de l'ERNK ou un combattant de l'ARGK. Ceci représente une sérieuse menace pour la Turquie, et également pour les pays européens où des centaines de saboteurs sont « camouflés » sous l'image pacifique et diplomatique d'un membre de l'ERNK. (IMSET, 1992, 137)

CHAPITRE 3 Les ressources financières du PKK et les liens avec la drogue

Plusieurs polémiques concernent la question des ressources financières et militaires de la lutte menée par le PKK. Certaines sources, telles des journaux turcs et occidentaux ²⁹⁸ laissent croire à un trafic de drogue, voire même d'humains. Mais aucune preuve concrète n'a jamais été présentée.

Les capacités de financement des activités, armées ou non, du PKK en Turquie, en Europe et dans le Moyen-Orient ont varié au cours des années, en fonction du support de la population kurde.

Selon les sources des forces de sécurité d'Ankara, les méthodes de financement du PKK proviendraient de donations volontaires, de taxes, de rançons pour protection, des petits et grands investissements économiques, de vols et de trafics de drogue. ²⁹⁹

Selon un ancien membre du PKK, A. Aygan, les revenus du PKK dans le milieu des années 80' étaient des donations volontaires ou forcées, des vols, l'extorsion et la « protection » d'argent demandée par des cercles de riches propriétaires.

Le PKK reconnaît quant à lui que les méthodes de financement proviennent de paiement, des cotisations des membres, mais aussi de pourcentages sur les revenus des propriétaires fonciers collaborateurs, de taxes routières sur les véhicules et sur les entreprises privées. En d'autres termes, il collectait également de l'argent auprès de conducteurs de taxis et de poids lourds, de propriétaires de voitures, d'hommes d'affaires, de narcotique et de fraudes diverses. ³⁰⁰ « C'est davantage considéré comme une « mafia » organisée sur la « protection de l'argent ». » (IMSET, 1992, 155)

Il est question, parmi les Kurdes de Turquie et de la diaspora, de la collecte d'un « impôt révolutionnaire » qui constituerait l'une des principales sources de revenus du PKK. Les Kurdes sont donc « invités » à verser volontairement une certaine somme d'argent. Cela correspond donc à un don.

²⁹⁸ Voir, par exemple, l'article du *Vif l'Express* du 5 novembre 1996, intitulé « Soupçons sur le PKK ». Le PKK a organisé une manifestation le 3 novembre dans le but de faire pression pour récupérer « un trésor de guerre » de 350 millions de FB, récemment saisi par la justice belge. C'était à l'occasion d'une nouvelle enquête menée sur des escroqueries et des trafics de drogue et d'armes, auxquels on soupçonne la télévision kurde par satellite MED TV d'être mêlée, bien qu'elle nie toute implication ». (*Le Vif l'Express*, 05/11/1996)

A propos de MED TV, la RTBF a consacré un numéro de l'Hebdo aux Kurdes. Lors de l'interview, **Turan Demir, journaliste de MED TV a déclaré** : « *Tout ce que je sais, c'est qu'il y a 30 à 40 millions de Kurdes à travers le monde. Chaque Kurde soutient financièrement MED TV. C'est vrai, je ne vous raconte pas de salades ! Je leur ai dit à la police que je n'inventais rien. J'ai des images, des preuves. Je sais que des Kurdes ont vendu leur voiture pour apporter leur soutien financier à MED TV. Je ne l'ai pas inventé ! C'est évidemment difficile à comprendre pour un Européen, mais la télévision pour les Kurdes c'est très important, surtout quand c'est la guerre contre leur peuple. Nous sommes la seule voix pour tous ces gens et ils sont prêts à tout donner pour faire vivre cette chaîne* ». (RTBF-L'Hebdo, « Tête de Kurde », le 30/03/1997) Voir les annexes.

²⁹⁹ IMSET, op. cit. p. 155.

³⁰⁰ Ibid.

Cependant, selon certaines sources ³⁰¹ des Kurdes seraient parfois menacés, voire même forcés par des « collecteurs » à verser la somme requise.

Voici l'avis des personnes interviewées ³⁰² concernant les modes de financements du Parti des travailleurs du Kurdistan.

Selon Derwich M. FERHO, Président de l'Institut kurde de Bruxelles : « *Ce n'est pas vrai que le PKK vit grâce aux trafics de drogue, d'humains. Il y a presque un million de Kurdes, même plus en Europe. Il y en a plus de 22 millions au Kurdistan et plus de 10 millions dans les métropoles de Turquie, d'Irak, d'Iran. Chaque Kurde donne 1 franc par jour. Mais quand tu donnes 1 franc par jour, ça fait un total de 30 millions de francs par jour. Quel parti reçoit cette somme en une seule journée ? (...) Je suis pour le don avec le coeur et je n'appelle pas ça l'impôt révolutionnaire, mais le don pour le bien-être de notre peuple. Et je trouve qu'il faudrait faire signer un contrat à chaque Kurde vivant en Turquie ou en Europe : qu'il ne donne pas 1 franc mais 100 francs par jour. Les peines, les douleurs, la torture ne valent-elles pas plus qu'un million de francs par jour ? (...) On dit toujours que le PKK vend de la drogue. Depuis 23 ans, a-t-on seulement réussi à prouver cette accusation ? Il y a des preuves contre l'Etat turc mais il n'y en a pas contre le PKK* ».

Selon Ibrahim, Kurde de Turquie : « *Je ne sais pas si le PKK menace des gens pour avoir de l'argent. (...) C'est possible qu'il le fasse, j'en ai entendu parler aussi, mais personnellement, je ne connais personne qui a été dans le cas et je ne l'ai jamais été moi-même. (...) Il y a peut-être une bande qui profite de cette situation, mais au sein même du PKK, je ne pense pas. (...) L'une des ressources sont les travaux collectifs, comme la récolte du blé, dont les revenus vont au PKK. (...) Le PKK ne vit pas de trafic de drogue. C'est la presse turque qui dit ça. Si les journaux ont des preuves, qu'ils les montrent. (...) Ce n'est pas parce que telle personne, telle télévision ou l'Etat turc dit ça que c'est vrai. On dit : « PKK terroriste, PKK drogue ». Ce n'est pas vrai. Par contre, il y a des preuves que des ressources européennes de l'Etat turc ou de certains milieux turcs sont mafieux* ».

Selon Yasar KAYA : « *Le PKK vit de l'argent que lui fournit le peuple kurde. Dans un article écrit par un journaliste allemand, les biens du PKK étaient estimés à deux milliards de dollars. Ce sont les ennemis du PKK qui affirment qu'il fait du trafic de drogue. Dans les informations, on a également dit qu'un tribunal allemand accuse le gouvernement turc d'être mêlé au trafic de drogue. C'est le gouvernement turc qui dirige ce trafic. L'argent gagné est alors versé secrètement dans le but d'obtenir des armes nucléaires. Aujourd'hui, le PKK est un parti riche car tous les Kurdes lui fournissent une aide. (...) Ils donnent volontairement l'argent* ».

³⁰¹ Une Kurde, que j'ai rencontrée et qui désire garder l'anonymat, m'a dit que des personnes (qui se disaient du PKK) étaient venues chez une de ses connaissances pour récolter de l'argent. Cette famille est très pauvre et les parents savent à peine subvenir aux besoins de leur famille. Ils ont menacé le père, que s'il ne contribuait pas, ils reviendraient lui « faire son affaire » et à ses enfants aussi.

J'ai également posé la question à Kendal NEZAN, intellectuel kurde, Président de l'institut kurde de Paris. Il m'a répondu : « *J'ai lu ce genre de choses dans la presse kurde et turque. Je pense probablement que cela doit exister puisque cela a existé dans tous les mouvements de ce genre. Prenez la guerre d'Algérie. La Fédération de France du FLN était un peu la banque du mouvement, et elle faisait payer - si on veut parler poliment - ou elle rackettait - si on veut parler autrement - tous les Algériens de France. Ca n'est pas impossible ! C'est même très probable, mais cela étant, il faut faire une enquête de terrain, aller dans la communauté pour demander.*

³⁰² Interviews en annexes.

Par contre, pour la source anonyme : « *Oui, c'est vrai. Mais la Turquie aussi le fait, alors... Quelle différence ? Madame Ciller a bien été condamnée par un tribunal allemand !* ».

Selon le gouvernement d'Ankara, le PKK serait impliqué dans le trafic international de drogue, ce qui lui fournirait sa plus grande part de revenus, c'est-à-dire « *pas moins de 500 millions de DM (soit 10 milliards de FB) dans les années 90'* »³⁰³. Tout ceci reste à prouver et doit dès lors être pris avec la plus grande précaution.³⁰⁴

Par contre, les relations entre l'Etat turc et la mafia ne sont plus un secret pour personne. L'accident de Süssrlük en novembre dernier en est l'exemple et la révélation la plus concrète.

Au point de vue de l'armement, il apparaît que le marché noir des armes était relativement florissant sur le plan international à la fin des années 70.

Selon Abdullah Öcalan, chef du PKK, interviewé par le journaliste Yalçın Dogan de *Milliyet* : « *Cette fameuse économie de marché nous a été fort utile. Si tu as de l'argent, tu trouveras tout ce que tu veux sur le marché. Nous aussi nous trouvons nos armes sur le marché* »³⁰⁵.

De plus, le mouvement kurde de Turquie bénéficie également de l'aide apportée par les divers groupes palestiniens et par l'Iran, l'Irak et la Syrie. « *Par ailleurs, la diaspora kurde en Europe, fortement encadrée, apporte 50 millions de deutsche marks à l'organisation qui dispose aussi d'un deuxième budget de 100 millions de dollars, facilement convertible en armement* ». (BOZARSLAN, 1997, 200)

³⁰³ IMSET, op. cit. p. 156.

³⁰⁴ Toutefois, en 1990, six militants du PKK ont été arrêtés avec 15 kilogrammes d'héroïne par la police suisse et italienne. Source: Ibid. p. 157

³⁰⁵ *Milliyet*, 26/03/1992.

CHAPITRE 4 Les relations internes et externes du PKK

I. LES RELATIONS « INTERNATIONALES »

Depuis le début de la lutte armée le 15 août 1984, le PKK a, au fil des années, augmenté ses forces et son armement à l'étranger. Il est de notoriété publique que le mouvement bénéficie d'une certaine compréhension et reçoit un appui de la Syrie. Sa coopération avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et plus tard l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) lui ont permis d'accroître sa présence en Irak dans les années 80. Osman Öcalan, le frère du leader du PKK, a entretenu de bonnes relations avec les gardes iraniens révolutionnaires²⁹⁸ durant ces mêmes années, ce qui a entraîné des réunions à Téhéran au début des années 90, et l'opportunité pour le PKK d'utiliser le territoire iranien afin de préparer ses attaques sur la Turquie.²⁹⁹

Le PKK est également présent en Europe. Il est actif notamment en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en France, aux Pays-Bas, en Suède, en Suisse et en Grèce. Le PKK y déploie ses activités à travers des associations légales. Après l'exode des kurdes irakiens vers la Turquie et l'établissement des forces de coalition sur le territoire turc, des hélicoptères américains auraient lâché des colis de survie aux unités du PKK établies dans les montagnes du Nord de l'Irak.³⁰⁰

Les autorités turques ont également souvent accusé le PKK de travailler en collaboration avec des organisations marxistes turques, et cela s'avère en tout cas exact pour la Gauche révolutionnaire (Dev-Sol), l'actuel DHKPG (Front-Parti révolutionnaire de libération du peuple).

Quant aux relations que le PKK entretient avec d'autres partis kurdes³⁰¹ elles sont en général conflictuelles. Seul le HADEP (Parti de la démocratie du peuple) semble bénéficier de ses faveurs.

1. Les relations avec la Syrie

Le PKK bénéficie de la protection de la Syrie et entretient une parfaite entente avec le gouvernement syrien. Depuis fin 1987, un bureau principal du parti est installé à Damas et a des ramifications dans plusieurs villes, telles Kamisli, Derbesiye, Derik, etc.³⁰²

Damas a toujours été en mauvais termes avec Ankara et ceci remonte à 1939 où une part du territoire syrien a été annexée par la Turquie.³⁰³

Durant les années 1960 et 1970³⁰⁴, les inimitiés entre ces deux pays ont été renforcées car la Syrie, accusait la Turquie de gaspiller les eaux de l'Euphrate. Damas a, dès lors, garanti un

²⁹⁸ Plus connus sous le nom des « Pasdarans ».

²⁹⁹ Il serait également présent au Liban sous influence de la Syrie (plaine de la Bekaa). Il serait aussi présent en Libye.

³⁰⁰ IMSET, op. cit. p. 168

³⁰¹ Tels le DKP (le Parti démocratique des masses de S. Elci), le PDK et l'UPK d'Irak, le Parti démocratique d'Iran).

³⁰² Pour plus de renseignements : IMSET, op. cit., p. 170

³⁰³ Dans le but d'acquiescer l'amitié de la Turquie, la France a accordé l'indépendance à la région Nord-Ouest de son mandat syrien qui a été annexée par la Turquie.

³⁰⁴ Cette époque correspond à la création d'associations et de partis de tendance marxistes-léninistes, gauchistes.

asile politique aux groupes de gauche turques et kurdes, ainsi qu'aux militants de l'armée secrète de la libération d'Arménie (ASALA) anti-turque. Ankara a notamment accusé Damas d'avoir encouragé la contrebande d'armes et de drogues vers la Turquie.³⁰⁵

Bref, selon les sources des forces de sécurité turques, la Syrie a permis aux militants du PKK de s'installer dans son territoire, a procuré de l'argent et de fausses identités aux militants afin qu'ils puissent s'entraîner au Liban, a créé des forces contre la Turquie avec des organisations extrémistes turques, a permis les congrès du PKK sur son territoire et lui a fourni argent, armes et munitions; elle a assisté les militants du PKK dans leurs voyages en Europe et en Iran en leur fournissant de faux passeports.³⁰⁶

Malgré le « Protocole de Sécurité »³⁰⁷ signé entre le Premier ministre Özal et le Président syrien Hafez-al-Assad, en 1987, la Syrie a continué à entretenir ses relations avec le PKK.

En mars 1992, le Premier ministre Demirel³⁰⁸ s'en est pris ouvertement à la Syrie déclarant : « La permission de la Syrie, pour les terroristes du PKK d'avoir des bases à Bekaa n'est plus acceptable ».³⁰⁹

Suite à la visite du ministre de l'Intérieur, Ismet Sezgin, la Syrie a finalement accepté de reconnaître le Parti des travailleurs du Kurdistan comme un mouvement « terroriste ». Elle a également promis une collaboration intensive avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme.

Aujourd'hui, malgré le fait que la Syrie semble plus coopérante avec les autorités turques, il semble que le PKK reste actif dans différentes régions kurdes de ce pays et maintienne des bases au Liban. Probabilité d'autant plus grande depuis l'accord de coopération militaire signé en février 1996 entre la Turquie et Israël. D'ailleurs, la grande majorité des militants du PKK est entraînée dans des camps de la vallée de la Bekaa, camps mis à sa disposition par Hafez el-Assad, en guise de récompense pour sa participation à la guerre du Liban en 1982, aux côtés des Palestiniens. Bon nombre de Kurdes syriens combattent dans les rangs du PKK en Anatolie pour des raisons de « commodité ».

L'Etat turc se refuse toutefois à régler ce problème à l' « israélienne », c'est-à-dire par une intervention militaire dans la Bekaa en vue de décapiter l'organisation pour des raisons techniques, mais aussi politiques évidentes. Le leader du PKK, Abdullah Öcalan, mène et dirige « sa » guerre depuis la Syrie depuis plus de dix ans.³¹⁰ Ce qui peut paraître surprenant, c'est que la Syrie ait sa propre minorité kurde et ait signé des accords de sécurité et de coopération avec la Turquie en 1987 et en 1992. Mais Damas est apparemment très heureux d'apporter une certaine aide au PKK pour déstabiliser ses voisins du Nord. En effet, la Syrie s'oppose à un vaste projet turc d'irrigation en amont de l'Euphrate, qui menace de diviser le cours de l'eau en deux.

³⁰⁵ IMSET, op. cit., p. 170.

³⁰⁶ Cela se serait principalement passé durant l'époque de « réveil » du PKK, soit de 1980 à 1987. Pour plus d'informations : Ibid., p. 172.

³⁰⁷ Ce protocole avait pour but d'interdire l'établissement de bases du PKK, la présence d'Abdullah Öcalan à Damas. En d'autres termes, de mettre fin aux activités et aux supports syriens vis-à-vis du PKK, dans le but de l'affaiblir.

³⁰⁸ L'actuel président de la République turque.

³⁰⁹ IMSET, op. cit., p. 172.

³¹⁰ « Une grosse partie des effectifs militaires du PKK provient des Kurdes syriens ».

(BOZARSLAN, 1997, 311)

2. Les relations avec l'Irak : le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jelial Talabani

En général, on peut caractériser les relations entre le PKK et les deux partis kurdes irakiens de « mouvantes ». Les liens fluctuent au gré des conjonctures internes et régionales. Il y a eu des moments de véritables alliances avec l'UPK, d'autres avec le PDK, mais régulièrement, la bonne entente entre Kurdes est menacée par le gouvernement turc qui n'hésite pas à exercer un certain chantage sur ces deux partis.

Les camps d'entraînement en Irak ont été, depuis 1975, sous le contrôle de Mullah Mustafa Barzani, leader du PDK.³¹¹ Ce dernier a en effet signé un protocole « de principe de solidarité »³¹² entre le PDK et le PKK en 1983, afin de coordonner leurs forces contre la Turquie et le régime irakien. Ce protocole a ainsi marqué le début d'une alliance qui sera définitivement interrompue en 1987 : le PDK reprochait au PKK d'agir de manière trop rude envers la population kurde³¹³ et subissait la pression du gouvernement turc.

Selon Pierre VANRIE, spécialiste de la question kurde : « (...) Cela n'a pas duré parce que très vite, il y a eu des dissensions idéologiques. Le PDK de Barzani est un parti traditionnel, dont les structures principales sont féodales et tribales. C'est tout à fait différent du PKK. La force du PKK, c'est qu'il regroupe tous les Kurdes en fonction de critères d'appartenance nationaux. En d'autres termes, tous les Kurdes sont les bienvenus. Tandis que le parti de Barzani, qui est né d'une réalité dans un autre pays, est un parti kurde irakien n'ayant pas la même idéologie : il « ratisse » plutôt en fonction de l'appartenance tribale. En conséquence, il tombe plus facilement dans des luttes tribales, ethniques, etc. Le PKK avait donc fait alliance avec eux, mais celle-ci s'est rompue surtout face au chantage permanent que fait subir la Turquie sur ces parties kurdes du Nord de l'Irak : « Si vous ne combattez pas le PKK, vous devenez nos ennemis »³¹⁴.

Les attaques organisées ultérieurement par le gouvernement turc contre les Kurdes irakiens et le rapprochement entre Bagdad et Ankara ont poussé l'UPK (Union patriotique du Kurdistan de Jelial Talabani) à s'allier avec le PKK en avril 1988.

En août 1988, des milliers de Kurdes, regroupés à la frontière turque, sont menacés d'une mort certaine par les troupes irakiennes. En effet, près de 5.000 d'entre eux ont été victimes de gaz chimiques employés par l'armée irakienne.³¹⁵

Selon les Kurdes irakiens, « durant cette année-là, le PKK a renforcé sa présence dans le Nord de l'Irak évacué partiellement, profitant principalement de la migration des civils kurdes vers la Turquie, et du fait que les *peshmergas* se battaient avec les troupes de Bagdad et avaient peu de temps à consacrer à des négociations avec le PKK. D'autre part, des militants du PKK ont profité de l'exode des civils kurdes irakiens pour « s'infiltrer » en Turquie ».³¹⁶

³¹¹ Le père de l'actuel Massoud Barzani.

³¹² Ce protocole signé en juillet 1983 témoigne de la « coopération avec d'autres forces révolutionnaires dans la région et l'effort de créer de nouvelles alliances ».

³¹³ « Le PDK considérait que le PKK agissait contre les intérêts kurdes et lui reprochait violemment de tuer des Kurdes, incluant des civils ». (IMSET, 1992, 181).

³¹⁴ Interview en annexe.

³¹⁵ IMSET, op. cit., p. 187.

³¹⁶ Ibid. p. 188.

Une nouvelle période, pour Ankara, pour les Kurdes d'Irak et pour le PKK a commencé en 1991. La campagne de répression militaire menée par Bagdad pour faire face au soulèvement kurde dans le Nord de l'Irak a entraîné près d'un demi million de réfugiés kurdes irakiens en avril 1991.³¹⁷ Le PKK, abandonnant sa coopération matérielle avec le PDK et avec l'UPK, mais ayant besoin des territoires du Nord de l'Irak pour des attaques sur la Turquie, a immédiatement coopéré avec Bagdad et, dans les six premiers mois en 1991, a établi des contacts directs avec les officiels irakiens.³¹⁸

Conscients de ce changement, les leaders kurdes irakiens ont perdu l'espoir de voir un futur allié en le PKK et se sont tournés contre ce mouvement, car ils étaient conscients de la nécessité d'un soutien de la Turquie.

Cette même année, les activités du PKK sur le territoire turc, principalement concentrées sur des cibles militaires, continuaient à aviver les réactions d'Ankara et les raids aériens sur le Nord de l'Irak.

Selon Ismet IMSET : « (...) Talabani a personnellement accusé le PKK d'occuper les villages à la frontière turque du côté irakien et d'empêcher les villageois kurdes irakiens de retourner chez eux. (...) En 1991 et au début 1992, pour Talabani et Barzani, Öcalan n'était pas seulement « un dictateur, un déshonneur pour le peuple kurde et un traître », mais pourrait être un agent³¹⁹ employé par les services turcs pour attirer la vengeance armée turque sur les Kurdes de Turquie et d'Irak ». (IMSET, 1992, 190 et 199)

Début 1992, suite aux activités intensifiées du PKK dans la région, les leaders kurdes irakiens Talabani et Barzani établissent des liens avec les militaires turcs afin de réprimer ensemble la rébellion kurde du PKK. En août est prise la décision d'expulser le PKK hors des frontières de l'Irak, et ce, avec l'assentiment des Etats-Unis.

Mais les événements du printemps 1991 et l'émergence d'une entité kurde « autonome » au Kurdistan irakien, le blocus imposé par le PKK, fin juillet 1992, sur le Kurdistan irakien exacerbent les contradictions entre les partis kurdes d'Irak et de Turquie.

Quelques jours après le début de cette opération, les leaders de l'UPK et du PDK affirment que « leur but n'est pas de détruire le PKK mais de le forcer à quitter le Nord de l'Irak ». (IMSET, 1992, 203)

En plus du support de Bagdad en 1991, le PKK est toujours à la recherche d'appuis supplémentaires. C'est ainsi qu'il tente de s'attirer le support de la population locale dans le Nord du pays, par l'intermédiaire du Parti de libération du Kurdistan (PAK).³²⁰

Durant cette même année, le PKK estime avoir l'appui de quelques 10.000 Kurdes irakiens³²¹.

³¹⁷ Il a fallu ces tragiques événements pour que la Communauté internationale et l'opinion publique découvrent la réalité du peuple kurde.

³¹⁸ Durant la période 1991-1992, la principale différence dans l'existence du PKK dans le Nord de l'Irak était qu'il avait déplacé ses alliances de l'opposition au gouvernement et a relancé ses niveaux d'armement.

³¹⁹ En janvier 1997, un article intitulé « Le chef du PKK est-il un agent des services secrets turcs ? » est paru dans le Courrier International. S'appuyant sur l'enquête du journaliste assassiné Ugur Mumcu, le chroniqueur turc Ali Sirmen affirme que le leader du PKK pourrait être un agent provocateur depuis 1971. Le 12 mars de cette année-là a lieu le coup d'Etat militaire. Quelques jours plus tard, lors d'une manifestation, Abdullah Öcalan (alors étudiant) est arrêté pour avoir distribué un tract, maintenu en garde à vue puis mis en détention pour être jugé par la Cour de sûreté de l'Etat. Le procureur n'est autre que Baki Tug, le « symbole » de la répression à l'époque. Pourtant redouté pour son intransigeance et sa dureté à l'égard des « perturbateurs de l'ordre », Baki Tug a subitement changé d'avis à propos d'Öcalan et déclare dans son réquisitoire qu'il n'y a aucune preuve de sa participation à la distribution du tract. L'acquittement est alors demandé. Le journaliste d'investigation Ugur Mumcu se penche sur l'affaire et demande au procureur pour quelle raison il a changé d'avis : « on avait chuchoté à l'oreille de Baki Tug qu'Apo était leur « homme de main » (celui des services secrets turcs) ». C'est après tous ces aveux qu'Ugur a été assassiné. (Courrier International, du 16 au 22/01/1997)

³²⁰ Le PAK est un mouvement créé par des dissidents du PDK en 1988.

³²¹ Ismet G. IMSET, « The PKK, a report on separatist violence in Turkey (1973-1992) », Turkish Daily News, Ankara, October 1992, p. 203.

La situation récente au Kurdistan d'Irak nous montre les relations cycliques existant entre les différents partis kurdes irakiens et le PKK depuis 1992.

Selon Pierre VANRIE : « (...) il y a eu à plusieurs moments des retournements d'alliance vraiment très spectaculaires, surtout entre le PKK et le PDK. Il y a encore à peine un an, le PDK fêtait ses 50 ans. Barzani était venu à Ankara, et lors de cette célébration du cinquantième anniversaire du PDK, Osman Öcalan (le frère d'Abdullah Öcalan), qui est un commandant de l'ARGK (la branche armée du PKK) était présent. Ce qui symbolise quand même de bonnes relations entre le PKK et le PDK. D'ailleurs, ça a fait scandale en Turquie parce qu'à ce moment-là, le PDK entretenait encore de bonnes relations avec Ankara.

Quelques temps après, c'est l'inverse qui s'est produit. Au mois d'août, l'année dernière, le PKK a entamé de sa propre initiative une offensive contre le PDK. Vraisemblablement parce qu'il avait peur que l'UPK, le parti de Talabani et le PDK s'entendent et ne s'allient contre lui. C'était l'époque de la conférence de Dublin qui essayait d'apporter la paix au Kurdistan d'Irak. Le PKK craignait que des décisions et d'éventuelles alliances ne se fassent contre lui, d'autant plus que la Turquie parrainait un petit peu ça. Enfin, le PKK n'y voyait pas trop son intérêt. Le PKK a aussi vocation de s'imposer dans le cadre Nord Irakien. (...) La lutte du PKK en Irak n'est pas seulement motivée par une défense de ses bases ou simplement par des alliances tactiques un peu ambiguës et difficiles à comprendre. Le PKK est également un grand parti nationaliste kurde qui rêve aussi d'un « grand Kurdistan ». Il a donc envie de s'imposer au Kurdistan d'Irak, et pour cela, il est obligé de s'opposer au PDK de Barzani et aussi à l'UPK de Talabani. (...) Avec l'UPK, les relations ont toujours été un peu ambiguës. Talabani, au mois d'août de l'année dernière (dans l'offensive suite à laquelle il a essuyé une large défaite par Barzani), est allé se réfugier dans un camp du PKK dans le Nord, à la frontière de la Turquie, l'Irak et l'Iran. Maintenant, lors de l'invasion actuelle de l'armée turque dans le Nord de l'Irak, il ne savait pas trop quoi faire. Il paraît qu'il aurait pris des mesures contre le PKK, mais il n'est pas vraiment passé à l'épreuve.

Pour parler de faits concrets, de ce qui se passe actuellement de nos jours, l'armée turque a envahi le Nord de l'Irak. Visiblement, elle est en train de se retirer. La collaboration entre l'armée turque et le PDK de Barzani a été très flagrante. Elle l'avait déjà été lors de l'opération de mars 1995, mais elle l'est encore plus aujourd'hui.

Donc évidemment, le divorce entre le PKK et le PDK est d'autant plus manifeste et plus clair. Et apparemment, le PKK, du moins d'après Özgür Politika, son organe quotidien officieux, mène des offensives vraiment régulières, très fortes et apparemment assez efficaces contre les bases du PDK. Et il contrôlerait même toutes les campagnes, d'après lui. C'est un journal évidemment militant mais il est quand même très informé. Donc je pense que ces dires ne sont pas tout à fait faux. Et apparemment, ils se sont alliés dans ce conflit avec le Parti socialiste du Kurdistan qui est un parti kurde irakien, un petit parti kurde, mais qui jouit quand même d'une armée de peshmegas avec lesquels ils attaquent le PDK »³²².

3. Les relations avec l'Iran

Les relations personnelles qu'entretenait Osman Öcalan ³²³ avec les Gardiens de la Révolution (Pasdarans) dans les années 80 ont permis au PKK d'acquérir des armes par leur

³²² Voir interview en annexe.

³²³ Il est le commandant de l'ARGK, l'Armée de libération nationale du Kurdistan et le frère d' Abdullah Öcalan

intermédiaire. Les membres du Comité Central du PKK ont régulièrement effectué des séjours en Iran, ce qui a permis ultérieurement l'organisation de réunions³²⁴ à la fois avec les officiels iraniens et les Gardes de la Révolution. Le PKK a ainsi pu utiliser les territoires iraniens pour la préparation de ses attaques contre la Turquie. Une vingtaine de camps du PKK seraient établis sur le territoire iranien et sont principalement utilisés à des fins tactiques.³²⁵ Le nombre de combattants du PKK basés en Iran en 1992 était estimé entre 700 et 800, alors qu'ils seraient, selon la Turquie, 7000 en Irak.³²⁶

CONCLUSION

Tous ces systèmes d'alliances et de guerres fratricides, que ce soit avec les mouvements kurdes des différents Etats ou les Etats eux-mêmes, élargissent le champ nationaliste et accroissent les tensions.³²⁷ Les affiliations tribales et les dissensions idéologiques sont généralement à l'origine des affrontements. C'est notamment ce qui a entraîné la fin du protocole « de principe de solidarité » entre le PKK et le PDK de Barzani en 1987.

Tout ceci illustre parfaitement le point de vue Rémy LEVEAU, Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris : « *Le PKK est un groupe d'opposition, formé en contrepoint d'un pouvoir qu'il conteste (...). Il est construit comme une sorte de kéralisme inversé. Les opposants kurdes d'un pays A sont souvent les complices de l'Etat voisin B. Pour mieux résister à la répression de A, cette alliance va les amener à trouver refuge dans le pays B et à agir en fait en adversaires des Kurdes du pays B en conflit avec leur propre gouvernement. L'unité idéologique du mouvement national ne peut donc, à cause de ces stratégies de survie, s'incarner dans un mouvement pratique d'unification. Le cadre étatique détermine ainsi à la fois le mode d'exercice du pouvoir dominant et ses formes d'opposition* »³²⁸.

4. Les relations avec l'Europe

Le PKK désire informer et mobiliser les Kurdes vivant à l'étranger. Il remplit ce rôle par le biais d'associations multiples créées sous son impulsion.³²⁹ De fait, de nombreux Kurdes (et même Turcs) d'Europe se sensibilisent au problème kurde où certains Kurdes apprennent leur langue.

³²⁴ Notamment à Téhéran en 1991

³²⁵ Non pas en tant que camps d'entraînement.

³²⁶ IMSET, op. cit., p. 205.

³²⁷ Voici un bref survol des systèmes d'alliances et guerres fratricides survenues entre les différentes factions kurdes. Quelques périodes de guerres menées à l'ombre des conflits avec les Etats : - 1978-1984 : entre l'UPK et le PDK-Irak, entre le PDK-Irak et le PDK-Iran; - 1992 à nos jours : entre le PKK et les Kurdes irakiens, entre le parti socialiste et le PDK, entre le PDK et l'UPK.

³²⁸ BOZARSLAN, op. cit., p. 12.

³²⁹ En général, le PKK adopte souvent une connotation culturelle pour l'installation de ses organisations en Europe. Par exemple, en Allemagne, s'est créée la « Fédération des associations culturelles et des travailleurs du Kurdistan », (bien que ce pays ainsi que la France aient interdit en 1993 les organisations du PKK). Au Danemark, « l'organisation danoise culturelle et de solidarité du Kurdistan » a été créée. En Belgique, c'est le « Comité du Kurdistan » à Bruxelles. Les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la Grèce, l'Autriche et l'Angleterre font partie des pays avec lesquels le PKK entretient des rapports.

On peut également dire que par l'intermédiaire d'actions ³³⁰ et par la volonté de la diaspora kurde d'y participer massivement, le PKK est bien implanté en Europe. ³³¹

Il considère que son rôle à l'étranger est avant tout d'alerter l'opinion publique. Pour cela, il cherche à avoir des relations avec la presse, car la plupart des informations relatées par les journaux occidentaux sur la situation du Kurdistan de Turquie sont généralement imprécises et peu nombreuses.

En effet, selon Kendal NEZAN : « *La presse occidentale parle très peu, comparativement, de la question kurde. Et lorsqu'elle en parle dans la mesure où elle n'a pas accès à la région, pour des raisons de sécurité et/ou d'embargo appliqués par les autorités, les informations sont souvent superficielles, dans la mesure où elles reprennent des dépêches d'agences turques qui pratiquent systématiquement la désinformation. C'est la tendance générale. Cela n'empêche pas des journalistes indépendants, des correspondants courageux d'aller voir sur place en prenant des risques. Parfois ils se font expulser quand ils écrivent des choses qui déplaisent aux autorités* » ³³².

D'autre part, les relations que le PKK entretient avec l'Europe vont aussi lui permettre d'élaborer un programme et des bases en dehors du Moyen-Orient. ³³³ Grâce à cela, il a la possibilité d'entretenir des relations peut-être plus directes avec les instances internationales. ³³⁴

II. RELATIONS EN TURQUIE

Il est encore important de souligner que le PKK n'entretient pas seulement des relations à l'extérieur, mais également à l'intérieur du territoire turc avec des organisations de gauche (sauf le Parti Communiste de Turquie) et surtout marxistes, comme par exemple le DHKP-C

³³⁰ Grèves de la faim, organisation de festivals, de conférences, de manifestations spectaculaires, occupation de sièges de partis politiques ou de journaux. Par exemple en France en 1982 et 1983, ses militants ont occupé le siège du parti socialiste, le siège de journaux tels que : Le Monde, Le Matin, Libération, etc.

³³¹ En plus du combat mené depuis treize ans contre l'Etat turc, ce parti agit également à l'extérieur de son territoire. Les affrontements entre les autorités turques et les indépendantistes kurdes se reportent inévitablement sur la scène européenne. La violence frappe par période et le moment le plus redouté chaque année est celle du « Newroz », le Nouvel An kurde qui a lieu le 21 mars. Des actes de terrorisme et de violences visent principalement des établissements turcs, agences de voyage, centres culturels, mosquées, consulats, etc. Ils veulent ainsi protester contre la politique de répression du Gouvernement d'Ankara contre les Kurdes et faire pression sur Bonn pour que l'Allemagne exige de la Turquie un meilleur respect des droits de l'homme. C'est d'ailleurs en Allemagne que la diaspora kurde est la plus élevée (près de 500.000 personnes), et ce pays représente également le « terrain d'actions privilégié » du PKK. En effet, bien que le PKK ait été interdit en novembre 1993 à la suite de violents attentats, il se serait reconstitué dans la clandestinité et compterait près de 6.000 militants. Ces militants kurdes ont entrepris de semer la discorde et le PKK va tenter de diviser la communauté turque d'Allemagne. Alors qu'en Allemagne et en France et en Hollande, le PKK est strictement interdit, il est toujours autorisé en Belgique.

³³² Interview en annexe.

³³³ C'est grâce à ces bases aussi qu'il obtient certains subsides pour développer ses opérations. Le PKK a de bons contacts avec les organisations de gauche du Moyen-Orient, en particulier les organisations palestiniennes, l'Asala (l'Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie), avec les mouvements d'Amérique latine et le mouvement de libération d'Afrique du Sud. Source : IMSET, op. cit., p. 206.

³³⁴ De nombreuses organisations internationales telles Amnesty International ou encore des partis comme le parti socialiste français ou le parti social-démocrate allemand, ne soutiennent peut-être pas directement le PKK, mais soulèvent les notions de « question kurde » ou « sympathie pour le peuple kurde ».

(Front-Parti révolutionnaire de Libération du Peuple) et le TKP-ML (le Parti Communiste de Turquie - marxiste-léniniste).

1. Les relations avec la Gauche illégale et séparatiste de Turquie

Une pléthore d'organisations et de partis, se réclamant « marxiste-léniniste », existe en Turquie. Leurs divergences dans la lutte « révolutionnaire » résident principalement dans la définition de la Turquie même. Pour les uns, elle constitue un pays semi-colonial, semi-féodal; pour les autres, la Turquie est un pays néo-colonial.³³⁵

En fonction de cela, une stratégie spécifique est adoptée. Si tous prônent la lutte armée, seuls le DHKP-C (le Front-Parti révolutionnaire de Libération du Peuple) et le TKP-ML (le Parti Communiste de Turquie - marxiste-léniniste) ont une activité de guérilla.

L'idéologie de ces mouvements est également divergente : certains ont suivi le modèle albanais, d'autres préféraient la voie maoïste.

A. Bref historique du mouvement révolutionnaire

Le mouvement révolutionnaire débute à partir de 1968. C'est une époque d'effervescence sociale où tout est remis en question et notamment le rôle du PCT, le Parti Communiste turc³³⁶ en tant que représentant de la classe ouvrière. (...) Trois organisations ont surgi à cette période dans tout ce marasme idéologique bouillonnant :

- le TKP-ML³³⁷, le Parti Communiste de Turquie marxiste-léniniste, dirigé par Ibrahim Kebarkaya.

- le THKO, l'Armée de Libération Populaire de Turquie, dirigé par Denis Gismis.³³⁸

- le THKP-C, le Front-Parti Révolutionnaire de Libération de la Turquie, mené par Mahir Cayan.

Devant la menace que constituent ces organisations, la bourgeoisie turque, soutenue par les Etats-Unis³³⁹, fait appel à l'armée qui réalise un second coup d'Etat le 12 mars 1971. Seul le THKP-C y échappe, mais il est liquidé le 30 mars 1972.

³³⁵ C'est ce que pense le DHKP-C. Selon **Refik ÖZTÜRK, politologue turc** : « Pour le Dev Sol (l'actuel DHKP-C), la Turquie est un pays « néo-colonial », soumis à l'impérialisme américain principalement (allemand en partie et même français) avec en « sous-traitance » le Conseil National de Sécurité (MGK), donc les militaires et l'oligarchie, c'est-à-dire un pouvoir créé et partagé entre les propriétaires fonciers, la grande bourgeoisie monopoliste représentée par deux dynasties financières et le capital financier ». Voir interview en annexe.

¹³⁰ L'histoire du mouvement communiste commence avec l'avènement de la République turque de 1923. L'organisation était à l'époque dirigée par Mustafa Suphi. Pour éradiquer le « danger socialiste », les militaires turcs font torpiller l'embarcation dans laquelle se trouvait M. Suphi. Après cela, le PCT s'engage sur la voie du « réformisme » en collaboration avec le Parti Ouvrier de Turquie (le TIP). Les années soixante sont synonymes d'« éveil social » qui va de pair avec la mobilisation de la jeunesse, des ouvriers et des paysans.

³³⁶ L'histoire du mouvement communiste commence avec l'avènement de la République turque de 1923. L'organisation était à l'époque dirigée par Mustafa Suphi. Pour éradiquer le danger socialiste, les militaires turcs font torpiller l'embarcation dans laquelle se trouvait M. Suphi. Après cela, le PCT s'engage sur la voie du réformisme en collaboration avec le Parti Ouvrier de Turquie (le TIP). Les années soixante sont synonymes d'« éveil social » qui va de pair avec la mobilisation de la jeunesse, des ouvriers et des paysans.

³³⁷ Le TKP-ML a été fondé le 24 avril 1972. Il défendait les thèses maoïstes de l'encerclement des villes par la campagne, de la guerre populaire de longue durée, et a mis sur pied une armée populaire, le TIKKO (Armée de Libération des Ouvriers et des Paysans). Très tôt, le TKP-ML a pris le maquis notamment dans la région de Dersim. Au cours des 25 années du TKP-ML, il a connu de nombreuses scissions, ce qui a entraîné son affaiblissement.

³³⁸ Qui sera pendu le 6 mai 1971. Cela entraînera la liquidation de son parti

³³⁹ Dossier Turquie-Kurdistan . La guerre populaire cachée contre l'Etat fasciste turc ». n°135, mai 1997, p. 32.

Le TIKB, l'Union des Communistes révolutionnaires de Turquie est fondé le 16 février 1978. Cette petite organisation « pro-albanaise » affirme que « la Turquie a accompli une industrialisation du calibre des pays capitalistes et avancés et considère donc que la Turquie est mûre pour réaliser une révolution à caractère socialiste. Pour réaliser celle-ci, le TIKB prône la grève générale armée »³⁴⁰.

Un mouvement de jeunesse, qui s'est appelé la Jeunesse Révolutionnaire dans les années 70, a repris le flambeau du THKP-C. Ce mouvement étudiant a fini par créer une organisation en 78 qui s'appelait Devrimci Sol (DEV SOL - La Gauche Révolutionnaire). Elle deviendra le 30 mars 1994, l'actuel DHKP-C, le Front-Parti Révolutionnaire de Libération du Peuple.

Actuellement, le DHKP-C est le plus grand parti marxiste-léniniste en Turquie occidentale. Le front armé et les milices sont implantés, tout comme le TKP-ML et le PKK, dans les métropoles de Turquie, notamment à Ankara et Istanbul³⁴¹ et dans les régions périphériques du Kurdistan : le triangle Malatya-Dersim-Sivas au Sud : dans les chaînes du Taurus; à l'Ouest : sur le site de la Mer Egée et au Nord : dans les territoires de la Mer Noire. Donc il possède des unités de guérilla un peu partout.

« Le DHKP-C envisage la prise de pouvoir en plusieurs étapes, en commençant par la création et l'extension de la guérilla urbaine. (...) Les actions punitives³⁴² sont essentielles dans la lutte car « elles conscientisent le peuple en désignant les ennemis du peuple et en désignant la voie et l'attitude à suivre pour son émancipation. Elles redonnent confiance au peuple dans les moments les plus sombres. Ces actions sont en fait l'application de la justice populaire »³⁴³.

Ajoutons qu'en septembre 1994 est créé le MLKP, le Parti Communiste marxiste-léniniste.³⁴⁴ L'idéologie du MLKP est caractérisée par le rejet des théories de Mao, souligne la valeur de l'oeuvre mais de Staline. Les activités du groupe sont actuellement en baisse car nombre de ses membres ont été arrêtés.

B. La position des partis de la Gauche turque vis-à-vis du PKK

a. Le DHKP-C, le Front-Parti Révolutionnaire de Libération du Peuple

Fin décembre 1996, début janvier 1997, le PKK et le DHKP-C ont signé un accord de collaboration pour la formation d'un front révolutionnaire commun.

« Notre but est que le peuple kurde puisse faire usage de tous ses droits, parmi lesquels également le droit de constituer un Etat qui lui est propre. Avec comme base la lutte commune pour la libération commune de nos peuples, construire la fraternité et l'unité de nos peuples. Nous acceptons sans conditions préalables le droit à l'autodétermination du peuple kurde, et ce droit comporte également celui de fonder un Etat indépendant. (...) Notre

³⁴⁰ Dossier Solidarité Internationale, n° 135, mai 1997

³⁴¹ La « sale » guerre menée dans le Kurdistan a entraîné un exode rural massif, exode rural forcé à cause de la guerre, de l'appât du gain parce qu'il n'y avait plus d'avenir à la campagne. Cet exode qui a à son tour créé des concentrations ouvrières importantes autour des grandes métropoles, surtout à Istanbul. Certaines banlieues comme celles de Gazi, d'Okmeydani ou de Küçük Armutlu à Istanbul sont surnommées les forteresses du DHKP-C. Et pourtant, c'est une population à forte teneur kurde. Il faut également préciser que « les six ou sept dixièmes des membres du DHKP-C sont Kurdes ». (Refik ÖZTÜRK, voir l'interview en annexes)

³⁴² Actions dirigées contre les généraux responsables des coups d'Etat, contre les « capitalistes », et les propriétaires fonciers « complices » de la junte, contre les collaborateurs et les traîtres, etc. Pour plus d'informations : Dossier Solidarité Internationale, op. cit.

³⁴³ Ibid. ,

³⁴⁴ Le MLKP résulte de la fusion entre le TIKH (le Mouvement Ouvrier Communiste de Turquie) et le TKP/MLH (le Mouvement du Parti Communiste marxiste-léniniste), une dissidence du TKP-ML.

alliance a décidé de mettre en place l'unité de la lutte révolutionnaire sur tous les terrains de la vie. Nous voyons cela comme une étape consistant à unir toutes nos forces et à constituer le front révolutionnaire sur base de cette unité »³⁴⁵.

Selon Refik ÖZTÜRK, politologue turc : *« Le DHKP-C, en fait, considère que le PKK est une organisation idéologiquement « petite bourgeoise ». Parce que d'abord elle s'est développée parmi l'intelligentsia kurde dans les années 70. Ce n'est pas une critique négative, c'est une réalité. Les autres organisations marxistes-léninistes ont aussi été créées par les étudiants, mais le PKK a malheureusement développé la fibre nationaliste et n'a pas pris pour base la lutte sociale. Il a dit qu'il fallait d'abord mettre en avant la lutte nationale, mener la lutte de libération nationale, et que ce n'est qu'ensuite qu'il y aurait libération sociale, donc la libération des paysans de leurs seigneurs, etc. Et le DHKP-C dit le contraire. (...) Le DHKP-C aujourd'hui essaie de créer un Front révolutionnaire. Il ne fait pas uniquement des appels en direction du PKK, mais aussi en direction du TKP-ML, du TIKB et du MLKP aussi.*

En fait, le but du protocole, c'est d'abord d'unifier les peuples et d'unifier l'opposition sur une base minimale. La base minimale c'est : « On a un ennemi commun, le fascisme de l'Etat turc, et les conditions objectives font que nous devons nous retrouver dans le même rang ». Ca c'est le motif principal. L'autre motif, inavoué, c'est que le DHKP-C veut lutter idéologiquement avec le PKK pour que le PKK adopte une ligne véritablement anti-impérialiste. C'est-à-dire qu'il prenne aussi comme cible l'impérialisme américain, et que le PKK refuse catégoriquement de collaborer avec les pouvoirs américains. (...)

Pour résumer, le fond des critiques du DHKP-C envers le PKK, c'est la politique diplomatique du PKK : toujours vouloir négocier notamment par l'envoi de lettres à Clinton, etc.; la politique non-orientée vers l'anti-impérialisme : le PKK n'a pas fait d'actions contre les Etats-Unis au moment de la guerre du Golfe. Le DHKP-C, quant à lui, en a fait beaucoup, notamment des actions armées contre des officiers et des généraux de l'armée américaine présents en Turquie.

C'est donc surtout ramener le PKK sur une ligne anti-impérialiste et sur une ligne véritablement révolutionnaire. Aucune négociation. Aujourd'hui, le PKK dit que : « Pour avoir la paix, il faut faire la paix ». Pour le DHKP-C, c'est le contraire : « Pour faire la paix il faut d'abord faire la guerre. Il faut lutter pour gagner la paix ».³⁴⁶

b. Le PCT, le Parti Communiste turc

Les positions du PCT vis-à-vis du PKK étaient quasi inexistantes. Selon Refik ÖZTÜRK : *« (...) Le PCT n'a jamais défendu la lutte armée. Il a toujours été teinté de kémalisme et a toujours dit qu'il y avait moyen d'arriver au socialisme par des réformes, en entrant dans le Parlement. On voyait que le PC turc ne proposerait aucune alternative parce qu'il ne faisait que lutter, en quelque sorte, dans les limites déterminées par le gouvernement, par le système qui était fascisant déjà à l'époque. Le PC turc n'a jamais traité la question kurde, donc forcément il la méprisait. A partir du moment où tu méprises la réalité de 15 millions d'habitants, c'est qu'il y avait quelque part du « social-chauvinisme », comme disent les révolutionnaires.*

Le Parti Communiste turc avait une activité dans les années 70-80. Mais sur base de quoi ? C'était beaucoup de réformisme (...). On l'appelle aussi « révisionniste » (la révision des thèses), c'est-à-dire qu'il utilise la littérature et le vocabulaire marxistes-léninistes mais pour en retirer son contenu, son essence. C'est un parti qui a été liquidé en 1989 avec la chute du

³⁴⁵ Dossier Solidarité Internationale, op. cit.

³⁴⁶ Voir interview en annexe.

Mur, notamment parce qu'il devait être certainement soutenu en partie par Moscou. A partir du moment où Moscou s'est écroulée, il s'est écroulé aussi »³⁴⁷.

2. Les relations avec les autres partis kurdes de Turquie

Selon Pierre VANRIE : « (...) quand le PKK est apparu en 1978 et dans les années de sa renaissance en 1983-1984 (et surtout après le 15 août qui correspond à l'attaque d'une prison dans la région de Siirt), il s'est d'abord attaqué aux féodaux kurdes, aux chefs traditionnels kurdes comme la famille Bucak, l'ennemi juré du PKK, mais aussi à d'autres partis kurdes qu'il estimait des partis traîtres, etc. (...) Après le PKK s'est quand même attaqué à l'armée turque, mais a dépensé pas mal d'énergie aussi à éliminer, à éradiquer les autres mouvements kurdes ».³⁴⁸

A la fin des années septante, le PKK a donc déclenché une « guerre révolutionnaire » contre « les féodaux » et autres « collaborateurs ».³⁴⁹

Par la suite, il s'est trouvé très isolé des autres mouvements kurdes qui lui reprochaient son terrorisme aveugle. Il a utilisé la violence non seulement contre les « fascistes turcs » et les « éléments féodaux », mais aussi contre des membres d'autres organisations progressistes kurdes. C'est que le PKK condamne presque toutes les organisations, les accusant d'être « réactionnaires » ou « réformistes », telles que le Riya Azadi, le DDKD (Association démocratique et révolutionnaire) et Rizgari (Libération).³⁵⁰

Il condamne de même les courants « chauvinistes et sociaux-chauvinistes » représentant, aux yeux du PKK, la bourgeoisie dominante du pays, dont font partie certains Kurdes membres d'organisations politiques dominées par les Turcs, de l'extrême droite à l'extrême gauche.³⁵¹

Actuellement, un parti kurde est relativement actif, au niveau culturel, principalement. Il s'agit du PSKT, le Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie de Kemal Burkay, dont dépendent en Europe des associations comme KOMKAR qui sont un peu le pendant culturel du PSKT et qui publient plusieurs journaux.

Pour Pierre VANRIE : « (...) Depuis un certain temps, depuis avril 1993 lors du premier cessez-le-feu unilatéral décrété par le PKK, ça été la « paix des braves » entre Kurdes. Burkay était aux côtés d'Abdulah Öcalan lors d'une conférence de presse durant laquelle ils ont signé un accord mettant un terme à l'inimitié qui régnait entre eux depuis plusieurs années.(...) Donc, « officiellement », les relations avec le parti de Burkay se sont améliorées »³⁵².

Fondé en mai 1994, le HADEP (Parti de la démocratie du peuple) est un parti kurde qui mène son travail en toute légalité. Le PKK le soutient activement car le HADEP est le parti le mieux placé : aux élections du 24 décembre 1995, il a obtenu 4,17 % des voix à l'échelle nationale.

³⁴⁷ Interview en annexe. Je tiens à signaler que cette interview est très critique et très « engagée ».

³⁴⁸ Cela a été le cas du KUK (les Partisans de la Libération Nationale du Kurdistan) qui n'existe plus.

³⁴⁹ La « guerre révolutionnaire » contre la famille Bucak a ensanglanté plusieurs villes de la province d'Urfa entre 1978 et 1980

³⁵⁰ Selon le PKK, ces courants réformistes nationalistes sont basés sur les couches féodales et bourgeoises de la société kurde. Source : Christiane MORE, « Les Kurdes d'aujourd'hui. Mouvements nationaux et partis politiques », 1984, p. 190) Voir également Partie 1 - Chapitre 3 : la vie politique en Turquie.

³⁵¹ Ibid., p. 190

³⁵² Voir interview en annexe.

Comme ce parti n'a pas atteint le seuil des 10 % fixé par la loi électorale à l'échelle nationale pour être représenté au Parlement, il n'a aucun député malgré des scores très honorables dans les régions kurdes. Le soutien est particulièrement important dans le Sud-Est anatolien et dans les banlieues où sont regroupés les réfugiés kurdes.

Le sort de 23 dirigeants du HADEP, de même que celui du parti lui-même, semble actuellement menacé par le gouvernement. En effet, ils sont accusés d' « appartenir à une organisation illégale », car « le HADEP serait la branche politique du PKK »³⁵³.

Le PKK semble entretenir des relations assez conflictuelles et rivales avec le DKP (le Parti Démocratique des Masses) de Serafettin Elci.³⁵⁴

Selon la source anonyme : « Serafettin Elci est actuellement la bête noire du PKK. Dans leur journal (*Serxwebun*), ils le traitent de tous les noms que vous ne pouvez imaginer, et les autres ne l'apprécient pas non plus parce qu'ils ont peur de sa concurrence. Parce qu'il est le seul à ne pas avoir en-dessous un parti illégal, donc il n'a pas les mêmes idées... Ce Parti démocratique des masses prétend qu'il a commencé à créer des sections un peu partout, qu'il progresse et qu'il désire se présenter aux élections anticipées. Et c'est ça aussi la rage du PKK. Si jamais le Hadep est fermé, les autres voix iront peut-être à celui-là. Mais c'est encore trop tôt pour le dire... »³⁵⁵.

Ce nouveau parti légal a été créé en janvier 1997 et préconise une « solution politique à la question kurde, tout en respectant les frontières actuelles de la Turquie ». Le DKP se situe au centre et est libéral, politiquement et économiquement.³⁵⁶

S. Elci a déclaré que son parti était « contre la violence et attaché aux méthodes pacifistes et démocratiques ». Il revendique « la reconnaissance de l'identité kurde au niveau constitutionnel et l'attribution aux Kurdes des droits culturels, notamment celui de l'enseignement dans leur langue maternelle »³⁵⁷.

Selon la source anonyme : « Ses revendications sont très modérées. Il a dans ses rangs des sociaux-démocrates, des libéraux et même certains Kurdes musulmans (islamistes - Ndlr.)

S. Elci prétend s'adresser à toutes les masses kurdes et pas aux socialistes kurdes. Parce que les autres sont socialistes (le PSKT, KOMKAR, etc.) Pour lui, tous les Kurdes quels qu'ils soient ont besoin de droits démocratiques en Turquie. Il a une grande notoriété, et est facilement sollicité par la presse, les médias. On n'accorde pas cette opportunité aux autres partis. (...) »³⁵⁸.

3. Les relations avec l'islam politique

Le PKK a établi depuis 1988 des liens avec l'islam politique dans le but d'élargir son support populaire et d'exercer une certaine influence sur les masses religieuses. Les premières indications que le mouvement utilisait la croyance islamique comme instrument de propagande étaient reconnues en 1989 par l'intermédiaire de pamphlets religieux intitulés : « Au nom d'Allah ». Öcalan a dit ouvertement que « le PKK ne pouvait plus ignorer le mouvement

³⁵³ Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris, n° 142-143, janvier-février 1997.

³⁵⁴ Ancien parlementaire d'origine kurde et ministre des Travaux publics dans les années 70.

³⁵⁵ Interview en annexe.

³⁵⁶ C'est probablement la raison pour laquelle on le caractérise d' « émanation de la bourgeoisie kurde » Source *Espace Orient*, n°24, juin 1997.

³⁵⁷ Revue de presse de l'Institut kurde de Paris, février 1997.

³⁵⁸ Interview en annexe.

islamique dans le Moyen-Orient ». ³⁵⁹ En Turquie, l'islamisme a atteint son apogée en décembre 1995 en remportant les élections par l'intermédiaire de Necmettin Erbakan, leader du Refah (Parti de la Prospérité). Une bonne partie de la population kurde lui avait accordé ses voix. Succès éphémère, il faut le reconnaître, dans la mesure où le Président de la République turque Demirel a choisi, en juin dernier, un autre formateur en la personne de Mesut Yilmaz (droite-conservatrice).

Pour Pierre VANRIE : « *Le PKK tient un discours relativement opportuniste à l'égard des islamistes et a créé à cet égard une union* » ³⁶⁰.

Toutefois, il n'y a aucune raison de penser que le parti d'Oçalan s'islamise ou envisage une quelconque fusion avec les forces islamiques. Il a cependant été obligé de reconsidérer la religion.

En fait, l'islam politique ne s'inscrit pas uniquement dans la culture politique du Moyen-Orient. Il reste un sous-produit de la contestation « marxiste », autre avatar du nationalisme. ³⁶¹

On peut constater, en Turquie, une « nationalisation » de la religion, réduite à une dimension ethnique ou nationale. Cependant, un obstacle majeur pourrait empêcher l'islam de devenir la « doctrine de tous les Kurdes ». En effet, autant le marxisme peut théoriquement englober tous les Kurdes, autant l'islam politique doit en sacrifier une partie : les Alevites en Turquie, les Chiites en Irak et les Yezidis.

Conclusion

Le PKK semble donc plutôt considérer les autres mouvements kurdes comme des rivaux que comme des alliés. En effet, selon Hamit BOZARSLAN : « (...) *Se projetant comme le parti unique, le PKK veut être le seul représentant du peuple kurde, en Turquie ou ailleurs, pour constituer la population kurde en acteur collectif historique de la lutte qu'il dirige* ». (BOZARSLAN, 1997, 129)

Pour la source anonyme : « *L'idée qui au départ était très bonne risque de porter préjudice aux revendications justes et légitimes, et cela à cause des méthodes « dictatoriales »* ».

Il faut bien être conscient que le respect de la démocratie pour un parti tel que le PKK, issu d'une réalité, d'une culture et d'un environnement qui ne l'est pas, n'est pas évident. ³⁶²

Selon Pierre VANRIE : « *Le respect des valeurs démocratiques peut se développer dans des mouvements défendant cette valeur dans une dictature, mais c'est un long processus. Donc, ce n'est pas étonnant que le PKK ne soit pas tout à fait démocratique mais plutôt « autoritariste »* ». ³⁶³

Selon Yasar KAYA, Président du Parlement kurde en exil : « *Le PKK est un parti « original ». Aucun parti kurde ne mène une lutte comme celle du PKK. Les partis qui mènent une lutte ont leurs propres conditions et règlements. La Turquie n'est pas un pays démocrate, mais militariste. Les autres partis qui veulent que le PKK soit un parti démocratique, se sont-ils déjà demandés ce qu'ils sont eux-mêmes ? (...) Pour arriver à une certaine démocratie, il faudrait déjà que l'on attribue leur propre pays aux Kurdes. Ensuite, on pourrait seulement*

³⁵⁹ Ismet G. IMSET, op.cit., p. 139

³⁶⁰ Interview en annexe.

³⁶¹ Hamit BOZARSLAN, « La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient », Mayenne, 1997, p. 132

³⁶² Il ne faut pas oublier que la Turquie se dit démocratique alors que c'est principalement la junte militaire qui domine, chapeauté par le Conseil National de Sécurité (MGK).

³⁶³ Interview en annexe.

voir s'il est question de démocratie ou pas. Il y a d'autres partis kurdes qui veulent que le PKK soit un parti démocratique. (...) Pourquoi ne viennent-ils pas lutter pour le Kurdistan ? Qu'ont-ils fait pour que la démocratie soit installée ? Ils ne font rien pour cela ! »³⁶⁴.

De plus, le PKK semblerait vouloir être à la base de tout et tout contrôler. Il ne veut pas de concurrents.

Selon Derwich M. FERHO, Président de l'Institut kurde de Bruxelles : *« Mais ça c'est très logique parce que c'est la lutte de chaque parti. Chaque parti veut être le plus grand. C'est la même chose pour celui de Monsieur Elçi. C'est tout à fait normal ! Mais c'est normal également qu'il y ait plusieurs partis kurdes puisqu'il y a 30 millions de Kurdes. Comment peut-on imaginer un instant que tous les Kurdes puissent penser les mêmes choses ? (...) Comment peut-on demander à plusieurs millions de Kurdes d'être unis dans un seul parti ? Ca pour moi c'est contre nature »³⁶⁵.*

Institut kurde de Paris

³⁶⁴ Interview en annexe.

³⁶⁵ Interview en annexe.

CHAPITRE 5 La Turquie face au parti « terroriste »

La question kurde est l'un des problèmes majeurs de la République de Turquie, un « boulet » qu'elle traîne derrière elle depuis treize ans. Les gouvernements turcs qui se sont succédés n'ont voulu considérer le PKK qu'en phénomène « terroriste », qui aurait pour buts de « détruire la souveraineté turque, de diviser le pays et de porter ainsi atteinte à l'unité du pays ».

Pour quelle(s) raison(s) fondamentale(s) la Turquie ne veut-elle pas admettre la réalité de quelques 15 millions de personnes et reconnaître que le PKK est un parti aux revendications « légitimes » ? Comment expliquer cette politique de refus et de « réponse à la terreur par la terreur » ? Le Parti des Travailleurs du Kurdistan est-il un parti « terroriste » ou un mouvement armé ?

C'est ce que ce chapitre tentera d'expliquer.

I. UNE POLITIQUE DE REFUS PERMANENT

La source du conflit réside principalement dans le fait que la Turquie refuse en permanence de prêter l'oreille aux revendications des Kurdes pour une représentation politique, sociale et culturelle équitable. Ce peuple réclame également que soit mis un terme à la disparité économique entre les régions kurdes de Turquie et les zones plus prospères de la Turquie orientale.³⁶⁶

Quelles sont les raisons fondamentales de ce refus ?

Selon Kendal NEZAN : « *C'est une question de mentalité. La Turquie est gouvernée par une idéologie officielle inscrite dans sa Constitution, qui veut qu'il n'y ait qu'un Etat avec une seule langue, une seule culture et que la Turquie soit la patrie des seuls Turcs, tous les autres n'ayant aucun droit. Donc, le gouvernement turc a peur qu'en remettant en cause cette idéologie fondatrice de la République turque, il finisse progressivement par avoir des revendications kurdes croissantes. Et que finalement les Kurdes demandent leur indépendance. Donc, c'est principalement cette crainte de l'indépendance que les Turcs mettent en avant pour dénier aux Kurdes les droits les plus élémentaires comme les droits linguistiques, par exemple* »³⁶⁷.

Selon la source anonyme : « (...) *D'abord, c'est la mentalité turque elle-même, militariste et panturquiste. (...) Ensuite, c'est la phobie de la Turquie de la création d'un Etat kurde pas seulement en Turquie, mais aussi en Iran, Irak, Syrie. C'est pour cela qu'elle intervient régulièrement dans le Kurdistan d'Irak, elle contrôle ses frontières avec la Syrie, l'Iran... Donc, elle a très peur que si quelque chose, un petit droit est accordé à une partie, cela fasse l'effet « boule de neige ». La Turquie veut coûte que coûte éviter cela sinon, une bonne partie de son territoire - le Kurdistan constitue le tiers de la Turquie - va lui échapper. Sans compter les nombreuses richesses comme le pétrole, l'eau, le Tigre et l'Euphrate qui passent*

³⁶⁶ Suite à la « sale » guerre menée dans le Kurdistan, aux destructions de villages, aux déportations de population, à l'insécurité, mais également à l'appât du gain, les Kurdes ont migré en nombre dans les grandes métropoles, et principalement vers l'Ouest.

³⁶⁷ Interview, voir annexe.

par le Kurdistan... Mais avant tout, plus que les richesses, ce sont des raisons politiques et stratégiques. Personne ne veut d'un Kurdistan indépendant »³⁶⁸.

II. TERRORISME OU CONFLIT ARME ?

A la question : « Le PKK est-il un parti terroriste ? », les personnes interviewées ont répondu : « Si le PKK est un parti « terroriste », que dire de l'armée turque qui tue femmes, enfants, détruit villes et villages, ... ? »

Selon Ismet IMSET : « A partir du jugement communément accepté que le terrorisme « veut dire essentiellement n'importe quelle méthode de guerre qui consiste à attaquer ceux qui ne devaient pas l'être », la Turquie et maints alliés ont donné au PKK à la fin des années 80, l'étiquette « d'organisation terroriste ». Cette définition « d'organisation terroriste » bénéficie d'une opinion générale face à la lutte armée plutôt que politique pour atteindre ses buts et ce faisant, a fait du mal à des civils »³⁶⁹.

Les critères d'Ankara reconnus par les Etats-Unis, pour affirmer que le PKK est une organisation terroriste, reposent sur deux arguments seulement. Le premier est la nature séparatiste du mouvement, ce qui selon les lois intérieures, est un crime capital bien que de nombreuses activités armées ne soient pas classées dans une catégorie aussi sévèrement punie³⁷⁰.

Or, « Le PKK a lui-même nié cette nature séparatiste et a plusieurs fois réclamé une solution unitaire. Le deuxième argument est celui déjà mentionné que le PKK a été impliqué dans « des attaques contre des non-combattants » et qu'il ne peut donc être qu'un groupe terroriste. (...) Cependant, l'affirmation « qu'attaquer des civils est faire preuve de terrorisme » a souvent été trompeuse, et en particulier dans la guérilla moderne, c'est un problème controversé. Des groupes ou des individus qu'on appelle « terroristes » attaquent souvent des « cibles » qui à leur avis sont légitimes et les victimes civiles sont souvent décrites comme les conséquences inévitables des temps de guerre ou des activités irrégulières des rebelles. Dans le cas du PKK, elles ont été plus ou moins expliquées par l'argument suivant : « Si les gens acceptent de nous combattre, ils en acceptent aussi les conséquences ».(...) Le critère « attaquer ceux qui ne devraient pas l'être » ne peut s'appliquer pour le PKK et à l'ensemble du conflit car c'est ce que fait essentiellement la Turquie dans ce même conflit ».³⁷¹

On ne peut plus fermer les yeux sur les atrocités commises par les militaires turcs depuis des décennies dans le Kurdistan de Turquie. Toutes ces tortures, ces humiliations, ces assassinats, ces disparitions... Le PKK n'échappe pas non plus à la logique de « la réponse à la terreur par la terreur », suivant laquelle il a lui aussi perpétré des actes violents sur les « protecteurs de villages », ou même par mégarde sur des civils. Mais la question serait-elle finalement, qui est le principal « terroriste » ?

³⁶⁸ Voir interview en annexe.

³⁶⁹ Ismet G. IMSET, « PKK-Mouvement terroriste ou combattant de la liberté ? », The Economist, du 08 au 14/06/ 1996

³⁷⁰ IMSET, op. cit.

³⁷¹ Ibid.

Pour Hamit BOZARSLAN : « *Il est fort douteux qu'une action capable de mobiliser, des années durant, plusieurs dizaines de milliers d'hommes puisse être décrite comme « terroriste », encore moins « primordiale »* »³⁷².

Cela fait déjà plusieurs années que le PKK combine guérilla et actions ponctuelles comme des attentats contre le tourisme, les intérêts turcs à l'étranger, des enlèvements de touristes et d'Occidentaux.

Selon David APTER : « *Cette nouvelle forme de stratégie nous invite à envisager cette option « terroriste » comme une nouvelle phase de la lutte armée kurde. (...) Toutefois, le concept de « terrorisme primordial » ne semble guère apte à définir le mouvement kurde - comme d'ailleurs la plupart des mouvements minoritaires à travers le Tiers Monde* »³⁷³.

En fait, aux yeux de Ismet G. IMSET : « *le PKK lutte contre un racisme systématique soutenu par le gouvernement. Il s'agit aussi de lutter contre les tentatives de tuer complètement l'identité kurde. (...) Le PKK est une organisation politique armée. Il est mis hors-la-loi par un gouvernement dont la constitution, les lois et les tactiques cruelles sont remises en question dans le monde entier et tolérés au nom d'intérêts économiques, qui s'expriment par des actions militaires dans l'absence de toute alternance pacifique, à laquelle Ankara oppose un refus total.*³⁷⁴ *C'est un groupe qui a évolué en une décennie, partant d'un milieu rural et basé sur la violence, pour devenir un important mouvement ethnique de révolte dans cette région. (...) La question de savoir s'il a le droit d'utiliser les armes est un autre problème ».*³⁷⁵

En 1970, l'Assemblée Générale de l'ONU a parlé, pour la première fois, du « droit inhérent à tous les peuples colonisés d'utiliser les moyens nécessaires dont ils disposent pour lutter contre la puissance coloniale qui les opprime dans leur désir de liberté et d'indépendance ». Trois ans plus tard, une série de résolutions votées par l'Assemblée Générale a légitimé l'usage de la force dans la lutte armée.³⁷⁶

Mais la Turquie nie toutes les accusations de colonialisme et de racisme, ce qui « règle » une fois encore la question... momentanément et ne fait que la reporter, sans résoudre quoi que ce soit.

Cela dit, « dans le coeur de centaines de milliers de Kurdes, le PKK est un combattant de la liberté ».³⁷⁷

Comment expliquer le recours des Kurdes à la lutte armée depuis août 1984 ?

On peut dire que la constance de la lutte armée depuis 1984 entraîne une certaine forme de contestation qui « *s'exprime par le passage à l'action violente parce que l'espace politique est réduit, donc incapable d'assimiler la contestation minoritaire. Les cadres étroits de l'Etat visent à s'ériger en Etat-nation homogène, interdisent l'invention de formes culturelles et*

³⁷² BOZARSLAN, op. cit.

³⁷³ Ibid. pp. 231-232.

³⁷⁴ Les cessez-le-feu unilatéraux proposés par Abdullah Öcalan en mars-juin 1993 et en décembre 1995 sont restés sans réponse et les militaires turcs en ont profité pour redoubler de violence.

³⁷⁵ Ismet G. IMSET, « PKK-Mouvement terroriste ou combattant de la liberté ?, The Economist, du 08 au 14/06/ 1996

³⁷⁶ Ibid.

³⁷⁷ Ibid

administratives spécifiques à la minorité et la population kurde est répartie sur plusieurs frontières, sans avoir en contrepartie la possibilité de mener une forme de vie collective, culturelle ou économique ». (BOZARSLAN, 1997, 20)

Par l'usage de la violence, les Kurdes désirent recomposer l'espace politique duquel le gouvernement tente de les exclure en ne reconnaissant pas leur identité ou en ne se prononçant pas. Si on a pu constater la renaissance des mouvements kurdes en Turquie, et principalement le PKK en 1984, c'est principalement dû à cette volonté d'affirmer une existence que l'on a parfois tendance à assimiler et à oublier.

La lutte armée s'impose donc comme un moyen radical de changer le *statu quo* existant entre les Kurdes et le centre. Son but n'est pas nécessairement de remettre en cause l'Etat et d'obtenir le statut de majorité politique en créant son Etat propre, mais de négocier avec les pouvoirs centraux. En effet, les organisations kurdes ne récusent pas la légitimité des Etats dans leurs frontières actuelles.³⁷⁸

Le recours à la violence constitue le principal instrument pour libérer les Kurdes de « l'esclavage ». Le soulèvement n'est pas quelque chose qui se développe spontanément, mais exige beaucoup de temps.³⁷⁹ Dans les thèses maoïstes, ce recours à la violence est capital pour diriger les masses dans la lutte révolutionnaire.

Sur ce plan cependant, Semih VANER constate que : « *le PKK a réussi à se maintenir constamment à l'ordre du jour et presque à monopoliser le mouvement nationaliste kurde en Turquie, mais pas à entraîner - malgré sa stratégie de « guerre totale » - les provinces de l'Est dans une guerre généralisée ni même à susciter une sorte d'intifada. Au contraire, il a délégitimé ce mouvement par sa violence aveugle. Sa stratégie est « suicidaire » parce qu'elle est frontale contre l'Etat le plus fort du Proche-Orient, assez fort en tout cas pour le tenir en échec sur le plan militaire, même s'il ne l'est pas pour apporter le développement à la région, ni pour éviter de confier à l'armée des tâches qui devraient ressortir de la seule police ».* (VANER, AKAGUL et KALEAGASI, 1995, 51)

Est-ce un effet - ou un moyen ? - de la diabolisation ? Le fait est que l'on ait tendance à considérer que pour le PKK le recours à la lutte armée et à la violence sont ses seuls instruments de contestation et de revendication.

En effet, les négociations³⁸⁰ constituent un autre mode d'action du mouvement kurde. Qui dit négociation dit lutte pour la reconnaissance et la légitimation. Cependant, il est vrai que : « (...) *(les négociations) sont une exception plutôt qu'une règle, car arriver à la table des négociations implique soit la possibilité de profiter de la faiblesse de l'adversaire, soit un double constat d'échec : le mouvement kurde doit admettre qu'il ne peut réaliser son programme par la lutte armée; l'Etat doit également admettre son incapacité à en finir avec l'adversaire par des moyens militaires. Le mouvement kurde a besoin des négociations pour*

³⁷⁸ BOZARSLAN, op. cit., p. 206. Le PKK prône la création d'un « grand Kurdistan », mais les autres organisations kurdes ne le font pas. Iran et Irak n'ont pas les mêmes revendications.

³⁷⁹ Il ne faut pas oublier qu'au début de sa lutte armée, le PKK ne comptait qu'une dizaine de personnes... Actuellement ses combattants sont estimés à 15.000 et ses sympathisants se chiffrent en plusieurs centaines de milliers.

³⁸⁰ Ce qui rend les négociations rarissimes, voire inexistantes, dans ce conflit turco-kurde, c'est le fait que l'Etat turc considère le PKK comme un parti « terroriste », « un groupe de bandits ». A cause de ces considérations, plusieurs tentatives de cessez-le-feu proposées par Abdullah Öcalan, sont restées sans réponse... Mais il faut toutefois préciser que certains chefs militaires du PKK ont également œuvré à mettre un terme au cessez-le-feu. D'autre part, l'armée et l'establishment turc avaient tout intérêt à bloquer le processus tant pour rétrécir le champ de manœuvre du président de l'époque Ozal que pour continuer à contrôler la question kurde.

se faire accepter comme représentant légitime de la société kurde, et obtenir le maximum du centre. De son côté, l'Etat tente de s'accorder un répit dans la guerre, de sortir de l'impasse ou encore de renforcer sa position à l'échelle nationale (...) ».
(BOZARSLAN, 1997, 207-208)

III. LES REACTIONS DE L'ETAT TURC

Pour contrer les attaques et la menace constante du PKK, la Turquie a recours à diverses méthodes dans le but d'affaiblir les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan. Cette guerre est aujourd'hui menée sous la direction du Département des Affaires spéciales de guerre. Mais bien souvent, les victimes sont plus importantes chez les civils kurdes, généralement considérés comme les « bases arrières » du PKK, qu'au sein même des militants du PKK, voire des militaires turcs. En effet, si le moindre soupçon pèse sur les relations que pourrait entretenir un père de famille, l'armée intervient et les représailles sont lourdes de conséquences. Humiliations, tortures, assassinats, destructions de villages entiers sont réalisées sur de simples suppositions.

1. L'armée

Le véritable pouvoir en Turquie, c'est l'armée. Se croyant investie d'une mission sacrée, elle se pose en gardienne du kémalisme, oubliant que cette doctrine s'est progressivement vidée de tout contenu. Il ne reste plus qu'un kémalisme outrancier qui bloque toute solution au problème kurde.

L'armée s'est accaparé la gestion du problème kurde et prend des allures de « police ».

En fait, ce n'est pas le gouvernement civil d'Ankara qui est l'acteur déterminant de la vie politique turque. L'avenir de la Turquie se décide au sein du Conseil national de sécurité, le MGK.

Ce Conseil national de sécurité est formé par le président de la République, le Premier ministre, les ministres de l'Intérieur et de la Défense, les commandants en chef des armées, à savoir : l'armée de terre, l'aviation, la marine et la gendarmerie.

Les deux-tiers des effectifs militaires de l'Etat turc, c'est-à-dire 450.000 de ses 700.000 hommes ³⁸¹ sont stationnés au Kurdistan. En raison de l'état de guerre, toutes les provinces kurdes ont été mises sous la responsabilité d'un « super-gouverneur » ³⁸² qui a tous les pouvoirs administratifs et législatifs. Il est subordonné depuis 1987 au Département des affaires spéciales de guerre.

³⁸¹ *Rapport des Comités du Kurdistan en Europe, août 1989.*

³⁸² Le « super-gouverneur » reçoit la charge de surveiller onze provinces kurdes soumises à l'état d'urgence. Il a le droit d'interdire les publications, avec un avertissement préalable au tribunal. Il peut également fermer les imprimeries pour dix jours, voire trente jours en cas de récidive. La police peut perquisitionner dans les maisons et emmener les habitants au commissariat pour les interroger. Enfin, le gouverneur n'est pas toujours responsable juridiquement de ses actes devant le Parlement.

Des actions militaires aux frontières de la Turquie et du Nord de l'Irak sont fréquentes.³⁸³ En effet, l'armée a comme objectif de déloger le PKK de la région et de détruire les camps des militants kurdes.

Le gouvernement investit donc dans les armes pour mieux écraser le mouvement kurde. « Les dépenses militaires de la Turquie s'élèvent, selon la Chambre de l'Industrie à Ankara à 7 milliards de dollars par année. Cette estimation est renforcée par le discours du Nouvel An du Premier ministre, qui déclarait que la Turquie avait déboursé 55 milliards de dollars en 10 ans pour les dépenses militaires, ce qui représente l'équivalent de la dette extérieure du pays ». ³⁸⁴

2. La contre-guérilla, l'alliée d'Ankara

Une organisation de contre-guérilla ³⁸⁵, véritable Etat dans l'Etat, s'est constituée à la fin des années soixante avec l'aide de la CIA ³⁸⁶, et prétend prévenir une situation révolutionnaire. Elle s'est développée au rythme croissant de la lutte des classes. Tout au long des années, ses organisations se sont de plus en plus ramifiées ³⁸⁷. Villages évacués et incendiés, menaces et tortures exercées contre les populations contraintes parfois à l'exil, déportation de la population, assassinats, disparitions et autres actions dénoncées par les organisations humanitaires, font partie de l'arsenal répressif de la contre-guérilla.

³⁸³ - *L'Opération Acier*. Il s'agit de l'intervention massive aéroterrestre de l'armée turque dans le nord de l'Irak, entre mars et mai 1995. Son objectif était officiellement de déloger le PKK de la région et de détruire les camps de séparatistes kurdes de Turquie. Outre la destruction de camps de rebelles, les commandos de l'armée ont découvert d'importantes caches d'armes appartenant aux maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan. L'élimination du PKK n'est pas l'unique objectif de cette opération. Ankara veut également créer une zone de sécurité durant toute la durée de son opération. La création, en 1992, après la guerre du Golfe, d'un « Etat fédéré kurde d'Irak » et l'élection d'un Parlement dans cette région - même sans reconnaissance internationale - a été perçue en Turquie comme le possible embryon d'un Etat kurde. Une entité pourrait donner des idées à sa propre population kurde, forte d'environ 12 millions. Et ça, la Turquie ne veut pas...

- *Les opérations Provide Comfort et Poised Hammer*. L'opération *Provide Comfort* a été suivie par l'instauration, par la résolution 688 du Conseil de Sécurité de l'ONU, d'une zone de sécurité au Kurdistan d'Irak (le Nord du 36ème parallèle), protégée par une force alliée, forte de plus de 5.000 hommes et de plus d'une cinquantaine d'avions basés en Turquie, destinée essentiellement à la dissuasion. La Turquie, en raison de la question kurde, se voit de temps en temps contrainte de mener une politique contraire à ses propres intérêts. Elle détermine sa coopération avec les formations kurdes autonomes établies en Irak en fonction du problème du PKK. L'objectif des opérations *Provide Comfort* et *Poised Hammer* était au début limité : arrêter l'exode des Kurdes et protéger la « victime », chez elle, de son « bourreau ». L'expérience humanitaire a cependant dépassé les intentions initiales des alliés occidentaux, voire des Kurdes eux-mêmes : la zone de protection pour les populations civiles, protégées contre l'Irak mais guère contre la Turquie et l'Iran, a abouti à la mise en place d'une entité politique kurde quasi indépendante. Celle-ci a déjà à son actif la constitution d'un gouvernement et la déclaration d'un Etat fédéré.

³⁸⁴ Gaby FIERZ, Anne-Lise HILTY, Marion MORDEY, « Turquie de rêve... Turquie d'exil », op. cit. p. 124

³⁸⁵ La contre-guérilla porte le nom de « Special Forces Command ». Elle dirige ou supervise les activités : de la gendarmerie, le JITEM (Services de Renseignements de la Gendarmerie dans la Lutte contre le Terrorisme), les Equipes d'Opérations Spéciales, les Gardes Villageois, les Unités Spéciales de Commandos et l'OHAL (les gouverneurs des territoires où l'on a décrété l'Etat de siège), mais également les Unités pour les Opérations Spéciales, les Départements Antiterrorisme, le MIT (Service National de Renseignements) et l'Organisation de Protection Civile. De même les activités de certaines organisations civiles telles que le MHP (les Loups Gris) et le Hezbollah.

³⁸⁶ VANER, AKAGÜL, KALEGASI, op. cit. , p.48

³⁸⁷ *Dossier Solidarité Internationale*, « Turquie-Kurdistan. La guerre populaire cachée contre l'Etat fasciste turc », op. cit.

Elle dépêche sur place des « équipes spéciales » formées souvent de sympathisants des « Loups Gris », ce mouvement d'extrême droite extrêmement dangereux³⁸⁸. Les tribus kurdes sont souvent prises en tenaille entre la *kontrgerilla* et le PKK. Les divers escadrons paramilitaires, dont font partie les « chasseurs de têtes »³⁸⁹ et un obscur parti islamiste kurde appelé le Hezbollah³⁹⁰, voire la *kontrgerilla*³⁹¹ elle-même, sont soupçonnés d'être à l'origine, notamment dans les villes comme Diyarbakir et Batman, d'exécutions extrajudiciaires et d'assassinats d'intellectuels et de journalistes kurdes.

3. Les « protecteurs de village »

C'est en 1987 que l'Etat turc a mis sur pied le système de « protecteurs de village », pour seconder l'armée turque dans la lutte qu'elle mène depuis 1984 contre la guérilla du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)³⁹². Ces villageois kurdes, rémunérés et équipés par le gouvernement, deviennent rapidement la cible des combattants du PKK qui les accusent d'avoir trahi la cause kurde. Les actions de représailles de la guérilla contre ces milices improvisées a poussé un nombre croissant de villageois à refuser l'embrigadement dans cette structure paramilitaire destinée à priver la rébellion de ses bases arrières. L'armée turque considère comme suspects tous les réfractaires et n'hésite pas à les chasser de leurs villages, suscitant un exode massif des civils vers les agglomérations kurdes de l'Est anatolien, comme Diyarbakir, ou vers les grandes villes de la côte égéenne. Par ailleurs, « les protecteurs de villages - dont les effectifs sont évalués aujourd'hui à soixante mille hommes - vont vite s'avérer être des éléments incontrôlables, se livrant sous couvert de la lutte antiterroriste au racket et à la vendetta contre les villageois kurdes non armés ».³⁹³

³⁸⁸ Le Parti d'action nationaliste est dirigé par Türkes. Il a réussi à structurer au sein d'un même mouvement « un anticommunisme primaire et violent qui émanait des « cercles de lutte contre le communisme », un patriotisme turc remis au goût du jour et un populisme nationaliste et conservateur qui surfait sur le sentiment d'injustice de la petite et moyenne bourgeoisie de province ». (*Espace Orient*, n° 23, mai 1997) On peut donc dire que le MHP est un parti « pantouranien », c'est-à-dire qui prône la réalisation d'une union des peuples turcophones au sein d'un vaste empire. Forts actifs à la fin des années septante et durant les années quatre-vingts, ses membres se sont spécialisés dans la guérilla et le meurtre de politiciens progressistes et ont eu recours au trafic d'héroïne pour financer leurs activités.

³⁸⁹ Ces Unités d'Opérations Spéciales ont été fondées en 1985 et comptent provisoirement 7.000 hommes. Officiellement, ils ressortissent en tant qu'unité policière au ministère de l'Intérieur. (*Dossier Solidarité Internationale*, « Turquie-Kurdistan. La guerre populaire cachée contre l'Etat fasciste turc ». n° 135, mai 1997)

³⁸⁹ Le Hezbollah est une organisation de contre-guérilla fondée dans le but de combattre le mouvement national kurde. Il se sert de son idéologie religieuse, l'islam, au lieu du racisme et du chauvinisme, comme c'est le cas pour le MHP. (*Dossier Solidarité Internationale*, « Turquie-Kurdistan. La guerre populaire cachée contre l'Etat fasciste turc ». n° 135, mai 1997)

³⁹⁰ Le Hezbollah est une organisation de contre-guérilla fondée dans le but de combattre le mouvement national kurde. Il se sert de son idéologie religieuse, l'islam, au lieu du racisme et du chauvinisme, comme c'est le cas pour le MHP. (*Dossier Solidarité Internationale*, op. cit.)

³⁹¹ Terme employé par Semih VANER, « La Turquie en mouvement », op. cit., p. 48.

³⁹² Un système de la « défense territoriale » a été mis sur pied. C'est une sorte de « protecteurs de villes ». A partir de 1988, le gouvernement turc a développé de nouvelles unités de défense afin d'empêcher l'implantation de militants et de sympathisants du PKK dans les principales villes kurdes et leur extension jusqu'aux métropoles. En fait, ces unités de « défense territoriale » ont pour but « la protection de la totalité du pays et la sécurité de l'Etat ». Elles essayent donc d'appliquer dans les villes le même système que celui des « protecteurs de village ».

³⁹³ *Espace Orient*, n° 20, février 1997.

4. La « loi du repentir » et la guerre psychologique

Cette loi a été promulguée le 5 juin 1987 à l'encontre du peuple kurde, et son application s'est étendue avec l'avancement de la lutte. Son but est d'obliger les prisonniers de guerre et les guérilleros qui combattent dans les montagnes à capituler.

Voici un bref extrait de cette loi : « ... *Celui qui ayant appartenu à une organisation qui poursuit des buts politiques et idéologiques ne sera pas poursuivi s'il transmet de l'information sur le groupement dont il était membre (...)* ». (*Rapport des Comités du Kurdistan en Europe*, août 1989)

La guerre psychologique fait également partie des nombreuses « tactiques » de l'Etat turc. A travers la radio, la télévision et la presse qui sont sous son contrôle, Ankara essaye de faire apparaître les membres du PKK comme un « groupe de bandits terroristes, tueurs, incendieurs, destructeurs », alors que les victimes et les massacres supposés du PKK ont en fait été perpétrés par les forces de sécurité. La propagation d'informations falsifiées, voire incomplètes et suggestives ne sont pas rares en Turquie et à l'étranger. Ceci dans le but de diffamer le Parti des Travailleurs du Kurdistan.³⁹⁴

Institut kurde de Paris

³⁹⁴ *Rapport des Comités du Kurdistan en Europe*, août 1989.

CHAPITRE 6 Evolution et situation actuelle du PKK

Dans nos pays occidentaux, les perceptions courantes du PKK et l'idéologie officielle dominante qui est toujours épinglée par les médias peuvent se résumer ainsi : « C'est un parti marxiste-léniniste à visée séparatiste ». Or, depuis sa genèse, son idéologie principale, de même que les revendications et les tactiques du Parti des travailleurs du Kurdistan ont quelque peu changé. Nationalisme, fédéralisme, etc. semblent être les « nouvelles » tendances. Comme son intitulé l'indique, ce chapitre tentera d'expliquer quelles sont les évolutions et les revendications actuelles du PKK. Bref, sa situation de nos jours.

I. GLISSEMENTS IDEOLOGIQUES : DU MARXISME-LENINISME AU NATIONALISME

Dans les années soixante, le poids du conflit sino-soviétique a fortement influencé l'idéologie de base du PKK. Ce parti, issu de la mouvance d'extrême gauche avait donc une filiation radicale, stalinienne, maoïste, comme l'indique d'ailleurs le vocable « marxiste-léniniste ».

Selon Pierre VANRIE : « (...) quand le PKK apparaît en 1978, ses « fondateurs » tenaient effectivement un discours marxiste-léniniste ultra-radical. (...) L'ont-ils toujours depuis 1978, donc depuis presque 20 ans ? C'est clair qu'ils s'en revendiquent toujours, quoi qu'ils ne se disent plus marxistes-léninistes. Ils se revendiquent parti de gauche, progressiste. (...) Chaque fois qu'on cite le nom du PKK dans la presse, on dit marxiste-léniniste. Et en disant cela, je me demande si ce n'est pas une manière de le diaboliser, de dire que ce sont des extrémistes. (...) En tout cas, ce qui est très évident par contre c'est que le PKK est surtout devenu un parti nationaliste. L'aspect marxiste-léniniste est une des composantes mais ce n'est pas le principal. Le PKK est avant tout un parti kurde et forcément un parti nationaliste kurde (...) mais il faudrait surtout dire que c'est un parti nationaliste et éventuellement dire que c'est un parti qui a un discours de gauche d'origine de type marxiste-léniniste ».

Le PKK affirme que « l'oppression nationale, qui est aujourd'hui concrétisée par un colonialisme turc capitaliste toujours plus développé et renforcé, fait que la première phase de la Révolution du Kurdistan se déroulera du point de vue national. Tant que la question de l'oppression nationale ne sera pas réglée, aucun problème du pays ne sera pas réglé non plus ».³⁹⁵

Mais il semblerait que le PKK soit actuellement en proie à une dérive nationaliste.

En effet, selon Pierre VANRIE : « Dans la recherche d'une identité, il y a parfois des dérives. Il y a même un discours anti-turc qui commence à se développer... Mais bon, c'est légitime en même temps parce que les Kurdes de Turquie ont tellement été coupés de leurs racines. (...) En République turque, le système jacobin ultra-centraliste n'a laissé aucune place au

³⁹⁵ Manifeste du PKK, « La voie de la révolution du Kurdistan », Editions Serxwebun n° 38, Cologne 1987, p. 9/10.

particularisme et à cause de cela on a forcément nié l'identité kurde et toutes les références culturelles. Donc les Kurdes ont une crise d'identité aiguë à cause de cela »³⁹⁶.

Cette dérive nationaliste n'empêche pas forcément - et peut même coexister - avec un discours internationaliste.

Toujours selon Pierre VANRIE : *« Tous les partis d'extrême gauche ont un discours internationaliste: « Nous sommes tous frères ». Le PKK est un parti de gauche marxiste-léniniste, donc il y a un discours éminemment internationaliste qui dit: « Le PKK n'a pas seulement pour vocation de libérer le Kurdistan mais aussi tous les peuples du Proche-Orient qui sont sous l'oppression de l'impérialisme américain, israélien, etc. ». Ce discours internationaliste s'est parfois traduit très concrètement. Par exemple en 1982, des militants du PKK sont allés se battre (...) et sont morts au combat aux côtés des Palestiniens au moment où l'armée israélienne a attaqué Beyrouth. Ceci dit, le PKK est quelque part en porte-à-faux par rapport à son discours internationaliste puisqu'en même temps il développe de plus en plus un discours nationaliste. (...) »³⁹⁷*

Par contre, pour Kendal NEZAN : *« Dérive nationaliste... Non. En tout cas, il y a l'affirmation, disons, d'une idéologie nationale voire nationaliste. Mais en même temps, ils font régulièrement appel à la cohabitation des Turcs et des Kurdes. Il n'y a aucun discours anti-turc, anti peuple turc en tant que tel, je veux dire »³⁹⁸.*

De même que pour Ibrahim, Kurde de Turquie : *« C'est le seul parti kurde chez qui l'on trouve de vrais Turcs militants, qui luttent avec les Kurdes et qui acceptent la réalité kurde. Il y en a même qui ont été tués dans des prisons kurdes. C'est la raison pour laquelle je ne crois pas que le PKK soit nationaliste. (...) Le nombre de turcs militants en son sein représente une élite, c'est une très petite partie mais qui est significative »³⁹⁹.*

Conclusion

L'idéologie « officielle » marxiste-léniniste du PKK des années 70 semble donc s'être davantage tournée vers un discours de type nationaliste. Progressivement, au cours des dernières années, il y a donc eu une plus grande affirmation de son caractère kurde et national. Ce qui n'empêche pas dans les textes d'avoir encore recours à des explications puisées dans l'idéologie marxiste-léniniste.⁴⁰⁰ En tout cas, il y a eu une évolution certaine depuis la chute du mur de Berlin.

L'idéologie actuelle - nationaliste - paraît quelque peu contradictoire dans la mesure où, nous l'avons vu, un discours teinté d'internationalisme est également tenu par le parti.

³⁹⁶ Interview en annexe.

³⁹⁷ Interview en annexe.

³⁹⁸ Interview en annexe.

³⁹⁹ Interview en annexe.

⁴⁰⁰ C'est d'ailleurs le cas dans un de leurs journaux distribué en Europe, « Özgür Politika ». Il n'est pas l'organe central du PKK - puisque c'est le Serxwebun -, mais semble lié à sa mouvance. On y retrouve d'ailleurs des articles sur les théories de Marx. Source : interview de Pierre VANRIE.

II. EVOLUTIONS AU SEIN MÊME DU PARTI ET DE LA STRATEGIE

On peut également constater que depuis le début de la lutte armée en août 1984, le nombre de militants et de sympathisants du PKK a largement évolué, de même que la stratégie de guerre.

Selon Pierre VANRIE : « (...) le PKK est parti d'une bande de quelques personnes qui se sont structurées. Maintenant, le PKK avec sa branche armée dispose, selon leurs chiffres à eux, de plusieurs dizaines de milliers de combattants, une cinquantaine de milliers de combattants aguerris. (...) Donc, cela implique forcément un changement de stratégie. Effectivement, dans les alliances avec les autres groupes kurdes, ce qui est frappant, c'est que lors de sa création en 1978 et dans les années de sa renaissance en 1983-1984 - et surtout après le 15 août - (...), dans sa genèse, le PKK s'est d'abord attaqué aux féodaux kurdes, aux chefs traditionnels kurdes (...), mais aussi à d'autres partis kurdes qu'ils estimaient des partis traîtres, etc. (...) Ensuite, le PKK s'en est pris à l'armée turque de même qu'à d'autres mouvements kurdes. (...) En plus de ça, ils ont créé toute une série d'associations, ils ont infiltré pas mal de milieux associatifs dans l'Est. Egalement des partis politiques comme le HADEP ». ⁴⁰¹

En étendant sa lutte, le PKK a également eu recours à un changement de tactiques, de stratégie.

Pour Yasar KAYA, cette lutte est pragmatique : « A plusieurs reprises, il a pris des décisions et les a directement mises en pratique ». Concrètement, en 1990, l'organisation a mis un terme à tous les actes qui risquaient de nuire aux civils. ⁴⁰² Après le refus d'un premier cessez-le-feu unilatéral resté sans réponse de la part du gouvernement turc, le PKK a alors concentré son effort sur un contrôle plus centralisé et sur le choix des cibles. Rappelons que le PKK a publié, fin 1994, une « déclaration d'intention » formelle de se conformer aux lois humanitaires et aux règlements de guerre exposés dans la Convention de Genève. Aujourd'hui, le PKK insiste sur le fait qu'il emploie la violence exclusivement contre l'armée turque, la police turque (police officielle et les membres des services de renseignement), les agents provocateurs et les forces anti-guérilla, les protecteurs de villages qui menacent l'existence du parti et du mouvement de « libération nationale ». ⁴⁰³

III. LES OBJECTIFS ET LES REVENDICATIONS DU PKK

Depuis sa création en 1978, et au moment du début de sa lutte armée, l'objectif déclaré du Parti des Travailleurs du Kurdistan était un « Kurdistan indépendant et socialiste ». Outre celui-ci, le PKK désirait organiser et mener la lutte du peuple kurde, libérer le Kurdistan de l'impérialisme et du colonialisme (entendons par là les colonialistes turcs et les féodaux

⁴⁰¹ « (...) Non pas que le HADEP soit directement, comme l'en accusent certains, la branche politique du PKK comme par exemple le SINN FEIN de l'IRA ou l'ERRI BATASUNA de l'ETA au Pays Basque. Ce n'est pas aussi clair. Mais ce qui est évident, c'est que dans le HADEP, qui est un parti encore légal - jusques à quand, ça on ne le sait pas -, il y a des éléments très proches du PKK ». Voir l'interview de Pierre VANRIE en annexes. Ismet G. IMSET, « PKK - Mouvement terroriste ou combattant de la liberté ? », *The Economist*, du 08 au 14/06/1996. (Traduit de l'anglais par le Centre d'information du Kurdistan)

⁴⁰² IMSET, op. cit.

⁴⁰³ Ibid.

kurdes), établir la dictature du prolétariat dans un Kurdistan indépendant et unifié et réaliser une société sans classe.⁴⁰⁴

Dans sa revendication d'indépendance⁴⁰⁵, le PKK est accusé d'être en contradiction avec lui-même. En effet, si dans son programme, il est clairement dit que la solution recherchée par le Kurdistan est exclusivement l'indépendance, dans le programme unifié de lutte dont il fait partie, on envisage l'indépendance mais aussi la fédération.

D'autre part, « *Le programme maximal du PKK consiste en l'établissement d'un nouveau système socialiste à l'échelle planétaire à partir du Kurdistan, autrement dit la volonté d'endosser l'universalité et les sacrifices qu'elle nécessite au nom de la kurdicité.*

Le programme minimal, quant à lui, consiste à obtenir une reconnaissance, même minime, de la part de l'Etat qu'il combat. En fait, le PKK oscille constamment entre ces deux aspirations ». (BOZARSLAN, 1997, 237)

Selon Kendal NEZAN : « *Cela (les objectifs et les revendications) a beaucoup évolué également, en tout cas jusqu'à 1992-1993. C'était parti de l'objectif d'un Kurdistan uni, indépendant et socialiste. A un autre moment, la création d'une région autonome leur paraissait suffisante. A d'autres périodes leur chef déclarait: « Nous n'exigeons rien, si ce n'est la reconnaissance de notre parti ».* ».

Selon Yasar KAYA : « *Le but de la guerre menée par le PKK aujourd'hui, c'est la libération du peuple kurde. Le PKK est donc un parti politique kurde. Les Kurdes ne sont pas représentés au sein du Parlement turc. Ils n'ont aucun droit culturel, aucun droit de s'exprimer librement. Le principal but du PKK, c'est d'obtenir les droits fondamentaux du peuple kurde, mais également la possibilité que le peuple kurde et le peuple turc puissent vivre également dans un Etat fédératif ».*

« *La guerre de « libération nationale » du Kurdistan dirigée par le PKK fait partie intégrante de la révolution mondiale socialiste dont les trois piliers sont : les mouvements socialistes, les mouvements de libération nationale et les mouvements de la classe ouvrière des pays capitalistes. Pour le PKK, l'impérialisme est la cause de tous les maux de notre époque : racisme, inégalités sociales, partition du Kurdistan. Le PKK se déclare être non seulement un mouvement de libération nationale mais aussi un mouvement pour la libération d'une classe à long terme ».* (MORE, 1984, 189)

La lutte nationaliste que le PKK mène contre l'Etat turc depuis 1984 peut également, aux yeux de certains, devenir un combat pour la conquête du monopole du contrôle sur la société kurde. Mais n'est-ce pas la logique de la plupart des partis politiques, même démocratiques, de vouloir s'approprier le contrôle de la scène politique ?

⁴⁰⁴ Le PKK revendique, entre autre, l'indépendance de la région géographique peuplée par les Kurdes, le Kurdistan. Donc, entendons un territoire comprenant une partie de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie. L'ultime ambition du PKK est donc la création d'un Etat kurde, qui comprendrait tous les territoires kurdes du Moyen-Orient, de la Mer Syrienne à l'Ouest, jusqu'au Mont Ararat à la frontière turco-arménienne au Nord, des champs de pétrole du Kirkouk en Irak au Sud jusqu'aux montagnes d'Iran à l'Est.

⁴⁰⁵ Le PKK revendique, entre autre, l'indépendance de la région géographique peuplée par les Kurdes, le Kurdistan. Donc, entendons un territoire comprenant une partie de la Turquie, de l'Irak, de la Syrie. L'ultime ambition du PKK est donc la création d'un Etat kurde, qui comprendrait tous les territoires kurdes du Moyen-Orient, de la Mer Syrienne à l'Ouest, jusqu'au Mont Ararat à la frontière turco-arménienne, du Sud les champs de pétrole du Kirkouk en Irak jusqu'aux montagnes d'Iran à l'Est.

Selon Hamit Bozarslan : « *Combiné aux doctrines universelles, le nationalisme kurde nourrit deux programmes : l'un externe, contre l'Etat; l'autre interne, pour transformer la société kurde ou établir le contrôle d'un des acteurs sur elle. (...) Chacun nécessite le recours à la violence. L'objectif de cette violence n'est plus de réaliser les revendications du nationalisme kurde, mais au contraire de transformer la société par l'encadrement, l'imposition de taxes ou une nouvelle socialisation des jeunes, d'écarter les anciennes élites « collaboratrices » ou concurrentes, et de s'ériger en acteur unique* ». (BOZARSLAN, 1997,)

Selon la source anonyme : « *Finalelement, le but du PKK, ce n'est pas uniquement de combattre la Turquie et le gouvernement turc. Son but premier est de rester le seul parti politique, le seul mouvement kurde au Kurdistan. Et même pas seulement en Turquie, mais en Iran, Irak, Syrie. (...) Le PKK désire avoir le monopole à tous les points de vue, sans hésiter à menacer et à en venir aux mains. Il s'invite de lui-même dans les conférences organisées en Europe. (...) C'est comme Pol Pot et tous ces mouvements de libération, entre guillemets, très « sectaires ». Finalelement, à cause de méthodes tellement dictatoriales et effrayantes, je trouve personnellement qu'ils rendent un mauvais service à la cause. Je l'ai constaté ici en Europe et au Kurdistan. (...) »⁴⁰⁶.*

Qui d'autre qu'Abdullah Öcalan pourrait mieux résumer les revendications actuelles de son parti ? « *Le PKK ne cherche pas à tout prix une scission de la Turquie. Un Etat essentiellement kurde ne pourrait être considéré comme viable sur le plan économique et s'acheminerait vers « plus de cent années de guerre ». Le but est avant tout une égalité complète sur le plan des droits politiques et sociaux, ainsi qu'une autonomie culturelle pour les Kurdes dans une démocratie fédérative en Turquie. De cette façon, on pourrait en arriver à une sorte de « pré-groupement de fédérations » avec les autres Etats du Proche-Orient où vivent également de grands groupes de minorités kurdes* ». (Focus, 31/1997)

⁴⁰⁶ Interview en annexe.

CONCLUSION

Les Kurdes forment depuis l'Antiquité un peuple à part entière. Ils sont aujourd'hui estimés à plus de 25 millions répartis principalement entre quatre pays, mais ils demeurent avant tout un peuple en quête d'identité, un peuple dépourvu d'une patrie en tant que telle. Les droits fondamentaux des Kurdes, tels l'usage et l'enseignement de la langue, varient d'un Etat à l'autre. Actuellement, en Iran, il n'y a aucun droit culturel. En Syrie, la répression est moins forte que dans les autres Etats, mais elle est plus sournoise dans la mesure où certains Kurdes sont déchus de la nationalité syrienne. En Irak, les 2/3 du territoire kurde sont administrés directement par les Kurdes eux-mêmes. Une répression ordinaire de l'Etat irakien est menée, mais pas au niveau linguistique. Par contre, en Turquie, jusqu'en 1991, l'usage, même parlé, de la langue kurde était interdit. Depuis l'usage parlé est toléré mais les écrits ne sont pas autorisés. Les accusations de « constitution de groupes terroristes » et « d'atteinte à l'unité de la République » sont monnaie courante.

Depuis septante ans, la situation des Kurdes de Turquie n'a pas diamétralement changé dans la mesure où ce peuple était déjà en proie à la rébellion et aux mesures de violence, voire de « racisme » de la part du pouvoir central. Le parallélisme entre les multiples révoltes du XXème siècle en sont l'exemple le plus patent. A la seule différence que, grâce au mouvement « révolutionnaire » de libération du Kurdistan mené par le PKK et à sa lutte armée contre l'Etat depuis le 15 août 1984, la Turquie a été forcée d' « accepter » la réalité kurde. Ankara est quotidiennement confrontée à l'existence même de ce peuple par l'intermédiaire de revendications de la part du PKK, mais elle subit également une pression occidentale et internationale énorme : de plus en plus d'intellectuels, de journalistes, de figures politiques, d'étudiants, de travailleurs, de femmes, etc. défendent la cause kurde.

Le durcissement des autorités turques au fil des années - malgré « l'intermède » du gouvernement de Turgut Özal, mort en avril 1993, qui avait permis de faire quelques pas en levant l'interdiction de parler le kurde -, l'arrivée au pouvoir du tandem Demirel-Ciller, puis du trio Erbakan-Ciller-Demirel en 1996, conduit beaucoup d'observateurs à se demander si la voie parlementaire n'est pas une impasse, et si la société civile kurde qui s'est constituée peu à peu ne va pas disparaître dans un conflit armé promis à toutes les dérives...

Mais au-delà de la voie parlementaire, une réalité s'impose : ce n'est pas le gouvernement civil d'Ankara qui est l'acteur déterminant de la vie politique turque. L'avenir de la Turquie se décide au sein du Conseil National de Sécurité (MGK) dont la presse turque n'a même pas le droit de relater les réunions. La seule issue qui sauverait ces millions de Kurdes serait une démocratisation de la Turquie et une démilitarisation du système.

N'est-on pas en droit, dès lors, de se poser la question d'un avenir commun de la démocratie turque et de l'émancipation kurde ?

Le PKK est à la fois soutenu par une grande partie de la population kurde de Turquie, par les Kurdes des autres Etats limitrophes (Syrie, Iran et Irak) - même si, pour diverses raisons des affrontements armés opposent des factions kurdes d'Irak au PKK - et aussi par la diaspora européenne et occidentale.

En fait, les revendications de base du PKK, - qui étaient principalement « l'indépendance d'un Kurdistan socialiste » et la « reconnaissance de l'identité », et dont l'idéologie fondatrice était « marxiste-léniniste radicale » -, ont quelque peu évolué. Actuellement, le PKK semble tendre vers un nationalisme débarassé d'une idéologie trop « marquée ». Mais, parallèlement, il

prétend non seulement à l'indépendance du Kurdistan de Turquie, mais du Kurdistan dans son ensemble. En d'autres termes, le Kurdistan historique et géographique, à savoir celui de Syrie, d'Irak, et d'Iran.

Toutefois, le PKK, dans la mesure de ce qu'il « filtre » à l'extérieur, n'est pas exempt d'ambiguïtés. Malgré le fait que l'indépendantisme soit toujours présent théoriquement, dans les faits, Abdullah Öcalan lui-même a plusieurs fois dit clairement qu'il était prêt à discuter d'un statut de fédération avec la Turquie. Les Kurdes seraient prêts à abandonner l'idée de l'indépendance. Ils sont également prêts à des compromis. C'est ce que semblent traduire les discours d'Abdullah Öcalan lui-même et ses propositions de cessez-le-feu unilatéral.

Le PKK ne chercherait donc pas - ou plus - à tout prix une scission de la Turquie, comme cela avait tendance à être le cas au début du conflit. Il désire avant tout une égalité complète sur le plan des droits politiques et sociaux, ainsi qu'une autonomie culturelle pour les Kurdes dans une démocratie fédérative en Turquie. En fait, l'indépendance du Kurdistan semble apparemment assez irréalisable dans la mesure où le fait de réunir tous les Kurdes est un projet utopique car des cultures différentes se sont développées spécifiquement dans chacun des pays concernés.

Donc, ce qu'ils revendiquent avant tout, c'est l'acquisition rapide d'un statut politique leur permettant de disposer de leur autonomie culturelle et linguistique.

Selon Kendal NEZAN : *« Je pense certainement que les Kurdes arriveront un jour à concrétiser leurs revendications. Mais on ne sait pas dans quel avenir. Cela prendra encore des années, voire des décennies. Il y aura encore beaucoup de malheurs, de drames. Mais étant donné la démographie, l'urbanisation, la présence d'une forte diaspora kurde dans les pays occidentaux qui contribuent à sensibiliser l'opinion en Occident et à isoler diplomatiquement la Turquie; étant donné la présence de communautés kurdes dans les métropoles turques qui font que le problème kurde est devenu aussi un problème dans ces métropoles, on arrivera à obtenir des revendications, au moins au niveau de l'identité. Le reste suivra peut-être plus tard... ».*

La perpétuation du conflit ethnique, qui pèse lourd dans la perception de la Turquie à l'étranger, est de loin le problème le plus redoutable qu'affronte ce pays. Pour l'avenir, deux scénarios sont peut-être envisageables. Le premier consisterait en une nette radicalisation de l'Etat turc et des mouvements de guérilla autonomistes soutenus par certains pays régionaux, voire européens. La violence se multiplierait et s'étendrait de plus en plus, telle une spirale. Les actions « terroristes » kurdes se propageraient, à terme, dans les grandes villes à forte concentration ethnique. Le second scénario, quant à lui, verrait une démocratisation plus poussée de la société turque et kurde, la reconnaissance durable et institutionnalisée des droits culturels de celle-ci, sa participation directe à la vie politique.

Peut-on dire que le PKK est un parti « terroriste », dans la mesure où la logique de la République turque est de répondre à la terreur par la terreur, de refuser toute proposition de cessez-le-feu et de profiter d'une trêve de l'adversaire pour redoubler de violence ?

L'ombrageux nationalisme turc est une des causes de *statu quo* et un frein à une éventuelle résolution du problème kurde. Pourquoi ne pas reconnaître, le temps d'une discussion, ce « groupe de bandits » en tant qu'interlocuteur légitime, dans la mesure où il reçoit l'appui d'un nombre considérable de Kurdes ?

Le PKK est-il un parti démocratique ? La démocratie prend en considération l'audience de l'organisation lorsqu'il y a libre expression du suffrage populaire. Or en Turquie, il n'a jamais été possible pour le parti kurde de mesurer son audience. En d'autres termes, le PKK se serait « auto-proclamé », « auto-affirmé ».

Pourtant, Abdullah Öcalan, le leader du PKK, affirme vouloir « établir un gouvernement d'après des principes démocratiques ». « Nous voulons des élections libres avec une participation libre ». Et il ajoute : « La meilleure élection est la participation à une manifestation de plusieurs centaines de milliers de personnes (comme cela a été récemment le cas en Allemagne). (...) Quand je me suis mis en route (au début des années 70), il n'y avait personne qui pouvait dire « Je suis kurde ». Maintenant, il y a des millions de gens qui l'expriment. Dans ce contexte, c'est mal placé de me demander si j'ai été élu... ». (Focus, 31/1997) L'avenir, peut-être, tranchera...

Il n'empêche que les aspects dictatoriaux des méthodes du PKK peuvent troubler jusqu'aux plus « conciliants » des amis de la cause kurde, dans la mesure où l'on accepte des petites unités d'enfants pour participer à la lutte armée ? Ou sont-ils plutôt les « victimes » inévitables d'une « sale » guerre qui n'en finit pas ? Sont-ils les « sacrifiés » inévitables à l'avènement d'une liberté, même incertaine ?

Ce qui nous semble toutefois évident, ce sont les clichés omniprésents dans la presse turque et même occidentale, concernant le PKK. Des clichés qui, trop souvent, occultent le fait que ce parti, que cela plaise ou non, est relativement représentatif de la majorité du peuple kurde. L'essentiel, pour toute minorité, quelle qu'elle soit, pour tout homme quel qu'il soit, n'est-il pas de lutter pour la reconnaissance de son identité et de ses droits élémentaires ?

Pour Kendal NEZAN : « *Quels que soient les difficultés, les drames actuels, une population de 30 millions d'habitants ayant malgré tout une tradition de résistance à la fois ancienne et vivace, aura un jour ou l'autre - probablement dans un avenir pas très éloigné - sa liberté, ou elle disposera de la maîtrise de son destin. Il est exclu qu'on puisse faire disparaître une telle population de la surface du globe... ».*

ANNEXES

Afin de conserver l'authenticité de l'expression de mes interlocuteurs, j'ai préféré maintenir leur style dans leurs réponses à mes interviews.

Nul ne pourra leur tenir rigueur d'avoir bien voulu s'exprimer dans une langue qui, pour certains, n'est pas celle de leurs racines.

Ces interviews enregistrées sur cassettes sont retranscrites telles quelles Avec pour seule correction l'orthographe.

Institut kurde de Paris

- Les choses ont-elles changé depuis le début de la lutte armée du PKK en Turquie ?

Les choses se sont empirées... Plusieurs milliers de villages - on parle de 2000 à 3000 villages kurdes détruits, brûlés, évacués par l'armée turque. Et ce qui est encore plus grave, c'est qu'une partie de ces habitants sont allés du côté turc. Beaucoup sont également allés dans d'autres régions, dans des villes kurdes du Kurdistan, mais également du côté de l'Ouest, c'est-à-dire dans la région d'Istanbul, d'Izmir et d'Ankara. Je crains fort que ces gens-là ne puissent plus jamais revenir chez eux. Vu la politique d'assimilation effroyable menée en Turquie, d'ici quelques années, ils peuvent devenir Turcs. Ça ferait peut-être 3-4 millions de Kurdes... Ce serait terrible...

- Vous pensez qu'il n'y a pas moyen de revenir en arrière ?

A court terme, je ne le pense pas. A long terme, peut-être si un jour la Turquie est obligée de se démocratiser et de reconstruire ces villages... et pas uniquement ça : il faudrait également un minimum de sécurité dans ces régions... Mais dans l'état actuel des choses, je ne le pense pas, non. Pour moi, c'est la chose la plus grave, c'est une véritable catastrophe. Ne parlons pas du nombre de morts, de tortures.

- Pour quelles raisons fondamentales pensez-vous que les Turcs ne veulent pas accorder l'indépendance, voire l'autonomie aux Kurdes ?

Il y a deux raisons. D'abord, c'est la mentalité turque elle-même, militariste et panturquiste. Vous connaissez l'histoire du chauvinisme turc depuis la création de la République turque laïque par Atatürk. Dans la loi même il est bien indiqué que la Turquie est un Etat turc dans lequel il n'y a que les Turcs qui existent. C'est une question de mentalité : on a peur de tout ce qui n'est pas turc surtout que le nombre de Kurdes est très important.

La deuxième raison, c'est la phobie de la Turquie de la création d'un Etat kurde pas seulement en Turquie, mais aussi en Iran, Irak, Syrie. C'est pour cela qu'elle intervient régulièrement dans le Kurdistan d'Irak. Elle contrôle ses frontières avec la Syrie, l'Iran... Donc, elle a très peur que si quelque chose, un petit droit est accordé à une partie, cela fasse l'effet « boule de neige ». La Turquie veut coûte que coûte éviter cela sinon, une bonne partie de son territoire - le Kurdistan constitue le tiers de la Turquie - va lui échapper. Sans compter les nombreuses richesses comme le pétrole, l'eau, le Tigre et l'Euphrate qui passent par le Kurdistan... Mais avant tout, plus que les richesses, ce sont des raisons politiques et stratégiques. Personne ne veut d'un Kurdistan indépendant.

- Quelle est la différence entre indépendance et autonomie ?

Prenons l'exemple de la Belgique. L'indépendance, ça voudrait dire un Etat flamand, un Etat wallon et peut-être une Région bruxelloise qui se régiraient selon leurs propres lois.

Une autonomie, c'est un Etat central où, dans certains domaines, les régions peuvent avoir leur autonomie. Ce n'est pas le fédéralisme, c'est plus petit. Ca veut dire par exemple avoir une administration autonome pour les affaires culturelles, sportives, sociales...

La Turquie ne veut ni indépendance, ni autonomie, ni fédéralisme, ni simples droits culturels. Elle refuse tout.

- Que désirent exactement les Kurdes ?

C'est une longue histoire... Les Kurdes de Turquie, déjà avant la création du PKK, contrairement aux Kurdes d'Irak, d'Iran et de Syrie qui ont toujours parlé d'autonomie - ils n'ont même pas parlé de fédéralisme à l'époque - les Kurdes de Turquie avaient déjà parlé d'indépendance. La répression physique et culturelle, (on peut même parler d'un génocide exercé sur les Kurdes de Turquie) a toujours été beaucoup plus forte que dans les trois autres parties kurdes. Et plus la répression est grande, plus la réaction est maximale, proportionnée.

Du point de vue territoire et population, les Kurdes de Turquie sont plus nombreux et ont plus de potentiel humain, politique, etc.

Mais avec le temps et malheureusement après tant de morts, tant de meurtres, de tortures et de déplacements de population, le PKK et tous les autres partis kurdes de Turquie ne parlent plus d'indépendance et trouvent que c'est une chimère. On ne peut pas savoir comment le monde va évoluer, mais pour le moment, ils trouvent que c'est irréaliste de parler d'indépendance parce que non seulement la Turquie, l'Iran et l'Irak, mais l'ensemble du monde arabe, est turc. Il y a un très grand nombre de turcophones dans les Républiques de l'ex-URSS. Ni la Russie, ni l'Amérique, ni l'Europe, personne ne désire voir un Etat kurde indépendant. Ca fait peur à tout le monde.

La raison est avant tout stratégique. La Turquie est un allié très important pour l'OTAN, l'Europe, l'Occident. Avant, la Turquie constituait un rempart contre le communisme. Maintenant, c'est un rempart contre l'intégrisme. Ca, c'est sur le plan philosophique, idéologique. Mais sur le plan commercial, c'est aussi énorme. La Turquie est un grand pays avec beaucoup de ressources, dont quatre mers; c'est un pays très touristique. En plus, c'est un pont géographique vers le Caucase, vers l'Europe centrale, vers l'Est, vers l'Asie. Déjà depuis l'Empire ottoman, la Turquie représentait une terre convoitée par l'Occident.

En plus, il y a la grande Russie. Maintenant, elle est faible, mais c'est un pays énorme comme superficie, comme puissance militaire, et peut-être demain aussi comme puissance économique. La Russie a toujours été un ennemi séculaire de la Turquie. L'Occident, à l'époque, pour faire face à la Russie, avait besoin de la Turquie. Maintenant, il n'y a plus le communisme, mais n'empêche que la Russie et tous les voisins de la Turquie sont contre la Turquie. C'est la raison pour laquelle l'Occident en a besoin pour ses intérêts économiques, militaires...

La Turquie s'embourbe elle-même. Elle n'arrive pas, vu sa mentalité, à concilier les deux pour entrer dans l'Europe, se démocratiser; pouvoir contrôler sa population et gérer le pays. La Turquie n'a pas le même niveau que les autres pays européens. Je ne parle pas uniquement des droits de l'homme, mais aussi du point de vue des traditions démocratiques, administration, systèmes de commerce... Quand on est en Turquie, on voit bien que l'on est en Orient. La mentalité turque n'est pas encore adaptée à la mentalité européenne.

Il est grand temps que la Constitution turque change. Ce n'est pas assez, mais c'est très important parce que dans le système turc, il y a le conseil de sécurité de l'Etat qui est le plus grand organe de l'Etat. Il est composé de cinq généraux dont le chef de l'état-major, le chef de l'armée plus quatre civils. Donc, les généraux sont plus nombreux. Les quatre civils sont le Président de la République, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Défense. Ce sont ces neuf personnes qui décident quand il y a de grandes crises dans le pays. Dans un pays qui veut entrer dans l'Europe, un système pareil ne peut pas fonctionner, car on

le voit encore actuellement, en temps de crise, ce sont les généraux qui dictent tout. Ce n'est pas admissible. Les généraux doivent être à la tête de l'armée et l'armée ne doit s'occuper que de la vie militaire et être aux ordres du gouvernement civil. Elle ne peut pas intervenir dans la vie civile. Or, c'est le cas en Turquie... Ca, c'est une chose.

Deuxièmement, supposons que même dans la constitution on change ça, on ne change pas la mentalité en deux jours. Les gens simples, les intellectuels sont habitués à cette solution. Il faudra beaucoup de temps avant que la mentalité des Turcs change. Elle est trop militarisée. Je n'ai pas l'impression que les jeunes se rendent compte de la situation. Ils la trouvent normale. Ils ont toujours vécu dans ce système. Après l'accident de Susürlük en décembre dernier, il y a eu beaucoup de remue-ménage. Il y a un peu de changement dans l'opinion publique, mais ce n'est pas encore assez. Parce que dans cette crise avec les islamistes, les gens sont allés derrière l'armée au lieu de dire « non, nous sommes autonomes, nous sommes des laïques, nous ne voulons pas d'un islamisme au pouvoir et nous ne voulons pas non plus que l'armée nous dicte notre conduite ». Ca, ils ne le disent pas non plus, ils ont l'habitude de donner raison à l'un ou à l'autre. D'ailleurs on peut voir dans les rues des manifestations soit pro- islamistes, soit pro-militaires. Il n'y a pas quelque chose qui est indépendant des deux, et c'est très grave...

- On dit du PKK qu'il est marxiste-léniniste à la base. A-t-il d'autres idéologies ?

Je ne pense pas que le PKK ait changé d'idéologie. C'est un mélange très bizarre et assez ambigu entre le marxisme-léninisme pur et dur et le nationalisme pur et dur, parfois même exacerbé. « L'internationalisme » du communisme est contraire au « nationalisme » nationaliste. Maintenant, ils attirent les islamistes, les yézidis, etc. et ils ont plein d'associations religieuses créées par le PKK : l'Union des islamistes ceci, l'Union des yézidis cela, ... ; il y a cinq associations religieuses différentes. Comment un parti marxiste-léniniste va-t-il en plus résoudre le problème des islamistes et les organiser ? Ce n'est pas normal, ça. Il y a de tout là-dedans. Quand je dis qu'il y a de tout, ce n'est pas dans l'anarchie ou le désordre, c'est voulu. C'est-à-dire qu'ils saisissent n'importe quelle occasion et immédiatement ils créent une structure autour de ce problème pour pouvoir avoir l'adhésion des gens. Par exemple, ils apprennent qu'il y a eu une fondation kurde en Turquie qui n'est pas PKK, qui a essayé de faire accepter des droits culturels aux Kurdes. Tout de suite en Allemagne, ils ont créé une fondation kurde. Quand il y a eu des instituts kurdes ici en Europe, immédiatement ils ont créé un institut kurde à Istanbul, à Berlin et maintenant à Stockholm. Ca peut être la culture, la religion, la politique, n'importe quoi, immédiatement, ils créent quelque chose, dans tous les domaines de la vie.

Je trouve cela horrible. Un parti, quand il veut s'appropriier tout ce qui se passe dans une société, ce n'est pas normal, et surtout une appropriation pour empêcher les autres de faire autre chose. Et finalement, le but du PKK, ce n'est pas uniquement de combattre la Turquie et le gouvernement turc, mais son but premier est de rester le seul parti politique, le seul mouvement kurde au Kurdistan. Et même pas seulement en Turquie, mais en Iran, en Irak et en Syrie.

Les Kurdes « simples » sont partagés entre l'admiration et la peur, à juste titre. Mais il y en a beaucoup parmi ceux qui ont participé au mouvement qui ont été fort déçus, mais qui n'osent plus reculer parce que le PKK est très sévère avec ses dissidents. Beaucoup ont été tués. Quand quelqu'un critique ou n'est pas d'accord, ils n'ont pas de pitié. C'est le style de tous ces partis illégaux, marxistes-léninistes. Ce n'est pas si simple que cela. La presse dit toujours que le PKK est très fortement appuyé par la population kurde, on peut voir les masses de gens lors

des manifestations. Je ne dis pas que le PKK n'a pas du tout d'appui, mais le soutien de la population kurde n'est pas unanime non plus...

En Turquie, du fait du manque de liberté absolu, les gens sont obligés, ils n'ont pas le choix, soit de prendre parti pour le PKK, soit pour le gouvernement turc. Entre les deux, ni l'un ni l'autre ne laisse un autre espace. Le PKK fait la même chose en Europe : il veut éliminer tout ce qui existe d'autre.

Par exemple, ces fameux « protecteurs de villages » qui sont des collaborateurs. On peut le dire, il y en a des milliers et des milliers. Il y en a beaucoup parmi eux, qui, au départ étaient des « patriotes », qui ont même aidé Barzani à l'époque dans sa lutte pour le Kurdistan d'Irak. Mais ils ont tellement été brutalisés par le PKK qu'ils ont choisi le camp de l'armée turque. Quand les gens se sentent en insécurité des deux côtés, l'Etat est plus sécurisant. L'Etat turc ne va jamais utiliser des méthodes puérides comme certaines que le PKK utilise. L'Etat turc combat de manière beaucoup plus raffinée. Ils ont des manières, des méthodes d'état. Si la répression est enfantine, puéride, de telle manière qu'on vient chez vous, qu'on vous menace et qu'on vous tue, un homme simple ou qui n'a pas assez de courage se dira : « Puisque je suis obligé de prendre parti, je préfère prendre le parti de celui qui est le plus fort ». Et l'Etat est toujours plus fort.

Des partis politiques qui ont été ancrés en Turquie, outre le HADEP, il y en a trois :

- l'équivalent de KOMKAR en Europe (le Parti socialiste du Kurdistan) qui s'est créé là-bas, et qui s'appelle le Parti de la démocratie et de la participation. Je ne peux pas vous dire exactement la dénomination. Il a aussi changé plusieurs fois de nom comme le HADEP.

- un deuxième a été créé. Il est un peu considéré comme le pendant de l'extrême-gauche kurde en Europe, mais j'ai oublié le nom.

- le Parti démocratique des masses. Ce parti se distingue des trois autres par le fait qu'il n'a pas un pendant illégal. C'est le seul. Tandis que pour le PKK, le HADEP (Parti de la démocratie du peuple), KOMKAR, le vrai parti qu'ils ont, illégal, se trouve en Europe et pour le PKK à Damas.

Le Parti démocratique des masses est dirigé par un ancien ministre kurde très connu en Turquie, qui s'appelle Serafettin Elci. Il a été ministre des travaux publics et a une grande notoriété. Ses revendications sont très modérées. Il a dans ses rangs des sociaux-démocrates, des libéraux et même certains Kurdes musulmans qui lorgnaient vers le Refah. S. Elci prétend s'adresser à toutes les masses kurdes et pas aux socialistes kurdes seulement. Parce que les autres sont socialistes : le parti socialiste du Kurdistan est socialiste, l'autre est même d'extrême-gauche... Pour lui, tous les Kurdes quels qu'ils soient ont besoin de droits démocratiques en Turquie. Il a une grande notoriété, et est facilement sollicité par la presse, les médias. On n'accorde pas cette opportunité aux autres partis. Beaucoup de Turcs l'écoutent. Ils se disent : « Enfin quelqu'un de modéré, qui parle très logiquement des choses ».

Serafettin Elci est actuellement la bête noire du PKK. Dans leur journal, ils le traitent de tous les noms que vous pouvez imaginer. Les autres ne l'apprécient pas non plus parce qu'ils ont peur de sa concurrence, parce qu'il est le seul à ne pas avoir en-dessous un parti illégal. Il n'a donc pas les mêmes idées...

Je ne peux pas affirmer que ce parti va progresser. Ce parti prétend qu'il a commencé à créer des sections un peu partout, qu'il progresse et qu'il désire se présenter aux élections anticipées. Et c'est ça aussi la rage du PKK. Si jamais le HADEP est fermé, les autres voix iront peut-être à celui-là. C'est trop tôt pour le dire, surtout qu'il s'adresse aussi au mouvement islamiste kurde.

P.S. En Turquie, on ne peut pas utiliser des mots kurdes pour nommer un parti

- Pour quelle(s) raison(s) le PKK désire-t-il avoir le monopole absolu et ne tente-t-il pas de s'unir aux autres partis kurdes ?

C'est comme ça, mais c'est très grave. C'est comme Pol Pot, comme tous ces mouvements de libération très « sectaires ». Finalement, l'idée au départ est très bonne et les revendications sont très justes, mais ils ont des méthodes tellement dictatoriales, effrayantes, que je trouve qu'ils rendent un mauvais service à la cause. Je le vois à la fois ici en Europe et au Kurdistan. Et finalement, nous le disions déjà il y a quinze ans : tôt ou tard, le PKK, ou bien il doit changer - mais personnellement je n'y crois pas - ou alors, il va se faire « bouffer », parce que maintenant, aussi bien militairement que politiquement, il est en train de s'asphyxier.

- Etait-il comme cela au départ ?

En 1978, il était très gauchiste, très agressif. Tous les autres partis kurdes le détestaient. Il a émergé après le coup d'Etat de 1980. Là, c'était normal parce que la répression était telle que tous les autres partis avaient été laisser démentis. Le PKK a le « style adéquat » dans des moments tels que celui-là : prendre les armes, frapper à gauche et à droite. La scène lui a été libérée grâce à la « chance » de ce coup d'Etat. Sinon, dans des conditions normales de la vie, c'est un parti impossible...

Jamais au Kurdistan de Turquie, d'Iran, d'Irak, de Syrie, on n'a vu un parti comme le PKK. Vous savez, souvent quand on parle entre nous, je dis : « Ne vous étonnez pas. En Allemagne, ils ont eu un Hitler ». Qui était-il ? Un petit bonhomme comme ça, sans culture, rien. Comment a-t-il pu mobiliser des millions d'Allemands ? Comment ? Il y a des gens parfois à un moment de l'histoire qui déclenchent une hystérie collective. Mais ça ne peut pas durer parce que ce n'est pas normal. C'est contre la nature humaine. Et bien nous avons eu cette malchance. La répression a été telle que finalement les gens sont devenus détraqués. Il ne faut pas s'étonner.

- Quelles sont les principales revendications du PKK ?

Avant, ils parlaient d'un Etat indépendant, maintenant ils parlent de fédéralisme à l'intérieur de l'Etat Turc.

Ils demandent l'octroi des droits politiques, culturels, enfin tout ce que les autres disent. Sur le fond, il n'y a pas de différences.

- Le PKK est né officiellement en 1978. Pourquoi a-t-il attendu près de six ans pour commencer la lutte armée contre l'Etat turc ?

Ce sont les conditions qui n'étaient pas favorables parce que juste avant le coup d'Etat, toute la Turquie était en effervescence. Toute l'opposition turque et kurde était terriblement matée. Il y avait tous les jours des attentats à la bombe, de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche. Il y avait les fascistes, Dev Sol, etc.

Donc le PKK n'avait pas encore cette force populaire parmi les Kurdes parce qu'il y avait d'autres partis kurdes qui n'avaient pas mené de lutte armée, mais qui étaient très aptes politiquement, qui avaient vraiment des milliers et des milliers de Kurdes derrière eux.

Il y a eu tout au début la fameuse DDKD (Association culturelle démocratique et révolutionnaire de l'Est).

Après il y a eu scission et, de cette scission, est né le fameux Parti Socialiste du Kurdistan, le PSKT.

Après la DDKD, on peut dire que le KOMKAR était devenu vraiment le parti n° 1, avec des milliers de gens derrière lui.

Quand il y a eu le coup d'Etat, le chef du parti KOMKAR s'est réfugié en Suède. Les autres membres des partis kurdes de l'époque ont été tués, ou ils se sont réfugiés en Syrie, au Liban, ou en Europe. De ce fait-là, la scène est restée libre pour le PKK.

Voilà quelles étaient les circonstances.

- A quoi était dû le coup d'Etat militaire de 1980 ?

Le coup d'Etat militaire s'était organisé grâce à la CIA avec l'appui de Washington. Il a été annoncé à Washington avant qu'il ne soit su à Ankara. Le but était de combattre le communisme parce qu'à ce moment-là c'était la guerre froide avec l'URSS, et toute l'opposition kurde et turque était communiste, on peut même dire « communiste ». Donc c'était un coup à la fois contre le communisme et contre le séparatisme.

Les grands syndicats étaient fortement réprimés. Il n'y avait pas seulement les Kurdes, mais aussi l'opposition turque: le Parti Communiste Turc, le Parti Ouvrier de Turquie. Tous ont été démantelés.

A mon avis, c'était normal que ces mouvements d'opposition soient tous communistes ou au moins communistes, parce que quand le régime est dictatorial et communiste, l'opposition est plutôt anticommuniste. C'est normal.

Quand le pays est dictatorial de droite, je vais dire fasciste de droite, comme la Turquie à l'époque, c'est normal que l'opposition soit communiste ou communiste, donc anti-idéologie dominante. Mais comme la Turquie a toujours été et est encore maintenant la protégée et l'alliée n° 1 de l'Amérique, l'opposition était anti-américaine avant tout. Alors à l'époque soviétique. Vous voyez... Maintenant, beaucoup de ces gens, je dirais presque tous, ont ouvert les yeux, surtout après l'effondrement de l'URSS. Et ces anciens communistes enragés, qui vivent maintenant en Suède, sont devenus des intellectuels socio-démocrates, des libéraux qui parlent très gentiment, très doucement. Je les vois parfois. Alors je leur dis « Vous vous souvenez de l'époque ? ». La répression fait cela. Dans le contexte de l'époque c'était normal.

Alors on peut dire que la gauche kurde et turque de l'époque a fort évolué, mais en même temps la situation internationale et de la Turquie a aussi beaucoup changé, ce qui fait que les méthodes de l'époque ne marchent plus aujourd'hui : mobiliser des milliers de gens parce qu'il n'y a plus cet affrontement Est-Ouest, cette idéologie de bloc.

C'est devenu, je dirais d'une certaine façon, plus difficile maintenant de défendre les droits fondamentaux parce que les gens ne savent plus à quoi s'accrocher.

Je ne dis pas que c'était mieux comme ça, mais actuellement, ce n'est pas plus facile qu'avant.

- Comment considérez-vous Abdullah Öcalan, le leader du PKK ?

C'est un mégalomane psychopathe. Pour moi, ce n'est pas un homme normal.

Alors ça dit tout. Je n'ai pas besoin de le décrire davantage...

- Qui sont les militants du PKK principalement ?

Très jeunes, et beaucoup de filles... 13, 14, 15, 16 ans et parmi eux, surtout des Kurdes de Syrie et d'Union Soviétique qui idéalisent une cause de l'extérieur, qui sont « emballés ».

Il y en a beaucoup qui se sont repentis. Il y en a qui ont été tués, d'autres qui sont rentrés chez eux. Mais il y en a beaucoup qui n'osent pas partir et qui restent là, de peur de représailles éventuelles. Et surtout parmi la population la plus pauvre, la plus démunie.

- Pensez-vous que c'est entre autre dû au fait que ce sont des gens peu instruits, n'ayant pas assez de connaissances et de recul ?

C'est voulu le fait de les recruter très jeunes. Ils peuvent ainsi mieux les former et les « driller » à leur manière, les endoctriner plus facilement, en d'autres termes.

- Combien y-a-t-il de militants du PKK en Turquie ?

Les militants armés ? On parle de 4000-5000. Eux, de 10.000 à 15.000, peut-être plus... Mais contre 300.000 hommes turcs secondés par l'armée de l'OTAN, qu'est-ce qu'on peut faire? Et ils créent une République en Europe et le Parlement de Bruxelles qui va aller s'installer là-bas.

- Que pouvez-vous me dire de plus sur les militants, les sympathisants du PKK en Europe ?

Ceux qui se disent du PKK ici en Europe, ils n'étaient pas tous PKK dans le pays.

Je vais vous donner un petit exemple.

Une personne que je connais relativement très bien. Il ne voulait absolument pas quitter le pays, le Kurdistan de Turquie. Il était vraiment comme on dit chez nous, patriote. Il voulait coûte que coûte s'attacher à sa région et personnellement il ne faisait pas vraiment de la politique, à part le fait de parler. Il n'était pas dans un parti. Il n'avait pas subi de répression directe de la part de l'armée, de la police turques. Qu'est-ce qu'il a fait ?

Il a envoyé ses deux fils ici, des adolescents, pendant un an et puis sa fille. Ensuite, il est parti définitivement avec sa femme et les autres enfants, et a vendu la maison. Il disait carrément: « Nous avons sauvé nos deux fils des mains du PKK qui chaque jour venait à la maison leur demander d'aller combattre dans la montagne ». Il y a des exemples de ce genre par milliers.

Donc il a avoué carrément que c'était par peur que ses fils ne soient enrôlés dans l'armée du PKK qu'il avait dû les sauver et qu'il est parti parce qu'ils venaient chaque jour les embêter avec ça. Et il vit maintenant ici avec les fils, la fille...

Tous maintenant sont des cadres du parti : très, très agressifs contre tout ce qui n'est pas PKK. C'est très normal. Vous vous souvenez du mouvement des Palestiniens à l'époque ? On disait toujours que les Palestiniens de l'extérieur, ceux qui ne vivaient pas en Israël étaient beaucoup plus radicaux, beaucoup plus durs que les Palestiniens de l'intérieur.

C'est normal parce que ceux de l'intérieur vivaient tous les jours la répression et trouvaient qu'il fallait négocier. Ceux de l'extérieur traitaient chaque personne qui voulait négocier de « traître ». Ceux qui vivent maintenant en Europe sont devenus comme ça. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas la peur du gendarme, de la police, il n'y a pas de répression. Il y a une liberté absolue.

Alors c'est facile de réagir comme ça parce qu'on trouve une place, on trouve sa personnalité, on est respecté par certaines personnes qui vous entourent et on a un petit poste quelque part.

- Est-ce vrai que le PKK vit des trafics de drogue, d'humains ?

Oui, c'est vrai. Mais la Turquie aussi le fait, alors... Quelle différence ? Madame Ciller a été condamnée par un tribunal allemand. Quelle différence ?

- Trouvez-vous que le PKK est un parti « terroriste » ?

Je n'aime pas dire ça parce qu' alors je dirai que l'Etat turc l'est tout autant. On peut parler de « violence ». Mais ce n'est pas le principe même de la lutte armée que je condamne personnellement. Parce que les Kurdes d'Irak depuis des années prennent des armes : les Kurdes d'Irak les ont prises jusqu'au départ de Saddam Hussein. Les Kurdes de Turquie à l'époque, avant et pendant le soulèvement, ont aussi fait beaucoup de sacrifices humains. Or, on ne peut pas dire que ces gens sont des terroristes ou des violents.

Quand les Européens et les Alliés ont combattu les nazis, étaient-ils des terroristes? Au contraire, on disait « partisans » avec beaucoup de fierté et de respect.

Moi je dis que les combattants kurdes sont des partisans.

Quand un fasciste vient bombarder votre maison, écoutez, ne venez pas me parler de pacifisme! Mais ce que je critique, tout comme beaucoup de gens, chez le PKK, ce sont ses méthodes, son idéologie, sa manière de se comporter vis-à-vis aussi des Kurdes.

Non seulement nous trouvons que sa stratégie vis-à-vis de l'Etat Turc n'aboutit pas. Mais vis-à-vis des Kurdes, c'est encore plus grave. Ils veulent éliminer tout ce qui n'est pas PKK, ou bien éliminer toute personne qui critique le PKK à l'intérieur. C'est ça qui est grave.

Je veux dire qu'ils ne sont pas modérés. Mais je n'aime pas dire qu'ils sont terroristes ou alors là on est obligé de dire aussi que la Turquie est terroriste.

- Quelle est l'évolution du parcours du PKK au niveau des tactiques ? Y a-t-il eu un assouplissement ou au contraire un durcissement ?

A un moment, beaucoup de Kurdes croyaient qu'il y avait un certain assouplissement, moi pas. Beaucoup de Kurdes ont cru cela, notamment quand le HADEP (qui a succédé au DEP - Parti de la démocratie) a pu obtenir 22 députés au Parlement. C'était une très bonne tactique de s'inscrire sur la liste du Parti Social Démocrate turc. Mais ces députés avaient un grand manque d'expérience politique. Ils n'avaient jamais été députés dans leur vie, et principalement Madame Leyla Zana en tant que femme était vraiment inexpérimentée. Je trouve qu'elle a fait encore plus de gaffes que les hommes qui malgré tout étaient dans la politique avant. Elle a vraiment été utilisée.

Alors ils ont fait des gaffes politiques si grandes que, malheureusement, ils ont très vite été mis en prison et jusqu'à maintenant ils y sont toujours.

Je ne pense pas que la Turquie va les relâcher, en tout cas à court terme.

Donc dans cette période il y avait un relatif optimisme. On disait: « Voilà, maintenant pour la première fois dans l'histoire, les Kurdes pourront faire du travail politique. » A ce moment-là, je trouvais qu'il y avait quelque chose de très ambigu, de très grave qui se passait en-dessous : c'est que le PKK avait un rival civique et je sentais quelque chose qui n'allait pas entre les civils avec ses députés, le HADEP d'une part, et le PKK de l'autre.

Et aujourd'hui, il y a un grand conflit à l'intérieur du HADEP : il y en a qui sont purs et durs et qui veulent que le PKK dicte au HADEP ce qu'il doit faire, et il y en a qui disent que le HADEP doit devenir absolument indépendant et autonome du PKK pour qu'il puisse faire du travail politique. Et ça c'est absolument inévitable.

Regardez l'exemple en Irlande, dans le Pays Basque, c'est exactement la même chose.

Moi je ne peux pas croire à un parti légal parce que des gens sont élus par la population, ça leur donne une légitimité, et qui soit dirigé en-dessous par un parti militaire.

Moi je trouve qu' à partir du moment où le PKK a pu donner aux Kurdes 22 députés, il devait arrêter la lutte armée.

Il est vrai aussi que l'argument du PKK est aussi valable. Ils ont annoncé 2 fois un cessez-le-feu mais l'armée fonçait sur les villages, etc. Maintenant, qu'est-ce qu'il faut faire ? L'armée fonce sur le village et toi tu ne vas pas riposter ? Ce n'est pas facile je vais dire.

Quand je dis ça, je ne le dis pas de gaieté de coeur. Mais même en supposant qu'il soit obligé de se défendre et de se battre, il faut laisser le HADEP indépendant, lui laisser faire son travail politique.

Même si ici, le Parlement kurde en exil reçoit des ordres des petits jeunes du Comité du Kurdistan. Ils ont maintenant mis tout dans le même bâtiment. Avant, le Parlement kurde en exil était situé à l'Avenue Louise, et le Comité du Kurdistan était près de l'Institut kurde. Maintenant ils ont tout centralisé dans le bâtiment de l'Avenue Louise. Ca, c'est très clair : tout ce qui est socioculturel, etc., qui tourne autour de MED TV et tout ça, c'est le PKK... Alors, c'est une pieuvre qui commande le tout.

Comment voulez-vous que le parti HADEP fasse un travail politique ? Ce n'est pas possible.

La vie est une école, on apprend de ses expériences, on apprend des souffrances et des sacrifices que l'on a donnés. On ne continue pas toujours comme ça à être buté et à cogner contre le mur. On change un peu de style, on change de tactique, on change de politique. Eux ont toujours les mêmes slogans. Quand on voit des images à la télévision de personnes scandant le surnom du leader « Apo », ça ne donne pas une image sympathique de la lutte kurde.

C'est affreux de voir ces jeunes et ces femmes « écervelés » comme ça. Des femmes, il y en a énormément parce qu'elles trouvent leur libération. Ils viennent à la maison chez les gens, un à un, ici aussi et pas seulement dans le pays. Ils disent aux femmes devant leur mari : « Quand ton mari te frappe ou te maltraite, tu dois venir nous le dire. » Ils punissent eux-mêmes le mari. Ils le pendent au plafond, le fouettent sur les pieds.

Mais les femmes sont heureuses quand ils font ça. C'est terrible...

- Pourquoi y a-t-il rarement des gens qui écrivent sur le PKK ?

Quelqu'un a écrit un livre : Ismet IMSET. Et bien il paraît qu'il vit clandestinement en Allemagne, je crois. Il n'ose même pas se montrer. Et ce livre, j'ai supplié plusieurs personnes de me le prêter. Je ne l'ai pas lu. Personne n'a osé me l'apporter.

(...) Vous allez poser ces mêmes questions au PKK ?

- J'envisage de le faire si c'est possible...

Et à l'Institut aussi ?

- C'est prévu également...

Je connais d'avance les 2 réponses. L'Institut va se montrer chérubin et l'autre va tout nier.

Moi, je vous dis ce que c'est, tel quel. Je n'ai pas d'intérêt à exagérer. C'est triste, ça ne fait pas plaisir.

- Où se trouvent les principales implantations du PKK ?

Je dirais un peu partout dans les quartiers très pauvres.

Mais d'un point de vue purement militaire, c'est près des frontières pour pouvoir fuir la région de Sirnak, près de la frontière Syrio-Irano-Irakienne. C'est surtout là-bas.

Mais comme organisations clandestines du PKK, il y en a un peu partout. Je ne peux pas vous dire exactement à quels endroits. C'est la même chose en Europe aussi. Sous un autre nom hein...

- Quels sont les différents mouvements de support que l'on peut rencontrer en Europe ?

En Europe, ce sont les jeunes surtout, mais également les moins jeunes. Pas toujours parce qu'ils sont militants du PKK, ni par enthousiasme. Il y en a qui ont peur du racket. Il y en a d'autres qui supportent le PKK par conviction. Mais je trouve que c'est surtout à cause de la liberté d'expression en Europe qu'ils arrivent à extérioriser leur mécontentement vis-à-vis de la Turquie, à extérioriser leur enthousiasme pour le chef, etc., par des manifestations de masse, des fêtes énormes, des grèves de la faim, par des actions qu'on peut dire « spectaculaires ».

Mais je ne suis pas d'accord de dire de manière simpliste que le PKK a le support de la majorité de la population. Je dis que c'est beaucoup plus complexe que ça.

Il y a le support sincère, il y a la peur, il y a le fait qu'ici on puisse faire des « petits chefs ». Ça existe beaucoup en Europe; c'est une occasion de devenir quelqu'un.

- Quelle est la situation actuelle en Turquie par rapport aux Kurdes ?

A mon avis, la situation est très grave surtout à cause des destructions de villages. Il n'y a aucun progrès, au contraire. Tous les jours on en vient au meurtre, à la torture, etc. Mais d'autre part, je trouve que les choses qui se passent n'auraient pas pu se passer il y a 10 ans. Par exemple, toutes les associations kurdes, qu'elles soient PKK ou non PKK, culturelles ou politiques peuvent faire des conférences, des congrès, des fêtes. Il y a des tonnes de publications; de temps en temps, on les confisque, mais il y a 10-15 ans, c'était un rêve.

Il y a une radio locale culturelle à Diyarbakir; il y a des groupes de théâtre, des groupes de musique... A l'époque on ne pouvait même pas dire « Je suis Kurde ». Ça fait une différence.

Alors, si on met le pour et le contre dans l'ensemble, je dirais que ça va très mal mais quand même pour la première fois dans l'histoire, on parle des députés kurdes, de partis politiques kurdes.

Même si leur nom n'est pas kurde, ils sont légaux, enregistrés, donc tolérés et acceptés par l'Etat. Et les partis kurdes se présentent aux élections, pas en tant que Kurdes mais tout le monde sait que c'est Kurde.

Je trouve qu'il y a aussi d'une part des progrès et d'où vient cela? C'est très possible que la lutte du PKK avec tous les côtés négatifs ait amené ça, ait obligé l'Etat Turc à céder quelque chose, sûrement.

Mais pour moi il y a aussi 2 facteurs très importants.

D'une part la pression, même si ce n'est que verbal, la pression de l'Europe, des Etats-Unis aussi mais moins, du fait que la Turquie veuille coûte que coûte entrer dans l'Union européenne surtout depuis l'accord douanier. La pression augmente. C'est très important. Donc c'est un peu la « bataille du bâton et de la carotte ». On dit à la Turquie : « D'accord, on va faire des contrats commerciaux », c'est la carotte, « mais ça ne veut pas dire que vous êtes mûre pour entrer maintenant dans l'Union européenne », ça c'est le bâton.

Avec cette politique, la Turquie chaque fois est obligée d'un tout petit peu, pour doré un peu son image, de céder quelque chose.

Ca, c'est la pression extérieure.

Evidemment, il y a aussi des actions, des associations non-gouvernementales : Amnesty, la Fédération des droits de l'homme, les missions du Parlement Européen, tout le temps des avocats, etc.; tous ces contrôleurs extérieurs, c'est aussi très important.

Mais à l'intérieur, je trouve aussi que dans l'opinion publique turque c'est aussi très important et dans une fraction, une partie des responsables politiques turcs, le mot « kurde » n'est plus tabou.

On parle des Kurdes, des droits culturels des Kurdes, on admet que les Kurdes ne sont pas des Turcs, ce qui à l'époque était inimaginable.

Donc ça c'est des petits progrès importants.

Mais quand on voit les choses au jour le jour : l'évacuation des villages et tout ça, on dit chaque fois que ça devient plus grave. C'est vrai ça aussi.

Et ça c'est l'éternelle ambiguïté de la Turquie. La Turquie pour moi est un pays très ambigu qui ne ressemble à aucun autre pays du Proche Orient. Par exemple les pays voisins nous les connaissons: des dictatures, Baath, Komeyni, etc. « Tais-toi il n'y a qu'un parti, etc. ». En Turquie, il y a un Parlement, un Gouvernement, mais en même temps c'est l'armée qui dirige. Il y a la répression et tout ça mais en même temps on a le droit de se défendre. Par exemple, l'ancien ministre Serafettin Elci a été en prison 30 mois parce qu'il a osé dire : « Moi je suis Kurde ».

Et ça on ne trouve pas en Syrie, ou en Irak ou en Iran, ça n'existe pas.

Donc on peut dire que pour les Kurdes, c'est une très grande malchance d'avoir subi cette répression, surtout en Turquie. Paradoxalement. Mais d'autre part, c'est une petite chance du fait que la Turquie est l'« obligée » de l'Europe.

Ce n'est pas seulement que l'Europe et les Etats-Unis qui flirtent avec elle parce qu'ils ont besoin d'elle, mais elle, la Turquie, a beaucoup plus besoin d'eux.

Alors pour nous, c'est la seule petite voie de sortie où on peut avoir un petit peu de mouvements, où on peut jouer. Je trouve que si le PKK avait compris ça, peut-être qu'il y aurait eu un peu moins de morts, un peu moins de répression.

S'il avait pu un peu changer de peau, un peu s'assouplir...

- Vous pensez qu'il ne pourrait plus s'assouplir ?

A mon avis, il l'évite. D'autres partis pourraient le faire, comme ce Parti socialiste du Kurdistan, comme le Parti démocratique des masses de Monsieur Elci qui n'ont pas pratiqué la lutte armée.

Vous savez l'armée a un côté terrible parce que, quand on lutte par les armes, c'est seulement obéir aux ordres.

On ne peut pas faire fonctionner ça, on n'a pas le droit. Et le chef il est à l'extérieur. En plus, il est invisible. Il donne des ordres de Damas et on les applique même en Europe ! C'est de la folie! C'est très grave.

- Ne pensez-vous pas que le PKK pourrait peut-être employer des méthodes un peu plus « pacifiques » ?

A mon avis, le PKK, sauf parfois à certaines périodes, n'utilise pas quotidiennement la méthode « terroriste » de poser des bombes et de tuer des civils.

Il lutte contre l'armée le plus souvent.

De toutes façons, ces méthodes-là je les désapprouve tout à fait, le fait de poser des bombes par-ci, par-là.

Mais reste le principe de la lutte armée. Eux, ils se défendent en disant « Des fois Öcalan a demandé... ». Ca je l'accepte. Mais je me dis que même si l'armée n'accepte pas un cessez-le-feu tout de suite, qu'il cesse toute activité immédiatement, et pas un mois ou deux comme il le fait. Qu'il ne déclare pas seulement par les paroles qu'il retire ses hommes, mais qu'il dise

ouvertement: « Voilà maintenant il y a un parti politique kurde, le HADEP, et il y en a d'autres qui mènent une lutte politique et nous sommes favorables à la lutte politique ».

Ce que je dis est très utopique. Je ne vois pas d'autres moyens.

Un parti qui est déjà comme ça, très pur et dur, et qui mène une lutte armée, comment va-t-il assouplir ces méthodes? Et les gens qu'il envoie sont des jeunes de 13, 14 ans...

- Trouvez-vous que la presse occidentale relate suffisamment la question kurde ?

La presse occidentale est obsédée comme la Turquie par le PKK. Dès qu'il y a une bombe ou des tués, c'est de la faute du PKK.

Plusieurs fois nous avons fait des interviews avec des journaux importants comme « Le Soir » et ils n'ont jamais publié les articles.

- Pour quelles raisons?

J'ai téléphoné plusieurs fois. Ils m'ont répondu : « Oui mais on n'a pas de place ». Pas de place ? Vous avez pourtant de la place pour dire « PKK-PKK ».

Je trouve que la presse, ce qui l'intéresse, c'est le tape-à-l'oeil. Qu'est-ce qui attire le plus ?

C'est une grosse manifestation du PKK et c'est tout.

Par exemple, une fois, le président du Parti socialiste était venu et un journaliste du « Soir » l'a interviewé pendant près de deux heures. Il a tout noté et cet article n'est jamais paru. Dans *De Standaard*, il est sorti.

Une autre fois, une journaliste du *Morgen* avait promis de venir interviewer Serafettin Elci, l'ancien ministre. Elle n'est même pas venue.

Mais en général, disons que quand il s'agit de parler des élections et du conflit dans le Golfe, les journalistes belges et occidentaux donnent vraiment une idée précise des luttes intestines entre les personnes et ils donnent une idée très claire du secteur mafieux en Turquie, l'armée, la mafia, le gouvernement, les partis politiques, etc. Tout cela, ils le relatent assez bien.

Mais quand il s'agit du problème kurde, ils évoquent seulement le mot « PKK... PKK... ».

Je pense tout simplement que ça rapporte plus...

- Peut-on parler de manipulation de l'Etat turc sur la presse occidentale ?

Enormément. Il fait pression sur tout le monde, tout le monde. La Turquie fait une propagande énorme.

Par exemple, il y a quelques jours, cette bombe qui a explosé devant l'ambassade turque. On a dit qu'un Arménien avait téléphoné, mais je ne sais pas si c'est vrai.

Mais comme tous les Arméniens ici ont dit « ce ne sont pas les Arméniens »; le journal turc *Hurriyet* raconte les faits exactement comme dans les journaux occidentaux ; mais il ajoute une petite phrase. Il dit: « Et le Comité des Arméniens a ajouté: c'est probablement le PKK ». Voilà, et le tour est joué !

Mais après deux jours le même journal a rectifié son information et a déclaré que ce n'était pas un acte du PKK. Mais comme disait un de nos amis: « Il est très probable que ce soient les Turcs eux-mêmes ».

- Quelle est l'attitude des différents partis politiques turcs par rapport à la question kurde ?

Il n'y a pas une grande différence entre les partis politiques turcs vis-à-vis de la question kurde.

Les sociaux-démocrates et les partis de droite font chaque fois la même chose avant les élections. Ils recommencent à dire: « Oui, les Kurdes existent, il faut qu'ils aient certains droits culturels, il faut reconstruire le Sud-Est parce que le fond du problème est économique. Il faut que les réfugiés reviennent dans leurs villages, etc. ».

Toujours le même baratin.

Et évidemment, il y a pas mal de Kurdes qui n'osent pas voter pour le HADEP qui est classé PKK, ou parce qu'on les corrompt d'une manière ou d'une autre, ou par méconnaissance, ou par naïveté. Enfin il y en a qui votent pour ces partis-là. Il y en a qui votent pour le Refah islamiste. Pourtant les Kurdes ne sont pas tellement islamistes.

Je pense que c'est parce que c'est le parti le plus fort et qu'ils espèrent qu'il va faire quelque chose pour eux. Il y en a qui votent pour le Parti social démocrate ou pour Madame Ciller ou l'ANAP (Parti de la mère patrie).

Et puis après, dès qu'ils arrivent au pouvoir c'est fini. Quelle que soit leur couleur politique, c'est la même chose.

- Mais Özal a quand même levé l'interdiction de parler kurde en 1991...

C'est-à-dire à l'époque, Özal était considéré comme le plus courageux parmi eux. On dit qu'il est à moitié Kurde. Il est de Malatya.

Il a autorisé que les Kurdes puissent parler leur langue. Mais d'autre part, il était aussi responsable de beaucoup de répression. Mais c'est vrai qu'il avait plus de courage que d'autres.

- Il était plus modéré en fait...

Oui. Mais la malchance a voulu qu'il meure. Quand quelqu'un fait quelque chose pour les Kurdes, il lui arrive toujours quelque chose: soit il meurt, soit il est malade...

Individuellement, dans les partis politiques, il y en a qui sont favorables aux Kurdes mais ils n'osent pas le dire. Parce que finalement, il y a la peur de l'armée qui plane au-dessus de leur tête.

- Et depuis que Demirel est président ?

C'est encore pire. A l'époque de Özal, c'était un peu mieux. D'ailleurs Demirel, chaque fois que Özal faisait ou disait quelque chose, il le contredisait systématiquement.

- Et lorsque Tansu Ciller était Premier ministre, cela n'a rien changé non plus à la situation kurde ?

Non pas du tout.

- Tansu Ciller n'avait-elle pas parlé d'une solution « à la basque » à l'époque ? J'ai lu ça dans un article...

Oui, je me souviens de cela, mais je ne me souviens pas que c'était Ciller. En tout cas, quand Ciller est arrivée au pouvoir, tout au début elle a parlé au Parlement des droits culturels des Kurdes. Et bien, il y a eu des réactions tellement violentes de la part des députés et puis après de la part des généraux, qu'elle a immédiatement changé.

Donc, bien que je n'aime pas du tout cette femme, je dois avouer qu'au départ - peut-être était-elle un peu naïve, inexpérimentée - elle a dit ce qu'elle pensait, et puis c'était fini.

- Le fait que Necmettin Erbakan soit devenu le leader de la première coalition islamico-laïque durant un an n'a-t-il pas changé le cours des choses ?

Vous voyez ce qui se passe actuellement en Turquie, ils se chamaillent sur les sièges. C'est le bras de fer entre l'armée et les islamistes. Qu'est-ce que les Kurdes deviennent entre les deux? Leur situation s'empire parce qu'avant, on avait uniquement l'armée sur le dos. Maintenant, on a et l'armée et les islamistes.

- La vice-Premier ministre Tansu Ciller va-t-elle succéder à Necmettin Erbakan ?

L'armée a fait tant de pression sur le président Demirel que normalement, c'était prévu que Ciller prenne le relais. Demirel, qui est du même parti que Ciller n'a pas osé lui demander de devenir formateur du nouveau gouvernement avant les élections anticipées parce que l'armée ne veut pas que le Refah reste au pouvoir. L'armée a demandé la fermeture de ce parti. On a même parlé à un moment d'un coup d'Etat militaire.

La plupart des organes de presse, des institutions de la société active, la plupart des gens défendent la laïcité. Et cela a redoré un peu l'image de l'armée, qui était très, très mal vue. Elle a mené beaucoup d'actions, des briefings. Elle s'est adressée à une très large partie de la population. Finalement, l'armée a presque obligé Demirel à demander un autre formateur que Ciller. Alors, il est allé s'adresser à Yilmaz, le chef de l'autre parti de droite - l'ANAP- dans l'opposition. Ciller et Yilmaz sont des ennemis de très longue date, d'un point de vue personnel également, parce que sur le plan idéologique, il n'y a presque pas de différences. Ce sont deux partis de droite et deux partis laïques. Ciller qui, au début, refusait coûte que coûte de former un gouvernement avec les islamistes, a fait alliance avec eux parce qu'ils ont profité des scandales de Ciller. Pour couvrir ces scandales, elle s'est alliée avec eux. En plus, elle ne s'entendait pas du tout avec Mesut Yilmaz.

Ciller maintenant fait tout pour « bousiller » le travail de Yilmaz qui pourrait peut-être devenir le formateur du nouveau gouvernement. Quant à Yilmaz, s'il n'a pas la majorité parlementaire, il ne pourra pas former un nouveau gouvernement. Il cherche et discute avec les autres partis et a déjà l'appui de Bulent Ecevit et de l'autre leader social-démocrate. Yilmaz compte sur la défection de députés du parti de Ciller. Certains l'ont déjà quittée parce qu'ils ne veulent plus travailler avec le Refah. Beaucoup de gens supposent que Yilmaz va échouer, qu'il n'aura pas la majorité parlementaire, que c'est Ciller qui va reprendre son rôle de Premier ministre... Mais tout ceci reste en suspend, on verra le déroulement de la situation.

- Le HADEP est-il interdit finalement ?

Il est possible qu'il le soit, mais ça n'est pas encore le cas. Les dirigeants du HADEP qui étaient en prison ont été relâchés depuis peu sous conditions... Il y a eu un procès il y a quelques semaines. La personne qui a décroché le drapeau turc pour le remplacer par le kurde a été condamnée à 22 ans de prison et les dirigeants du HADEP à 4-5 ans. Ils ont relâché une dizaine de membres sur 27. Ce tribunal a demandé à la Cour de cassation d'interdire le HADEP; ils lient le procès aux relations avec le PKK sur base de « l'article 8 anti-terroriste ». Je pense que prochainement, ce parti devrait être interdit parce qu'il y a maintenant suffisamment de preuves que le HADEP est sous la coupe du PKK... Et cela risque de tomber au moment des élections anticipées...

- Le PKK est un parti marxiste-léniniste à la base. A-t-il changé d'idéologie ?

Le PKK est, en effet, un parti marxiste-léniniste à la base. C'est un parti issu de la mouvance d'extrême gauche, des partis d'extrême gauche qui existaient en Turquie. Et quelque part, le PKK a une filiation avec ces partis-là qui sont très radicaux, staliniens, maoïstes, etc.

Donc, quand le PKK apparaît en 1978, ses « fondateurs » avaient effectivement une mythologie tout à fait « frustrée », marxiste-léniniste ultra-radical, un peu en-dehors de la réalité, dans la mesure où il n'y avait pas vraiment de classe ouvrière kurde. Enfin bon, ça c'est un autre problème.

Toujours est-il qu'ils avaient vraiment un discours d'extrême gauche marxiste-léniniste.

Alors, maintenant, est-ce qu'ils l'ont toujours depuis 1978, donc depuis presque 20 ans ? C'est clair qu'ils s'en revendiquent toujours, quoi qu'ils ne se disent plus marxistes-léninistes. Ils se revendiquent parti de gauche, progressiste. Le terme marxisme-léninisme ne revient pas toujours, quoique dans un de leurs journaux distribué ici en Europe *Özgür Politika*, qui n'est pas l'organe central du PKK, mais est clairement lié à la mouvance du PKK, ils écrivent parfois des articles sur les théories de Marx et des choses comme ça, mais c'est quand même moins évident qu'avant me semble-t-il

En tous cas, ce qui est très évident par contre c'est que le PKK est surtout devenu un parti nationaliste. Et ça, c'est important à souligner parce qu'on a tendance dans toutes les publications à dire que le PKK est un parti marxiste-léniniste comme s'il n'y avait que ça.

En fait, ça donne une image assez fautive parce qu'il a un discours très nationaliste en fait. Et je vais peut-être loin mais il devient presque le pendant des « Loups Gris » (le Parti de l'action nationaliste de Türkes qui est mort dernièrement; le parti de l'extrême droite turque ultra-nationaliste), et quelque part le PKK développe un discours forcément contre ce parti mais qui devient un peu le même. Et avec tout un mouvement très intéressant typique des mouvements de libération du 1/3 monde, et pas seulement du 1/3 monde d'ailleurs, qui est un discours de « retravail », une nouvelle « historiographie ».

Ils sortent souvent des articles sur l'origine des Kurdes. Eux rentrent à plein régime dans la thèse que ce sont des Médes. Enfin tu vois, ils essaient un petit peu de dire que... Forcément... C'est comme la Belgique. Quand elle s'est créée, elle partait un peu de rien. Il y avait un déficit identitaire. On a commencé à chercher des grandes figures comme Godefroid de Bouillon et autres.

Les Kurdes ne partent pas de rien et sont une réalité. Mais il y a pas mal entre eux de dissensions possibles et le PKK, classiquement, comme tout mouvement de libération nationale cherche à structurer cela dans une théorie nationaliste et qui, sur le plan intellectuel, là je trouve est quand même parfois assez douteuse. Pas sur tout mais dans pas mal de choses.

- La mouvance du marxisme-léninisme, comment peut-on définir cela ?

Alors là, je ne suis pas un spécialiste de la question. Marx, c'est le théoricien du marxisme et Lénine, c'est celui qui l'a appliqué à la Révolution de 1917 en Russie et qui a introduit plusieurs éléments. C'est vrai que le léninisme a des caractéristiques particulières : il a une expérience des pouvoirs, il développe la lutte contre l'impérialisme, etc.

Le marxisme est le tronc commun avec l'idée de Marx. Non, là vraiment je ne vais pas m'avancer.

Encore une fois, n'insistons pas trop sur l'aspect marxiste-léniniste du PKK parce que ce n'est pas pour moi le principal.

C'est une des composantes mais ce n'est pas le principal. Le PKK est avant tout un parti kurde et forcément un parti nationaliste kurde.

- N'y a-t-il pas une dérive nationaliste ?

Si, c'est ce que je te disais... Dans la recherche d'une identité, il y a parfois des dérives.

Il y a même un discours anti-turc qui commence à se développer...

Mais bon, c'est légitime en même temps parce que les Kurdes de Turquie ont tellement été coupés de leurs racines. Ca c'est important aussi à souligner, c'est qu'en République turque, le système Jacobin ultra-centraliste n'a laissé aucune place au particularisme et à cause de cela on a forcément nié l'identité kurde et toutes les références culturelles. Donc les Kurdes ont une crise d'identité aiguë à cause de cela. Il y a beaucoup de gens qui ne parlent plus le kurde.

Donc ça explique aussi la soif des Kurdes et de ceux qui militent dans les mouvements nationalistes de se trouver une histoire, des origines claires.

Mais malheureusement la réalité historique est beaucoup plus complexe.

Quand même, pour répondre à la question du marxisme-léninisme, j'ai parlé tout à l'heure de Kadri Gürsel, ce journaliste turc de l'AFP enlevé en 1995 par le PKK, qui a passé 26 jours dans les montagnes et a écrit un bouquin. Lui pensait aussi que le PKK avait complètement perdu son aspect de gauche. Il ne dit pas marxiste-léniniste parce que c'est un terme très théorique finalement. Mais il disait que les militants dans la montagne avaient un discours assez « communisant ».

Donc pour moi, c'est un élément qui permet de dire que c'est quelque chose qui existe dans l'idéologie de base du PKK. Mais encore une fois, je ne pense pas que ce soit le principal.

Chaque fois qu'on cite le nom du PKK dans la presse, on dit marxiste-léniniste. Et en disant cela, je me demande si ce n'est pas une manière de le diaboliser, de dire que ce sont des extrémistes.

Non pas que l'on ait systématiquement tort de les diaboliser parce qu'il y a de quoi à certains moments, mais il faudrait surtout dire que c'est un parti nationaliste et éventuellement dire que c'est un parti qui a un discours de gauche d'origine, de type marxiste-léniniste.

- Y a-t-il eu un changement dans les tactiques du PKK, dans sa stratégie militaire ?

Oui, ça c'est clair. C'est forcé vu que le PKK est parti d'une bande de jeunes qui se sont structurés. Maintenant, le PKK avec sa branche armée dispose, selon leurs chiffres à eux, de plusieurs dizaines de milliers de combattants, une cinquantaine de milliers de combattants aguerris.

Si tu te rappelles les premières actions, les micro-actions du PKK à ses débuts, ça montre une évolution.

En plus de ça, ils ont créé toute une série d'associations, ils ont infiltré pas mal de milieux associatifs dans l'Est. Egalement des partis politiques comme le HADEP.

Non pas que le HADEP soit directement la branche politique du PKK comme par exemple le Sinfein de l'IRA ou l'Eri Bata Suna de l'ETA au Pays Basque. Ce n'est pas aussi clair. Mais ce qui est évident, c'est que dans le HADEP, qui est un parti encore légal - jusqu'à quand, ça on ne le sait pas -, il y a des éléments très proches du PKK.

Revenons à la question sur les changements de stratégie.

J'illustrais d'abord qu'ils avaient évolué et que cela impliquait forcément un changement de stratégie.

Effectivement, dans les alliances avec les autres groupes kurdes, ce qui est frappant, c'est que le PKK quand il est apparu en 1978 et dans les années de sa renaissance en 1983-1984, et surtout après le 15 août qui correspond à l'attaque d'une prison dans la région de Siirt, le PKK, dans sa genèse, s'est d'abord attaqué aux féodaux kurdes, aux chefs traditionnels kurdes comme la famille Bucak, l'ennemi juré du PKK, mais aussi à d'autres partis kurdes qu'ils estimaient des partis traîtres, etc. C'est une constante d'ailleurs de l'extrême gauche en général : on passe plus de temps à critiquer les gens qui sont politiquement plus proches de soi que le véritable ennemi.

Après le PKK s'est quand même attaqué à l'armée turque, mais a dépensé pas mal d'énergie aussi à éliminer, à éradiquer les autres mouvements kurdes comme le KUK (Partisans de la libération nationale du Kurdistan-qui n'existe plus en fait depuis longtemps). Il s'est donc attaqué à ces mouvements là.

Il fallait lire leurs journaux, comme par exemple *Serxwebun* qui veut dire « Indépendance » et un autre appelé *Berxwedan* qui veut dire « Résistance ».

Serxwebun est un mensuel qui est vraiment l'organe officiel du PKK. Dans ce journal, dans toutes leurs publications et leurs actions, ils ne cessaient de condamner les autres partis kurdes et même les Instituts kurdes à l'étranger de « traîtres ». Cette stratégie n'a pas vraiment changé.

Il y a un autre parti qui est plus important que le KUK. Pas en termes de militants armés sur le terrain, mais il existe quand même bien.

C'est le parti socialiste du Kurdistan de Turquie de Kemal Burkay, le PSKT (Parti socialiste du Kurdistan de Turquie), dont dépendent en Europe des associations comme KOMKAR qui sont un peu le pendant culturel du PSKT et qui publient plusieurs journaux. Ils sont quand même assez actifs, notamment sur le plan culturel. Ils ont une petite maison d'édition et publient des livres en kurde ou sur la question kurde, etc.

Tu as aussi plus ou moins un parti d'extrême gauche mais plus modéré et qui s'est complètement fait dépasser par le PKK et Kemal Burkay le leader de ce parti a longtemps été vraiment critiqué.

Mais depuis un certain temps, depuis avril 1993 lors du premier cessez-le-feu unilatéral décrété par le PKK, ça a été la paix des braves entre Kurdes. Burkay était aux côtés d'Abdullah Öcalan lors d'une conférence de presse durant laquelle ils ont signé un accord mettant un terme à l'inimitié qui régnait entre eux depuis plusieurs années.

Je pense même qu'il y avait Talabani à cette conférence qui s'était donnée au Liban à Marias. Le cessez-le-feu unilatéral du PKK n'a pas été suivi d'effets par l'armée turque et a finalement été rompu à terme.

Il y a eu un deuxième cessez-le-feu aussi.

Donc officiellement, les relations, par exemple, avec le parti de Burkay, se sont améliorées.

- Le PKK est-il un parti démocratique ?

Je ne veux absolument pas diaboliser le PKK, loin de là. Mais ce n'est pas un parti démocratique. C'est un parti d'ailleurs qui est issu d'une réalité qui ne l'est pas, alors comment pourrait-il être démocratique ?

Enfin, tu me diras qu'il y a des partis qui défendent la démocratie dans une dictature. Mais quand même, le PKK est un parti qui mène une situation ultra-radical et la culture démocratique, au sens où on l'entend ici, n'existe pas chez les Kurdes.

Elle peut se développer, c'est un long processus. Donc, ce n'est pas étonnant que le PKK ne soit pas démocratique mais plutôt autoritariste. Il veut être à la base de tout, tout contrôler. Il ne veut pas de concurrents.

Alors évidemment avec les Kurdes d'Irak, c'est aussi très intéressant...

- A ce propos-là, pourriez-vous m'expliquer les relations entre le PKK et les partis kurdes d'Irak ?

Aux tous débuts de la reprise des activités du PKK en 1983, un protocole d'accord a été signé entre Abdullah Öcalan du PKK et le PDK, le Parti démocrate du Kurdistan de Barzani.

Ca n'a pas duré parce que très vite, il y a eu des dissensions idéologiques. Le PDK de Barzani est un parti traditionnel, dont les structures principales sont féodales et tribales.

Donc c'est tout à fait différent du PKK.

La force du PKK, c'est qu'elle regroupe tous les Kurdes en fonction de critères d'appartenance nationaux. En d'autres termes, tous les Kurdes sont les bienvenus. Tandis que le parti de Barzani, qui est né d'une réalité dans un autre pays, est un parti kurde irakien n'ayant pas la même idéologie : il « ratisse » plutôt en fonction de l'appartenance tribale.

Donc, du coup il tombe plus facilement dans des luttes tribales, ethniques, etc.

Le PKK avait donc fait alliance avec eux, mais celle-ci s'est rompue surtout face au chantage permanent que fait subir la Turquie sur ces parties kurdes du Nord de l'Irak : « Si vous ne combattez pas le PKK, vous devenez nos ennemis ». Et quand l'armée turque envahit le Nord de l'Irak, ça n'arrange évidemment pas les partis, ni Barzani, ni même Talabani.

Ils sont vraiment pris entre le marteau et l'enclume : ne pas s'opposer au PKK, et à la limite le laisser faire, mais alors encourir les foudres de l'armée turque, enfin du pouvoir turc. Ce qui fait qu'il y a eu à plusieurs moments des retournements d'alliance vraiment très spectaculaires, surtout entre le PKK et le PDK. Il y a encore à peine un an, le PDK fêtait ses 50 ans. D'ailleurs, ça a fait scandale en Turquie parce qu'à ce moment-là, le PDK entretenait encore de bonnes relations avec la Turquie - Barzani était venu à Ankara - et lors de cette célébration du cinquantième anniversaire du PDK, le frère d'Abdullah Öcalan, Osman Öcalan qui est un commandant de l'ARGK (la branche armée du PKK) était présent. Ce qui symbolise quand même de bonnes relations entre le PKK et le PDK.

Quelques temps après, c'est l'inverse qui s'est produit. Au mois d'août de l'année dernière, le PKK a entamé de sa propre initiative une offensive contre le PDK. Vraisemblablement parce qu'ils avaient peur que l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), le parti de Talabani et le PDK s'entendent et ne s'allient contre lui. C'était l'époque de la conférence de Dublin qui essayait d'apporter la paix au Kurdistan d'Irak. Le PKK craignait que cela se fasse sur son dos, d'autant plus que la Turquie parrainait un petit peu ça. Enfin, le PKK n'y voyait pas son intérêt et le PKK a aussi vocation à s'imposer dans le cadre Nord Irakien.

Ca c'est aussi important. La lutte du PKK en Irak n'est pas seulement motivée par une défense de ses bases ou simplement par des alliances tactiques un peu ambiguës et difficiles à comprendre. Le PKK est également un grand parti nationaliste kurde qui rêve aussi d'un grand Kurdistan. Il a donc envie de s'imposer au Kurdistan et s'il veut s'imposer au Kurdistan d'Irak, il est obligé de s'opposer au PDK de Barzani et aussi à l'UPK de Talabani.

Donc là, il y a vraiment eu des retournements d'alliances assez incroyables, surtout entre le PKK et le PDK. Mais dans le fond, en termes d'idéologie, de structuration politique de l'organisation et de discours dans tous les journaux et organes du PKK, ça a toujours été très clair. Là, il n'y a pas eu changement de tactique.

Il y a toujours eu des critiques de Barzani considéré comme un chef féodal, « vendu », etc.

Et ce n'est pas tout à fait faux entre parenthèses. C'est vrai qu'il a fait beaucoup de compromissions, et étant donné qu'il recrute plus sur des bases régionales et tribales, il n'a pas cette image... C'est justement ça la force du PKK : c'est de recruter au-dessus des clivages tribaux et régionaux, même s'il reste avant tout un parti kurde de Turquie. Mais à voir son

développement dans le Nord de l'Irak, je suis sûr qu'ils ont pas mal de partisans chez les Kurdes irakiens, et ça c'est une nouvelle donnée très intéressante.

Que dire encore sur les alliances?

Oui, avec l'UPK même chose, toujours un peu ambigu. Talabani, au mois d'août de l'année dernière dans l'offensive suite à laquelle il a essuyé une large défaite par Barzani, est allé se réfugier dans un camp du PKK dans le Nord à la frontière de la Turquie, l'Irak et l'Iran. Maintenant, lors de l'invasion actuelle de l'armée turque dans le Nord de l'Irak, il ne savait pas trop quoi faire. Il paraît qu'il aurait pris des mesures contre le PKK, mais il n'est pas vraiment passé à l'épreuve.

Alors, pour parler de faits concrets, de ce qui se passe actuellement de nos jours, l'armée turque a envahi le Nord de l'Irak. Visiblement, elle est en train de se retirer. La collaboration entre l'armée turque et le PDK de Barzani a été très flagrante. Elle l'avait déjà été lors de l'opération de mars 1995, mais elle l'est encore plus aujourd'hui.

Donc évidemment, le divorce entre le PKK et le PDK est d'autant plus manifeste et plus clair. Et apparemment, le PKK, du moins d'après *Özgür Politika*, son organe quotidien officieux, mène des offensives vraiment régulières, très fortes et apparemment assez efficaces contre les bases du PDK. Et ils contrôlèrent même toutes les campagnes, d'après eux. Il faut voir... C'est un journal évidemment militant mais ils sont quand même très informés. Donc je pense que ces dires ne sont pas tout à fait faux. Et apparemment, ils se sont alliés dans ce conflit avec le Parti socialiste du Kurdistan qui est un parti kurde irakien, un petit parti kurde, mais qui jouit quand même d'une armée de *peshmergas* avec lesquels ils attaquent le PDK. Ça, c'est ce qui se passe maintenant.

Donc, en résumé, il y a des retournements d'alliances dans les faits, mais en réalité, sur le plan idéologique, ça n'a pas beaucoup changé.

- Quelle est la structure interne du PKK ?

Je ne la connais pas bien... Le PKK est le parti, l'ARGK (Armée de libération nationale kurde) est la branche armée, et l'ERNK (Front de libération nationale du Kurdistan) serait plutôt la branche politique active ici en Europe. Ça ce sont les trois composantes.

Au début des années 80, les forces armées kurdes du PKK se faisaient appeler HRK, c'est-à-dire en gros les « Brigades de Libération du Kurdistan ».

Après, vers la fin des années 80, ils ont rebaptisé l'HRK en ARGK, l'armée.

Il y a donc une structuration avec des divisions. Ces appellations sont symboliques, même si ça traduit une réalité efficace sur le plan militaire. Ça c'est donc en ce qui concerne la branche armée.

Ce que je peux dire sur la structuration politique du PKK, c'est qu'il y a toute une série de cadres dans le PKK. Mais il faut savoir que c'est particulièrement « pyramidal » et qu'à la tête, il y a Abdullah Öcalan. Peut-être que derrière lui, il y a des gens dans l'ombre que l'on ne connaît pas. Lui, c'est le secrétaire général du PKK. C'est vraiment la personnalité incontestée à laquelle on voue un véritable culte de la personnalité dont Staline aurait pâli d'envie.

Il y a toute une série de Comités « professionnels », régionaux, etc. Par exemple l'Union des femmes du Kurdistan, l'Union des écrivains du Kurdistan. Ils ont créé une sorte de micro-société. Tout ça est aussi symbolique. Ça se traduit efficacement par des réunions, des publications, des manifestations, etc. mais c'est aussi symbolique. C'est pour dire qu'on crée une sorte d'état, un peu comme l'OLP qui avait créé une sorte de société parallèle. Le PKK fait la même chose et réussit assez bien.

Par exemple, lors du Festival pour la Paix dans le stade de Cologne, il y avait un défilé autour du stade où toutes les associations liées organiquement au PKK étaient présentes : l'Union des femmes, l'Union des enfants du Kurdistan, l'Union des paysans, etc.

Ce qui est intéressant en termes de structuration politique aussi, c'est qu'il y a également des unions religieuses.

Tu parlais d'idéologie, je n'ai pas parlé de l'islamisme. L'islamisme a le vent en poupe actuellement dans le monde musulman et le Kurdistan étant un pays musulman, le PKK n'a pas pu faire fi de la réalité islamiste du Kurdistan, plutôt que de les contrer justement par un discours, ultra marxiste-léniniste, athéiste, etc. C'est là que l'on voit que leur marxisme-léninisme est quand même assez fluctuant.

Le PKK a quand même tenu un discours relativement opportuniste à l'égard des islamistes et a créé par exemple, une Union que l'on pourrait traduire par l'Union des religieux du Kurdistan, des hommes pieux. C'est un peu intraduisible mais c'est une Union qui est sensée un peu être la branche islamique du PKK. Il y a aussi un mouvement islamique kurde dont je ne connais pas très bien les rapports avec le PKK, mais qui m'a l'air assez bien inféodé au PKK. Le PKK joue un petit peu avec ça.

Alors, il y a le problème des Alévis parce qu'il y a pas mal de Kurdes alévis, qui se revendiquent tout à fait comme Kurdes, mais qui ont, du fait de la religion, une culture sociologique très différente des Kurdes musulmans chaféites. Et le PKK a très bien compris qu'il y avait un enjeu là, de même que l'armée turque, enfin les autorités turques aussi. Et chacun essaie de récupérer les Kurdes alévis pour soi. C'est pour ça que le PKK a créé l'Union des Kurdes alévis, des festivals de culture alévie. Sur MED TV, ils parlent beaucoup de l'alévisme pour attirer vers eux des Alévis kurdes. Parce qu'ils sentent bien que le noyau de base sociologique du PKK, c'est plutôt des Kurdes musulmans, des gens de la région Irako-Syrienne (Diyarbakir, etc.). Donc ce sont plutôt des Musulmans sunnites, de rite chaféite.

- Certaines personnes critiquent le fait que le PKK, qui est un parti politique, essaie d'avoir le monopole absolu dans tous les « domaines de la vie », notamment en créant toutes sortes d'associations culturelles et religieuses. Qu'en pensez-vous ?

C'est normal. Chaque parti politique, même un parti démocratique a une vocation. Il n'est pas là pour faire de la figuration. Dans le cadre du PKK, c'est clair. Il est là pour libérer le Kurdistan de l'oppression, du colonialisme. Il se donne les moyens pour le faire et je trouve ça tout à fait normal. Quelque part, bien que je sois assez critique sur certaines des méthodes antidémocratiques du PKK, je trouve certaines productions intéressantes sur le plan politique, intellectuel, culturel, etc.

C'est logique. Un exemple très flagrant, c'est MED TV. Ça c'est vraiment emblématique de cette situation. C'est une télévision kurde qui est très probablement liée au PKK. J'ai vu certains journaux parlés durant lesquels un commandant militaire du PKK qui, du haut d'une montagne, appelait MED TV pour dire : « On a attaqué des chars turcs ». Chaque fois qu'il y a des débats importants avec Abdullah Öcalan, le producteur de l'émission n'osera jamais couper les propos du leader du PKK. N'est-ce pas un peu révélateur ? Ceci dit, encore une fois quoi qu'on pense du PKK, c'est très intéressant parce que c'est la première télévision kurde qui émet, qui est regardée un peu partout.

Mais en contre partie, les Turcs se sont opposés dès le début à la création de cette télévision, lui mettant constamment des bâtons dans les roues. Il y a toute une action de la part de la Turquie pour empêcher MED TV d'avoir de l'effet parce qu'ils sentent qu'elle a déjà énormément d'incidence sur la population kurde.

Mais c'est formidable de pouvoir regarder une émission littéraire, un journal parlé en kurde ! C'est révolutionnaire pour le Kurdistan de Turquie parce qu'il y a eu une telle oppression culturelle...

- J'ai lu dans un article que le PKK serait soutenu par la CIA et les Etats-Unis. Qu'en pensez-vous ?

J'ai lu ça plusieurs fois dans la presse turque. Alors ça me semble un peu « fou », évidemment. Ceci dit, les Américains sont l'allié numéro un de la Turquie. La Turquie est d'une certaine importance géostratégique. C'était déjà le cas à l'époque soviétique où elle était une sorte de rempart au communisme, et ça l'est actuellement encore puisqu'elle est, en tant que République laïque, un rempart face à l'islamisme, le nouveau danger.

Donc, l'importance de la Turquie est fondamentale et en ce sens, les Américains la soutiendront toujours. Mais bon, sans doute, les Américains n'ont pas trop intérêt non plus à ce qu'il y ait des puissances régionales trop importantes qui émergent dans la région, et alors, favoriseraient ou laisseraient faire, se satisferaient éventuellement de problèmes comme la question kurde qui, finalement, est un poids lourd à tirer pour la Turquie.

En ce sens, oui, les Américains font peut-être preuve d'une certaine complaisance à l'égard du PKK. Mais de là à dire qu'ils le soutiennent, je demande des preuves.

Ca me semble quand même assez faux, d'autant plus que le PKK s'est quand même illustré lors de la conférence de Dublin il y a 2 ans où les Américains faisaient beaucoup d'efforts pour que Talabani et Barzani s'unissent. La Turquie était un peu dans l'ombre à ce moment-là. Le PKK a quand même tout fait pour saboter cette conférence. Il est clair que le discours du PKK est teinté d'anti-impérialisme et d'anti-américanisme.

D'accord, il y a toujours des choses qui se passent sous le manteau, donc on serait peut-être étonné... Mais, je vais te dire une chose: d'une manière générale, la théorie du complot, il faut vraiment l'abandonner. Ca, c'est vraiment un legs de la culture d'extrême gauche mais c'est paralysant.

Les causes de l'apparition du PKK sont politiques, sont sociologiques, sont culturelles, sont historiques. Elles sont évidentes. Il n'y a pas besoin de la CIA pour ça. Il y a peut-être des petits coups de pouce qui se font mais il faut oublier la théorie du complot. Ceci dit, ce qui est « amusant », c'est que la presse turque, que l'on peut qualifier de « bourgeoise non alternative », entre dans le jeu de l'alliance turco-américaine.

Il arrive également que les journaux turcs ne sachent plus trop quoi écrire pour expliquer qu'ils ne veulent pas voir la réalité de l'émergence du PKK. Alors, ils disent que ce sont les Américains qui ont aidé la Turquie. Ca, c'est parfois écrit dans la presse turque.

- Y a-t-il des liens entre le PKK et les Sentiers Lumineux ?

Non, ça c'est un lien purement symbolique. Si tu veux, étant donné le discours radical du PKK, le PKK se sent une solidarité avec différents mouvements de libération du Tiers-Monde et avec les Sentiers Lumineux. Mais quels liens peut-il y avoir ?

Le PKK n'est pas un parti kurde d'extrême gauche. Par exemple, il y a un parti kurde d'extrême gauche, le TKP-ML (Parti communiste de Turquie marxiste-léniniste, parce qu'en plus il a « splité » en je ne sais combien de fractions), qui avait organisé un meeting à Cologne. Le chef charismatique du Sentier Lumineux, à l'époque, était présent.

Mais, excepté cela, je ne crois pas que l'on puisse parler de liens éventuels avec le PKK. C'est purement symbolique.

Ce qui est intéressant, c'est justement cette sorte de solidarité entre les mouvements.

Parce que le Sentier Lumineux en fait n'est pas un mouvement séparatiste. C'est un mouvement révolutionnaire.

Par contre, le PKK a beaucoup de sympathie pour les Basques et l'ETA. D'ailleurs, lors de la soirée à Cologne dans le stade, il y avait des Basques, ce qui fait preuve d'une certaine solidarité avec l'ETA. D'ailleurs, ils ne s'en cachent pas. Mais de là à dire qu'il y a des relations entre eux, je ne pense pas. De même, le PKK est également solidaire avec le mouvement des *Tabouls* du Sri Lanka. C'est plus symbolique qu'autre chose.

- Qu'est-ce que le SKD ?

C'est le Front de résistance unifié anti-fasciste. Ça n'existe plus. En fait, c'est une structure initiée par le PKK. Il y a bien longtemps. En fait, on n'en parle plus du tout.

- Je l'ai lu dans le livre de Christiane More...

Oui, oui, ce livre sur le PKK a été écrit en 1984. Il faudrait vraiment refaire une réédition parce qu'il est vraiment en retard. Mais c'est intéressant parce que il parle de choses oubliées maintenant parce que le PKK a tellement évolué. C'est ça qui est très intéressant dans ce parti, c'est que c'est un parti qui a connu un boum incroyable. C'est impressionnant le potentiel aussi bien financier, militaire, qu'ils ont en Europe. Il y a le Parlement kurde en exil, les Instituts kurdes, les Comités du Kurdistan, la capacité de mobilisation, les manifestations, les festivals, la télévision, les journaux, etc.

C'est une véritable « nébuleuse ». Enfin, « nébuleuse », c'est un terme un peu péjoratif. Je ne veux pas utiliser un terme péjoratif. C'est impressionnant quoi.

Enfin, pour revenir à ta question, le SKD était une organisation sensée regrouper la gauche turque et les Kurdes du PKK contre le fascisme de l'Etat turc, mais en fait où il n'y avait pratiquement que le PKK. Ça n'existe plus.

- On dit aussi que le PKK est un parti « internationaliste »...

Tu peux relier ça à la question sur le marxisme-léninisme. Tous les partis d'extrême gauche ont un discours internationaliste: « Nous sommes tous frères ».

Le PKK est un parti de gauche marxiste-léniniste, donc il y a un discours éminemment internationaliste qui dit: « Le PKK n'a pas seulement pour vocation de libérer le Kurdistan mais aussi tous les peuples du Proche Orient qui sont sous l'oppression de l'impérialisme américain, israélien, etc. ». Il y a un véritable discours internationaliste qui s'est parfois traduit très concrètement. Par exemple en 1982, des militants du PKK sont allés se battre avec l'OLP, avec les Palestiniens à Beyrouth. Et il y a eu des martyrs, comme ils disent: des Kurdes du PKK sont morts au combat aux côtés des Palestiniens au moment où l'armée israélienne a attaqué Beyrouth.

Donc, concrètement, il y a eu des gestes. Ceci dit, le problème, c'est que, vu que le PKK développe de plus en plus un discours nationaliste, il est quelque part de plus en plus en porte-à-faux par rapport à son discours internationaliste.

- Qu'est-ce-que le principe « d'autodétermination » ?

Alors oui, ça c'est aussi un débat important. Le PKK, en tant que parti nationaliste, lutte pour l'indépendance du Kurdistan, et pas seulement le Kurdistan de Turquie, mais le Kurdistan dans son ensemble, c'est-à-dire le Kurdistan historique et géographique à savoir le Kurdistan de

Syrie, d'Irak, d'Iran et d'Abyssinie. Mais il est encore une fois « ambigu ». Dans la théorie, ça reste toujours l'indépendantisme à tous cris, mais dans les faits, Abdullah Öcalan lui-même a plusieurs fois dit clairement qu'il est prêt à discuter d'un statut de fédération avec la Turquie et donc pas l'indépendance totale, etc. Parce qu'apparemment, c'est un projet assez irréalisable. Il semble difficilement possible à l'heure actuelle de mettre tous les Kurdes ensemble. Il y a quand même des cultures qui se sont développées dans quatre pays différents. Ça crée évidemment des différences de cultures, de politiques. C'est la raison pour laquelle je ne pense pas que ce soit possible.

Les Kurdes sont prêts à abandonner l'idée de l'indépendance. Ils sont prêts à des compromis, et ça s'est traduit dans les discours d'Abdullah Öcalan lui-même.

Le PKK n'est pas trop clair encore une fois. Dans son discours, il est indépendantiste mais il parle à la fois d'autonomie, de fédération. Une fédération de quel type ? Une fédération des Kurdes de Turquie avec la Turquie ? Dans le cadre des frontières avec la Turquie ? Ou une fédération aussi de tout le Kurdistan ou au moins du Kurdistan de Turquie et du Kurdistan d'Irak avec la Turquie qui chapeauterait le tout ? Parce qu'il faut savoir que ça, c'était un projet notamment que Turgut Özal lui-même avait évoqué à l'époque de la guerre du Golfe. L'Irak était en passe d'éclater, ce que virtuellement il n'a pas fait. Et à ce moment-là, Turgut Özal lui-même, se rappelant des vieux rêves ottomans et de la présence ottomane là-bas et finalement de la proximité entre Kurdes et Turcs au niveau culturel, politique et historique, a parlé d'une fédération turco-kurde. Donc à savoir que la Turquie, finalement, engloberait le Nord de l'Irak et que les Kurdes formeraient une sorte de fédération. La Turquie a toujours eu des velléités sur les villes de Mossoul et Kirkouk pour le pétrole, mais c'est vrai que culturellement, il y a des Turkmènes là-bas, il y a une minorité turcophone et il y a un passé commun. Et culturellement finalement, il y a objectivement une chose, presque anthropologiquement: c'est que les Turcs et les Kurdes partageaient énormément de choses.

Donc ce n'est pas vraiment impensable comme projet. Et je me rappelle d'ailleurs d'un article d'un intellectuel kurde dans le journal turc *Hürriyet* où il appelait à un rapprochement turco-kurde, parce qu'il disait que finalement: « Avec les Arabes, c'est impossible. On n'a vraiment pas la même culture ».

- Pourriez-vous me parler du génocide arménien ? Quel rôle les Kurdes ont-ils joué ?

Il faut savoir que la plupart des Arméniens qui ont été massacrés vivaient dans des régions peuplées en majorité de Kurdes. Et donc, forcément, les gens qui les ont massacrés étaient principalement des Kurdes. En fait, ce sont les « Jeunes Turcs » qui ont planifié le génocide arménien, et en l'occurrence le triumvirat T. Pacha, E. Pacha et D. Pacha. Talat Pacha s'est vraiment montré comme la tête pensante du génocide arménien.

Sur le terrain, il y avait des hommes de main qui agissaient. Et comme les Arméniens dans leur grande majorité habitaient des régions où leurs voisins autres qu'Arméniens étaient Kurdes, ce sont les Kurdes qui ont fait le travail, excités sans doute par la propagande, etc.

Mais il ne faut quand même pas faire un tableau angélique: les Kurdes méprisaient les Arméniens. C'est avant tout une question religieuse, ce n'est pas quelque chose de national. Le sentiment national kurde arrive assez tard, et ce n'est pas au nom de la « kurdité » que les Kurdes ont massacré les Arméniens. Ce n'est pas non plus au nom d'un islam intolérant, mais plutôt au nom d'une culture paysanne dure qui fait que tout ce qui n'est pas musulman est infidèle. Donc, ils ont plutôt été des hommes de main dans des proportions diverses. Il semblerait que les Kurdes du Dersim, eux-mêmes un peu différents parce qu'ils sont Alévites et parlent le zaza (donc ils sont quand même un peu particuliers bien qu'ils se revendiquent comme Kurdes), auraient aidé pas mal d'Arméniens. C'est d'ailleurs le cas de l'assassin de

Talat Pacha, l'une des têtes pensantes du génocide, qui a été assassiné à Berlin en 1923, je crois.

J'ai lu l'audition de cet Arménien au tribunal de Berlin où il parle des raisons de son acte. Il explique toute son expérience du génocide et notamment le fait qu'il a été recueilli par une famille kurde du Dersim qui l'a déguisé en Kurde et qui l'a sauvé. Il y a quand même eu aussi des gestes héroïques.

J'ai ici un bouquin: « Mémoire d'un partisan arménien » qui est un mémoire d'un combattant arménien du début du siècle en Arménie turque qui menait des actions contre les Turcs.

Il explique bien que la cohabitation entre Arméniens et Kurdes n'est pas évidente parce que il y avait quand même pas mal de mépris des uns vis-à-vis des autres. Mais ce n'est pas dû au fait qu'ils soient Kurdes. C'est davantage au nom des traditions, des religions, etc.

- Quel était le contexte du coup d'Etat de 1980 ?

C'est lié à tous les problèmes socio-économiques, que je ne vais pas développer, mais qui sont liés à la modernisation de la Turquie.

- Je suppose que c'est également lié à l'émergence d'un bon nombre de partis politiques kurdes et turcs ?

C'est ça oui. Ca se traduit par un foisonnement de partis politiques qui sont quand même relativement tolérés. Il y avait déjà eu un coup d'Etat en 1971. Il faut savoir que c'est la glorieuse de l'extrême gauche à ce moment-là. 1968 a existé aussi en Turquie: le mouvement étudiant avec lutte armée révolutionnaire, urbaine dont les mouvements d'extrême gauche actuels sont les héritiers.

En plus, on est en plein dans un contexte d' « anticommunisme primaire » où la Turquie apparaît comme étant le rempart face au communisme. Les Américains, entre autres, et le pouvoir turc lui-même tirent leur légitimité de là et ont peur d'une influence communiste.

Parallèlement aux partis de gauche, l'extrême droite s'est développée.

Finalement, il y a eu un affrontement entre l'extrême droite et l'extrême gauche.

Il semblerait quand même que ce soit l'extrême droite qui ait vraiment mis le feu aux poudres.

En plus, elle était en sous-main soutenue par l'Etat, ça c'est très clair.

L'extrême gauche a répliqué. Sur les campus universitaires, c'était la guerre... Le pays était devenu très insécurisé, on parlait de 20 à 30 morts par jour.

Il y a donc eu un coup d'Etat le 12 septembre 1980 durant lequel l'armée a rétabli l'ordre et, évidemment, a « puni » davantage l'extrême gauche que l'extrême droite, alors que cela aurait dû être le contraire puisque c'est plutôt l'extrême droite qui était responsable du chaos.

Il ne faut pas non plus tomber dans un discours de gauche simpliste: à part au Kurdistan, (et encore il ne faut pas généraliser), le coup d'Etat était relativement bien vu par la majorité silencieuse. Non pas par les militants syndicalistes, les gens de gauche, même démocrates. Il y a des gens qui étaient à peine démocrates qui ont été mis en prison. Ils n'étaient pas d'extrême gauche pour autant.

Pour les paysans, pour les familles que je connais, qui habitent en Anatolie centrale, qui ne font pas de politique, qui ont leur petite vie au quotidien, eux étaient très contents que l'armée soit venue. Parce que, enfin, on pouvait aller à la ville, au marché, sans se faire arrêter, racketter. On pouvait parler de son appartenance politique sans risquer sa vie ! C'était à ce point-là, c'était devenu vraiment très insécurisant, c'était presque la guerre civile.

L'armée a remis de l'ordre dans tout ce chaos et c'était un soulagement pour les gens.

D'ailleurs il a été assez peu « sanglant » entre guillemets. Je veux dire dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat: il n'y a pas eu de combats de rue, etc. Evidemment, après il y a eu pas mal d'arrestations, d'exécutions, de tortures et à fortiori plus au Kurdistan qu'ailleurs.

Ce sont un peu les raisons du coup d'Etat.

C'est vrai que ce coup d'Etat détermine encore beaucoup de choses aujourd'hui, parce qu'après, les généraux ont permis le recommencement d'un processus plus ou moins démocratique dans lequel on est encore actuellement. En 1982, ils ont imposé, par exemple, une Constitution écrite par les militaires. Cette Constitution est très répressive, et, à mon avis, est une des pierres d'achoppement sur le plan juridique. Elle constitue l'endroit où ça coince pour régler les problèmes liés à la question kurde.

Il faut savoir que la question kurde est avant tout un problème de démocratie, et non l'inverse. On pourra régler la question kurde en Turquie quand il y aura une véritable démocratie et pas avant. Tant qu'il n'y a pas une véritable démocratie, il n'y aura pas vraiment une solution à la question kurde.

Je choque toujours un peu quand je dis ça, mais je l'affirme haut et fort. Il faut comparer la Turquie au régime de la région, des pays musulmans des alentours. La Turquie est vraiment le pays le plus... je ne vais pas dire « démocratique » parce que ce serait un terme trop fort... mais il y a un gouvernement qui peut tomber, il y a des élections, il y a une alternance gouvernementale.

Il y a cependant un système électoral qui empêche le HADEP d'être au pouvoir s'il n'a pas 10 % de moyenne nationale, alors qu'il faisait 70 % à Diyarbakir. C'est un moyen soi-disant juridique, mais c'est finalement anti-démocratique.

Mais ça, c'est le propre du système majoritaire. C'est comme en France: l'extrême droite fait 16 % et elle a un représentant, alors que le Parti Communiste fait 9 % et il en a 35... Qui dit système majoritaire dit alliance. Le Front National ne peut pas faire d'alliance, donc ne peut pas avoir d'élus en tant que petit parti. Le PC pouvait le faire avec le PS.

En Turquie, c'est un peu l'état de ce système-là. Mais est-ce pour autant que ce n'est pas un système démocratique ? Sur le plan juridique, c'est discutable.

Ce n'est pas une démocratie au sens où on l'entend: il y a plein d'atteintes à la démocratie en Turquie, mais il y a quand même des acquis irréversibles. Ce n'est pas l'Irak où on a bombardé et tué 5.000 personnes aux gaz chimiques.

- Le droit de vote a quand même été accordé aux femmes en 1934, bien avant la France et la Belgique...

Oui, c'est quand même une réalité aussi.

En Turquie, il y a beaucoup de journalistes qui sont en prison et c'est dramatique. Mais, malgré tout, tu peux lire dans la presse turque des choses intéressantes sur la question kurde, ce qui montre aussi la réalité.

- Quelle est la position de Mesut Yilmaz, le formateur désigné pour succéder au poste de Premier ministre, par rapport à la question kurde et au PKK ?

En 1995, lors de la campagne électorale, on savait qu'il y avait un vote kurde. Et d'ailleurs, les scores du HADEP sont révélateurs. Quand tu vois ce qu'ils ont fait à Siirt, à Diyarbakir, à Batman, etc. C'est vraiment le premier parti, incontestablement.

Le problème, c'est que comme ils n'ont fait que 4,5 % de moyenne nationale (qui doit être de 10 %), ils n'ont pas eu un élu.

Mais alors, le système majoritaire fait que... et ça c'est très intéressant : si ça avait été un système à la proportionnelle, le HADEP aurait au moins eu 30 sièges.

Parce que, si tu veux, à partir du moment où le HADEP est premier à Diyarbakir mais n'ayant pas la moyenne nationale, il ne reçoit pas les sièges prévus pour Diyarbakir, et cela est entièrement bénéfique au deuxième parti qui les prend. Et c'est chaque fois le Refah.

Même chose d'ailleurs avec l'extrême droite turque qui a fait 8 % mais n'est pas représentée au Parlement. C'est un peu le même phénomène : si ça avait été un système à la proportionnelle, on se serait peut-être retrouvé avec 30 députés kurdes, apparentés kurdes, et 60 députés d'extrême droite. C'est pour cela que la question sur la majorité ou la proportionnelle est discutable : l'un est plus instable mais plus démocratique. Va savoir ?...

Mais tout ça pour dire quoi ?

Yilmaz, oui.

Sachant l'importance du vote kurde, il a fait quelques gestes et a même été au siège du HADEP.

Il a aussi pris la défense et a été manger avec Yachar Kemal, l'écrivain turc, à plusieurs reprises. C'est très symbolique parce que Yilmaz est également allé au siège du parti d'extrême droite, et il y a des gens issus de l'extrême droite dans son parti, qui finiront sans doute par repartir dans ce parti d'extrême droite.

Mais, à mon avis, ce n'est pas le pire sur la question kurde.

- De toute façon, que ce soit Yilmaz ou une autre personne au poste de Premier ministre, cela ne va rien changer...

Non, ça ne va pas changer grand-chose à mon avis. J'ai l'impression que dans le fond, Mesut Yilmaz n'est pas le plus arrêté. Mais le problème de la Turquie, c'est qu'ils sont tellement dans la référence républicaine laïque kémaliste, l'héritage d'Atatürk, que faire un pas sur la question kurde, c'est un peu faire vaciller cette idéologie officielle. Et ils ont très peur de cela.

Donc, je ne crois pas, non, que cela va vraiment évoluer, même si Yilmaz ne me paraît pas être finalement le pire.

Quand j'avais dit ça à Remzi Kartan, membre du Parlement kurde en exil (à ce moment-là, Yilmaz était Premier ministre quand j'ai fait l'interview): « Est-ce que vous ne pensez pas que peut-être, Yilmaz pourrait faire des gestes ? ». Il m'a répondu qu'au Parlement, quand on a déchu les gens du DEP de leurs droits, Yilmaz était le premier à siffler et à demander qu'on supprime aux gens du DEP leur immunité parlementaire. Donc il ne faut pas se faire trop d'illusions non plus.

Mais c'est une personne apparemment moins corrompue que toutes les autres.

- Etant tous deux de la droite conservatrice, quelle est la différence entre Mesut Yilmaz et Tansu Ciller ?

Il n'y en a pratiquement pas. C'est vraiment une droite qui s'est divisée sur des problèmes personnels d'ambition et de pouvoir.

Au départ, tous deux étaient issus du même tronc, du Parti de la Justice.

Le parti de Ciller a intégré pas mal d'éléments militaristes, à la limite encore plus fascistes que dans le ANAP.

Par exemple, un des députés du parti de Ciller, E. Güles, est l'ancien chef d'état-major de l'armée turque, qui s'est bien distingué par ses actions dures au Kurdistan. Un autre, c'est

N. Manzir, qui a quitté maintenant et qui est d'ailleurs dans le gouvernement d'Yilmaz. Il était quand même dans le gouvernement de Ciller et était chef de la police d'Istanbul, une crapule finie. Il y avait également le « super préfet » pour les régions de l'Est.

Déjà ces 3 personnalités là sont ou étaient dans le parti de Ciller... Il y a plus de personnalités comme ça dans le parti de Ciller. Mais en gros, c'est la même chose, ce sont des partis de la droite conservatrice tous les deux.

Institut kurde de Paris

- Quels sont les buts et les objectifs de l'Institut ?

L'Institut kurde est une association socio-culturelle et informative.

On fait beaucoup d'activités sociales pour la société kurde en Belgique pour permettre une intégration optimale sans que l'identité kurde ne soit perdue, mais également des activités culturelles pour lier des contacts et des amitiés entre les deux communautés, dans le but de faire découvrir notre culture et notre peuple aux Belges. Et inversement.

Pour moi, au plus tu connais de cultures, au plus tu es ouvert au monde.

L'Institut donne beaucoup d'informations sur le problème kurde national, social, culturel en kurde mais aussi en d'autres langues : néerlandais, français, anglais, allemand, etc.

Mais on fait aussi le contraire: par exemple on donne beaucoup d'informations sur l'actualité politique en Europe, surtout de Belgique, en langue kurde, parce que c'est nécessaire pour les Kurdes de savoir ce que l'Europe pense de leur situation.

L'Institut fait également beaucoup de choses dans le domaine de la littérature. Par exemple, on a publié la traduction d'une oeuvre pédagogique sur les enfants, une autre concernant l'ancien maire de Diyarbakir. Cela nous permet ainsi d'échanger les cultures, la littérature, les connaissances et les expériences.

- Avez-vous des contacts ou des liens avec le PKK ?

L'Institut connaît le PKK, tout comme les autres partis kurdes. Nous avons les mêmes contacts avec lui qu'avec les autres partis. Nous n'avons aucune relation organique avec un parti kurde, et nous n'en n'avons pas non plus avec le PKK. Mais les organismes kurdes ont des relations « normales », plutôt informatives avec les autres partis et aussi avec le PKK.

Vous savez, on ne sait jamais qui est de tel ou tel parti, qui représente ce parti, parce qu'il n'y a jamais de carte d'identité de ce parti. C'est un des plus grands problèmes des Kurdes parce que la plus grande majorité des partis politiques sont illégaux, clandestins.

- J'ai entendu parler du Parti démocratique des masses de Serafettin Elci. Apparemment, le PKK ne s'entend pas du tout avec les autres partis kurdes parce qu'il désire avoir le monopole...

Mais ça c'est très logique parce que c'est la lutte de chaque parti. Chaque parti veut être le plus grand. C'est la même chose pour celui de Monsieur Elci. C'est tout à fait normal !

- Ne trouvez-vous pas que tous ces partis devraient se regrouper pour lutter tous ensemble ?

Ce serait le chemin le plus facile mais c'est contre nature.

C'est normal qu'il y ait beaucoup de partis kurdes puisqu'il y a 30 millions de Kurdes. Comment peut-on imaginer un instant que tous les Kurdes puissent penser les mêmes choses ? Ce n'est pas possible !

Plusieurs partis doivent nécessairement exister. Il faut qu'existe un Parti démocratique comme celui de Monsieur Elci, un parti comme le PKK. Il faut qu'existe le Parti démocratique du

Kurdistan de l'Iran, de l'Irak, le Kawa (de courant maoïste), le Parti socialiste du Kurdistan, etc.

Les Turcs ont bien plusieurs partis au Parlement. Pourquoi ça serait normal pour eux et pas pour nous ? Comment peut-on demander à plusieurs millions de Kurdes d'être unis dans un seul parti ? Ca pour moi c'est contre nature.

- Le PKK a créé des associations religieuses et culturelles. Trouvez-vous normal qu'un parti politique crée ce type d'associations ?

Pourquoi ne serait-ce pas normal ? Au CVP de Flandres, il n'y a pas seulement des organisations religieuses, mais aussi des organisations les plus humanistes du monde: les activités du CVP sont à Amnesty International, à Caritas Catholica, à Pax Christi, à Médecins sans Frontières et on pourrait faire une liste de 105 noms.

Le PS en Wallonie travaille aussi dans Caritas Catholica avec. Il y a beaucoup de militants du PS dans Caritas Catholica, dans Pax Christi, dans Médecins sans Frontières, dans Amnesty International. Il y a beaucoup de mutualités, beaucoup de cliniques de ces partis-là ou d'autres partis.

C'est la lutte de chaque parti : être dominant dans chaque secteur pour être le plus fort possible. C'est naturel, et c'est la même chose pour le PKK.

- Approuvez-vous les méthodes utilisées par le PKK ?

Quelles méthodes ?

- Les méthodes « terroristes », la terreur ?

Les méthodes « terroristes » proviennent de l'Etat turc. Si l'Etat turc acceptait le problème kurde, l'existence kurde, il n'y aurait aucune raison pour le PKK d'utiliser la méthode forte, « terroriste » comme tu dis.

C'est l'Etat turc qui est le plus grand terroriste du monde. C'est la raison pour laquelle la lutte du PKK, pour moi, n'est pas fautive. La lutte du PKK est une réponse à la violence de l'Etat turc. Les Kurdes et leurs représentants comme le PKK et le parti de Monsieur Elci sont contre la violence. Mais c'est l'Etat turc qui prône cet état d'esprit et qui nous provoque sans cesse par ses massacres, ses violences, ses injustices. L'Etat turc finira par fermer le Parti démocratique des masses d' Elci, puisqu'il ne comprend pas la démocratie. La seule chose que l'Etat turc comprend, c'est la violence. C'est fort dommage, mais c'est comme ça.

- Quand la presse qualifie Abdullah Öcalan de mégalomane, de dictateur, qu'en pensez-vous ?

Pour moi, Abdullah Öcalan n'est pas un dictateur. Il est le Président du parti. Il fait ce qu'il faut faire. De toute façon, quel leader de parti n'est pas un peu dictateur ?

Même en Belgique, la plus grande démocratie d'Europe, quel leader ne fait pas les mêmes choses qu'Abdullah Öcalan du PKK ? Ce sont les règles d'un parti d'être présent.

- De quoi vit le PKK ? D'où reçoit-il ses subsides ? On parle de trafics de drogue, d'humains. Est-ce vrai tout cela, à votre avis ?

Non, ce n'est pas vrai.

- Comment vit-il alors ?

Il y a presque un million de Kurdes, même plus en Europe. Il y en a plus de 22 millions au Kurdistan et plus de 10 millions dans les métropoles de Turquie, d'Irak, d'Iran. Chaque Kurde donne 1 franc par jour.

- C'est « l'impôt révolutionnaire » ?

Tu peux appeler ça comme tu veux. Mais quand tu donnes 1 franc par jour, ça fait un total de 30 millions de francs par jour. Quel parti reçoit cette somme en une seule journée ?

- Revenons à « l'impôt révolutionnaire » ...

Mais l'impôt révolutionnaire, même s'il existe, pourquoi pas ?

- Dans la mesure où les gens le donnent de leur plein gré, je n'y vois pas d'inconvénients. Mais apparemment, ça n'a pas l'air d'être toujours le cas puisque certains seraient menacés...

Je suis contre l'usage de la force, et je ne veux pas que le PKK utilise la violence pour récolter de l'argent. Je suis pour le don du coeur. Je suis pour le don et je n'appelle pas ça « l'impôt révolutionnaire ». J'appelle ça le don pour le bien-être de notre peuple. Et je trouve qu'il faudrait faire signer un contrat à chaque Kurde vivant en Turquie ou en Europe : qu'il ne donne pas 1 franc mais 100 francs par jour. Les peines, les douleurs, la torture ne valent-elles pas plus qu'un million de francs par jour ?

Quand tu vois les soldats turcs torturer les Kurdes, les petits, les vieux, les femmes, ce ne sont pas des démocrates mais les plus grands militants de la « sale » guerre.

On dit toujours que le PKK vend la drogue. Depuis 23 ans, a-t-on seulement réussi à prouver cette accusation ? Il y a des preuves contre l'Etat turc mais il n'y en a pas contre le PKK. C'est ça la différence.

- Pensez-vous que le PKK reçoit l'appui de la majorité des Kurdes ?

Beaucoup de Kurdes se sont rangés du côté du PKK. Non pas parce que le PKK est meilleur que les autres partis, mais parce que le PKK fait plus de choses qu'eux. C'est la grande différence. Le peuple kurde voit ce qu'il se passe au Kurdistan et en Europe, quel parti est actif pour la cause.

- Quelles sont les organisations kurdes en Europe ?

Il y en a beaucoup. Mais il faut dire qu'il y a même des organisations de 3 membres qui pensent être les responsables de tous les Kurdes.

- Pourriez-vous me parler de la structure du PKK ?

Je ne sais pas. C'est une structure très difficile.

- Trouvez-vous que le PKK est toujours aussi fort qu'avant militairement ou a-t-il tendance à s'appauvrir ?

Il est plus fort puisque le PKK a commencé avec 30-35 guerriers. Maintenant on en compte des milliers.

- Et les militants du PKK, qui sont-ils en fait ?

Quand tu vois les combattants, il y a des jeunes de 15 ans mais également des personnes de 70 ans.

- Ne trouvez-vous pas que c'est un peu facile d'enrôler de jeunes adolescents bien souvent influençables, n'ayant pas l'esprit critique face au PKK ?

C'est possible oui, mais pour en être sûr, il faut en parler avec des gens qui font partie du PKK.

- Il paraît qu'il y a beaucoup de femmes aussi ?

Oui.

- Pourquoi à votre avis ?

Le PKK fait beaucoup de choses. Je ne suis pas militant du PKK, mais je vois que le PKK agit et c'est très important à mes yeux. Les autres partis kurdes pas.

Quand un autre parti organise quelque chose, un meeting, il y a peut-être 10.000 personnes en Allemagne ou en Turquie. Quand le PKK organise quelque chose il y a 300.000 personnes.

Nous sommes conscients que la violence est un moyen d'action car c'est un parti de gauche et dans chaque parti de gauche, il y a une discipline. Et surtout dans un parti comme le PKK : il y a des règlements très stricts, mais il y a aussi la volonté du peuple de participer et de se soumettre au règlement.

- L'idéologie de base du PKK est le marxisme-léninisme. Pensez-vous que c'est toujours la même ou a-t-elle évolué ?

Mais je crois qu'il y a eu un changement idéologique, mais c'est très difficile de l'expliquer. Je sais qu'il y a un processus de changement des tactiques, de la stratégie guerrière, de la diplomatie, des activités sur le peuple, sur les jeunes.

Mais pour moi, le PKK est avant tout un parti nationaliste et il l'était dès le premier jour.

- Le PKK a toujours été nationaliste, pour vous ?

Oui, parce que le PKK est le premier parti kurde à avoir dit : « Je suis Kurde. Je ne suis pas contre les Turcs, je suis Kurde. Et pour celui qui ne m'accepte pas en tant que tel, c'est son problème. Je fais la violence contre la violence ». C'était l'idéologie du PKK et pour moi ça c'est le nationalisme. Dans les années 68 surtout jusque 1970-1971, tous les gens, toutes les

universités, tous les étudiants étaient marxistes-léninistes, maoïstes de gauche. C'était à la mode en Turquie d'être de gauche. Et celui qui n'était pas de gauche était considéré comme le plus grand impérialiste !

Tu peux faire le choix de suivre telle ou telle idéologie. Le PKK fait son plus grand travail en Kurdistan de Turquie, plus que les autres. C'est ça qui fait la différence ! En plus, le peuple voit le travail concret, le résultat.

Peut-être que les autres partis ont des idéologies « plus justes » et utilisent de beaux mots diplomatiques. Mais quand on ne fait rien du tout pour la lutte, le peuple ne suit pas.

- Et avec Mesut Yilmaz, l'actuel Premier ministre, pensez-vous que la situation va changer ?

Mais non ! Ce n'est ni avec Yilmaz, ni avec Madame Ciller ni même Demirel que quelque chose va changer. C'est l'armée turque qui doit retourner dans ses casernes et ne pas faire de politique.

Quand l'armée turque acceptera l'existence kurde, la nationalité kurde, le problème kurde, un grand pas sera franchi et tout ira mieux.

Madame Ciller était une poupée, une marionnette. Tout le monde dit « une belle marionnette » mais pour moi, c'est la plus mauvaise marionnette que l'on puisse trouver en Turquie.

Yilmaz est maintenant la sixième marionnette, manipulée par les militaires. Il faut en finir...

- Pensez-vous que ce système changera un jour ?

Oui, je suis sûr que cela va changer. Si la Turquie mène la politique actuelle pendant des années encore, je suis sûr à 100 % qu'elle finira par se détruire. La Turquie disparaîtra dans l'histoire parce que ce ne sont pas seulement les Kurdes qui sont dans la lutte contre l'Etat turc, mais également les Arméniens, les Assyriens, les Alévis; du côté Ouest, il y a les Grecs du Bosphore.

- Que revendiquent exactement les Kurdes, en fait ? L'autonomie, l'indépendance, le fédéralisme ?

Il y a beaucoup de propositions de chaque parti kurde, et tous les partis kurdes veulent une seule chose: l'acceptation de la nationalité kurde dans le cadre de la loi.

Mais j'appelle cela le droit fondamental en Turquie.

- Et pourquoi la Turquie ne veut-elle pas accorder l'indépendance au Kurdistan, par exemple ?

Il faut que tu poses la question à l'Etat turc.

- C'est dû aux ressources économiques ?

Mais aussi au fait que la Turquie pense que, si elle reconnaît le droit national aux Kurdes, les autres minorités revendiqueront la même chose. Si les Kurdes étaient libres en Turquie, il y aurait un Président kurde, un Premier ministre kurde. Le nom changerait. La Turquie ne serait plus la République turque mais la République des Kurdes et des Turcs. Qu'en serait-il de l'économie ?

REMARQUE - Cette personne a préféré l'emploi d'un pseudonyme pour préserver son anonymat.

- Avez-vous des contacts avec le PKK ?

Non, jamais officiellement, on n'a jamais eu de contacts avec les représentants de ce parti. Pourquoi? Je ne sais pas, mais peut-être qu'eux ne se sont pas présentés. Et nous, de notre côté, on n'a jamais cherché à avoir des contacts avec ces gens-là.

Par contre, on a eu l'occasion de rencontrer des personnes d'autres partis kurdes. Avec le PKK, non.

- Trouvez-vous que le PKK essaye d'avoir le monopole au niveau politique, social, culturel ?

D'après moi, je crois qu'il veut être le parti le plus fort, le plus représentatif. Tous les partis veulent ça je crois.

- Trouvez-vous que les méthodes du PKK sont bonnes ? Je veux parler des méthodes « terroristes », du type « répondre à la violence par la violence », etc.

Si on doit être idéaliste, répondre à la violence par la violence, n'est pas une attitude normale. Mais lorsque quelqu'un t'attaque ou est violent, c'est logique de se défendre. C'est un peu la même chose partout dans le monde: les Américains, les Français, les Belges ont la même réaction quand on les agresse. Maintenant quand tu parles de méthodes « terroristes », je ne crois pas que le PKK soit « terroriste ». Ce que fait le PKK, c'est une lutte armée tout simplement. Une lutte armée contre une armée, un gouvernement ou un état qui n'accepte pas l'existence du peuple kurde, et qui en même temps utilise une violence plus exacerbée que le PKK lui-même. Quand on fait une comparaison entre ce qu'a fait le PKK et ce qu'a fait l'Etat turc, on voit bien qui est plus coupable que l'autre. C'est plutôt l'Etat turc parce que l'Etat turc a détruit des milliers de villages kurdes, tandis que le PKK non.

L'Etat turc a tué des milliers de civils par des bombardements. D'accord, le PKK a tué des civils également, il y a eu beaucoup de morts lors d'activités violentes, mais pas autant que l'Etat turc. S'il y a dans les prisons turques à peu près 10.000 Kurdes, chez le PKK il n'y a que quelques dizaines de soldats turcs retenus en otages.

- Trouvez-vous que le PKK est un parti représentatif de la majorité des Kurdes en Turquie ?

Oui, ça c'est vrai. Si je regarde le tableau des partis politiques kurdes en Turquie, c'est évident, et tout le monde est d'accord pour dire que le PKK est le parti le plus répandu.

- Et le Parti démocratique des masses d'Elci ?

Tout ce que je sais, c'est que ce parti n'est pas encore connu par les Kurdes. Mais Elci, lui, est connu parce qu'il a été ministre dans les années septante, je crois. Il est trop soutenu par

certains milieux militaires et politiques turcs pour qu'il se représente, à mon avis, comme un « alternatif ». Quant à son projet, son programme politique, on ne les connaît pas encore.

Je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui soutienne ce parti, mais c'est fort possible qu'il ait des sympathisants. Mais je ne crois pas que le nombre de sympathisants dépasse quelques centaines.

- Trouvez-vous normal que le PKK, un parti politique, crée des associations religieuses, culturelles ?

Pourquoi pas ? Je crois que c'est tout à fait normal pour un parti politique.

Quand vous dites associations religieuses, vous savez chez les Kurdes, il y a des Yézidis, des Alawis. Ce sont deux religions qui ont toujours été opprimées, mal vues, qui ne sont pas tolérées. Alors, ces deux minorités religieuses sont un peu méfiantes envers tout ce qui est musulman, et la majorité des Kurdes est musulmane sunnite.

Grâce aux associations religieuses créées par le PKK, c'est une bonne occasion de leur dire : « voilà, nous ne sommes pas contre vous mais nous sommes prêts à vous soutenir, à vous aider à exercer votre religion librement ».

A mon avis, c'est un signe, un symbole pour montrer la bonne volonté des Kurdes musulmans vers les autres communautés. Je crois que le PKK veut montrer un autre aspect des Kurdes musulmans sunnites. Je crois également que le PKK a une tactique et une politique stratégique vers les Assyriens, la communauté chrétienne qui vit au Kurdistan. Le PKK montre une grande sympathie envers cette communauté réticente aux Kurdes. En fait, ils ont été maltraités à l'époque via les Turcs par les Kurdes sunnites. Alors pour les Assyriens, ce n'est pas facile d'accepter les Kurdes. Le PKK essaie de changer le souvenir de cette époque et les mentalités en présentant son soutien à cette communauté.

- Y a-t-il eu un changement dans la stratégie, la tactique du PKK depuis le début de la lutte armée ?

Beaucoup.

- A quel niveau ?

Déjà au niveau idéologique. Quand j'ai entendu parler du PKK, c'était un parti communiste, très dogmatique. Ce que personnellement je n'aimais pas : être fermé dans une idéologie, surtout cette idéologie-là. C'était un parti qui touchait à plusieurs théories à la fois, comme les théories communistes, marxistes, léninistes. La plupart des Kurdes n'appréciaient pas cela, et avec le temps, le PKK a beaucoup changé. Il a appris que ce n'est pas avec une idéologie que l'on peut gagner ou faire ce genre de travail. Il s'adapte maintenant aux nouvelles réalités.

Et personnellement, je ne vois plus chez eux, comme c'était le cas avant dans leur discours politique ou théorique, ce côté idéologique marxiste-léniniste.

On dirait qu'ils ont lentement quitté cette idéologie.

- Au profit de quelle autre ?

Une idéologie beaucoup plus modérée, plus réaliste. Vous savez, le PKK avait des principes communistes comme la lutte du prolétariat et d'autres trucs comme ça. Mais maintenant ce n'est plus le cas. Je crois même qu'il devient même un peu plus libéral.

- C'est devenu nationaliste, plutôt ?

Non, pas du tout. Vous savez, le PKK n'est pas nationaliste. C'est le seul parti qui n'est pas nationaliste. Parce que c'est le seul parti kurde où l'on trouve des Turcs aussi. C'est paradoxal, mais c'est vrai.

C'est le seul parti kurde chez qui l'on trouve de vrais Turcs militants, qui luttent avec les Kurdes et qui acceptent la réalité kurde. Il y en a même qui ont été tués dans des prisons kurdes. C'est la raison pour laquelle je ne crois pas que le PKK soit nationaliste.

- A combien est estimé le nombre de ces Turcs militants au sein du PKK ?

C'est une élite, c'est une très petite partie mais qui est significative.

- Pourriez-vous m'expliquer la structure interne du PKK ?

Je ne la connais pas, je n'ai jamais lu les structures du parti.

- Est-ce vrai que la perception de « l'impôt révolutionnaire » se fait parfois de force, sous la menace ?

Je ne sais pas si cela se passe parfois de cette façon-là. Si c'est le cas, je n'apprécie pas du tout le fait que l'on demande des « impôts » par la force. Non. Il faut à mon avis convaincre les gens. Si les gens sont convaincus que tu es juste et honnête et que tu fais quelque chose de bien, ils doivent te donner la somme d'argent spontanément. Mais je suis contre le fait d'avoir recours à la force et à la violence. Mais je me demande vraiment si le PKK fait ça. C'est possible qu'il le fasse - j'en ai entendu parler aussi évidemment - mais personnellement je ne connais personne. Peut-être que d'autres ont eu cette expérience, mais moi-même jamais. Donc je suis Kurde, les gens du PKK me connaissent, ils n'ont jamais...

- Mais c'est peut-être parce que vous contribuez volontairement ?

Mais ils ne me l'ont jamais demandé, non. C'est ça qui est bizarre. Pourtant je n'y suis pas opposé ni tout à fait pour, parce que si je contribuais, je devrais alors participer à leurs activités. Et ça, je le refuse. Je suppose qu'ils souhaitent que je participe aussi, que je contribue. Mais ils ne me l'ont jamais demandé.

J'ai entendu dire que des gens ont été obligés de verser une certaine somme d'argent, mais était-ce vraiment une « politique » du parti ou plutôt de faux « collecteurs », se faisant passer pour des militants du PKK ?

- Et de quoi vivrait le PKK ?

Il y a plusieurs sources de revenus. Il y a les travaux collectifs dont les revenus sont pour le parti.

- Qu'entendez-vous par travaux collectifs ?

Je sais que les Kurdes de Syrie récoltent le blé en été. Là-bas, ce sont des régions agricoles, alors les gens vont travailler en faveur du parti. Evidemment on ne peut pas obliger tout le monde. Les gens y vont volontairement, et c'est chaque année comme ça.

En plus, il y a des Kurdes qui paient chaque mois, qui contribuent pour le parti. D'autres, ayant un commerce, une ferme, un restaurant ici en Europe, contribuent une fois, deux fois sur l'année.

- Et le trafic de drogue ?

Ca c'est pas vrai.

- On le lit dans les journaux...

C'est la presse turque qui dit ça. S'ils ont des preuves, qu'ils les montrent au peuple kurde, qu'ils montrent aux gens que le PKK fait ça. Alors comme ça les gens ne croiront plus le parti. Mais qu'ils le montrent. Ils ne veulent jamais le montrer !

Par contre, j'ai entendu que le peuple kurde, par exemple en Allemagne, interdit aux jeunes gens de fréquenter des casinos ou les salles de jeux vidéo. Si les gens du PKK connaissent une famille où un garçon joue là, alors ils vont chez lui et le lui interdisent.

- Pour quelle(s) raison(s) ?

Il ne faut pas jouer à ça. Vous savez, c'est gaspiller de l'argent. Alors ils lui interdisent avec l'accord de la famille.

- Ils préfèrent que l'argent gaspillé par le jeune homme revienne au PKK, en fait ?

Ca c'est sûr ! C'est normal et c'est mieux.

Ce n'est pas du bon travail que d'aller gaspiller de l'argent comme ça. C'est de la folie. Celui qui fait ça, c'est quelqu'un qui est perdu, qui peut être dangereux pour la société dans laquelle il vit.

Evidemment chaque parti aime que les sympathisants donnent de l'argent. C'est valable pour les partis européens aussi.

Mais à mon avis, toutes ces histoires de drogue font partie de la guerre « anti- kurde », anti-PKK. C'est la propagande de l'Etat turc contre le PKK afin de donner une mauvaise image du parti. Mais les Kurdes ne croient pas cela, et c'est le plus important. Pourquoi ? Parce qu'ils vivent avec ce parti, ils voient ce que le PKK fait. Ce n'est pas parce que telle personne, telle télévision, ou même l'Etat turc prétend ceci ou cela que c'est vrai. On dit: « PKK= terroristes » « PKK= drogue »... Ce n'est pas vrai.

Par contre il y a des preuves des sources européennes que l'Etat turc ou certains milieux turcs sont mafieux.

Je ne comprends pas que quand un Etat tue des civils, on ne l'accuse pas d'être terroriste. Par contre, quand c'est une organisation, on la dit terroriste.

Si le fait de tuer un civil, c'est du terrorisme, alors l'Etat turc est un terroriste. Peut-être que certains pays européens aussi sont terroristes.

- Est-ce vrai qu'Abdullah Öcalan est un dictateur mégalomane ?

J'ai toujours pensé à ça, dictateur. Pourquoi chez nous les chefs d'Etat ou les chefs de partis politiques sont des dictateurs, alors qu'en Europe, ce n'est pas le cas ? C'est ainsi pourtant.

Pourquoi ? Parce que ce n'est pas un président ou un chef d'Etat européen qui décide seul de la politique de l'Etat. Ceux qui décident les programmes de la politique d'un pays européen ce sont l'armée, les forces de sécurité, les services de renseignements : c'est l' OTAN.

Pour les choses très sérieuses qui touchent l'Etat ou la politique étrangère et les points chauds, tout est déjà préparé. Ces présidents n'ont qu'à suivre la ligne de conduite imposée et réaliser correctement leur travail. Mais chez nous, les chefs d'Etat sont les militaires, qui ont tous les pouvoirs. C'est pour cela que l'on dit que ce sont des dictateurs.

C'est vrai mais Abdullah Öcalan n'est pas comme Jacques Chirac ou Boris Eltsine.

Mais est-ce que les Kurdes sont comme les Français ? Est-ce que les Turcs sont comme les Russes? Est-ce qu'ils ont le même statut, la même situation? Non, c'est tout à fait différent. C'est tout à fait normal que le chef des Kurdes ne soit pas le même que celui des Français.

- De là à assassiner les dissidents ?

Avant de répondre à ça je vais dire autre chose. Tu crois que les autres partis kurdes ou non kurdes sont démocrates, ne sont pas dictateurs ? Même les chefs des petits partis qui ont 5 ou 6 personnes sont tous des petits dictateurs. C'est vrai.

D'après moi Abdullah Öcalan pourrait être plus modéré. Moi, si vous me le demandez, je préférerais qu'il soit plus modéré, plus tolérant, pas si imposant. Evidemment, quand vous le lui demandez, il ne va pas dire « Je suis dictateur ». Il va dire : « J'ai un conseil, je demande les conseils des autres ». Mais nous sommes dans une situation de guerre. Et dans une situation de guerre, il y a un chef qui décide.

Öcalan considère que les Kurdes sont dans un état de guerre, donc que ce n'est pas un état normal ni une période de paix. Nous sommes dans une situation d'urgence exceptionnelle qui exige des comportements politiques exceptionnels.

Mais en tant qu' être humain, j'aimerais bien qu' Öcalan soit plus doux.

Maintenant vous avez dit: « Tuer les dissidents ».

Je suis contre. Maintenant, je me trompe peut-être parce que je ne suis pas dans le parti, je ne suis pas à l'intérieur, je ne vois pas les choses de la même façon qu'eux. Ils disent: « Nous sommes dans un état de guerre et sur le front, quelqu'un désobéit à l'ordre militaire. Que va-t-on faire de lui ? ». Selon les règles militaires, cette personne-là est condamnée.

Quand un Français faisait de l'espionnage pour l'Union Soviétique pendant la guerre froide, que faisait-on de lui ? On ne le tuait peut-être pas mais on le mettait en prison, on le privait de tous ses droits, la famille était perdue, etc.

Maintenant, chez les Kurdes, comme il n'y a pas de prisons, comme ils n'ont pas les mêmes moyens que ces Etats-là, ils réagissent de cette façon-là avec les dissidents. Parce que d'après les personnes du PKK, ce ne sont pas des dissidents « normaux ». Ce sont des dissidents qui vont faire la schisme dans le parti. Mais quand même, moi personnellement, je suis contre cette méthode.

- Vous parliez de Mesut Yilmaz (ANAP, nouveau Premier ministre) tout à l'heure. Pensez-vous que sa politique vis-à-vis des Kurdes va changer si...?

Les visages changent mais il n'y a qu'une seule politique concernant les Kurdes. Il a même dit dans le passé : « Le problème kurde n'existe pas. Le PKK n'est qu'une bande de terroristes. C'est un problème économique que nous devons résoudre ».

Comme je l'ai dit, l'Etat turc est un Etat dictatorial parce que c'est l'armée turque qui décide de tout. Les hommes politiques sont utilisés pour donner une image de pays démocrate comme les autres pays européens.

Donne-moi un exemple: qu'est-ce qui a changé pour les Kurdes avec Erbakan, Ciller ? Rien ! Avant de se présenter au Parlement, ils passent chez les militaires qui leur donnent la directive à suivre en ce qui concerne la question kurde.

- Trouvez-vous qu'il y a eu une quelconque évolution depuis le début de la lutte du PKK ?

Oui beaucoup. Le peuple kurde en temps que peuple est mieux organisé. Il a de nouveau retrouvé sa confiance en lui-même, la confiance perdue pendant des années. Il a beaucoup plus d'espoir. Les Kurdes de Turquie ont prouvé qu'ils possèdent quelque chose, une certaine force disciplinaire, militaire, politique. Ils ont prouvé qu'ils peuvent s'organiser et vivre une certaine autonomie. Quand on voit toutes ces associations kurdes...

Vous savez, il y a à peu près entre 16 et 20 millions de Kurdes.

En Europe, plus ou moins 100.000. Pour les Kurdes maintenant il y a un « cerveau » en la personne d'Abdullah Öcalan et du PKK. Donc, ce n'est plus comme avant. Les Kurdes n'avaient pas de dirigeants, de force dynamique qui pourrait les diriger. Chaque peuple a besoin de dirigeants, d'une tête qui le dirige. Et l'une des associations que l'on voit concrètement, c'est la chaîne de télévision kurde, MED TV. Les Kurdes n'ont jamais pensé ou cru qu'ils pourraient un jour avoir une chose comme celle-là. C'est une chaîne que l'on peut capter par satellite. Donc, on peut la voir partout dans le monde.

- A-t-elle des liens avec le PKK ?

Elle est très soutenue par le peuple kurde et le PKK encourage cette chaîne « patriotique ».

- Öcalan a-t-il déjà accordé une interview à MED TV ?

Beaucoup. Il a également donné des interviews pour les chaînes turques. Et il y a le Parlement du Kurdistan en exil, toutes sortes d'associations.

Imaginez-vous sans un parti kurde, le PKK ou un autre. Comment imaginez-vous que ces partis subsisteraient s'il n'y avait pas de mouvements kurdes en Europe organisés et bien disciplinés ? Comment les Kurdes d'ici vivraient-ils ? Vous savez qui profiterait de ces gens ? Ils seraient manipulés par les mafias, par les partis musulmans fanatiques, les partis fascistes turcs. Un individu doit être occupé par quelque chose. Heureusement que les Kurdes sont occupés par des idées démocrates, humaines et patriotiques.

Quand vous demandez à une personne du PKK ou à un Kurde de n'importe quel parti, à tous les Kurdes, vous n'allez jamais entendre que cette personne est anti-turque ou anti-arabe ou anti-chrétienne ou anti-belge. Ils ne sont pas éduqués comme ça. Regardez dans un parti turc ultra-nationaliste ou même musulman. Quand c'est un musulman comme le Refah, il est contre tout ce qui est chrétien et européen. Quand c'est un parti ultra-nationaliste, il est contre tout ce qui est Kurde ou ce qui n'est pas comme lui. Aucun parti kurde n'agit comme cela, même pas le PKK. Dans ces partis, les gens apprennent à être tolérants envers les Alaouites, les Chrétiens, les autres minorités religieuses.

Mais il y a encore des gens qui sont toujours contre les Chrétiens, les Alaouites et ce sont ces gens-là qui collaborent maintenant avec l'Etat turc. On les appellent « protecteurs de villages ». Ce sont eux qui forment la force anti-guérilla utilisée par l'armée turque contre les Kurdes.

Les militants du PKK, qui sont-ils ? Des jeunes, des vieux, de tous âges?

De tout.

- N' y aurait-il pas une majorité de jeunes adolescents peu « cultivés » ?

Je ne crois pas. Il y a des vieux, des vieilles, de tout, des Kurdes, des Turcs, des Arméniens, des Russes... Il y a même des Belges !

Vous savez, les personnes qui disent ce genre de choses, qui font allusion aux jeunes adolescents peu cultivés se laissant facilement embrigader, ces personnes sont tout simplement anti-PKK et cherchent n'importe quoi à utiliser contre le PKK.

- Je crois qu'il y a pas mal de femmes également au sein de la lutte révolutionnaire menée par le PKK. Le PKK viendrait chez elles et dirait, devant leur mari : « S'il vous ennuie ou vous maltraite, il aura affaire à nous ». Est-ce vrai ?

Ce n'est pas vrai. Mais on essaie de ne plus traiter la femme comme avant. Si l'homme ne respecte pas sa femme, sa maison, sort, ne travaille pas et rentre à 2 heures du matin après avoir joué aux cartes et bavardé. Alors le PKK soutient cette femme. Mais ils ne vont jamais battre l'homme ou quelque chose de ce style. On l'isole, ou on essaie de le convaincre.

Ce parti est pour la liberté de la femme, pour le respect de la femme.

Je regarde beaucoup la télévision kurde. Il y a des jeunes filles qui chantent pour la longue vie de leur leader « Apo », des chansons patriotiques. Vous savez, les Kurdes sont très attachés à leur parti. Ils lui sont très fidèles et font beaucoup de sacrifices, que personnellement, je ne pourrais pas faire. Ca me choque même parfois.

- Croyez-vous que les jeunes s'engagent spontanément dans la cause kurde, ou sont-ils plutôt « drillés » par les parents, la famille ?

La famille kurde est très forte et très liée. Les jeunes sont très attachés à leur père, à leur mère, à leurs frères. Ils n'ont pas entière liberté. C'est pourquoi je ne pense pas qu'on les manipule. Ca peut peut-être arriver... Mais l'humanité aussi est manipulée ! Les Américains manipulent bien tout ! Quand tu regardes le film « Rocky IV » dans lequel l'Américain bat le Russe lors d'un match de boxe, ça aussi c'est de la manipulation, mais elle est négative et mauvaise.

Pour moi, il existe une autre manipulation qui empêche de faire des mauvaises choses. Est-ce que les Kurdes, les jeunes, qui ont des liens avec le PKK font de la délinquance ? Jamais.

Les Kurdes sont très attachés à leur leader, à leur parti. D'ailleurs, si ça n'était pas le cas, personne ne donnerait de l'argent au PKK. C'est pour cela que les gens se sacrifient, et j'ai beaucoup de respect pour eux. L'homme n'a jamais eu sa liberté en se couchant sur les plages ou en discutant de politique dans les bars. Je m'oppose à tous ceux qui sont contre le PKK et qui l'accusent de tout et de rien : drogue, traite d'humains, manipulation d'enfants et des jeunes. En plus, ceux qui tiennent des propos pareils visent le peuple et le mouvement kurde dans sa totalité. Vous savez, le prix de la liberté est cher, et pour atteindre cet objectif, il y a beaucoup d'obstacles.

J'ai beaucoup d'admiration pour le mouvement du PKK et les personnes qui y participent. Je reconnais qu'il a des défauts, c'est normal.

- Trouvez-vous que la presse occidentale est relativement complète et objective par rapport au problème kurde et au PKK ?

La presse occidentale n'a jamais été objective. Jamais. Maintenant je le constate...

- Croyez-vous qu'il y a une manipulation turque ?

C'est évident ! Et c'est principalement pour une question d'intérêts internes et européens. Nous, quand nous étions au Kurdistan, on croyait que tout ce qui était occidental et européen était honnête, juste. Mais c'est seulement quand je suis arrivé ici que j'ai compris que ce n'était pas vrai.

- Trouvez-vous que le PKK est bien « soutenu » en Europe ?

Oui. Des relations sont établies avec diverses organisations européennes, certains milieux le soutiennent. Mais d'un autre côté, une politique européenne l'interdit. Je trouve cela injuste. C'est à la limite de l'intolérance par rapport au PKK.

- Quelle est la position du gouvernement belge par rapport à la question ?

Il a beaucoup changé. Avant, il était beaucoup plus objectif. C'est principalement dû à ses propres intérêts par rapport à la Turquie. Vous avez pu le remarquer lors des perquisitions l'année dernière dans les bureaux de MED TV et du Parlement kurde en exil. Pourquoi tant de violence ? Ont-ils prouvé quoique ce soit au niveau de trafics de drogue et de détention illégale de mineurs d'âge ? Rien ! En plus, les perquisitions ont eu lieu peu après la signature d'un accord avec la Turquie. Je crois que cela veut tout dire...

- Pourquoi la Turquie ne veut-elle pas accorder l'indépendance, l'autonomie, voire le fédéralisme au peuple kurde ?

Demande plutôt pour quelles raisons la Turquie ne veut pas reconnaître et accepter l'existence du peuple kurde ? Ce n'est pas la revendication d'indépendance, le problème. Le problème, c'est la mentalité turque. On dit qu'en Irak, Saddam Hussein est un dictateur. Il a bombardé d'armes chimiques les Kurdes d'Halabja. On dit que le régime iranien est un régime totalitaire. Mais lui, il accepte les Kurdes. Le mot « kurde » n'est pas interdit. Il y a même des écoles en langue kurde. Les Kurdes parlent facilement leur langue en Iran, et l'Etat n'a jamais adopté une politique d'assimilation systématique. L'Iran et l'Irak n'ont pas adopté une politique agressive comme l'a fait la Turquie. Alors, où est la démocratie ? Qui est le véritable dictateur ? Qui est défenseur de la laïcité ? Quelle laïcité ?

- Quel était le contexte du coup d'Etat militaire de 1980 ?

Il y avait une montée de mouvements kurdes et gauchistes. A côté de cela, il y avait un climat social et politique très perturbé. Les militaires turcs n'ont pas apprécié cette situation. C'est la raison pour laquelle, avec le feu vert des Etats-Unis, le coup d'Etat a eu lieu.

- J'ai lu dans un article que le PKK aurait des liens avec la CIA et les Etats-Unis. Qu'en pensez-vous ?

Un de mes amis Kurdes, qui n'est pas du PKK, m'a un jour dit la même chose : « Le PKK a des liens avec la CIA et les services de renseignements turcs (MIT) et syriens ». Mais personnellement, je n'y crois pas. C'est possible qu'un membre de la CIA ait un jour contacté le PKK, mais ça ne veut pas dire obligatoirement qu'il y a des liens ! On ne peut pas dire maintenant qu'il y a des liens entre le Parlement allemand et le PKK parce qu'un Allemand a discuté avec Abdullah Öcalan !

- Le PKK reçoit-il une aide quelconque de l'Occident autre que celle de la diaspora kurde ?

D'après moi, non. Mais qui sait ? Peut-être... Je ne sais pas très bien.

- Je sais que Danielle Mitterrand fait beaucoup pour les Kurdes...

Effectivement, certaines personnes et certains pays sont forts compréhensifs par rapport à la question kurde et au PKK. Mais d'après ce que j'ai compris dans le discours politique du PKK, il ne veut pas être dépendant des aides étrangères parce que c'est la grande faiblesse des autres partis politiques kurdes d'être financés ou aidés par les pays européens. Alors, ils ne sont pas libres dans leurs mouvements et leurs comportements. Tandis que pour le PKK : « Nous comptons sur le peuple. C'est lui qui nous finance et qui nous donne la force. »

- Pensez-vous que les Kurdes et le PKK obtiendront un jour ce qu'ils veulent ?

Tout à fait.

- N'est-ce pas un peu utopique et idéaliste comme réponse ?

Non, pas du tout ! Qui aurait cru que la grande Union Soviétique s'effondrerait un jour ? Qui aurait cru que le mur de Berlin disparaîtrait ?

- Abdullah Öcalan a déclaré deux cessez-le-feu, en 1993 et 1995. Pour quelle(s) raison(s), à votre avis, la Turquie a-t-elle refusé ?

Accepter un cessez-le-feu, c'est une façon d'accepter l'adversaire. Ici en l'occurrence, le peuple kurde. L'accepter en tant que tel, c'est déjà un grand pas. Et ce pas, Ankara ne veut pas le franchir. D'autre part, la Turquie essaie toujours de résoudre les problèmes militairement, par la force. Pourquoi une force militaire, si puissante, redoutée par ses voisins accepterait un « petit » adversaire en la personne du PKK et des Kurdes ?

- Une dernière question. Pourriez-vous m'expliquer les liens entre le PKK, l'UPK de Talabani et le PDK de Barzani, les deux partis irakiens ?

Talabani et Barzani ne reçoivent pas de soutien unanime de leurs Kurdes. C'est la raison pour laquelle ils sont constamment à la recherche d'aides étrangères, soit celle de Saddam Hussein, soit celle de l'Iran, de la Turquie, de la Syrie ou des Américains. Ils ne sont pas « libres »,

puisque'ils dépendent toujours d'une force extérieure. Donc, dans cette mesure-là, ils n'ont pas spécialement de bonnes relations avec le PKK.

L'Etat turc fait pression sur chacun d'entre eux. Il a dit à Barzani : « Si tu veux vivre, tu dois couper tous liens avec le PKK ».

Barzani a demandé l'aide de Saddam Hussein pour occuper militairement la capitale du Kurdistan, et pour faire sortir Jelial Talabani de cette région. Jelial Talabani, quant à lui, a demandé l'aide de l'Iran...

Ces deux partis kurdes ont successivement apporter leur support au PKK, mais c'est très inconstant. Ils s'y sont opposés également. Tout cela dépend surtout de leur force du moment, des menaces extérieures...

Institut kurde de Paris

- Pourriez-vous m'expliquer ce qu'est exactement le Parlement kurde en exil ?

Le Parlement du Kurdistan en exil est le Parlement du peuple kurde. Il y a quelques années en Turquie, il y avait un parti « pro-kurde » légal : le HEP (Parti du travail du peuple), qui est devenu le DEP. Ils ont été successivement interdits. Donc, la plupart des membres de ces partis se sont exilés en Europe. Le Parlement kurde en exil a donc été créé pour pouvoir mener notre travail en dehors de la Turquie.

- Quels sont les buts et les objectifs du Parlement ?

Le Parlement en exil du Kurdistan mène la diplomatie kurde au niveau international et a des relations avec les partis qui sont actuellement en guerre au Kurdistan. Il mène aussi un travail culturel sur la culture kurde. En résumé, ce sont les objectifs du Parlement.

- Le Parlement kurde en exil est-il vraiment représentatif des Kurdes ?

Le Parlement en exil du Kurdistan représente bien le peuple kurde. Mais il faut dire aussi qu'au Kurdistan, il n'y a pas que le peuple kurde, il y a d'autres peuples. On peut même dire qu'il y a une mosaïque de nations qui vivent au Kurdistan et ces peuples ont leurs propres représentants au sein du Parlement du Kurdistan. Donc par cela, nous pouvons dire que nous représentons bien le peuple kurde.

- Avez-vous des liens ou des contacts avec le PKK ?

Nous avons des relations avec le PKK qui est un parti kurde politique. Aujourd'hui, c'est lui qui mène la guerre au Kurdistan. Nous avons des relations aussi avec lui : ici, il y a plus de douze membres de l'ERNK, le Front de Libération nationale du Kurdistan, qui est une branche du PKK.

- Quelles sont les structures internes du PKK ?

Comme le PKK est un parti illégal en Turquie, nous ne savons pas si notre point de vue est juste ou pas. D'après ce que nous savons, il y a le Président Öcalan, il y a également des branches, des bureaux ici en Europe. Certains comités ont été créés, mais nous ne savons pas exactement quelle structure a été instaurée...

Dans neuf pays d'Europe, des bureaux de l'ERNK ont été ouverts officiellement avec l'autorisation des gouvernements de ces pays comme c'est le cas en Grèce, en Italie, en Espagne, en Finlande, etc.

- Quelles sont les idéologies et les tendances du PKK ?

Le but de la guerre menée par le PKK aujourd'hui, c'est la libération du peuple kurde. Le PKK est donc un parti politique kurde. Les Kurdes ne sont pas représentés au sein du Parlement

turc. Ils n'ont aucun droit culturel, aucun droit de s'exprimer librement. Le principal but du PKK, c'est d'obtenir les droits fondamentaux du peuple kurde, mais également la possibilité que le peuple kurde et le peuple turc puissent vivre également dans un système fédératif.

- Le PKK est un parti marxiste-léniniste à la base. Y a-t-il une évolution ?

Aujourd'hui, il a certains motifs socialistes. Ce parti mène une lutte pour le peuple kurde qui a des motifs patriotiques et nationalistes. C'est donc un parti qui défend le socialisme et sa nation.

- Quels sont les objectifs et les revendications du PKK ?

Les revendications fondamentales du PKK, c'est que l'identité kurde soit reconnue, que les droits culturels et politiques soient donnés à la population kurde de créer et d'avoir un Parlement kurde au Kurdistan.

Ce que veut aussi le PKK, c'est un système fédératif, que la population kurde soit représentée de la même manière que l'est la population turque.

- Quels sont les liens du PKK avec les autres partis kurdes comme le HADEP ou le Parti démocratique des masses de Serafettin Elci ?

Le PKK est un parti qui a une très grande notoriété non seulement en Europe, mais aussi en Turquie et dans le monde. C'est un parti très grand qui a plus de force que les autres partis illégaux.

Il y a aujourd'hui le HADEP qui est un parti qui mène son travail légalement. Si jamais les prochaines élections en Turquie étaient menées de façon démocratiques, nous pensons que malgré les difficultés que rencontreraient le HADEP, il pourrait avoir des places au sein de l'assemblée du Parlement turc, car dans les dernières élections et malgré les pressions du gouvernement turc sur le parti, 30 personnes ont quand même été élues lors des dernières élections.

Nous, en tant qu'organisation kurde, nous soutenons tous le HADEP qui est un parti menant une lutte démocratique et légale. Le PKK soutient aussi le HADEP car pour atteindre une solution, c'est le parti qui est le mieux placé. En fait, sans le soutien du PKK à certaines organisations, nous ne saurions pas lutter comme nous le faisons aujourd'hui.

Le PKK n'a pas de bonnes relations avec le parti de M. Elci, car ce dernier est contre le PKK. Et partout où il va, Elci n'a pas peur de l'affirmer.

- Peut-on dire que le PKK est un parti démocratique dans la mesure où il désire s'approprier le monopole par rapport aux autres partis kurdes ?

Le PKK est un parti original.

- Qu'entendez-vous par « original » ?

Aucun parti kurde ne mène une lutte comme celle du PKK. Les partis qui mènent une lutte ont leurs propres conditions et règlements. La Turquie n'est pas un pays démocrate, mais militariste. Les autres partis qui veulent que le PKK soit un parti démocratique, se sont-ils déjà demandés ce qu'ils sont eux-mêmes ? Le Kurdistan est divisé en quatre et il n'est pas un pays reconnu en tant que tel. Pour arriver à une certaine démocratie, il faudrait déjà que l'on

attribue leur propre pays aux Kurdes. Ensuite, on pourrait seulement voir s'il est question de démocratie ou pas. Il y a d'autres partis kurdes qui veulent que le PKK soit un parti démocratique. Ces partis qui veulent que le PKK soit comme cela, où sont-ils ? Pourquoi ne viennent-ils pas lutter pour le Kurdistan ? Qu'ont-ils fait pour que la démocratie soit installée? Ils ne font rien pour cela !

- De quoi vit le PKK ? De subsides, de trafics de drogue, d'humains ?

Le PKK vit de l'argent que lui fournit le peuple kurde. Dans un article écrit par un journaliste allemand, les biens du PKK étaient estimés à deux milliards de dollars. Ce sont les ennemis du PKK qui affirment qu'il fait du trafic de drogue. Dans les informations, on a également dit qu'un tribunal allemand accuse le gouvernement turc d'être mêlé au trafic de drogue. C'est le gouvernement turc qui dirige ce trafic de drogue. L'argent gagné est alors versé secrètement dans le but d'obtenir des armes nucléaires.

Aujourd'hui, le PKK est un parti riche car tous les Kurdes fournissent une aide au PKK.

- Justement, à ce propos-là, le PKK obligerait les personnes récalcitrantes à donner de l'argent. Est-ce vrai ?

Ce n'est pas vrai. Tous les Kurdes donnent volontairement l'argent.

- Quelle est la situation actuelle du PKK au niveau politique et militaire ?

Il est aujourd'hui dans une situation plus forte que jamais. Les hélicoptères turcs ne peuvent plus survoler tranquillement le Kurdistan.

Tous les journaux écrivent actuellement sur cette situation au Kurdistan, situation que l'on ne peut plus cacher.

- Qui sont les militants du PKK ? Des jeunes, des vieux ?

Il y en a de 10 à 60 ans, de tous les âges.

- Le fait de prendre de jeunes enfants, sans éducation, n'est-ce pas un peu facile ? Ne pourrait-on parler d'une certaine « dictature » ?

Aujourd'hui, comme nous venons de le voir aux informations, une révolte a éclaté dans une prison turque. Actuellement, il y a plus de 30.000 prisonniers du PKK dans les prisons. Tout le monde participe volontairement à cette lutte et on ne peut rien y faire.

Quand j'ai dit qu'il y avait autant de militants du PKK, je ne voulais pas dire directement dans les montagnes. Ce sont également des personnes qui ont une vie normale. C'est pour cela que l'on ne peut pas dire que c'est un parti dictatorial, car tous ses militants ont une vie normale et participent à la lutte.

Si vraiment ces enfants ou toute autre personne étaient venus de force pour participer à la lutte, on devrait mettre un gardien pour qu'ils ne puissent pas s'enfuir. S'ils n'étaient pas venus volontairement, ils seraient en train de se sauver des montagnes pour se réfugier ailleurs, loin du PKK. Or, c'est loin d'être le cas puisqu'ils sont tous volontaires.

- Comment considérez-vous Abdullah Öcalan, le leader du PKK ?

Je l'ai rencontré à deux reprises. C'est une personne vraiment très intelligente.

- N'est-il pas mégalomane comme le disent certains journaux ?

C'est une personne qui est vraiment galante, qui est tout à fait normale ! Il accepte tout le monde.

- Quelles sont les organisations qui ont été créées par le PKK ?

Dans le monde, il y a de nombreux sympathisants du PKK, qui font partie du Front populaire, l'ERNK.

- Qu'est-ce que l'ARGK ?

C'est l'armée populaire kurde. Il y a trois branches : le PKK est le parti politique, l'ARGK est la branche militaire, donc l'armée populaire; tandis que l'ERNK constitue le front révolutionnaire.

- Y a-t-il d'autres organisations liées au PKK ?

Non.

- Avec l'ARGK et l'ERNK, le PKK est-il plutôt directif ou à l'écoute ?

Je ne connais pas personnellement le système. Il faut le leur demander.

- Est-ce vrai qu'il y a des camps militaires du PKK en Belgique, à Gand entre autres ?

Je l'ignore. Il faut le demander à la police belge.

- A votre avis, les choses ont-elles changé en Turquie, pour les Kurdes, depuis le début de la lutte armée du PKK en 1984 ?

Il y a de très grands changements depuis le début de la lutte armée. Avant la lutte armée, les Kurdes eux-mêmes ne savaient pas qu'il y avait un problème kurde, tout comme le peuple turc et la communauté internationale ne connaissaient pas non plus l'existence des Kurdes ni la question kurde. Si aujourd'hui la question kurde est à l'ordre du jour, c'est grâce à la lutte du Kurdistan.

- Y a-t-il eu une évolution dans la tactique et les méthodes du PKK depuis 1984 ?

Depuis le début de la lutte en 1984, nous, en tant que personnalités kurdes, nous suivons de très près cette lutte et nous essayons de la comprendre, de même que le PKK. Depuis 1984, il y a eu souvent des évolutions dans ses tactiques, car le PKK étend sa lutte. A plusieurs reprises, il a pris des décisions et les a directement mises en pratique. En d'autres termes, c'est une lutte pragmatique.

- On dit du PKK qu'il est un parti « terroriste », qu'en pensez-vous ?

C'est le gouvernement turc lui-même qui est terroriste. C'est une expression utilisée par Ankara. Aujourd'hui encore, c'est le gouvernement turc qui n'a laissé aucune pierre au Kurdistan. C'est une vieille expression, tout le monde reconnaît maintenant le PKK comme un mouvement national de libération.

- Approuvez-vous les méthodes du PKK ?

Lorsque j'étudiais à l'Université, il y avait la guerre d'indépendance en Algérie, au Vietnam, en Angola.

Pour obtenir leurs droits fondamentaux, ces peuples ont été obligés de mener une lutte armée. Sans lutte armée, on ne peut rien obtenir des pays colonialistes.

Cela fait environ 75 ans que le gouvernement turc mène une politique de génocide au Kurdistan. N'est-ce pas un acte terroriste de la part du gouvernement ?

- Est-ce vrai que le PKK est soutenu par la CIA et les Etats-Unis ?

Il n'y a rien de tout cela. C'est une question qui n'a pas grande signification.

- Pour quelle(s) raison(s) fondamentale(s) la Turquie ne veut-elle pas accorder l'indépendance au peuple kurde ?

Depuis la création de la République de Turquie, il y a eu la négation du peuple kurde. Auparavant, les peuples turc et kurde vivaient ensemble. Depuis la création de la République, on a fait cumuler une politique de négation et d'assimilation du peuple kurde.

Si la Turquie ne veut pas accorder l'indépendance, c'est une question de politique et de mentalité.

- Quelle est l'évolution de l'attitude des gouvernements et des gouvernants turcs (Özal et Demirel) par rapport à la question kurde et au PKK ?

Cela fait plusieurs années que le gouvernement turc dépense des milliards de dollars pour ralentir l'évolution du PKK et en affirmant que le PKK est un parti « terroriste ».

- Trouvez-vous que la presse occidentale relate objectivement le problème kurde et le PKK en général ?

La presse occidentale parle de la situation du peuple kurde comme une violation des droits de l'homme. Aujourd'hui, une guerre est menée au Kurdistan, une guerre intensifiée qui s'aggrave de plus en plus. Le peuple kurde est confronté à un génocide, et la presse occidentale reste très « légère » par rapport à la situation au Kurdistan.

- Y aurait-il des manipulations du gouvernement turc face à la presse occidentale ?

Le gouvernement turc manipule non seulement la presse mondiale, mais il utilise le lobbying pour gagner de l'argent et obtenir le soutien des autres pays internationaux.

Il fait également du chantage à certains journaux pour obtenir le soutien de ces pays.

- **Quelle est la position de la Belgique par rapport à la question kurde et au PKK ?**

Il faudrait peut-être poser la question au gouvernement belge. Quoiqu'il en soit, la Belgique fournit une grande aide au gouvernement turc.

Institut kurde de Paris

- Quels sont les buts et les objectifs de l'Institut ?

Je vous donnerai un document écrit, mais en quelques mots, l'Institut est un organisme culturel créé en février 1983 pour sauvegarder, diffuser et promouvoir la culture kurde en Europe. C'est principalement un centre de documentation, d'information, d'édition, de diffusion de publications kurdes. Nous formons également des étudiants, nous recrutons des étudiants à qui nous obtenons des bourses d'étude à l'université ou des bourses de doctorat dans les divers domaines. Ce sont les principaux champs d'intervention de l'Institut kurde.

- Avez-vous des relations avec d'autres instituts kurdes ou associations kurdes françaises ou étrangères ?

Nous avons des relations avec la plupart des associations kurdes socio-culturelles, et nous avons également un Institut culturel kurde à Washington qui a été créé en novembre dernier; avec l'Institut kurde de Bruxelles également.

- Il y a une controverse entre historiens, intellectuels, à propos de l'origine des Kurdes. On dit que les Kurdes descendent des Mèdes, est-ce exact ?

Pour une population aussi importante, habitant un territoire qui a été un carrefour, une voie de passage entre les divers conquérants et les invasions venant d'Asie centrale, les conquérants venant de l'ouest allant vers l'est comme Alexandre le Grand, ou allant du nord vers le sud. Il y a eu évidemment toute une série de mélanges, comme c'est le cas de tous les peuples.

Dans le cas des Kurdes, étant donné l'histoire, une partie des Kurdes doit descendre très probablement des Mèdes de l'Antiquité, mais il y a eu d'autres éléments : des Scythes, des Mitannis, toute une série de mélanges. Il y a des Arabes qui ont été assimilés par des Kurdes, des Arméniens qui ont été assimilés par des Kurdes, des Kurdes qui ont été assimilés par des Turcs, les Arabes ... etc. Donc, il y a tous ces mélanges-là.

Mais historiquement, si les Mèdes sont les descendants, ils se trouvent dans les régions kurdes. Cela constitue l'un des rameaux fondamentaux aux fondateurs du peuple kurde, mais il y en a très probablement d'autres ...

- Pourriez-vous me réexpliquer brièvement la partition de l'Empire ottoman avec le problème de Mossoul ?

En résumé, voici l'aperçu historique des Kurdes avec l'affaiblissement du Califat (c'était comme la papauté pour le monde musulman) : à partir du XXème siècle, il y a eu la création de quatre Etats kurdes qui ont duré à peu près un siècle parce qu'ils ont été balayés par les invasions turco-mongoles. Après les invasions turco-mongoles, il y a eu la création d'une série de principautés kurdes qui ont été ensuite englouties par d'autres invasions. Entre-temps, les Kurdes ont dominé la scène de l'histoire mondiale avec la dynastie de Saladin pendant les croisades.

L'année 1514 correspond à celle de l'alliance avec les Princes kurdes et le sultan ottoman pour la défense des frontières de l'Empire contre la Perse qui était à l'époque gouvernée par une

dynastie chiite (et qui l'est toujours). Cet accord octroyait aux Kurdes une très large autonomie dans leurs affaires, autonomie qui était sur certains plans assez proche d'une quasi-indépendance puisque ces principautés pouvaient battre monnaie et puis étaient héréditaires. L'Empire ne versait aucune taxe, aucun tribut à l'Empire ottoman. Donc, pendant trois siècles, c'était cela le statut du Kurdistan, en tout cas, d'une large partie du Kurdistan ottoman. Et puis, de l'autre côté de la frontière, il y avait environ le quart du territoire kurde qui était occupé par les Perses et dans le Kurdistan perse également, il y avait des principautés assez largement autonomes, ceci afin d'éviter que ces territoires, sous contrôle perse, ne basculent du côté ottoman. Les Kurdes avaient plus de privilèges.

Le XIX^{me} siècle est le siècle de la centralisation et en même temps des guerres d'indépendance. Les Princes kurdes se révoltent en ordre dispersé contre les tentations centralisatrices des empires. Révolte d'abord des princes, puis lorsque toutes les principautés ont été annexées, l'autorité est passée aux grands chefs religieux (les Cheiks).

La conséquence de toutes ces révoltes, est qu'il s'est forgé une lutte intellectuelle menant un combat national dans des normes plus modernes. Et cela a abouti à la reconnaissance du droit des Kurdes à avoir leur propre Etat dans le traité de Sèvres de 1920. Ce traité n'a pas été appliqué et a été remplacé par celui de Lausanne de 1923. Ce traité consacrait déjà le partage du Kurdistan entre la Turquie (sous le mandat français), l'Iran qui commençait à émerger. Il restait le *vilayet* de Mossoul, c'est-à-dire un territoire contrôlé par les Britanniques depuis la Première Guerre mondiale, et revendiqué à la fois par les Turcs, les Kurdes et les Britanniques pour le compte des Irakiens; l'Etat irakien que les Britanniques venaient de créer de toutes pièces parce qu'il n'existait pas. Alors, en 1923, la question n'a pas pu être réglée immédiatement lors du Traité de Lausanne. La Société des Nations devait trouver une solution, donc elle a dépêché sur place une mission d'enquête pour connaître les aspirations des populations concernées. Comme entre-temps les Kurdes d'Irak avaient revendiqué l'indépendance de leur territoire, où l'un des leurs s'était proclamé roi du Kurdistan, le sentiment national kurde était très fort. Donc les 7/8 de la population se sont prononcés pour la création d'un état kurde indépendant dans ce territoire riche en pétrole. Cela étant, les Britanniques ont affirmé que sans les richesses du pétrole et les richesses agricoles du Kurdistan, l'Etat Irakien, nouvellement créé, ne serait pas viable. Donc ils ont convaincu la Société des Nations d'annexer le territoire à l'Irak, en contrepartie d'un auto-gouvernement pour les provinces kurdes. Et c'était ça la promesse en 1925. Les Britanniques, pour convaincre les membres de la Société des Nations qui comptait donc la France et les Etats Unis leur ont accordé des parts de la société Irak-Pétroleum qui exploitait ce pétrole-là. Précisément, 27,5 % des actions ont été laissées à la France, 27,5 % aux Etats Unis, 40 % pour les Britanniques et 5 % pour la personne qui avait à l'époque joué le rôle d'intermédiaire. Donc les Américains et les Français étaient très contents d'avoir ces parts dans le partage du pétrole. Les Britanniques sont restés la puissance mandataire jusqu'en 1930.

Ils ont accordé une forme d'autonomie culturelle mais pas d'autonomie administrative et comme les promesses n'étaient pas tenues, les Kurdes se sont révoltés. Les Britanniques ont réprimé ces révoltes. « La Royal Air Force » est intervenue à plusieurs reprises. Depuis, l'Etat irakien est devenu un Etat indépendant.

C'est la base de toutes les guerres qui ont ensanglanté l'Irak depuis cette époque-là quasiment sans interruption. Il y a de temps en temps des trêves qui durent 10 ans, 12 ans. La dernière trêve avait duré de 1947 à 1961. En 1961, une guerre de 30 ans a repris jusqu'en 1991.

- Quel est le contexte du coup d'Etat de 1980 en Turquie ?

Le coup d'Etat de Turquie est à mon avis dicté par plusieurs considérations. D'abord la chute de la monarchie en Iran a suscité pas mal de troubles à l'intérieur de l'Iran. Et à la faveur de ces troubles, les Kurdes iraniens ont pu émerger en tant que force politique et militaire autonome assez importante. Cela a suscité à l'époque un certain intérêt pour la question kurde dans son ensemble dans l'opinion publique internationale et puis beaucoup de sympathie parmi les Kurdes de Turquie pour le mouvement kurde iranien. Donc les militaires ont cru devoir intervenir pour museler ces expressions puis assener un coup dur au mouvement kurde qui était à l'époque assez puissant.

Deuxièmement, le conflit entre l'Irak et l'Iran portait potentiellement des risques d'extensions régionales et c'est d'ailleurs là, je pense, que les pays occidentaux, en particulier les Américains, avaient besoin d'un allié sûr où il n'y a pas de loi ou d'opposition. Donc ils ont proprement encouragé les militaires turcs à intervenir parce que les Américains venaient de perdre l'un de leurs principaux alliés de la région, parce que l'Iran était un allié très important des Etats-Unis. Il y a en même temps le développement de mouvements syndicaux et de mouvements de gauche en Turquie, il y a une crise économique, ce genre de phénomène est en général dicté par tout un faisceau de facteurs. Mais je pense que le facteur « sécuritaire » à la fois interne turque, donc celui du problème kurde, et aussi externe, c'est-à-dire la position des Américains ont favorisé ce coup d'Etat. Il ne faut pas oublier que c'était aussi quelques mois après l'intervention massive soviétique, en Afghanistan, que la Turquie est une base avancée de l'OTAN avec beaucoup de stations d'écoutes américaines, des communications russes et que tout cela était contesté à l'intérieur de la société civile en Turquie. Donc le coup d'Etat a permis de museler tous ces gens et ne serait-ce que dans le camp kurde, l'armée en a arrêté quand même 140.000. Cela fait une armée 140.000 personnes !

- Il me semble qu'un certain nombre de partis kurdes ont émergé à ce moment-là...

Oui, oui. Mais les militants, les sympathisants, tous les gens qui ont été arrêtés. Certains ont été condamnés à de lourdes peines, d'autres ont été assassinés sous la torture.

- Pour quelles raisons le PKK a-t-il commencé la lutte armée en 1984, quatre ans après ce coup d'Etat justement ? Est-ce le fruit du hasard ?

Je crois qu'il faut leur poser la question ... Mais au-delà de la décision prise par les chefs ou d'autres, si ce mouvement n'a pu trouver une certaine résonance c'est parce que la répression avait été extrêmement brutale, sauvage, sanglante. Je crois qu'à la même période il y a eu un mouvement violent chez les Arméniens qui n'a pas pu se développer parce que les conditions sociologiques n'y étaient pas. C'est un mouvement qui était basé sur un motif de vengeance d'un génocide perpétré plusieurs décennies auparavant. Donc dans les générations nouvelles, ça ne trouvait pas la même résonance. Le PKK a commencé avec quelques dizaines de militants la lutte armée en 1984. La répression avait été effroyable dans les provinces kurdes durant les quatre années consécutives du coup d'Etat militaire, et c'est suite à cela que la lutte armée a trouvé une résonance. Et puis pas mal de jeunes ont pris le maquis. Donc au-delà des décisions politiques, des chefs ou des autres finalement il faut voir aussi quel est le terrain militaire.

- Qu'en est-il en fait des droits culturels des Kurdes dans les différents pays ?

Actuellement, en Iran, il n'y a aucun droit culturel reconnu. Ca et là, il y a des publications en kurde mais sur le thème religieux : c'est de la propagande religieuse ou gouvernementale diffusée également en langue kurde. Il n'y a pas d'écoles, il n'y a pas de journaux, il n'y a pas de manifestations culturelles kurdes autorisées. En Syrie, il n'y a pas non plus de radios, ni de journaux, même si certains concerts de musique sur des cassettes sont de temps à autre tolérés. Mais il n'y a pas de droit. Il faut bien faire la distinction entre le droit et la tolérance provisoire.

- La répression n'est-elle pas moins forte en Syrie qu'ailleurs ?

Effectivement, et c'est parce que les Kurdes sont beaucoup moins nombreux. Il n'y a jamais eu de mouvement armé en Syrie. Il y a une répression plus sournoise, dans la mesure où dans les années 60', environ 150.000 Kurdes ont été déchus de la nationalité syrienne. Donc, ce sont des gens sans papiers. Ils vivent dans leur propre pays comme des étrangers, ils n'ont même pas de carte de séjour, ils sont « tolérés ». Ils ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'université, ils ne peuvent pas devenir fonctionnaires. On les mobilise quand même pour le service militaire pour les envoyer sur le front du Golan; ils paient des impôts. Donc, ce sont des gens en marge de la société. Donc il y a cette répression-là. Actuellement, il y a une vingtaine de prisonniers politiques également.

Mais la Syrie n'a pas engagé de campagne de destruction des villages kurdes comme c'est le cas en Turquie ou comme ça a été le cas en Irak.

Alors, en Irak, les 2/3 du territoire kurde sont administrés directement par les Kurdes eux-mêmes. Dans ces territoires-là, il y a des écoles primaires, secondaires, des universités en langue kurde; il y a des TV, des journaux. Depuis 1991, c'est l'auto-administration. Il y a un autre 1/3 du territoire qui est occupé par le gouvernement irakien en particulier la province pétrolière du Kirkouk. Et là, c'est la répression ordinaire de l'état irakien, mais pas au niveau linguistique parce que toute la propagande de Saddam Hussein est traduite en kurde et diffusée à la TV, à la radio, aux émissions en langue kurde. Saddam Hussein salue de temps en temps dans des costumes kurdes. Enfin bon...

En Turquie, jusqu'en 1991, l'usage même parlé de la langue kurde était interdit. Depuis, l'usage parlé est toléré mais l'usage écrit est interdit. On ne peut pas éditer, publier un journal, un livre kurde sans avoir de procès. Les Kurdes le font mais ils ont constamment des procès; les gens sont arrêtés, ils sont envoyés en prison. Il n'y a aucune radio en langue kurde et l'enseignement même privé de la langue kurde est interdit. De même on ne peut pas organiser des concerts de musiques kurdes, c'est considéré comme constitution de groupes « terroristes ».

- Comment voyez-vous l'avenir du peuple kurde ?

Je crois que quels que soient les difficultés, les drames actuels, une population de 30 millions d'habitants ayant malgré tout une tradition de résistance à la fois ancienne et vivace, aura un jour ou l'autre - probablement dans un avenir pas très éloigné - sa liberté, ou il disposera de la maîtrise de son destin ; je ne sais pas sous quelle forme. Donc il est exclu qu'on puisse faire disparaître une telle population de la surface du globe dans une époque où une majorité de la population est urbanisée. Les gens ont été scolarisés, il y a des élites modernes et puis la

question kurde est transfrontalière. Le fait qu'un Etat essaie d'anéantir les Kurdes n'est pas suffisant pour anéantir l'ensemble de la population kurde. Le problème reste.

Le danger principal pour l'instant, c'est l'assimilation linguistique dans la mesure où dans les langues dominantes il y a toute une série de chaînes de TV, il y a les moyens de communication modernes et que la population kurde lorsqu'elle était majoritairement rurale était en mesure de transmettre, ne serait-ce qu'oralement son patrimoine culturel et linguistique, est devenu urbain majoritairement à la suite des campagnes de destruction des villages. Et puis pour des raisons économiques parfois également. Donc ces éléments urbains sont plus perméables à l'assimilation linguistique. Donc il y a un risque « d'irlandisation » de la question kurde.

C'est une course contre la montre. Si les kurdes arrivent à obtenir assez rapidement un statut politique leur permettant de disposer de leur autonomie culturelle et linguistique, ils vont renverser la vapeur et donc la langue kurde sera développée et préservée. En Irak, il n'y a aucun risque, la population est très largement scolarisée en kurde ; la langue kurde ne risque pas de disparaître. Mais en Turquie, ce risque-là est quand même assez réel.

- Pensez-vous qu'ils pourraient peut-être arriver à une certaine autonomie, à une indépendance, voire à une fédération ?

Je pense que tout est possible. Cela dépendra beaucoup de l'évolution des mouvements démocratiques dans ces Etats qui n'ont pas de traditions dans ce domaine. Mais il y a des exigences, des aspirations de plus en plus fortement affirmées au sein des populations iraniennes et en Turquie également. Au cours des dix dernières années, il y a eu quand même une évolution assez notable. On vit dans une époque d'après-guerre froide, et puis la généralisation des moyens de communication, des informations par satellite surtout, et les gens suivent de près ce qu'il se passait, ce qui se passe dans d'autres parties du monde. Et j'ai tendance à croire que la démocratie sera contagieuse. Elle n'a pas encore affecté largement le monde musulman qui dans son ensemble constitue encore à l'heure actuelle une espèce d'« isolant » face à ses aspirations démocratiques. Je pense que ces mouvements-là travaillent en profondeur ces sociétés, et à la faveur de la démocratisation, les Kurdes arriveront à obtenir un statut probablement dans un cadre fédéral. Parce que l'autonomie me paraît beaucoup plus difficilement viable : on ne peut pas imaginer une autonomie sans démocratie, car il n'y aurait aucune garantie. Aucun Etat ne peut tolérer sur une portion de son territoire un îlot de démocratie, le reste serait dirigé de manière autocratique. S'il y a démocratie, les Kurdes sont suffisamment nombreux que pour demander ce que les Flamands ont obtenu par exemple en Belgique, ou les Québécois au Canada, ou les Catalans en Espagne, ou les Jurassiens en Suisse. Ca c'est la dynamique de la démocratie.

C'est-à-dire qu'à la fin il y a une union, mais c'est une union librement consentie. Ce n'est plus une union basée sur usage de la force.

- Que pensez-vous du Parti démocratique des masses de Serafettin Elci ?

C'est un parti tout à fait récent. Il y a deux autres partis pro-kurdes en Turquie. Donc, les critères de jugement des partis politiques au-delà de leur programme, c'est le degré d'adhésion de la population. Je pense qu'il faudrait attendre ce test. En tant qu'intellectuel, on peut préparer le plus beau programme du monde, encore faut-il savoir obtenir l'adhésion populaire, convaincre les siens d'y adhérer. Si on arrive à les convaincre, ça veut dire que ça devient un mouvement réel. Si on n'arrive pas, ça reste une chimère intellectuelle.

- Apparemment, le PKK a l'air de redouter le Parti démocratique des masses...

De toute façon, dans tous les mouvements du genre du PKK, la moindre formation s'affirmant sur le même terrain politique est perçue comme une menace.

- Ils veulent avoir le monopole, en fait ...

C'est la logique de tous les mouvements ayant ce genre d'idéologie.

- Avez-vous eu des contacts, des liens avec le PKK ?

Non, aucun lien.

De temps en temps dans les journaux, ils polémiquent. Mais enfin, ils polémiquent avec tous les gens qui ne sont pas de leur bande.

- Quelles sont les structures internes du PKK ?

A vrai dire, je n'en ai pas la moindre idée. Il y a un livre en anglais que vous pouvez trouver, celui d'Ismet IMSET. Mais de toute façon, entre ce qui est écrit et la pratique, il y a parfois de grandes différences...

Il y a un certain nombre d'ouvrages là-dessus, mais ils sont pour la plupart en turc et en kurde. De plus, c'est une connaissance théorique ; dans la pratique, je ne sais pas. C'est aux gens qui se trouvent à l'intérieur qu'il faut poser la question.

- On ne les trouve pas facilement ! J'ai déjà demandé à plusieurs personnes de me mettre en contact avec l'un ou l'autre militant ou sympathisant, mais j'ai un peu l'impression que l'on cherche des excuses pour éviter une confrontation quelconque. Ou bien les personnes qui seraient susceptibles de m'aider ne sont pas disponibles. Donc, je ne dispose pas de coordonnées ni de noms précis...

Ce n'est pas une question de nom. Ce qui se passe, c'est que la boîte à outils est la même dans tout ce genre d'organisation, vous avez un parti, un front et une armée. Dans le cas du PKK, vous avez le parti du PKK, vous avez le Front (ERNK) et l'Armée (ARGK).

Maintenant, à l'intérieur du parti, quelle est la structure de commandement ? Est-ce qu'ils ont un Comité Central ? De temps en temps, ils publient des communiqués du Comité Central, mais la plupart du temps ce sont les messages de leurs chefs qu'ils qualifient, suivant la conjoncture, du Commandant en chef, du Président du parti, du Secrétaire général.

- Avez-vous remarqué une évolution idéologique du PKK depuis sa création ?

Vu de l'extérieur, probablement oui. Au départ, c'était une organisation affirmant davantage une idéologie marxiste-léniniste, tiers-mondiste. Et puis progressivement, au cours des dernières années, il y a une plus grande affirmation de son caractère kurde et national. Ce qui n'empêche pas dans des textes ou des déclarations d'avoir encore recours à des explications puisées dans l'idéologie marxiste-léniniste. Mais en tout cas, il y a une évolution depuis la chute du mur.

- N'y a-t-il pas une sorte de « dérive nationaliste » pour le moment ?

Dérive... Non. En tout cas, il y a l'affirmation, disons, d'une idéologie nationale voire nationaliste. Mais en même temps, ils font régulièrement appel à la cohabitation des Turcs et des Kurdes. Il n'y a aucun discours anti-turc, anti peuple turc, je veux dire. Contre le régime par contre il y a tout ce que vous voulez. Mais je ne pense pas à une dérive nationaliste.

- Quels sont les objectifs et les revendications du PKK ?

Cela a beaucoup évolué également, en tous cas jusqu'à 1992 ou 1993. C'était parti de l'objectif d'un Kurdistan uni, indépendant et socialiste. A un autre moment, la création d'une région autonome leur paraissait suffisante; des périodes durant lesquelles leur chef déclarait : « Nous n'exigeons rien, si ce n'est la reconnaissance de notre parti ».

- Quelles sont les relations du PKK avec les autres partis kurdes de Turquie ?

Les relations ont été extrêmement conflictuelles au moins jusqu'en 1993. En mars 1993, au moment de la conclusion d'un cessez-le-feu entre le PKK et les autorités turques, indirectement, il y avait souvent des actions violentes, des conflits sanglants entre ces mouvements. Et puis les relations restent parfois turbulentes. Disons qu'il n'y a plus de guerre, il y a une sorte de « paix froide ». Sauf évidemment de temps en temps, il y a des polémiques contre telle ou telle personnalité, contre tel parti les critiquant.

- Et avec l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) ?

Des relations très mouvantes, très fluctuantes au gré des conjonctures internes et régionales. Il y a eu des moments de véritables alliances avec l'UPK et puis il y a eu des moments où l'UPK et le PDK décidaient ensemble de déloger le PKK vers la bande frontalière qu'il occupait sur la frontière de la Turquie quand les relations étaient franchement mauvaises. Il y a quelques mois donc, le PDK était qualifié d'organisation patriotique kurde dans les médias du PKK, ils faisaient l'éloge du PDK, maintenant ce sont des traîtres. Donc, c'est très fluctuant. »

- Trouvez-vous que le PKK est représentatif d'une grande majorité des Kurdes ?

En tant que démocrate, je vais prendre en considération l'audience de l'organisation lorsqu'il y a la libre expression du suffrage populaire. Et en Turquie, malheureusement, jamais il n'a été possible pour le parti kurde de mesurer son audience.

J'ai vécu cette situation en Iran après le renversement du régime du Chah. Juste 2-3 semaines après la chute de la monarchie je suis allé à Mahabad et en Iran, il y avait 17 organisations kurdes armées, chacune avait occupé un immeuble avec son drapeau. Chacun affirmait avoir la plus grande audience au sein de la population. Puis il a fallu l'organisation d'élections quelques semaines plus tard. Et de tous ces mouvements, le seul à obtenir plus de 80 % des suffrages était le Parti démocratique kurde d'Iran. Là, on pouvait dire effectivement « cette organisation a une audience populaire ». Donc le reste du temps, ce sont des « auto-proclamations », « auto-affirmations » qui valent ce qu'elles valent.

- Comment considérez-vous Abdullah Öcalan ? Approuvez-vous ses méthodes, est-ce que vous le trouvez dictateur ou mégalomane ?

Ecoutez, si j'avais approuvé ses méthodes, je serais un représentant de son parti. Donc, assurément je ne les approuve pas. Le reste évidemment, ça concerne ses propres combattants ou militants. S' ils sont contents de lui, ils cheminent ensemble...

- De quoi vit le PKK, en fait ? De trafics de drogue, d'humains ?

Je ne suis pas dans le secret de l'organisation de la finance. Il m'arrive également de lire des choses dans la presse. Mais dans un organisme culturel, on n'a pas ces informations à notre disposition.

- Y a-t-il des personnes, venant à l'Institut, qui versent « l'impôt révolutionnaire », ou qui sont forcés de donner une certaine somme d'argent ?

J'ai lu ce genre de choses dans la presse kurde et turque. Je pense probablement que cela doit exister puisque cela a existé dans tous les mouvements de ce genre. Prenez la guerre d'Algérie. La Fédération de France du FLN était un peu la banque du mouvement, et elle faisait payer - si on veut parler poliment - ou elle rackettait - si on veut parler autrement - tous les Algériens de France. Ca n'est pas impossible ! C'est même très probable, mais cela étant, il faut faire une enquête de terrain, aller dans la communauté pour demander.

- Quelle est la situation actuelle du PKK au niveau politique et militaire ? Trouvez-vous qu'il est plus fort que jamais, ou au contraire, est-il en train de s'asphyxier ?

Ni l'un, ni l'autre. Le PKK est le produit de la politique de négation, d'étouffement, d'écrasement des Kurdes pratiquée par le gouvernement turc.

Donc, tant que cette politique-là reste, il y a un espace pour le PKK puisque tout espace d'expression politique est littéralement rendu impossible en Turquie. Dans la mesure où il y a même des parlementaires qui sont condamnés à de longues peines de prison ; qu'on ne peut même pas organiser à Istanbul un cours privé de kurde. Donc, cette politique brutale dans notre âge engendre par réaction des mouvements comme le PKK. Je pense que tant que la politique turque restera aussi brutale, aussi despotique, aussi sanglante, le PKK perdurera. Et puis en même temps, il y a des intérêts régionaux. Il y a dans la région notamment des gens qui ont des comptes à régler avec la Turquie, et qui sont particulièrement heureux - j'imagine - d'avoir la possibilité d'embêter, « d'enquiquiner » la Turquie en soutenant le PKK.

- Pourquoi le peuple kurde n'est-il pas parvenu à se constituer en Etat ?

Principalement à cause de la géographie. Les Kurdes étaient pris entre deux Empires pendant le 19e siècle. Ensuite, lorsque les grandes puissances de l'époque, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et la France ont dessiné la carte de la région, ils ont estimé plus utile pour leurs intérêts de favoriser plutôt un puissant Etat turc nationaliste comme « état tampon » entre la Russie Soviétique et les concessions de la France et de la Grande-Bretagne.

Il y a aussi des raisons inhérentes à la société kurde.

Les Kurdes n'étaient pas très unis, ils avaient un retard culturel par rapport à leurs voisins, ce qui ne les a pas aidés à se faire entendre avec suffisamment de force à l'époque pour arracher leurs droits.

- Les choses ont-elles changé en Turquie par rapport au problème kurde et au PKK depuis le début de la lutte armée en 1984 ?

Les choses changent au niveau des mentalités, aussi bien pour le pire, parce qu'il y a une polarisation ethnique assez forte. Dans beaucoup de villes, les quartiers turcs et kurdes sont beaucoup plus séparés qu'auparavant; les gens se fréquentent beaucoup moins; il y a plus de suspicions; il y a des employeurs turcs qui ne veulent pas employer des ouvriers kurdes. Mais en même temps dans la mentalité de classes moyennes, de dirigeants, beaucoup de gens pensent qu'il y a un vrai problème et qu'il faudra un jour ou l'autre trouver une solution.

Il y a ce double phénomène qui joue.

Probablement dans les années à venir, les nationalistes turcs radicaux voyant le coût de la guerre, voyant le coût économique, social, politique et moral de la solution militaire, se résoudront probablement à engager quelques réformes, un dialogue dans le souci politique.

- Quelle est l'évolution de l'attitude des différents gouvernements turcs par rapport à la question kurde et au PKK ? Prenons le point de vue de Özal et de Demirel.

Il y a une évolution en dents de scie. Jusqu'à 1990-1991, tous les gouvernements turcs successifs avaient la même politique de négation totale de l'existence même des Kurdes. Et puis en 1991, pour toute une série de raisons, en particulier à cause de l'internationalisation de la question kurde lors de l'exode des Kurdes irakiens après de la guerre du Golfe, le Président turc de l'époque, Özal, a essayé une ouverture et la recherche d'une solution par le dialogue. Mais l'aile radicale dure de l'armée a stoppé nette cette tentative et a repris les choses en mains. Depuis on avait fait un pas en avant avec Özal. Maintenant, avec Demirel, on fait plutôt trois pas en arrière. On retombe dans une espèce de « glaciation » idéologique au moins au niveau des dirigeants. Ce qui n'est pas le cas au niveau des intellectuels et de la population. Mais au niveau des dirigeants, on en est revenu au discours de négation de l'existence d'un problème kurde.

- Pour quelle(s) raison(s) fondamentale(s) la Turquie ne veut-elle pas accorder l'indépendance, ou l'autonomie au peuple kurde ?

C'est une question de mentalité: la Turquie est gouvernée par une idéologie officielle inscrite dans sa Constitution, qui veut qu'il n'y ait qu'un Etat avec une seule langue, une seule culture; que la Turquie est la patrie des seuls Turcs. Autrement dit, tous les autres n'ont aucun droit. Donc ils ont peur que s'ils remettent en cause cette idéologie fondatrice de la République turque, qu'ils finissent progressivement par avoir des revendications kurdes croissantes; que finalement les Kurdes demandent leur indépendance. Donc il y a cette crainte de l'indépendance que les Turcs mettent en avant pour dénier aux Kurdes les droits les plus élémentaires comme les droits linguistiques, par exemple.

- Pensez-vous que les Kurdes arriveront un jour à concrétiser leurs revendications ?

Certainement, mais on ne sait pas dans quel avenir. Ca prendra encore des années, voire des décennies. Il y aura encore beaucoup de malheurs, de drames. Mais étant donné la

démographie, l'urbanisation, la présence d'une forte diaspora kurde dans les pays occidentaux qui contribue à sensibiliser l'opinion en Occident et à isoler diplomatiquement la Turquie, étant donné la présence de communautés kurdes dans les métropoles turques qui font que le problème kurde est devenu aussi un problème dans les métropoles turques, on arrivera à obtenir des revendications, au moins au niveau de l'identité. Le reste suivra peut-être plus tard.

- Trouvez-vous que la presse occidentale est relativement objective par rapport à la question kurde et au PKK ?

La presse occidentale parle très peu, comparativement, de la question kurde. Et lorsqu'elle en parle dans la mesure où elle n'a pas accès à la région, pour des raisons de sécurité et/ou d'embargo, appliquées par les autorités, les informations sont souvent superficielles, soit dans la mesure où elles reprennent des dépêches d'agences turques qui pratiquent systématiquement la désinformation.

C'est la tendance générale. Cela n'empêche pas des journalistes indépendants, des correspondants courageux d'aller voir sur place en prenant des risques. Parfois ils se font expulser quand ils écrivent des choses qui déplaisent aux autorités.

- Qui sont les militants du PKK ?

Il faut essayer de les rencontrer. Mais en général, ce sont des gens qui sont jeunes, qui sont le produit d'une société en crise. Ce sont des jeunes au chômage, des jeunes dont les parents ont été soit arrêtés, soit torturés et emprisonnés, soit dont les villages ont été détruits. Leur proche milieu familial a été victime d'une répression féroce de la part des autorités. Donc eux, ils cherchent en quelque sorte à venger leurs proches et à obtenir les droits des Kurdes de cette manière.

REMARQUE - Cette personne a préféré l'emploi d'un pseudonyme pour préserver son anonymat.

- Pourriez-vous me parler de la Gauche turque ?

Le mouvement révolutionnaire débute à partir de 1968. C'est une époque d'effervescence sociale où tout est remis en question et notamment le rôle du Parti Communiste en tant que représentant de la classe ouvrière. Dans diverses universités, des comités sont créés, des comités de réflexions notamment. Les représentants de ces comités ont, à un moment donné, créé des organisations. Trois ont surgi à cette période dans tout ce marasme idéologique bouillonnant :- le TKP-ML, dirigé par Ibrahim Kaypakkaya

- le THKO, l'Armée de libération populaire de Turquie, dirigé par Deniz Gezmiş
- le THKP-C, le Front-Parti révolutionnaire de libération de la Turquie, de Mahir Çayan.

Le TKP-ML défendait les thèses maoïstes de l'encerclement des villes par la campagne. Donc très tôt, le TKP-ML a pris le maquis notamment dans la région de Dersim. Malheureusement, ils n'en sont pas sortis et n'ont pas eu beaucoup d'activités en-dehors, sur le territoire turc.

Le THKO a vite été liquidé, puisque trois cadres de cette organisation ont été pendus le 6 mai 1972.

Le THKP-C a survécu. Dans un premier temps, il a été liquidé le 30 mars 1972 et plus ou moins 15 cadres ont été arrêtés. Alors, il y a eu un mouvement de jeunesse qui s'est appelé la Jeunesse Révolutionnaire dans les années 70 et qui a repris le flambeau du THKP-C. Ce mouvement étudiant a fini par créer une organisation en 78 qui s'appelait Dev Sol (La Gauche Révolutionnaire).

1978, c'est une époque où l'Etat turc tente de liquider et d'épurer toute l'administration, l'enseignement, la justice et de mettre des fascistes à leur tête. On a aussi appelé ça la période « d'encerclement fasciste ». Les universités par exemple étaient sous embuscade. Quand les étudiants sortaient, ils étaient reçus par des fascistes qui leur tiraient dessus. C'est arrivé souvent. Les membres du Parti d'action nationaliste, le MHP, le principal parti fasciste de Turquie, appelés plus communément « Les Loups Gris » également actifs en Belgique, ont sur leur conscience plus de 5.000 morts.

Tout ça pour dire que les mouvements révolutionnaires ont pris leur essor dans les années 70 suite au coup d'Etat de 1971.

Je fais une rétrospective: - Mai 68': le mouvement étudiant avec création d'organisations révolutionnaires.

- Mars 71': le coup d'Etat fasciste soutenu par la CIA.

- Entre 76' et 80': une reprise du mouvement révolutionnaire.

J'en reviens maintenant au Dev Sol puisque c'est là qu'on s'était arrêté.

C'est donc une organisation marxiste-léniniste qui se réclame grosso modo de la 3ème Internationale (qui est d'accord avec Marx, Engels, Staline et Mao), mais qui ne s'est jamais prononcée comme héritière d'une voie ou d'une autre. Donc elle ne s'est jamais dite pro-cubaine, pro-chinoise, pro-soviétique ou pro-vietnamienne; parce qu'il y a aussi dans le mouvement communiste international un mouvement pro-vietnamien.

Le Dev Sol n'a jamais pris parti dans le grand débat en disant que dans le clan socialiste, il y avait des choses à défendre et des choses à rejeter, mais qu'il fallait développer une ligne autonome qui respectait la réalité du pays dans lequel il luttait forcément.

Que veut dire lutter en tenant compte de la réalité sociale du pays ? C'est d'abord définir le pays dans lequel il lutte. Donc la Turquie, pour le Dev Sol, l'actuel DHKP-C (Front-Parti révolutionnaire de libération du peuple créé le 30 mars 1994, date de l'assassinat du secrétaire général du THPK-C) est un pays « néo-colonial », c'est-à-dire soumis d'une part à l'impérialisme américain principalement, allemand en partie et même français; d'autre part à un gouvernement oligarchique. L'oligarchie en Turquie, c'est un pouvoir créé et partagé entre les propriétaires fonciers, la grande bourgeoisie monopoliste représentée par deux grandes dynasties financières et le capital financier. La grande bourgeoisie en Turquie, est organisée dans le TUSIAD, l'Association des industriels et des entrepreneurs de Turquie.

Donc, pour récapituler, la Turquie est un pays néo-colonial dirigé par l'impérialisme américain, avec en sous-traitance le Conseil National de Sécurité (MGK), donc les militaires et l'oligarchie.

Cet Etat néo-colonial a connu deux coups d'Etat fascistes, l'un en 1971, l'autre en 1980 qui ont décapité pas mal d'organisations.

Après 1980, la lutte se développe principalement dans les prisons. Ces luttes sont en grande partie dirigées par le Dev Sol. Il y a eu notamment la grande grève de la faim de 1984, qui a coûté la vie à quatre prisonniers politiques (trois du Dev Sol et un du TIKB, l'Union des communistes révolutionnaires de Turquie - une organisation pro-albanaise).

Il faudra attendre 88-89 pour que le mouvement révolutionnaire reprenne du poil de la bête.

1989 est une période de détente au niveau du fascisme. Ce n'est plus directement l'armée qui dirige, même si elle le fait effectivement. Elle instaure un gouvernement de façade en 1983: c'est le Parti de la Mère Patrie qui vient soi-disant au pouvoir, mais qui est contrôlé en fait par les militaires. Cela va continuer jusqu'en 89.

En 1989, il y a l'évasion des grands cadres du Dev Sol de prison et notamment le Secrétaire Général. Ces cadres vont réorganiser le parti, enfin l'organisation parce que ça ne s'appelle pas encore un parti à l'époque. Ils vont réorganiser le mouvement sur tout le territoire et prendre en main la lutte dans les bidonvilles, la lutte pour les droits démocratiques en renforçant les organisations d'entraide des prisonniers politiques, etc.

La lutte démocratique reprend donc elle aussi. C'est une période très très longue que je vais clore ici.

Je vais directement passer au protocole d'accord.

Le Dev Sol grandit tellement qu'il devient un parti le 30 mars 1994. Ce parti s'appelle Parti-Front, c'est-à-dire qu'il a un front incorporé au parti qui comprend une partie armée et une partie non armée. Ce parti est à l'avant-garde aussi de toutes les fêtes du 1er mai, les cortèges massifs, dirigés par le DHKP-C.

Le DHKP-C, est implanté à la campagne, principalement dans les régions périphériques du Kurdistan : Dersim (tout comme le TKP-ML); dans le Sud, c'est dans les chaînes du Taurus; à l'Ouest, c'est dans la Mer Egée et dans le Nord, les territoires de la Mer Noire. Donc ils ont des unités de guérilla un peu partout.

J'ai donc dit que le DHKP-C avait une activité de guérilla dans la région de Dersim dans le Kurdistan Turc. C'est une région où le TKP-ML est présent, mais aussi le PKK. Je dis ça en fait parce que je vais enchaîner sur le protocole avec le PKK.

Il est clair qu'avec la « sale » guerre menée dans le Kurdistan, il y a eu un exode rural massif forcé à cause de la guerre, de l'appât du gain parce qu'il n'y avait plus d'avenir à la campagne. Ces deux formes d'exode ont créé des concentrations ouvrières importantes autour des grandes métropoles, et ça a alimenté en quelque sorte les organisations marxistes-léninistes implantées dans les métropoles. Des bidonvilles comme ceux de Gazi ou de Okmeydan à Istanbul, sont aujourd'hui sous contrôle du DHKP-C. Et pourtant, c'est une population à forte teneur kurde.

La conclusion qu'on peut en tirer, c'est que finalement le problème s'étend en fait sur toute la Turquie et que pour la libération de la Turquie, il faut aussi avoir une activité dans les métropoles. Ce que le PKK n'a pas beaucoup développé, en fait.

- Y a-t-il des Kurdes qui soutiennent plus le DHKP-C, qui est un mouvement turc, que le PKK, qui est un mouvement kurde ?

Bien sûr. Les 6 ou 7 dixièmes des membres du DHKP-C sont Kurdes.

Donc, ça veut dire qu'en fait, s'il faut libérer les peuples de Turquie, ça passe par la libération de toute la Turquie et pas seulement la population du Kurdistan. Mais ça, c'est la position du DHKP-C.

Le DHKP-C, en fait, considère que le PKK est une organisation idéologiquement « petite bourgeoise ». Parce que d'abord elle s'est développée parmi l'intelligentsia kurde dans les années 70. Ce n'est pas une critique négative, c'est une réalité. Les autres organisations marxistes-léninistes ont aussi été créées par les étudiants, mais le PKK a malheureusement développé la fibre nationaliste et n'a pas pris pour base la lutte sociale. Il a dit qu'il fallait d'abord mettre en avant la lutte nationale, mener la lutte de libération nationale, et que ce n'est qu'ensuite qu'il y aurait libération sociale, donc la libération des paysans de leurs seigneurs, etc.

Le DHKP-C dit le contraire. Il dit que d'abord on lutte contre les classes dirigeantes et que c'est grâce à ces classes dirigeantes que tous les peuples pourront acquérir leurs droits nationaux. Ca c'est la première grande rupture aux divergences idéologiques.

Donc, si le PKK s'est orienté sur une ligne nationale et nationaliste, c'est aussi à cause du fait que les organisations révolutionnaires turques, jusqu'au début des années 70, ne s'étaient pas ou presque pas prononcées sur la question kurde. Il y en a qui reconnaissaient à peine l'existence du peuple kurde, parce que ces organisations-là étaient fort teintées de kémalisme. On disait que Mustapha Kemal était un grand révolutionnaire, qu'il n'y a pas eu de génocide arménien, que c'était une lutte contre la réaction, contre la féodalité... Il y en a qui ont dit ça, qui ont dit des choses vraiment graves.

Mais donc évidemment, à partir du moment où on ne se prononce pas sur une question aussi cruciale, aussi importante, le peuple kurde est estimé à 15-20 millions d'habitants, et bien il arrive qu'une organisation essentiellement kurde prenne les choses en mains à un certain moment et fasse sa politique sur une base nationale et s'isole en fin de compte.

Comme la gauche turque s'est auto-isolée en ne traitant pas la question kurde, les Kurdes ont traité leur question eux-mêmes. Ca a créé une division.

Et donc, le DHKP-C aujourd'hui essaie de créer un Front révolutionnaire. Ils ne font pas uniquement des appels en direction du PKK, mais aussi en direction du TKP-ML, du TIKB (Union des communistes révolutionnaires de Turquie) et du MLKP (Parti communiste marxiste-léniniste) aussi.

En fait, le but du protocole (je crois que c'était fin décembre ou début janvier) c'est d'abord d'unifier les peuples et unifier l'opposition sur une base minimale. La base minimale c'est : « On a un ennemi commun, le fascisme de l'Etat turc, et les conditions objectives font que nous devons nous retrouver dans le même rang ». Ca c'est le motif principal.

L'autre motif, inavoué, c'est que le DHKP-C veut lutter idéologiquement avec le PKK pour que le PKK adopte une ligne véritablement anti-impérialiste. C'est-à-dire qu'il prenne aussi comme cible l'impérialisme américain, et que le PKK refuse catégoriquement de collaborer avec les pouvoirs américains.

Pourquoi ? Parce que le mérite du DHKP-C est d'avoir étudié les expériences des autres organisations révolutionnaires. Celle de l' OLP en Palestine, par exemple. On a vu ce que ça a

donné: un fiasco total. Ils ont accepté le plan des Américains sur toute la ligne, et après les accords de paix, on a accéléré le processus de colonisation, on a construit encore plus de cités pour les Sionistes, on a encore plus mené la répression contre le peuple palestinien. Le peuple palestinien était désarmé après les accords de paix. C'est pareil au Guatemala ou au Salvador. (...)

Dans les textes du DHKP-C reviennent souvent les expériences de fiasco des accords de paix orchestrés par l'impérialisme américain notamment.

On sait très bien que si le PKK aujourd'hui s'assied autour d'une table et négocie sur base de ce que veulent les Etats-Unis, ou même sur ses propres bases, il va plier sous les pressions et sous les revendications de l'Etat turc et des Etats-Unis.

Il y a aussi un texte de la CIA où il est expliqué qu'une des stratégies de la contre-guérilla, c'est de donner des droits nationaux à un peuple pour qu'il ne se révolte plus.

Donc les droits nationaux, la reconnaissance de la langue, l'enseignement du kurde à l'école, etc., il se peut très bien que ce soit reconnu un jour par l'Etat turc uniquement dans le but de faire capituler le PKK.

Donc c'est pour ça qu'il faut accorder une priorité à la question sociale, à la lutte pour la libération des peuples et des travailleurs avant la question nationale. La question nationale ce n'est pas aussi « gigantesque » : même un gouvernement très dictatorial peut donner quelques miettes pour sauver le bateau.

Donc ça c'est une des critiques du DHKP-C envers le PKK.

Pour résumer le fond des critiques du DHKP-C envers le PKK, c'est :

- la politique diplomatique du PKK: vouloir toujours négocier notamment par l'envoi de lettres à Clinton, etc.

- la politique non-orientée vers l'anti-impérialisme. Le PKK n'a pas fait d'actions contre les Etats-Unis au moment de la guerre du Golfe. Le DHKP-C a fait beaucoup d'actions, même armées contre des officiers et des généraux de l'armée américaine présents en Turquie.

C'est donc surtout ramener le PKK sur une ligne anti-impérialiste et sur une ligne véritablement révolutionnaire. Pas de négociations. Donc aujourd'hui le PKK dit qu'il faut qu'on fasse la paix. Le DHKP-C dit que pour faire la paix il faut d'abord faire la guerre. Il faut lutter pour gagner la paix. Le PKK commence de plus en plus à dire que pour avoir la paix, il faut faire la paix. Je crois qu'on peut le résumer comme ça.

- Quand a été créé le Parti communiste turc ?

Il a été créé au début des années 20', en 1921 ou 1922, juste avant la proclamation de la République. L'organisation à cette époque était dirigée par Mustapha Suphy.

Soi-disant, Mustapha Kemal était quelqu'un qui aimait Lénine et qui aimait les révolutionnaires. Il est même arrivé à un moment que dans le Parlement turc on s'appelait « camarade », parce qu'il y avait toute une discussion sur ce qu'il fallait prendre dans le modèle soviétique : est-ce qu'on nationalise, est-ce qu'on donne le pouvoir aux travailleurs ou pas ? Enfin, le débat n'est pas allé jusque-là en Turquie, mais il y avait des accords avec l'Union Soviétique à l'époque.

L'Union Soviétique a soutenu la lutte indépendantiste de Mustapha Kemal, et donc Atatürk avait tout intérêt à se ménager les Communistes. Mustapha Kemal a même créé un faux parti communiste, et en même temps, il y avait le Parti Communiste de Mustapha Suphy qui revenait de Moscou et venait de se faire reconnaître comme Parti Communiste officiel de Turquie. Il était véritablement communiste à proprement parler. Mustapha Kemal n'a pas apprécié et il a fait torpiller son embarcation. Il y a eu 15 cadres du P.C. à l'époque qui ont été tués et ça a

amené la liquidation du parti. Mais ce parti a tout de même eu une activité dans les années 30', 40', 50'.

- Et dans les années 70 ?

Dans les années 70, le Parti Communiste de Turquie si je me souviens bien, a fusionné avec le Parti Ouvrier et ils sont entrés au Parlement.

Mais le P.C. n'a jamais défendu la lutte armée. Il a toujours été teinté de kémalisme et il a toujours dit qu'il y avait moyen d'arriver au socialisme par des réformes, en entrant dans le Parlement. On voyait que le P.C. turc ne ferait aucune alternative parce que tout ce qu'il faisait c'était lutter en quelque sorte dans les limites déterminées par le gouvernement, par le système qui était fascisant déjà à l'époque.

Le P.C. turc n'a jamais traité la question kurde, donc forcément il la méprisait. A partir du moment où tu méprises la réalité de 15 millions d'habitants, c'est qu'il y avait quelque part du « social-chauvinisme » comme disent les révolutionnaires.

Le Parti communiste turc avait une activité dans les années 70 - 80. Mais sur base de quoi ?

C'était beaucoup de réformisme, l'appel aux élections.

Les organisations marxistes-léninistes en général boycottent les élections pour ne pas rentrer dans le jeu du fascisme turc, parce qu'on sait très bien que c'est une voie sans issue. Récemment dans un parti proche du PKK, le HADEP, les parlementaires ont été arrêtés.

Le barrage lors des élections n'était plus de 5% mais de 10% pour être sûr que le HADEP ne soit pas représenté.

Le P.C. turc était donc un parti réformiste. On l'appelle aussi « révisionniste », c'est-à-dire qu'il utilise la littérature et le vocabulaire marxiste-léniniste mais pour retirer son contenu, son essence. En termes marxistes-léninistes, on appelle ça le « révisionnisme » : la révision des thèses.

C'est un parti qui a été liquidé en 1989 avec la chute du Mur, notamment parce qu'il devait être certainement soutenu en partie par Moscou. A partir du moment où Moscou s'est écroulée, il s'est écroulé aussi.

- Pourriez-vous me parler de la genèse du PKK et de l'extrême gauche turque.

En fait le mouvement national kurde, le mouvement patriotique kurde et le mouvement marxiste-léniniste se sont créés un petit peu dans la même aire géographique : c'était aussi dans les universités d'Ankara et Istanbul.

Simplement, le PKK a plus pris une orientation de libération nationale.

Je voulais dire encore quelque chose... Il faut quand même préciser que le PKK était beaucoup plus marxiste-léniniste dans ses débuts que maintenant. Il y a une dérive récente, notamment parce que la lutte idéologique n'a pas été menée jusqu'au bout. Des éléments de la bourgeoisie sont entrés dans le Front (l'ERNK) et se sont, petit à petit, frayés un chemin dans le parti.

Et donc même dans le parti du PKK, qui chapeaute le Front de Libération Nationale, il y a des forces bourgeoises qui veulent petit à petit essayer de liquider tout le contenu révolutionnaire marxiste-léniniste.

Et donc le seul intérêt de cette bourgeoisie nationale kurde, c'est le nationalisme. Elle met beaucoup en avant le « chauvinisme kurde », malheureusement. Ce qui isole les autres peuples.

- Le DHKP-C est un parti marxiste-léniniste. Donc, ça n'a rien à voir avec le Parti Communiste turc ?

En fait c'est une question de termes. C'est comme le Parti Socialiste de Belgique: le P.S. s'appelle P.S. mais il n'est pas socialiste du tout. Etre socialiste ça veut dire être pour le socialisme. Le P.S. n'est pas pour le socialisme, il est pour le capitalisme avec des réformes.

Donc c'est une question de noms. On a vu plein de partis communistes qui ne luttaient pas comme de véritables communistes... Plein de gens se disent communistes et ne le sont pas malheureusement. Communiste c'est une étiquette.

Quelqu'un qui dit « je suis communiste parce que je partage tout », c'est bien en soi mais ce n'est pas ça être communiste. C'est avoir un projet de société qui garantisse les droits vitaux élémentaires, ce n'est pas uniquement être généreux...

Institut kurde de Paris

RTBF - « L'Hebdo », le 30 mars 1997

« Tête de Kurde », un reportage de B. LEPLA et P. PREUMONT

Les Kurdes en exil et ceux restés au pays partagent la même chaîne de télévision. MED TV est la télévision kurde par satellite : elle est captée par 50 millions de personnes environ.

Pour les Kurdes, elle est devenue une armée médiatique d'une importance capitale.

Zana Serin, présentateur de MED TV

« Je crois que beaucoup de téléspectateurs aimeraient que nous nous rendions sur place avec nos caméras pour filmer, mais c'est impossible parce que nous sommes hors-la-loi en Turquie et dans beaucoup d'autres pays de la région. On nous interdit d'aller sur place pour chercher des informations. On utilise d'autres moyens : nous avons des journalistes infiltrés qui nous font parvenir des informations depuis différentes villes et villages du Kurdistan. Des téléspectateurs aussi nous téléphonent, puis il y a des journalistes, la presse locale qui nous alertent ».

- Vous êtes un sympathisant du PKK ?

« Non mais le PKK, c'est notre réalité quotidienne et peut-être même notre seule source d'informations ».

- Vous relayez des informations venant du PKK ?

« Oui bien sûr. Le PKK est une des associations kurdes ayant le plus d'activités dans tous les domaines au Kurdistan. C'est la guerre là-bas et donc il est important d'obtenir des informations sur ce qu'ils font ».

La montée en puissance du PKK et de son leader Abdullah Öcalan est due largement au rôle joué par cette télévision que la Turquie n'arrive pas à contrôler.

Dans certaines régions reculées de Turquie, on sort les paraboles clandestinement pour capter les programmes. Et certains n'hésitent pas à comparer les programmes de MED TV à ceux de la BBC durant la Deuxième Guerre mondiale. Mais la télé, cela coûte cher et des soupçons se portent sur les sources de son financement : trafic de drogues, blanchiment d'argent, extorsion de fonds, trafic d'armes et même détournements de mineurs.

Le 18 septembre 1996, 200 gendarmes ont débarqué au siège de MED TV à Denderleeuw. Tout a été retourné et fouillé et pour l'équipe de MED TV, cette perquisition évoque de bien sinistres méthodes.

Turan Demir, journaliste de MED TV

« On ne s'attendait pas à être traités de cette façon en plein coeur de l'Europe. J'ai été très surpris. En Turquie c'était peut-être normal, mais ici... Et puis même en Turquie en 1993, je n'ai pas souvenir d'une telle descente de police dans notre rédaction. Ils avaient arrêté 150 journalistes à l'époque, tous ceux qui travaillaient à Istanbul, mais ils ne nous ont jamais traités de cette façon. Je dirai même qu'ils se sont mieux comportés ».

Une centaine de personnes ont été interpellées. Quatre d'entre elles ont été arrêtées et inculpées; elles ont été relâchées quelques semaines plus tard. Mais la question demeure: d'où vient l'argent de MED TV ?

Turan Demir, journaliste de MED TV

« Tout ce que je sais, c'est qu'il y a 30 à 40 millions de Kurdes à travers le monde. Chaque Kurde soutient financièrement MED TV. C'est vrai, je ne vous raconte pas de salades ! Je leur ai dit à la police que je n'inventais rien. J'ai des images, des preuves. Je sais que des Kurdes ont vendu leur voiture pour apporter leur soutien financier à MED TV. Je ne l'ai pas inventé ! C'est évidemment difficile à comprendre pour un Européen, mais la télévision pour les Kurdes c'est très important, surtout quand c'est la guerre contre leur peuple. Nous sommes la seule voix pour tous ces gens et ils sont prêts à tout donner pour faire vivre cette chaîne ».

Mais chaque kurde n'a pas une voiture à vendre. Certains témoignages font état clairement de contributions prélevées de force chez certains commerçants kurdes. Une sorte d'impôt de guerre expliqué ici par une réelle situation de guerre.

Au cours de notre visite un fax parvient à la rédaction. Il fait état d'une nouvelle attaque de l'armée turque dans un village. Les journalistes de MED TV appellent un témoin au téléphone: *« C'est mon fils Murat. Tôt ce matin, ils ont encerclé la maison, ils sont entrés avec des Kalachnikov. Ils nous ont tous mis dans des pièces séparées. Ils nous ont tous mis le dos au mur et puis ils ont pris mon fils et lui ont tiré quinze balles dans la tête. Sa tête a explosé, son cerveau, Murat mon fils... Il s'était marié il y a deux mois, Murat mon fils... Son corps est resté étendu jusqu'au matin... ».*

La longue marche des peuples kurdes ne fait sans doute que commencer. Cette situation de guerre qui tue les civils chasse aussi les hommes politiques. Les parlementaires kurdes ont trouvé refuge dans cet immeuble bruxellois. Le 18/09/96, c'est l'opération « Spoutnik ». Comme à MED TV, on perquisitionne au Parlement kurde.

Ces parlementaires, démocratiquement élus, ont été forcés à l'exil pour leurs convictions politiques. Ils avaient choisi Bruxelles pour sa position centrale en Europe, pour la proximité des Institutions Européennes. Ils avaient choisi la Belgique pour son système fédéral plutôt respectueux des minorités. Et pour eux, l'opération « Spoutnik » tient du complot politique.

Zubeyir Aydar, Parlementaire kurde en exil.

« Pour nous, ces opérations policières ne peuvent s'expliquer que par la coopération économique entre la Belgique et la Turquie. C'est une concession faite au régime turc. Les gouvernements et les polices des 2 pays collaborent. Un mois après la perquisition, cela a été révélé dans la presse. Il ne faut pas y voir des mobiles de droit commun mais bien des raisons exclusivement politiques. Il n'y a rien d'autre ».

Une des choses principales qu'on vous reproche, c'est d'avoir des liens avec le PKK qui est considéré, en tout cas en Europe, comme un mouvement terroriste. Est-ce que vous le considérez comme votre branche armée ?

« Nous reconnaissons le PKK comme un parti, une organisation politique au sein du Kurdistan. Cela fait 13 ans que dure cette guerre dans notre pays. On pille nos villages tous les jours. L'armée turque ne combat plus seulement le PKK mais de front le peuple kurde tout entier ».

Le malaise kurde semble gagner la Turquie toute entière. De Djirbakir à Istanbul, c'est quasiment l'état d'urgence.

Georges-Henri Beauthier est avocat sans frontières. Il revient d'Istanbul, où il est allé comme observateur international assister au procès de politiciens turcs accusés d'avoir assassiné un journaliste kurde. Pour lui, l'Etat turc est au bord de la crise de régime.

Georges-Henri Beauthier

« Le pouvoir en place a intérêt aussi je dirais, à entretenir une certaine guerre, à entretenir cet état d'urgence dans le Sud-Est pour pouvoir arriver à faire son commerce d'armes, son commerce de drogues et à imposer un véritable pouvoir de pré-bande dans le Sud-Est. Je crois que le Sud-Est est pour le moment dans un état de non-droit total ».

- Est-ce que les Kurdes de Belgique s'entraînent à la guerre, par exemple ?

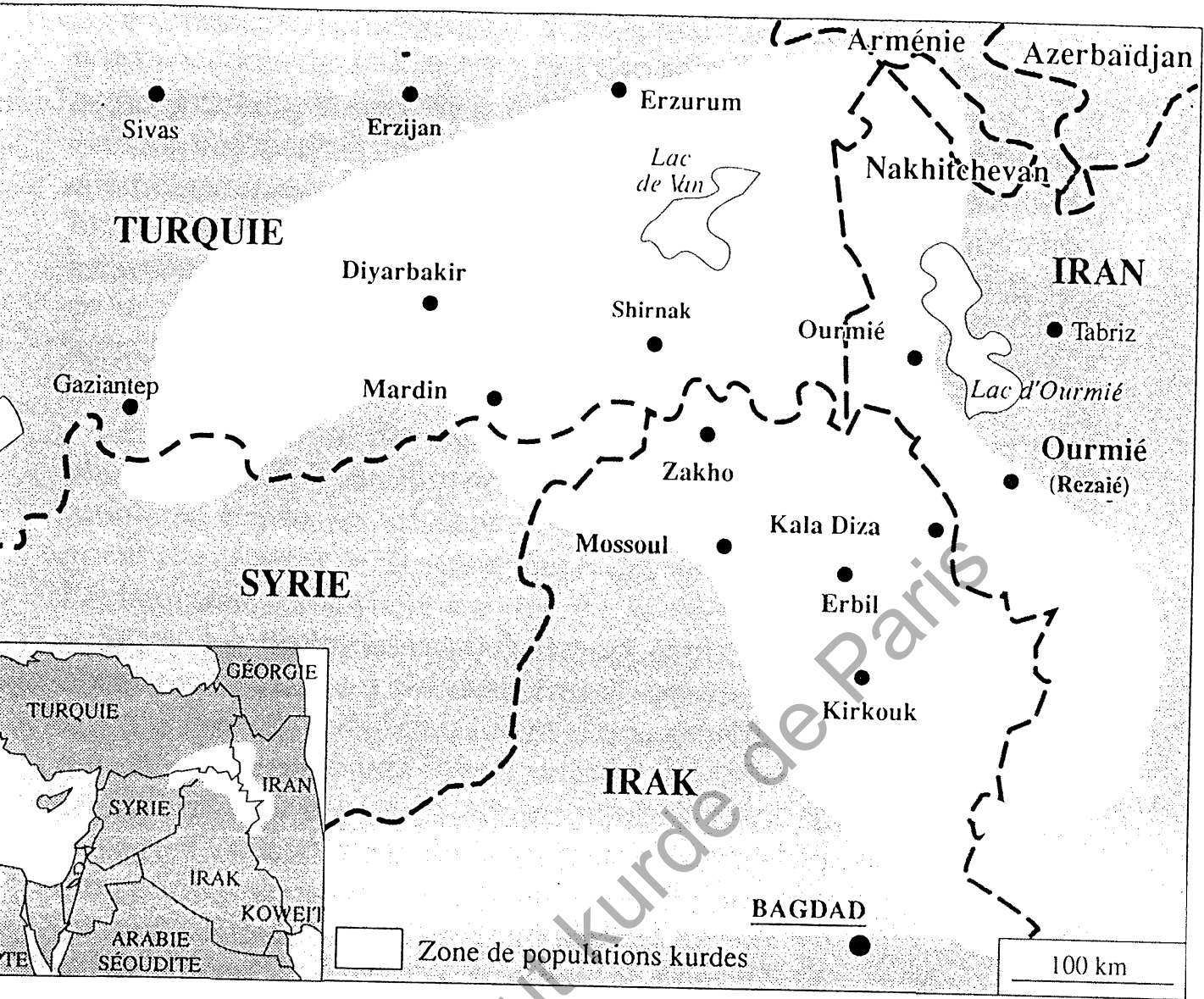
« Je n'ai jamais vu ni de camps, ni d'endroits où les kurdes de Belgique pouvaient s'entraîner à la guerre. Il est clair que quand vous avez 250.000 militaires dans votre région et que vous menez une lutte armée, vous devez vous entraîner quelque part. Je crois que les militants, qu'ils soient du PKK ou qui luttent avec le peuple kurde, ne vont pas venir s'entraîner en Europe que je sache ».

- Mais si le PKK prend le pouvoir, n'aura-t-on pas une dictature au Kurdistan ?

« Le Kurdistan, il faut bien le savoir, c'est le PKK avec un soutien populaire, donc il faut en tenir compte. Ce n'est pas non plus uniquement ça. Donc il y a énormément de forces, c'est vrai, qui sont ralliées au PKK, qui veulent une solution négociée. Est-ce que c'est pour ça qu'ils vont emporter la dictature ? Je crois en tout cas que ça ne peut pas être pire que maintenant ».

Institut kurde de Paris





Institut kurde de Paris

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

- ANONYME
1991, *Political Parties and Democracy in Turkey*, Ed. Metin Heper and Jacob M. Landau, pp. 134-202
- BLAU, Joyce
1963, *Le problème kurde. Essai sociologique et historique*, Bruxelles, 81 p.
- BOZARSLAN Hamit
1997, *La question kurde*, Paris, Presses de Sciences Po, 383 p.
- CHABRY, Laurent et Annie
1984, *Politique et minorités au Proche-Orient*, Ed. Maisonneuve et Larose
- CHALIAND, Gérard (sous la direction de)
1978, *Les Kurdes et le Kurdistan*, Paris, Petite Collection Maspero, 369 p.
- CHALIAND, Gérard
1992, *Le malheur kurde*, Paris, Seuil, 213 p.
- FIERZ, Gaby & HILTY, Anne-Lise & MORDEY, Marion
1995, *Turquie de rêve... Turquie d'exil*, Paris, L'Harmattan, 194 p.
- KUTSCHERA, Chris
1997, *Le défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance*, Paris, Ed. Bayard, 352 p.
- MC DOWALL, David
1996, *A modern history of the Kurds*, London, pp. 395-445
- MEYER, Michelle
1992, *Questions sur le Moyen-Orient. Le Kurdistan*, Strasbourg, Ed. Prospective 21, 159 p.

- MORE, Christiane
1984, *Les Kurdes aujourd'hui. Mouvement national et partis politiques*, Paris, Ed. L'Harmattan, 310 p.
- PICARD, Elisabeth (sous la direction de)
1991 *La question kurde*, Bruxelles, Ed. Complexe, 161 p.
- RAMBOUT, Lucien
1947, *Les Kurdes et le Droit*, Paris, Ed. Le Cerf
- RUGMAN, Jonathan & HUTCHINGS Roger
1996 *Ataturk's children. Turkey and the Kurds*, London, Cassel, 129 p.
- SALAME, Ghassan (sous la direction de)
1994 *Démocraties sans démocrates*, Paris, Ed. Fayard.
- VANER, Semih & AKAGUL, Deniz & KALEAGASI, Bahadır
1995 *La Turquie en mouvement*, Bruxelles, Ed. Complexe, 151 p.
- ZANA, Mehdi
1995 *La prison n° 5. Onze ans dans les geôles turques*, Paris, Seuil, 129 p.

REVUES et PUBLICATIONS

- *Dossier d'information du Kurdistan*, « Kurdistan Sud, le PKK et la Turquie »,
Centre d'information du Kurdistan, Paris
- *Dossier Kurdistan*, Institut kurde de Bruxelles, Fondation kurde ULB, septembre 1989,
136 p.
- *Dossier Solidarité internationale*, « Turquie-Kurdistan. La guerre populaire cachée
contre l'Etat fasciste turc », n° 135, mai 1997, Bruxelles, 54 p.
- *Espace Orient*, n° 14-15-16-19- 20-23-24
- Ismet G. IMSET, « The PKK, a report on separatist violence in Turkey (1973-1992) »,
Turkish Daily News, Ankara, October 1992, 450 p.

- Ismet G. IMSET, « PKK - Mouvement terroriste ou combattant de la liberté ? », publié par *The Economist*, 08 au 14/06/1996, traduit par le Centre d'Information du Kurdistan, Paris, 41 p.
- *Info-Türk, Bulletin bimestriel*, n° 229, novembre-décembre 1996
- Institut kurde de Bruxelles, *Bulletin trimestriel d'information*, n° 24
- Institut kurde de Paris, *Bulletin de liaison et d'information*, n°142-143, janvier-février 1997
- Institut kurde de Paris, *Revue de presse*
- « Les Kurdes et les Etats », in *Peuples Méditerranéens* n° 68-69, juillet-décembre 1994, Paris, 319p.
- *Kurdistan*, un rapport présenté par les Comités du Kurdistan en Europe, à la sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Genève, 7 août- 1er septembre 1989
- *Kurdistan*, une publication de l'Institut kurde de Bruxelles et de solidarité Socialiste-Fonds de Coopération au développement avec le soutien de la Commission des communautés Européennes, décembre 1994.
- *Kurdistan Rapport*, tous les numéros de mai-juin 1992 à août-septembre 1996
- *Kurdistan Rundbrief*, 14/96 et 21/96
- *Manifeste du Parti des travailleurs du Kurdistan*, « La voie de la révolution du Kurdistan », Ed. Serxwebun, Cologne, 1987, 135 p.
- *Reporters sans frontières*, « Turquie, illusions perdues », juin 1997

QUOTIDIENS ET HEBDOMADIAIRES

La Libre Belgique, Le Soir, Le Courrier de l'Escaut, Le Monde, Courrier International, Le Monde Diplomatique, Libération

Le Vif l'Express

REPORTAGES AUDIOVISUELS

- RTBF-L'Hebdo, « Tête de Kurde », le 30 mars 1997, un reportage de Bernard Lepla et Pascale Preumont

- « Kurdistan-Serhildan », 1994

INTERVIEWS

- Kendal NEZAN, intellectuel kurde de Turquie, Président de l'Institut kurde de Paris
- Yasar KAYA, Président du Parlement kurde en exil
- Derwich FEHRO, Président de l'Institut kurde de Bruxelles
- Pierre VANRIE, journaliste spécialisé sur la question kurde
- Refik ÖZTÜRK, politologue turc (pseudonyme)
- Ibrahim, Kurde de Turquie
- l' « anonyme »

TABLE DES MATIERES

	Page
INTRODUCTION	2
PARTIE 1 : La minorité kurde de Turquie	5
Chapitre 1 Présentation générale du problème kurde	5
I. Qui sont les Kurdes ?	5
II. Bref historique	8
III. La question kurde dans les différents Etats	17
Chapitre 2 La problématique des Kurdes de Turquie	26
I. Le Kurdistan de Turquie : aperçu général	26
II. Etat social des régions kurdes turques	27
III. Les Kurdes de Turquie	31
IV. Le Problème kurde en Turquie	42
Chapitre 3 La vie politique en Turquie	51
I. Les partis politiques turcs face à la question kurde	51
II. Des hommes politiques face à la question kurde	54
III. La vie politique kurde	57
Chapitre 4 Démocratisation et droits de l'homme en Turquie	63
I. Démocratisation	63
II. La violation des droits de l'homme	66

Chapitre 6 Evolution et situation actuelle du PKK	120
I. Glissements idéologiques : du marxisme-léninisme au nationalisme	120
II. Evolutions au sein même du parti et de la stratégie	122
III. Les objectifs et les revendications du PKK	122

CONCLUSION

ANNEXES

Interviews :

- « Anonyme »	2
- Pierre VANRIE, journaliste spécialisé sur la question kurde	16
- Derwich M. FERHO, Président de l'Institut kurde de Bruxelles	29
- Ibrahim, Kurde de Turquie	34
- Yasar KAYA, Président du Parlement kurde en exil de Bruxelles	44
- Kendal NEZAN, intellectuel kurde, Président de l'Institut kurde de Paris	50
- Refik ÖZTÜRK, politologue turc	60

RTBF-L'Hebdo, « Tête de Kurde »

Cartes géographiques

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES